



0276

IV/5/2

UNION DES SAVANTS, ÉCRIVAINS ET ARTISTES BULGARES

LA BULGARIE
ET
LA QUESTION MACEDONIENNE
LES CAUSES DES GUERRES BALKANIQUES

PAR

K. SOLAROFF

LIEUTENANT-COLONEL DE L'ÉTAT MAJOR BULGARE

AVEC CINQ CARTES ET UN FAC-SIMILE

SOFIA

IMPRIMERIE DE L'ÉTAT

1919

DR
72
S648

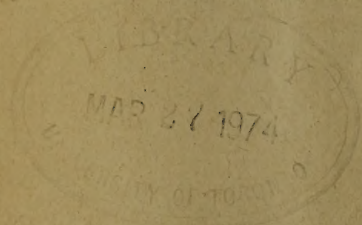


TABLE DES MATIÈRES.

	Page
Avant propos	1
Introduction.	
Décadence politique de la Turquie. — Les rapports du pouvoir central turc et des musulmans avec les peuples chrétiens subjugués	3
I.	
Exposé sommaire de la question Macédonienne.	
Les origines et les éléments de la question Macédonienne.	
L'origine de la question Macédonienne et sa nature. — Le commencement du différend entre les Bulgares, les Grecs et les Serbes	7
Le régime du Sultan Abdoul Hamid	15
Les insurrections de 1902 et 1903 et la période des réformes.	
L'insurrection de la S-t Elie en 1903. — L'Organisation Révolutionnaire Intérieure. — L'idée de l'autonomie de la Macédoine. — La rencontre à Réval et son importance pour la Macédoine	20
Le coup d'Etat des Jeunes Turcs et leur action.	
L'influence de la révolution des Jeunes Turcs sur la situation en Macédoine. — La politique intérieure du gouvernement jeune turc et son influence sur les rapports entre la Turquie et les Etats Balkaniques voisins	33
II.	
La Bulgarie et la question Macédonienne.	
L'idée de l'unité du peuple bulgare.	
Les causes de la naissance de l'idée de l'unité. — Le partage de la Bulgarie fait par le Congrès de Berlin. — L'assemblée constituante à Véliko Tyrnovo. — Le nationalisme bulgare et l'Exarchat	47

La politique de la Bulgarie depuis sa libération jusqu'en 1887.

La situation politique intérieure de la Bulgarie et le commencement des luttes de partis. — La situation de la Bulgarie par rapport aux grandes puissances et aux États voisins. — La conduite du gouvernement bulgare. — L'union de la Bulgarie du nord et de la Roumélie et ses conséquences. — L'impression en Serbie et en Grèce . . .

53

De 1887 jusqu'à 1894.

L'avènement au trône du roi Ferdinand I. — L'influence de ce fait sur la politique de la Russie envers la Bulgarie. — L'intervention du gouvernement bulgare auprès de la Sublime Porte en faveur des Macédoniens. — Le changement dans la politique du gouvernement russe envers la Bulgarie et ses suites. — La Roumanie et la question Macédonienne

69

Depuis 1894 jusqu'à l'insurrection de 1903 en Macédoine.

L'impression produite en Bulgarie par les violences commises en Macédoine. — Le baptême orthodoxe du prince héritier Boris. — La politique pacificatrice du gouvernement russe et l'idée du partage de la Macédoine. — La visite du prince Ferdinand à Constantinople et les „berats“ en faveur des évêques bulgares en Macédoine. — L'intervention du gouvernement bulgare auprès des grandes puissances pour l'application du § 23 du Congrès de Berlin en Macédoine. — La révolution de l'île de la Crète au mois de juillet 1894 et son influence sur le mouvement en Macédoine. — Le concours du gouvernement russe pour renforcer la propagande serbe en Macédoine. — Le changement de la politique extérieure en Serbie et les menaces contre la Bulgarie. — Les déclarations du ministre président serbe Vladan Djordjévitch. — L'impression en Serbie, en Grèce et en Turquie produite par la demande de la Bulgarie concernant l'application du § 23 du Congrès de Berlin. — La situation de la Bulgarie vers 1900

90

La Bulgarie et l'action des réformes en Macédoine.

L'intervention de la Bulgarie auprès des grandes puissances en 1903 au profit des réformes en Macédoine. — Les réformes de Murzsteg et leur application. — L'intervention de l'Angleterre auprès des grandes puissances pour l'amélioration du sort des Macédoniens. — L'idée de l'autonomie de la Macédoine. — La politique de la Roumanie par rapport à la question Macédonienne après 1903. — L'arme-

ment de la Bulgarie et son influence sur ses rapports avec la Turquie. — Les déclarations du ministre de l'Autriche, le baron Erenthal 120

La Bulgarie et le régime de jeunes Turcs en Macédoine.

La politique extérieure des Jeunes Turcs. — L'incident avec l'agent diplomatique bulgare à Constantinople. — La déclaration de l'indépendance de la Bulgarie. — Les démarches du gouvernement bulgare pour arriver à une entente avec les Jeunes Turcs. — La deuxième visite du Roi bulgare à Constantinople et nouvelles démarches au profit d'une entente. — Le refus tacite des Jeunes Turcs . . . 138

III.

L'alliance Balkanique et les guerres d'affranchissement en 1912 et 1913.

Les traités d'alliance.

Les pourparlers entre la Bulgarie et la Serbie à propos d'une entente. — L'alliance entre la Bulgarie, la Serbie, la Grèce et le Monténégro. — L'importance de l'alliance conclue pour la politique européenne. — Les bases principales des traités d'alliance 153

La guerre des alliés contre la Turquie.

La mobilisation générale des armées alliées. — Démarches au profit d'une entente pacifique de la part des alliés. — La déclaration de la guerre (le 5 octobre 1912). — Les opérations militaires en Thrace. — Les batailles de Lulé-Bourgas et de Tchataldja. — Les opérations militaires en Macédoine. — Les batailles de Koumanovo et d'Enidjé-Vardar. — Le premier armistice. — La reprise de hostilités; les batailles de Tchataldja, de Boulair et la prise d'Andrinople. — Le deuxième armistice. — Les pourparlers pour la paix à Londres 163

La trahison de la Serbie et la guerre entre les alliés.

La question de l'Albanie. — La politique conquérante de la Serbie. — La conduite des Serbes en Macédoine. — Les violences serbes et l'impression qu'elles produisirent en Macédoine et en Bulgarie. — L'intention de la Serbie envers la Macédoine et sa trahison envers la Bulgarie. — Préparatifs politiques intérieurs et extérieurs pour une guerre éventuelle contre la Bulgarie. — Entente secrète entre la Serbie et la Grèce. — La proposition du gouvernement serbe d'une

révision du traité avec la Bulgarie. — La Serbie propose à la Roumanie une alliance contre la Bulgarie. — La presse serbe prêche la défection à la Bulgarie. — La Serbie et la Grèce préparent la guerre contre la Bulgarie. — Participation de la Russie dans le différend. — L'exposé de M-r Pachitch du 15 mai 1913. — Futilité des arguments serbes concernant la révision du traité. — Ludovic Naudeau, journaliste français, sur la situation politique à la veille de la guerre. — Rencontre de M-r Guéchoff avec M-r Pachitch. — Le télégramme du Tzar russe et la réponse du Tzar bulgare. — Le rôle de l'ambassadeur russe à Belgrad, M-r Hartvig. — L'attaque entreprise par les Bulgares le 16 juin. — La déclaration de la guerre à la Bulgarie. Participation de la Roumanie et de la Turquie à la guerre contre la Bulgarie. — L'insuccès des Bulgares. — La paix de Bukarest. — Le sort de la Macédoine. — Le sort de la Thrace. — M-r N. Sourine, correspondant militaire russe, sur la situation politique après la guerre

175

ANNEXES.

I. Traité de San-Stefano 1878 (Extrait)	225
II. Traité de Berlin du 13 juillet 1878 (Extrait)	227
III. Traité d'alliance et conventions militaires entre la Bulgarie et la Serbie	
1. Traité d'amitié et d'alliance entre le royaume de Bulgarie et le royaume de Serbie du 29 février 1912	229
2. Annexe secrète au traité d'amitié et d'alliance entre le royaume de Bulgarie et le royaume de Serbie du 29 février 1912	231
3. Convention militaire entre le royaume de Bulgarie et le royaume de Serbie du 29 avril 1912	233
4. Arrangement entre les états-majors de Bulgarie et de Serbie du 19 juin 1912	238
5. Avis exprimés par les représentants des états-majors du 23 août 1912	240
6. Arrangement entre les états-majors de Bulgarie et de Serbie du 15 septembre 1912	241
IV. Traité d'alliance et convention militaire entre la Bulgarie et la Grèce.	
1. Traité d'alliance défensive entre la Bulgarie et la Grèce du 16 mai 1912	242

	Page
2. Convention militaire entre la Bulgarie et la Grèce du 22 septembre 1912	244
V. Traité de Londres du 17 mai 1913	247
VI. Traité serbo-grec contre la Bulgarie du 19 mai 1913 . .	249
VII. Traité de Bukarest du 28 juillet 1913	252
VIII. La Proclamation du Roi Pierre de Serbie du 18 juin 1913	257
IX. Fac-simile de la proclamation du Roi Pierre de Serbie du 18 juin 1913.	

CARTES.

- I. La Bulgarie après le traité de San-Stefano et le traité de Berlin 1878.
- II. La Macédoine avec la zone contestée d'après le traité d'alliance bulgaro-serbe du 29 février 1912.
- III. Modifications territoriales dans les Balkans pendant 1913.
 1. D'après la conférence de Londres. 2. D'après le traité de Bukarest.
- IV. Carte ethnographique de la Macédoine.

Errata.

<i>Page :</i>	<i>Ligne :</i>	<i>Au lieu de :</i>	<i>Lisez :</i>
4	dernière	au Congrès de Berlin	successivement jusqu'au Con- grès de Berlin
15	31	La régime	Le régime
75	16	la Vieille bulgare	la Bulgarie



AVANT-PROPOS.

Depuis nombre d'années, tous les Bulgares conscients, et en particulier ceux qui forment la classe instruite, ont prodigué leurs forces et leur énergie pour réaliser l'idéal commun — l'union des terres bulgares. Ils ont travaillé avec ardeur à la délivrance de la Macédoine dès l'aube de la renaissance intellectuelle. A partir de 1912 l'œuvre nationale entre dans sa période la plus active et jusqu'aujourd'hui encore le Bulgare n'a connu ni la vie normale, ni le repos. Tels un énorme bloc, les derniers événements oppressent l'âme nationale; une profonde douleur s'est emparé du peuple de la Bulgarie libre, inspirée par le sort de ses frères d'au-delà le Rilo et les Rhodopes.

Cette lutte géante qui est toute la vie politique de la Bulgarie a de multiples causes, inconnues à beaucoup, de gens et, d'autre part, de fausses accusations répandues par nos adversaires voilent la vérité. L'histoire de cette lutte de la nation bulgare, où elle a engagé jusqu'à son existence même, ne pourra être entièrement comprise qu'en approfondissant les causes qui ont toutes leur origine dans l'aspiration du peuple à l'unité politique.

En étudiant l'histoire des guerres de l'affranchissement de la Macédoine, en ma qualité de

membre de la Commission historico-militaire attachée à l'Etat-major de l'Armée, je devais, avant tout, m'arrêter plus longuement aux préliminaires historiques de la question Macédonienne qui constituent le point de départ de l'œuvre nationale, longue d'un demi siècle. Dans ce but je me suis servi, en plus de la littérature spéciale à la portée de tous, des archives du Ministère des Affaires Etrangères relatives à la politique extérieure de la Bulgarie en connexion avec la question macédonienne. Le résultat de ces études est le présent ouvrage, terminé encore en 1915, que je publie avec la conviction qu'il est de nature à jeter un peu de lumière sur les événements de notre histoire contemporaine.

A cette occasion, je considère comme mon devoir de remercier „l'Union des savants, des écrivains et des artistes bulgares“ d'avoir bien voulu faire publier cet ouvrage sous ses auspices.

Sofia, Décembre 1918.

Lieutenant-colonel: K. Solaroff.

INTRODUCTION.

Après l'échec subi par le sultan Soliman III dans sa tentative de s'emparer de Vienne (1683) l'ère de décadence de l'Empire ottoman commença. Créée par la force des armes et élevée à son point culminant grâce aux conquêtes, mais non affermi par les mesures sociales nécessaires, il déclina dès que la fortune des armes le trahit. Le régime turc, basé exclusivement sur les préceptes du Chériat, ne tenait nul compte des désirs d'indépendance non seulement des populations étrangères mais encore des musulmans mêmes; aussi le premier indice de faiblesse fut-il suffisant pour que les mécontentements se fissent jour et que commençassent les troubles civils. Les luttes intestines caractérisent le plus fortement l'Empire ottoman dont, au cours de deux siècles, elles rongèrent l'organisme autrefois si puissant; elles excitèrent les appétits de ses voisins du nord qui, aspirant à un avenir politiquement et économiquement meilleur, commencèrent à s'immiscer dans ses affaires et causèrent ainsi tant de préjudices et de maux à la Turquie que sa décadence devint aussi rapide que l'avaient été ses conquêtes.

L'œuvre des réformes qui s'inaugura plus tard sous le poids d'une série de malheurs (suite des luttes continues contre l'Autriche, la Pologne et la Russie, et des révolutions intérieures) et sous l'influence des conceptions, d'alors, relatives à l'organisation d'Etat dans l'Europe occidentale, lui causèrent encore de plus grands maux. L'unification administrative et la centralisation politique étaient considérées comme les seuls remèdes contre l'anarchie intérieure; on ne saisissait pas que la cause du mal n'est pas tant dans la forme de gouvernement que dans le principe,

dans l'esprit des lois. Les résultats de cette œuvre de réformes furent l'abolition de l'autonomie féodale des beys, l'institution de la centralisation et la création d'une situation privilégiée pour la nation turque. En tant que conquérante, elle se réserva les rouages de toute la machine gouvernementale — elle prit en mains l'administration et l'organisation de l'armée et ainsi s'écarta de la vie économique du pays. Privée cependant de cette sagesse des conquérants que possèdent de nos jours l'Angleterre, l'Allemagne et la France, la nation turque commença à se servir de la force brutale et à exploiter impitoyablement les ressources du pays et ainsi prépara un terrain encore plus propice au maintien et au développement non seulement de l'absolutisme, mais encore d'une bureaucratie despotique, cupide et corrompue.

Les plaies qui ravageaient l'organisme de l'Etat ne permettaient pas l'application d'un bon système fiscal; les ressources financières furent toujours insuffisantes et incertaines, d'autant plus qu'une grande part en était affectée aux besoins du pouvoir central — le Sultan; le gouvernement ayant besoin d'argent, qu'il fallait absolument se procurer, recourut à un autre système — le système de la violence. Trouvant une justification dans les préceptes du Coran, les Turcs appliquèrent ce système aux chrétiens, qui plus cultivés qu'eux, formaient l'élément le plus productif de l'Etat et d'ailleurs étaient étrangers et vassaux. Toutes les charges de l'Empire, rendues plus lourdes par l'oppression d'un régime corrompu, retombaient uniquement sur les chrétiens; circonstances qui ne pouvaient que produire une réaction des opprimés, susciter chez eux le désir d'indépendance, et provoquer l'intervention de l'Europe chrétienne. Pour ces raisons, la Turquie, dans son évolution politique, commença à se heurter sans cesse aux problèmes nationaux des populations sujettes, et affaiblie par les fréquentes luttes intestines, intransigente par suite du conservatisme et du fanatisme religieux inhérents à la race musulmane, elle finit par perdre au Congrès de Berlin

ses provinces les plus fertiles : la Slavonie, la Croatie, la Transylvanie, la Crimée, la Serbie, la Grèce, la Roumanie, la Bulgarie, la Bosnie et l'Herzégovine.

La tragédie de la Turquie ne devait cependant pas se terminer aussi facilement ; vains furent les efforts intéressés de certaines grandes puissances ; la Turquie prévoyait le sort cruel qui la menaçait, et que le manque de culture entraînerait sa perte ; aussi tout l'art de ses dirigeants, toute leur expérience diplomatique et gouvernementale, toutes les réformes apparentes et tous les coups d'Etat n'eurent qu'un but — ne fut-ce que provisoirement — sauver l'Empire. La Turquie réagissait contre l'intervention des puissances européennes, par la force armée, ou par la voie diplomatique, en exploitant la complexe et délicate question d'Orient, c. à d. en tirant parti des dissidences des grandes puissances. L'esprit de sa politique a toujours été d'écarter l'ingérence étrangère, de sauvegarder et de relever l'autorité du pouvoir central, d'affermir la souveraineté de la nation et de la langue turque et enfin d'étouffer chez les populations sujettes toute aspiration à une autonomie nationale, aspiration qui tendant ouvertement vers la décentralisation, menaçait l'intégrité et l'unité de l'Empire ottoman. Par suite de ces particularités du gouvernement turc, la révolution, citée plus haut, continua même après le Congrès de Berlin ; les mécontentements et les luttes intestines restèrent la caractéristique de l'Empire ottoman et suscitèrent les questions bien connues de Macédoine, de Crète, d'Arménie, d'Albanie, du sandjak de Novi-Pazar, etc.

Ces questions devinrent la source de nouvelles difficultés non seulement entre la Turquie et les grandes puissances, mais encore entre elle et ses vassaux d'hier devenus indépendants, la Bulgarie, la Serbie et la Grèce. Ces petits Etats, guidés par des considérations ethnographiques et politiques, commencèrent à s'ingérer dans les affaires de leur ancienne suzeraine, et créèrent ainsi de nouvelles complications à sa diplomatie, ce qui aiguillonna

l'orgueil des ottomans, déjà surexcité, et devint plus tard la cause de conflits armés. Par suite de la position géographique de la Macédoine, notamment que située dans la péninsule Balkanique elle voisine avec les trois Etats intéressés — la Bulgarie, la Serbie et la Grèce, la question de cette province turque a acquis dans les derniers temps une importance prédominante. Les groupes européens se faisant presque entièrement équilibre par rapport à toutes les plus importantes questions sociales et politiques, et chacun des grands Etats étant parvenu à l'apogée de sa puissance financière et militaire, la solution de la question macédonienne exerçait une grande influence sur la politique européenne: elle représentait le premier pas vers la solution de la „question turque“ ou question d'Orient, au profit de l'un ou de l'autre des groupes européens. Mais cette question intéressait également les petits Etats balkaniques qui, indépendamment de la question d'Orient et souvent instigués par quelque grande puissance intéressée, prodiguaient toute leur ardeur juvénile afin de la résoudre en leur propre faveur; c'était pour eux une question d'ordre intérieur, mais leurs stimulants étaient différents — pour les uns il s'agissait d'une affaire politique, pour les autres d'un haut devoir moral. Cette question était la plus importante dans la vie politique de la Bulgarie, car elle réglait ses rapports avec la Turquie, la Serbie, la Grèce, la Roumanie; reliée étroitement à la politique européenne elle exerçait son influence sur les relations internationales; enfin la question Macédonienne est la cause des dernières guerres de la Bulgarie contre la Turquie en 1912, la Serbie, la Grèce, le Monténégro et la Roumaine en 1913, et de sa participation dans la grande guerre européenne, où le néfaste concours des circonstances politiques la força à repousser des coups sanglants, même ceux de ses protecteurs naturels.

I.

Exposé sommaire de la question Macédonienne.

Les origines et les éléments de la question Macédonienne.

Vers le milieu du XIX siècle, le nationalisme grec commença à susciter des difficultés à la Turquie; sous l'influence des idées libérales venues de la Grèce indépendante, le clergé et les écoles grecs avaient réussi à éveiller la conscience nationale des Grecs de Turquie, ce qui provoqua l'insurrection de l'île de Crète (1867—1868). En même temps, il se produisait chez les Bulgares un mouvement pour l'indépendance religieuse qui après 1860 se transforma en un conflit aigu entre le Patriarche grec et les notables Bulgares, dont l'objet était la sauvegarde du nationalisme bulgare. Jusqu'alors les Bulgares n'avaient pas émis ouvertement leurs prétentions à des droits politiques, vu que beaucoup de leurs notables conservaient un certain loyalisme envers le Sultan. Devant le danger grec la Sublime Porte commença à s'intéresser à la lutte nationale entre Bulgares et Grecs, et, dans le but d'affaiblir l'influence grecque, résolut de se servir des Bulgares: elle leur concéda le droit de constituer une Eglise nationale qui reconnut seulement nominalement l'autorité du Patriarcat. Ainsi furent posés les fondements de l'Exarchat bulgare qui en 1870 fut reconnu officiellement par un ferman du Sultan.

L'amour-propre des Grecs ne leur permettait pas de se résigner à cet insuccès, aussi le Patriarche refusa de reconnaître le ferman du sultan. Mais d'autre part, les Bulgares procédaient à l'élection de leur premier

Exarque et plus tard proclamaient leur Eglise indépendante de l'Eglise grecque (11 mai 1872). Devant cette défaite de l'hellénisme quatre mois plus tard, le Patriarche déclara l'Exarchat bulgare excommunié de l'Eglise orthodoxe, en tant que schismatique. Cette hâtive et peu diplomatique mesure du Patriarche fut plus profitable que nuisible à la cause bulgare; les Bulgares obtinrent ainsi ce qu'ils désiraient, une Eglise entièrement indépendante et foncièrement nationale. Il restait à déterminer les diocèses de la nouvelle Eglise. Certains d'entre eux étaient déjà désignés dans le ferman, notamment une partie de ceux qui se trouvent dans la Bulgarie d'aujourd'hui; les autres devaient être déterminés selon l'article 15 du ferman, en tenant compte du vote de la population, c. à d. qu'il fallait recourir au plébiscite. Une question de la plus haute importance était par là mise à découvert — la question des sphères d'influence et des frontières ethnographiques entre le bulgarisme et le grécisme. L'Exarchat commença par le plébiscite des rayons d' Uskub et d'Ochrida, et comme plus de deux tiers de la population se déclara contre le Patriarchat, la Porte accorda le „bérat“ d'investiture pour les diocèses à des évêques bulgares. De cette manière, il était reconnu de fait que dans cette contrée, qui constitue la Macédoine occidentale, hormis les Turcs, la population prédominante est bulgare.

Jusqu'en 1873, les Grecs contestaient la Macédoine aux Slaves, mais ces derniers — Serbes et Bulgares — n'avaient pas encore songé à la contester entre eux, les Serbes la reconnaissant comme bulgare. La jeunesse du parti radical bulgare et serbe, qui de 1860 à 1870 propageait l'idée d'une fédération des Slaves du sud, acceptait comme un fait acquis et imposé par les traditions que la Thrace et la Macédoine étaient bulgares. Luben Karaveloff, le célèbre poète et patriote d'alors, se prononçait ainsi: „Les Grecs ne se demandent pas ce qu'est la population de la Macédoine; ils déclarent que du moment que cette contrée a appartenu autrefois à la Grèce, elle doit leur appartenir

maintenant aussi, . . . mais nous vivons au XIX siècle quand les droits historiques et canoniques ont perdu leur signification. Tout peuple comme tout individu doit vivre librement et pour soi. La Thrace et la Macédoine doivent donc être bulgares, parce qu'elles sont peuplées de Bulgares." Le Serbe Vladimir Ivanovitch, ami de L. Karavelloff, reconnaissait en Turquie comme terres serbes seulement la Bosnie, l'Herzégovine et la Métochie, c. à d. la Vieille Serbie, au sens le plus étroit du terme, et considérait la Macédoine comme province bulgare.

Pourfant vers la même époque, il existait en Serbie un autre courant qui prétendait que la dénomination Vieille-Serbie englobait toute la Macédoine. Ces nationalistes serbes avaient commencés à instituer en Macédoine des écoles, dont les maîtres étaient envoyés par la Serbie et qui enseignaient selon des manuels composés à Belgrade; ainsi les bases de la propagande serbe en Macédoine étaient posées. La population macédonienne accueillit d'abord favorablement ces écoles, parce qu'elles sapaient l'influence grecque qui déjà s'était fait haïr; mais quand elle comprit que les écoles et les instituteurs serbes travaillaient au profit de la nation serbe elle s'en écarta. Aujourd'hui les raisons qui amenèrent la Serbie à se tourner si tôt vers le sud sont claires: par la fondation de la nouvelle Eglise nationale et de l'Exarchat les frontières ethnographiques du bulgarisme étaient tracées et, de ce fait, soulignés les droits d'un rival dangereux; après que l'Autriche eut occupé la Bosnie et la Herzégovine, la possibilité d'une unification nationale et d'un débouché sur la mer était retirée à la Serbie; enfin, elle voulait obtenir la suprématie sur les Slaves des Balkans, désir qu'elle témoigne encore aujourd'hui. La nomination d'évêques bulgares à Uskub et à Ochrida opposa les intérêts bulgares aux intérêts serbes, fut l'origine de maints conflits entre eux qui plus tard se développèrent en d'acharnées, en de sanglantes luttes. Se sentant faibles en face du bulgarisme qui si brusquement venait de se répandre dans toute la Macédoine, les Serbes s'allièrent

aux Grecs et de connivence avec eux entreprirent la lutte contre les Bulgares et l'Exarchat. Dans leur lutte contre l'Eglise nationale bulgare ils préférèrent rester subordonnés au Patriarcat grec qui, profitant de l'occasion, leur imposa des évêques grecs, continua à nommer leurs communautés „grecques“, à considérer l'élément serbe de la Turquie comme grec — la communauté de religion étant en Turquie synonyme de nationalité. Ces circonstances concoururent à séparer les Bulgares des Serbes, de sorte que le mot „exarchistes“ désignait dès lors les Bulgares, et la population macédonienne qui depuis des temps immémoriaux porte le nom de „Bougaris“ commença à se sentir distincte des Grecs. Et ainsi à côté de l'Eglise nationale bulgare qui restait l'unique Eglise slave en Macédoine, il y avait l'Eglise des „patriarchistes“ qui réunissait Grecs, Valaques, Serbes et autres sous le pouvoir spirituel du patriarche grec de Constantinople.

Les conflits entre ces deux Eglises suscitèrent la question Macédonienne, à l'origine sous la forme de lutte pour la suprématie religieuse; plus tard, quand la conscience nationale s'affermir, parce que le premier pas vers l'affranchissement des Bulgares était fait (la guerre de 1877—78) ou peut-être parce que l'oeuvre des écoles portait ses fruits, elle se transforma en question purement politique — conflit, non plus entre Eglises différentes, mais entre peuples poussés exclusivement par leurs intérêts nationaux.

Dans le désir de se servir de la Macédoine pour atteindre leurs buts politiques, Serbes et Grecs, aujourd'hui encore, dénaturent la vérité et induisent en erreur l'Europe, au moyen de leurs soi-disant „enquêtes scientifiques“, qui ne laissent en Macédoine qu'une toute humble place à l'élément bulgare.

Pour nous, Bulgares, il est superflu de démontrer que la Macédoine est un pays bulgare et que la population bulgare y est prédominante; cela devint évident après le plébiscite de 1873 qui alarma nos adversaires et fut confirmé par tous les enquêteurs — ethnographes et philologues.

C'est une vérité reconnue par tous les plus importants actes diplomatiques des temps derniers, tels que celui de la Conférence de Constantinople (1876) et le Traité de San-Stefano (1878) qui tracèrent les frontières politiques et ethnographiques de la Bulgarie, indirectement par le Congrès de Berlin et les pourparlers qui furent engagés entre les Cabinets européens au sujet des réformes en Macédoine; c'est une vérité qu'atteste toute l'histoire des Balkans — luttas sans trêve que les Bulgares de Macédoine, de Thrace et du Danube ont menées en commun pour leur affranchissement religieux et politique, innombrables victimes sacrifiées par la Macédoine à „l'idée“ bulgare. Que la Macédoine n'est ni serbe ni grecque, même les ennemis du bulgarisme — Serbes et Grecs — l'ont affirmé aujourd'hui par le régime spécial qu'ils ont imposé à cette terre bulgare; quant aux Serbes, il l'ont reconnu par le traité de février 1912. Par conséquent, seule la Bulgarie a possédé et possède sous tous les rapports des droits sur la Macédoine et son devoir est de veiller sur son sort et d'en prendre soin¹⁾.

L'annulation à Berlin du Traité de San-Stefano voua le peuple bulgare à de nouvelles infortunes; s'étant à peine vu uni tout entier dans ses intégrales frontières ethnographiques et historiques, ayant à peine aspiré à pleins poumons la liberté — don fraternel du peuple russe — et déjà il devait éprouver la dureté de la diplomatie européenne: guidée par des motifs exclusivement égoïstes, elle détruisit toutes ses illusions, elle le morcela, et à chaque tronçon fixa un sort différent.

¹⁾ Selon la statistique bulgare (M. Kentcheff 1900) les populations de la Macédoine sont ainsi réparties:

Turcs	499,204
Bulgares	1,181,336
Grecs	228,702
Albanais	128,711
Valaques	80,767
Juifs	67,840
Tziganes	54,557
Serbes	700
Autres	16,407
Total	2,268,224

La question d'Orient n'avait pas tardé à marquer son influence sur l'important problème d'affranchissement de tout un peuple; l'antagonisme et la défiance entre la Russie d'une part, l'Autriche et l'Allemagne d'une autre, et d'une troisième part l'Angleterre et la France, devaient être satisfaits avant tout — avant que ne fut mis un terme à l'effusion de sang et aux souffrances du Bulgare qui depuis des dizaines d'années, en vain, tendait des mains suppliantes vers l'Europe civilisée et chrétienne. Les intérêts des grandes puissances exigeaient que les avantages acquis par la Russie dans la question d'Orient fussent amoindris et diminués les fruits de ses victoires pendant la guerre russo-turque (1877—1878). La Bulgarie affranchie devait être morcelée. Le Congrès de Berlin, en pleine opposition avec son époque, où la société européenne et la diplomatie reconnaissaient que l'unité nationale est le principe le plus légal et le plus logique à appliquer à la formation d'un Etat — tels avaient été les cas pour la Roumanie, la Serbie, la Grèce et l'Italie — ne tint pas compte de l'évolution historique des peuples et condamna la péninsule balkanique à être victime des passions nationales et des intrigues politiques. Par la violation du principe des nationalités, il créa la „question Macédonienne“ et, de ce fait, soumis le peuple bulgare à de nouvelles infortunes et de dures épreuves. Mais, consolant est l'enseignement de l'histoire qui nous montre qu'ordinairement c'est les événements qui s'imposent à la diplomatie!

Le courant libéral en Europe et les grands principes de la Révolution française ne restèrent pas étrangers aux opprimés. L'ascendant de ces grands principes croissait à mesure que l'instruction se développait; d'autre part, l'émigration vers la Bulgarie indépendante, la promiscuité de la capitale bulgare qui bientôt devint le centre politique et intellectuel du bulgarisme, la réunion de la Bulgarie du Sud à la Bulgarie du Nord (le 6 septembre 1885) et la victoire de Slivnitza rehausserent le sentiment national et fortifièrent les espoirs d'indépendance des Macédoniens. L'Exarchat, en

la personne de sa Béatitudo l'Exarque Joseph I, aida puissamment au progrès spirituel et intellectuel des Macédoniens. Dans des circonstances extrêmement difficiles, quand les Grecs avaient réussi par leurs intrigues à introduire dans la „Loi des vilayets européens“ un article, selon lequel les Turcs devaient refuser aux communes bulgares les droits spirituels accordés auparavant par un ferman du Sultân, l'Exarchat réussit à créer un terrain favorable à l'instruction dans la Macédoine et dans le rayon d'Andrinople. L'activité de l'Exarchat est témoignée par les chiffres suivants: vers 1887 il disposait de 476 écoles, 675 instituteurs et 2374 élèves; en 1896 la Macédoine avait 843 écoles, 1306 instituteurs, 64432 élève¹⁾, alors que d'après la statistique officielle serbe, vers la même année, les Serbes avaient en Macédoine 77 écoles, 118 instituteurs et 2873 élèves. Malgré les persécutions serbes, grecques et turques auxquelles était soumis le bulgarisme, l'Exarchat, selon le rapport de 1912 du Ministère des Affaires Etrangères, avait alors sous sa protection 1285 écoles avec 2107 instituteurs et 77486 élèves, dont 90 écoles secondaires et spéciales avec 374 membres enseignants et 5300 élèves.

Mais la question Macédonienne est complexe, étant, en même temps, une question balkanique et une question européenne. Le sort de la Macédoine intéresse les petits Etats voisins qui, au nom de quelques droits historiques, désirent évincer la Turquie dans sa suprématie sur les peuples de la péninsule ou, pour le moins, guidés par l'expérience de l'histoire des Balkans, y conserver l'équilibre. Ils rivalisent en se servant parmi la population macédonienne de moyens d'agitation pacifiques ou violents, mènent entre eux une guerre sourde et s'efforcent de gagner de l'importance devant la diplomatie européenne. La question Macédonienne était devenue européenne, car elle représentait le dénouement de la question turque et par

¹⁾ Rapport adressé en 1896 à l'Exarchat sur l'état de l'enseignement en Macédoine.

suite elle décidait de l'équilibre en Orient. Ethnographiquement la péninsule Balkanique (sans la Grèce) peut être divisée en deux parties qui répondent aux deux sphères d'influence — la bulgare et la serbo-albanaise qui par suite de l'évolution de la diplomatie russe et autrichienne dans la dernière moitié de ce siècle sont plutôt des sphères d'influence de la Russie et de l'Autriche-Hongrie. Par la délimitation de la Bulgarie de San-Stefano qui englobait tout l'élément bulgare, le gouvernement russe définissait sa sphère d'influence; le reste de la péninsule, selon l'esprit des pourparlers de 1876 entre les grandes puissances, devait être laissé à l'Autriche-Hongrie. Mais si à San-Stefano les frontières intégrales du peuple bulgare furent tracées et un avenir lumineux lui fut promis, là fut jeté aussi le germe de toutes les épreuves qu'il devait subir plus tard. Se jugeant lésée par un tel partage de la péninsule, puisque la possibilité d'un débouché sur l'Archipel par la voie de Salonique lui était retirée, l'Autriche-Hongrie réussit à anéantir la Bulgarie de San-Stefano; une autre répartition fut faite à Berlin où la sphère d'influence de la Russie était déterminée par les modestes frontières de la nouvelle principauté bulgare. Quant à l'Autriche-Hongrie elle occupait la Bosnie et l'Herzégovine; plus tard elle conclut des traités secrets avec la Serbie (1881 et 1889), aux termes desquels à cette dernière étaient promises la vallée du Vardar et la partie occidentale de la Macédoine ce que précisément l'Autriche désirait pour elle-même. De sorte que les intérêts de la Russie et de l'Autriche-Hongrie se heurtaient en Macédoine; aussi cette contrée devint-elle le sujet de l'antagonisme des deux grandes puissances et, par elles, des deux groupes européens. La question Macédonienne est la cause d'une rivalité sourde entre l'Allemagne et l'Angleterre — la première au nom de sa politique en Turquie et de ses intérêts économiques en Asie-Mineure, la seconde au nom de l'équilibre général en Europe et principalement à cause de sa politique relative à la Méditerranée. L'ensemble de ces conditions, plus

toutes sortes de complications étrangères, rendait la politique européenne incertaine et lente dans le traitement de cette question, et celle-ci difficile à résoudre.

L'incertitude sur le sort de la Macédoine fournit à la Serbie et à la Grèce de bonnes conditions pour travailler encore plus activement en faveur de leurs intérêts politiques; se basant sur leurs droits „historiques“ ils commencèrent à préparer le terrain des „affaires politiques“ et à créer, au moyen du terrorisme leur „élément ethnique“, car ils se rendaient compte que le droit historique ne pourrait constituer, au moment du partage, un argument assez fort. Devant la prédominance évidente de l'élément bulgare en Macédoine, les Grecs s'efforcèrent de conserver les avantages acquis pendant leur domination spirituelle, en créant les ainsi nommés „bulgarophones“ (grécomanes), et les Serbes créèrent les „serbomanes“. Mais malgré les moyens que les adversaires du bulgarisme employaient, le sentiment national se développait, évoluait, et même le „schisme“ déclaré par le patriarche grec sans aucun fondement canonique perdait son importance de jour en jour. De sorte que l'élément bulgare en Macédoine qui jusqu'à l'ingérence de voisins envieux luttait seulement contre la Turquie et s'organisait sans bruit pour le moment où il réclamerait sa liberté politique avait déjà d'autres ennemis qu'il devait également combattre s'il voulait conserver sa nationalité. L'ingérence de la Serbie et de la Grèce et plus tard de l'Albanie et de la Roumanie se faisait d'autant plus insinuante que devenait plus probable la fin de „l'homme malade“ c. à d. le démembrement de la Turquie.

La régime du sultan Abdul Hamid.

En laissant la Macédoine sous la domination turque, le Congrès de Berlin ne lui donnait aucune autre garantie de développement que l'article 23 du Traité de Berlin, c. à d. certains droits de demie-autonomie. La conséquence

fut que, immédiatement après le Congrès de Berlin, comme en dérision de l'Europe, la Macédoine devint le théâtre des plus sauvages attentats. Les émigrés turcs, les beys et les propriétaires ruraux, qui avaient soufferts de la guerre, se précipitèrent sur la population chrétienne, privée de tout secours, afin de regagner sur elle leurs richesses et leurs biens. Le gouvernement, impuissant, laissa libre cours aux violences les plus monstrueuses — pillage, massacres et déshonneurs — personne n'était sûr de ses biens et de sa vie; on eût dit que les temps des kerdjalis et des daalis étaient revenus. De son côté, le gouvernement turc ne demeurait pas en arrière, et ayant besoin d'argent pour couvrir les frais de la guerre, il vendait ou confisquait les biens de beaucoup de chrétiens aisés; les autorités civiles et militaires prêtaient leur aide aux bandits ou commettaient eux-mêmes les violences.¹⁾

La Macédoine tomba dans une situation aussi déplorable alors que les pays frères, la Bulgarie et la Roumélie, jouissaient de la liberté et organisaient avec zèle leur foyer; la destinée avait été plus que cruelle envers elle et elle éprouva encore plus fortement les amertumes du joug turc. Privée de secours, la population quitta ses villages et ses demeures, se répandit dans les montagnes afin de sauver au moins sa vie et son honneur; d'autres prirent les armes et l'insurrection du Raslogue éclata. C'est ce qu'attendait la Turquie officielle; elle voulait avoir un motif légal, pour déclarer devant l'Europe que les Bulgares de Macédoine étaient un élément de troubles qui ne lui donnait pas la possibilité de mettre en vigueur les décisions du Congrès; elle désirait du même coup réprimer toutes manifestations en faveur du droit. L'armée et les Bachi-

¹⁾ An Congrès de Berlin la Turquie avait promis de faire émigrer de la Macédoine les Tcherkesses, qui étaient ceux qui commettaient le plus de violences. En effet elle remplit sa promesse, mais ce fut seulement pour montrer à l'Europe qu'elle se soumettait aux décisions du Congrès: après 3-4 mois ces mêmes Tcherkesses commencèrent à retourner, par petits groupes, et bien entendu, avec encore plus de motifs de vengeance, après les dérangements qu'on leur avait causés.

bozouks se jettèrent sur la malheureuse population; l'insurrection fut étouffée en peu de temps il est vrai, mais toute l'étendue entre la ville de Méhomia et le village de Bania fut dévastée et environ 30,000 Macédoniens s'enfuirent en Bulgarie. L'Europe resta sourde aux cris de misère et de souffrance des Macédoniens, et elle alla même jusqu'à justifier les actes de son souverain. Cependant cette insurrection avait montré la marche à suivre au serf de Macédoine et bientôt de nouveaux soulèvements avaient lieu dans les rayons de Kitchévo, Ochrida, etc.

Au malheur des Bulgares de Macédoine, travaillaient également les évêques et tout le clergé grecs, aidés par les „grécomanes“; ils ne laissaient pas échapper les terribles moments que traversait le bulgarisme, mais en profitaient pour lui porter les coups les plus cruels. Par leurs dénonciations et leurs calomnies, les Grecs non seulement se posaient en loyaux sujets du Sultan et par là gagnaient plus de faveurs et d'avantages de toutes sortes que les autres „infidèles“, mais encore rendaient l'existence de la population bulgare de moins en moins supportable et creusaient un plus grand abîme entre Bulgares et Turcs. En terrorisant la population rurale bulgare, ils cherchaient à affaiblir le bulgarisme, à rehausser le prestige du Patriarche de Constantinople, à étendre son pouvoir spirituel, et par là préparaient le terrain à la réalisation de „l'idée“ hellénique. Malgré ses infortunes et quoique matériellement épuisé le Bulgare resta ferme et, inébranlable dans sa foi en un avenir meilleur, attendit que l'école populaire et l'Eglise exerçassent leur influence bienfaisante, que le sentiment national se fortifîsât, avant d'entreprendre avec encore plus de tenacité la lutte contre la double servitude. Devant un tel état des choses de Macédoine, les réformes qui selon l'article 23 du Traité de Berlin devaient être introduites, restèrent lettre morte, d'autant plus que la commission européenne chargée de leur exécution (1880) se montra très négligente dans l'accomplissement de sa délicate mission et abandonna les malheureux Bulgares aux soins paternels des Turcs, et à

la bonne volonté de ces derniers le soin d'améliorer la situation.

En vertu de l'article 23 du Traité de Berlin, la Sublime Porte s'engageait à établir un règlement organique, adapté aux besoins locaux; des commissions spéciales, au sein desquelles l'élément indigène serait largement représenté, devaient être chargées d'élaborer les détails de ce règlement dans chaque province. En effet de telles commissions furent formées dans les vilayets d'Andrianople, de Salonique et de Monastir mais précisément la dernière condition ne fut pas remplie: l'élément bulgare qui représentait la majorité fut écarté afin qu'il ne put revendiquer ses droits. Dans la commission de Salonique il n'y avait pas un seul Bulgare, dans celle de Monastir, où la population bulgare est compacte, sur vingt membres un seul était Bulgare; de sorte que le règlement devint bientôt la „Loi des vilayets de la Turquie d'Europe“, les commissions des réformes furent dissolues et l'Europe, sereine, se désintéressa de ce qui se passait en Macédoine et de la mise en vigueur de la loi.

Dans toute cette confusion politique le facteur principal était le sultan Abdul-Hamid qui au moyen de sa diplomatie perfide et à double face, de son extrême despotisme et du terrorisme et de la corruption qu'il avait introduits dans le gouvernement du pays, cherchait à conserver son autorité devant le monde musulman, en tant que descendant de Mahomet; aussi ne faisait-il aucun choix dans les moyens d'écrasement des chrétiens détestés. Avant tout, il souleva le fanatisme des musulmans, et, menaçant les chrétiens d'une guerre sainte du monde musulman, il obligea les puissances européennes qui avaient des sujets musulmans à être prévenants et conciliants envers lui. Se basant sur cette politique, il exploitait le désir de plaire des puissances qui, dans le but d'acquiescer plus d'influence et de privilèges dans l'Empire, lui faisaient toutes sortes de concessions. Il n'hésitait pas à promettre, à signer et même à promulguer toutes sortes de fermans et d'iradés

de réformes, à nommer toutes les commissions voulues etc. mais en même temps il suscitait mille obstacles à leur application qui toujours se terminait par des massacres de chrétiens. Entretenant la rivalité entre les chrétiens il aiguillait la haine des uns contre les autres, en accordant sa faveur à la minorité et à tel ou tel des Etats voisins selon le cas et le besoin. Afin d'étouffer l'insurrection des chrétiens, il armait les Bachi-bozouks, leur donnait pleine liberté d'action et comme les Bulgares formaient l'élément le plus dangereux il approuvait les massacres et les incendies dont ils étaient les victimes; il provoquait différents conflits entre les autorités, se servait des Albanais pour terroriser la population chrétienne de Macédoine, et introduisait des mesures extrêmes qui se terminaient par des violences et des meurtres au sein de la population paisible.

L'ensemble des conditions précitées rendait le sort de la Macédoine incertain et variable, la question Macédonienne étant évidemment insoluble selon les exigences des Etats voisins et selon le désir des Macédoniens — de la masse, de l'élément instruit et des chefs du mouvement national qui rêvaient la réunion de leur pays à la patrie commune, la Bulgarie. Cependant voulant se délivrer de la tyrannie qui de jour en jour croissait, les Macédoniens aspirèrent à former une Macédoine soustraite à l'influence de tel ou tel Etat; ainsi naquit l'idée de „la Macédoine aux Macédoniens“ et l'idée de „l'Autonomie de la Macédoine“ sous le sceptre du Sultan. Les chefs macédoniens embrassèrent cette idée comme un moyen de salut; ils pensaient qu'ainsi, plus facilement, pourrait être mis terme aux violences exercées contre la population et à ses souffrances, que cette solution serait plus acceptable pour les Turcs et, avant tout, que l'intégrité de la Macédoine serait par là sauvegardée. Dans ces conditions, la réalisation de cette idée était la solution la plus équitable et la plus naturelle du problème macédonien. La Serbie et la Grèce l'envisageaient avec méfiance car, connaissant les sentiments de la majorité macédonienne, ils voyaient dans sa réalisation le premier pas

vers un „6 septembre“. ¹⁾ Aussi les partisans de cette idée devaient-ils compter exclusivement sur leurs propres forces et se préparer à une lutte obstinée, car contre eux se soulevaient non seulement le pouvoir turc mais encore les défenseurs des influences étrangères. Cette nouvelle idée divisa les révolutionnaires en fractions: l'une — partisane de l'autonomie formait l'„Organisation intérieure“ qui, comptant sur les forces de la population bulgare de Macédoine, cherchait, par une action systématique, à l'organiser, l'exercer et la préparer à une lutte de longue durée; l'autre appartenait à l'„Organisation extérieure“ et désirait la réunion de la Macédoine à la Bulgarie. Les partisans de cette dernière espéraient le concours de l'armée bulgare et comptaient entraîner la Bulgarie à une guerre contre la Turquie pour l'affranchissement de la Macédoine. Le résultat fut un désaccord complet entre les personnalités dirigeantes et le manque d'unité dans leurs désirs; par suite la réalisation de leur idée fondamentale — briser le joug — devint encore plus problématique.

Les insurrections de 1902 et 1903 et la période des réformes.

Jusqu'en 1895 la population de la Macédoine attendit patiemment la mise en exécution des réformes élaborées par la commission internationale encore en 1880. Elle vivait dans l'espoir que sa situation allait s'améliorer, que l'Europe voyant ce qu'on faisait d'elle lui prêterait son aide, que la Bulgarie libre interviendrait les armes à la main, etc. Hélas! les atteintes aux libertés individuelles les plus sacrées, loin de cesser, se faisaient de plus en plus fréquentes et à l'horizon aucun indice de salut n'apparaissait. Le fanatisme turque surexcité qui s'était manifesté par un massacre inouï jusqu'alors des Arméniens (1896),

¹⁾ Date de l'union de la Bulgarie du Sud avec celle du Nord.

menaçait également la Macédoine. Pour parer à ce danger, les Macédoniens, soutenus par l'intercession du gouvernement bulgare auprès des grandes puissances, demandèrent avec encore plus d'insistance les réformes promises. Après quinze années d'une intensive action éducatrice, la Macédoine possédait déjà une génération qui connaissait les besoins du pays, qui avait conscience de la légitimité de sa cause nationale et comprenait que les essais de réformes depuis un siècle étaient restés illusoires, parce que les promesses de Constantinople et les serments du sultan étaient mensongers. Cette génération n'avait plus foi que dans ses propres forces — dans la révolution. Elle ne se contentait plus de réformes, et voulait le plus tôt possible anéantir la tyrannie turque et conquérir sa liberté politique. Déjà en 1893 quelques jeunes Bulgares instruits formèrent à Ressen une association révolutionnaire secrète qui fut la base du „Comité de l'Organisation intérieure“ qui, plus tard, se transforma en une ample organisation sous le nom „Organisation intérieure révolutionnaire macédonno-andrino-politaine“. Les dessins de ce comité furent de préparer premièrement la population chrétienne de Macédoine à une lutte armée contre le gouvernement turc; de sorte qu'au moment propice elle put se soulever et revendiquer une plus grande liberté individuelle, exiger la légalité dans l'administration et les tribunaux, et tels droits qui pourraient préparer le terrain à une autonomie politique de la Macédoine. Comme elle ne poursuivait pas l'idée d'une union avec la Bulgarie, cette organisation reçut dans ses rangs non seulement des Bulgares, mais en partie des membres de nationalités autres et gagna ainsi en force et en concorde. En vue de son but, l'Organisation se pourvoyait au fur et à mesure d'armes qu'elle distribuait aux Macédoniens, les exerçait, les organisait etc.

Cependant, ces choses ne pouvaient échapper à l'oeil vigilant des espions turcs. Encore en 1895 le gouvernement turc avait commencé à se douter de la préparation de quelque chose de dangereux en Macédoine et avait

pris les mesures de préservation nécessaires — il avait renforcé le contrôle policier, concentré une plus grande armée dans la partie européenne de l'Empire, etc.; mais, cette fois encore il dépassa les limites légales, et les mesures préservatives dégénérèrent en cruelles représailles, dont les victimes devinrent non seulement les coupables, mais aussi des innocents — hommes, femmes et enfants. Selon les coutumes turques, la responsabilité d'un crime incombe non seulement aux parents des coupables mais encore à leurs concitoyens. En vertu de ce principe inouï, qui ne put être transformé en loi en 1896, selon le désir du gouvernement, grâce à l'opposition des grandes puissances, les exécutions se transformaient en massacres.

Vers 1897, le meurtre d'un notable turc fit découvrir un dépôt d'armes dans le village de Vinitza; le gouvernement se rendit compte que les complots étaient sérieux; de suite, il procéda à des perquisitions accompagnées de violences et de cruelles tortures. Le résultat fut que d'autres magasins d'armes furent trouvés dans les rayons de Kotchané, Chtip, Kratovo. En quelques semaines seulement plus de 200 personnes devinrent les victimes du fanatisme turc.¹⁾

Après sa tournée en Macédoine, le secrétaire de la Légation d'Angleterre rapporta que certaines personnes avaient été brûlées au fer rouge (Archives du Ministère des Affaires Etrangères 1897). A la suite des violences exercées par les organes de l'administration et l'armée, le Comité entreprit une guerre ouverte contre le pouvoir; quoique la saisie des armes et la découverte prématurée des intentions des Macédoniens eut porté un coup sérieux aux forces révo-

¹⁾ Rapport du préfet de Kustendil № 8936, le 24 novembre 1897: „..... jusqu'aujourd'hui à Kustendil sont arrivés 76 Bulgares du village de Vinitza; ils racontent que la plus grande partie des notables bulgares de Vinitza et des villages environants ont été battus et torturés au moyen de coins enfoncés sous les ongles, de pendaison par les pieds, etc. quelques uns des prisonniers qu'on transférait à Kotchani ont été tués en route. Les attentats sont commis par les Arnauts, les Turcs indigènes et l'armée" (Archives du Ministère des Aff. Etr.)

lutionnaires, les bandes se répandirent dans les montagnes, et, en tirant vengeance des oppresseurs, défendirent la population paisible; une grande partie des chefs de l'Organisation s'enfuirent, devinrent „illégaux“ et se consacrèrent à l'oeuvre d'organisation; les comités locaux furent dissous. Mais la population, animée d'un ardent patriotisme, envisageait avec plus de calme les temps critiques qu'elle traversait et considérait comme des héros tous ceux qui avaient soufferts pour „la Cause“. L'affaire de Vinitza et des autres localités popularisa l'idée de l'indépendance qui plus tard pénétra dans tous les recoins de la Macédoine et fit battre de joie et d'espoir chaque cœur bulgare de ce pays infortuné. Toute la contrée fut bientôt saisie par la fièvre révolutionnaire et l'incendie embrasa de nouveau la Turquie d'Europe.

Le Sultan pour détruire les bandes se servit des „Bachi-bozouks“ mais cette fois-ci le mouvement n'était pas aussi peu préparé que l'avait été l'insurrection du Razlogue et ce n'étaient pas des Bachi-bozouks qui pouvaient le réprimer. Ramassis de pillards, les Bachi-bozouks commirent encore plus d'horreurs, la situation s'empira, le nombre des bandes s'accrut, les meurtres, les incendies se suivirent.

Effrayés de ces nouveaux troubles dans l'Empire ottoman, peut-être émus par les massacres arméniens, les représentants des puissances européennes durent prendre des mesures, afin d'éviter un plus terrible massacre. Ils soumièrent au Sultan certaines réformes (1897), plus tard lui-même en proposa d'autres qui furent approuvées et signées, et ainsi dans l'espace de six années jusqu'en 1902 furent présentés et approuvés quatre projets de diverses réformes dont aucun n'était applicable. Encore plus, au mois de mai 1902, le gouvernement turc ordonna aux valis et aux kaïmakams de traiter les Bulgares comme mis hors la loi et de nommer des instituteurs serbes dans des villages et des villes entièrement bulgares; les églises et les écoles furent retirées, avec le concours de l'armée,

aux Bulgares, et données aux Serbes et aux Grecs. Les comités mêmes pour „l'autonomie de la Macédoine et de l'Albanie“ proposèrent au Sultan un programme de réformes; plus tard au mois de juillet 1902 le Congrès Macédonien en présenta un autre; mais ni à l'un ni à l'autre ne fut prêté la moindre attention. Le bruit autour des réformes se faisait dans un but hypocrite — Abdul Hamid distrait l'Europe avec ses bonnes intentions, tandis qu'il s'efforçait d'autre part d'étouffer l'insurrection qu'il savait près d'éclater. En effet, encore en automne (octobre 1902) l'insurrection de Kresna éclata, soulevée principalement par le comité révolutionnaire de l'Organisation extérieure. La révolte fut bientôt réprimée par l'armée, les bandes se retirèrent en Bulgarie, mais tout le poids de la situation retomba de nouveau sur l'innocente population Macédonienne et l'Organisation intérieure. ¹⁾

L'Exarque et le gouvernement national firent tous leurs efforts pour engager la Porte à suspendre les attentats et les persécutions contre la population bulgare; ils lui déclarèrent que l'ouverture d'écoles serbes dans des villes complètement bulgares, telles que Monastir, Uskub et Véless, et que la nomination de Firmilian comme métropolite serbe à Uskub étaient des provocations manifestes contre le peuple bulgare, etc; mais la Porte resta sourde à ces justes protestations parce qu'elle voulait suivre son plan. Le fait que cette insurrection était soulevée par des bandes venant de la Bulgarie, à la tête desquelles se trouvait un général bulgare (Tzontcheff) et cela après les solennités de Chipka, où les plus cordiaux discours au sujet des liens fraternels entre la Russie et la Bulgarie avaient été prononcés, fit supposer au gouvernement qu'il se trouvait à la veille d'une guerre turco-bulgare; il procéda en conséquence au transfèrement d'encore plus d'armées de l'Asie et les concentra en Macédoine.

¹⁾ Cette insurrection fut soulevée contre la volonté de l'Organisation intérieure qui à ce moment n'était pas prête.

Au début de l'année 1903, une armée d'environ 100—120 mille hommes était concentrée en Macédoine; la situation de la population était des plus terribles,¹⁾ au cours de 5—6 années cette contrée fut exposée à des pillages et des incendies continuels; la sécurité n'était assurée ni au commerce ni au travail agricole; partout la misère régnait et en plus il fallait nourrir une armée de 120,000 hommes qui vivait uniquement des ressources du pays.

Etant les plus directement intéressées dans les affaires de la Péninsule et en même temps désirant introduire le calme en Macédoine, l'Autriche-Hongrie et la Russie élaborèrent de nouvelles réformes qu'elles soumirent à la Porte au mois de février 1903. Les réformes comportaient principalement la question des gardes champêtres, la nomination d'un inspecteur général de la Macédoine (Hilmi Pacha) pour une période indéterminée, l'amnistie de tous les accusés ou détenus pour des crimes politiques, l'organisation des budgets des vilayets, la perception des impôts, etc. Par ces réformes l'Autriche et la Russie désiraient introduire des améliorations dans l'application des règlements existants; mais ces réformes ne donnaient aucunes garanties à la population, elles ne lui reconnaissaient aucun des droits politiques dont elle sentait depuis longtemps le besoin et pour lesquels elle implorait le Sultan et l'Europe. Ces réformes ne contentèrent pas les Macédoniens et ils les considérèrent comme une trahison de l'Europe à leur cause. L'Organisation intérieure envoya ses délégués aux cabinets européens, afin de demander leur intercession en faveur de réformes plus larges et de garanties pour la Macédoine; mais presque tous les cabinets se montrèrent peu bienveillants, probablement parce que la situation politique générale de l'Europe

¹⁾A ce moment, l'Ambassadeur de France à Constantinople a rapporté à son gouvernement : „ . . Selon les renseignements que j'ai recueillis et qui s'accordent pleinement avec les renseignements des autres ambassadeurs le nombre des cruautés et des violences exercées par la gendarmerie et l'armée n'a jamais été aussi grand qu'aujourd'hui“ (Livre jaune — page 48).

n'était pas favorable. Au mois d'avril une bombe éclata dans la banque de Salonique, plus tard une autre dans un navire français sortant du port de Salonique — incidents suffisants pour jeter les soupçons sur les Bulgares et pour multiplier les persécutions et les arrestations.

Et la Macédoine devint le pays des conflits sanglants, des attentats, des souffrances innombrables; lutttes entre l'armée turque et les Bachi-bozouks d'une part et de l'autre les révolutionnaires; entre révolutionnaires bulgares d'une part et de l'autre les bandes serbes et grecques; entre les patriarchistes et les exarchistes; entre les révolutionnaires de l'Organisation intérieure et ceux de l'Organisation extérieure — lutttes auxquelles ne pouvaient être étrangères certaines grandes puissances qui ne désiraient pas voir la paix régner en Turquie, lutttes qui avaient pour unique résultat la décimation des Bulgares, de leurs prêtres, de leurs instituteurs, de leurs notables; lutttes qui transformèrent cette belle contrée bulgare en un véritable enfer.

Quoique les grandes puissances eussent attiré l'attention de la Sublime Porte sur cet état de choses, cette dernière ne suspendit pas les violences et continua à concentrer des armées dans ses provinces d'Europe. La population était épuisée par les pillages de l'armée et les charges de son ravitaillement. L'Organisation intérieure risquait également d'être détruite, ses membres succombant l'un après l'autre, ses armes étant confisquées; tous ses projets allaient échouer. Sa position devint critique. Alors elle résolut avec les moyens qui lui restaient de soulever une insurrection générale, fixant la date de la S-t Elie 20 juillet (1903). Cette fois encore l'insurrection fut étouffée: les révolutionnaires, au nombre de 20—30 mille, se heurtèrent à une nombreuse armée régulière turque. Le résultat fut que l'Organisation intérieure était brisée, que la Macédoine donna quelques milliers de victimes, que près de 200 villages furent dévastés, 12000 maisons brûlées, environ 3000 femmes violées et près de 76000 personnes privées d'abri.

A l'entrevue de Mürzsteg (1903), émus peut-être par les cruautés des Turcs, ou parce qu'ils voulaient éviter une guerre entre la Bulgarie et la Turquie qui pouvait engendrer des complications indésirables, les gouvernements d'Autriche-Hongrie et de Russie décidèrent d'insister auprès du Sultan pour qu'il appliquât les réformes proposées, plus quelques compléments. Le Sultan accepta avec un remarquable empressement la proposition qui lui était faite, nomma Inspecteur général des vilayets de Salonique, de Monastir et de Kossovo son fonctionnaire dévoué Hilmi Pacha, confia la gendarmerie à quelques officiers étrangers, appliqua même d'autres réformes relatives à l'organisation de l'administration, de l'armée, de la justice, de l'instruction publique, des finances, etc. Mais tout cela n'était qu'apparent; derrière cet empressement même se dissimulait la ruse asiatique et la duplicité d'Abdul Hamid. Les réformes en Macédoine, et Abdul Hamid, le plus ardent défenseur de la centralisation absolue, étaient des éléments incompatibles; il avait accepté les propositions des grandes puissances mais uniquement dans le but d'écarter une plus forte ingérence dans les affaires de la Turquie; et, dans son for intérieur, il était convaincu que ces réformes aussi ne donneraient pas le résultat désiré. En effet, il ne se passa pas longtemps et les réformes de Mürzsteg, appliquées soi-disant sous le contrôle sévère de la Russie et de l'Autriche, devinrent lettre morte et les organes chargés des réformes ne restèrent plus que les spectateurs impuissants du régime d'Abdul Hamid¹⁾. Les violences les pillages et les meurtres

¹⁾ Le ministre des Affaires Etrangères d'Angleterre, le marquis de Lansdowne, le 20 décembre 1904 écrit „... Dans les rapports des agents civils en Macédoine sont exposées les difficultés contre lesquelles ils doivent lutter dès le début et cela à cause de l'antagonisme des différentes races, de l'action des comités révolutionnaires et de la tendance des Turcs à s'opposer tacitement à toute innovation administrative... Jamais les désordres dans la Turquie d'Europe ne furent aussi grands, la gendarmerie aussi impuissante, l'administration aussi paralysée, la situation financière aussi pitoyable. Le gouvernement de Sophia n'a jamais fait de telles dépenses pour son armement; la Turquie a 130000 hommes sous les armes dans ses provinces d'Europe; la population, ayant foi dans le concours de l'Europe et dans les promesses de

continuèrent; la population turque, pauvre, paresseuse, habituée à vivre aux dépens des chrétiens, ne pouvait se résigner aux nouvelles restrictions et ne changeait pas ses anciennes mœurs.

Après les exhortations des puissances, de même que les Macédoniens, l'opinion publique dans la Bulgarie indépendante accueillit les réformes de Mürzsteg avec un certain soulagement. Malheureusement, les désillusions suivirent bientôt et le mouvement révolutionnaire devait être repris. La population attendait beaucoup de l'intervention européenne — là étaient toutes ses espérances; mais quand l'Europe se montra impuissante, quand elle ne put introduire aucune amélioration dans la vie du pays, la population se sentit abandonnée de tous et tomba dans le désespoir. Au lieu que les injustices diminuassent sinon disparussent complètement, que les persécutions prissent fin, au contraire elles se multipliaient parce que le gouvernement prenait des mesures encore plus rigoureuses contre les Bulgares.

L'ingérence manifeste de la Bulgarie dans les affaires de la Turquie, exerça son influence sur les rapports ultérieurs de ces deux Etats. Mécontente de ce que le gouvernement bulgare avait provoqué l'intervention des grandes puissances, la Turquie commença à éprouver une plus grande défiance envers la Bulgarie, s'entendit avec les Serbes et les Grecs, qui étaient également adversaires des innovations en Macédoine, donna pleine liberté d'action aux bandes serbes et grecques et même les protégea. Par suite les dévastations, les incendies de villages bulgares recommencèrent, la population bulgare fut emprisonnée ou exterminée. Les prisons de la Turquie se remplissaient journellement d'innocents, dont une partie succombait sous les coups, mourait de faim ou de maladie; les prêtres et les institu-

réformes est resté tranquille jusqu'au printemps, mais déjà elle suscite des inquiétudes. L'Angleterre, qui s'est joint aux réformes de Mürzsteg sous la condition, que si leur application ne donnait pas de bons résultats, le concours des grandes puissances serait requis pour les compléter”

teurs étaient massacrés, afin qu'églises et écoles fussent fermées; la police organisait elle-même les attentats, formait des bandes turques, créait des motifs à des arrestations en masse, à de nouvelles violences.¹⁾ Par là la Turquie cherchait à se venger de la Bulgarie et en même temps à démontrer à l'Europe qu'elle désirait introduire l'ordre et le calme dans le pays mais que le séditionnel élément bulgare ne lui en donnait pas la possibilité. La haine de la Turquie contre l'élément bulgare, et par extension contre la Bulgarie, ne devait pas seulement se traduire par des massacres, des attentats et des incendies; elle était décidée à étouffer, à écraser à jamais le bulgarisme et dans cet but elle retira aux Bulgares tous les droits qui leur avaient été concédés durant les dernières années de leur esclavage. Par exemple:

1) Le droit des vicaires généraux bulgares de siéger dans les conseils administratifs — droit garanti par l'article 77 de la Loi des vilayets de 1867, fut suspendu.

2) Le droit des métropolites bulgares de siéger dans ces mêmes conseils administratifs, quand ils se trouvaient en tournée dans les villes où ils avaient lieu, droit garanti par la même loi fut également suspendu.

3) Les mouavins (fonctionnaires adjoints) de quelques valis, les inspecteurs judiciaires et d'autres hauts fonctionnaires bulgares furent relevés de leurs fonctions.

4) La direction des chemins de fer d'Orient fut amenée à révoquer les fonctionnaires et les ouvriers de nationalité bulgare.

5) Défense fut faite à tous les Bulgares des vilayets d'aller faire le commerce et de gagner leur vie à Constan-

¹⁾ Au moment où les réformes de Mürzsteg s'appliquaient furent dévastés les villages de Zagoritchani, Zélénitché (région de Costour), Messimer etc. et leur population massacrée; des meurtres furent commis dans les villages de Nevoliané et Echlari; des bombes furent jetées dans la ville de Voden, dans le Zechtinlique, dans le dépôt de Spiro Souroudjieff, dans Bochniak-Han, Saviac etc; les bandes, du capitaine grec Georguaki, Dafatasse, de Baldja, et d'autres encore, — grecques, serbes, turques et gréco-turques, sévissaient (A. Shopoff, Comment la guerre balkanique nous fut imposée, — page 5).

tinople, Andrinople, Smyrne etc. Le nombre de ces Bulgares avait été de quelques dizaines de mille.

6) L'iradé du sultan de 1893 qui accordait aux Bulgares le droit de procéder à la construction d'églises et d'écoles, six mois après la remise de la pétition y relative, fut suspendu.

7. Le droit accordé à l'Exarque de nommer des vicaires généraux en place des métropolitites décédés et d'en nommer de nouveaux aux sièges vacants — droit prévu par le ferman du Sultan de 1879, fut suspendu.

8. Le droit accordé aux habitants des villages patriarchistes de prier et de s'instruire dans leur langue leur fut retiré.

9. La rédaction de journaux et de revues périodiques de n'importe quelle espèce fut interdite dans les vilayets (v. Chopoff A., Comment la guerre balkanique nous fut imposée, page 6).

De cette manière le gouvernement turque dirigeait ostensiblement ses flèches contre la Bulgarie. Les rapports se tendirent; de part et d'autre, on se sentait entraîné vers de graves complications. Aux tentatives de conciliation du gouvernement bulgare au sujet de quelques questions la Sublime Porte répondait avec arrogance, et mêmes quelques fonctionnaires turcs déclaraient ouvertement: „Une bonne leçon doit être donnée à la Bulgarie, comme cela a eu lieu pour la Grèce en 1897, — pour clarifier l'eau il faut d'abord la troubler“.

L'Angleterre, après qu'elle eût perdu sa position privilégiée en Turquie et après que l'empereur d'Allemagne se fut déclaré l'ami du Sultan au moment précis où toute l'Europe était révoltée du massacre arménien, dirigea sa politique contre la Turquie. Ce revirement de la politique anglaise était favorable au peuple bulgare qui, comme nous l'avons dit plus haut, était le plus intéressé au sort de la Turquie; il considéra l'Angleterre comme sa protectrice contre les violences de la Turquie sa diplomatie comme une garantie d'existence en face des aspirations de la Russie et de l'Autriche-Hongrie. Profitant de l'état

d'âme de la population macédonienne, l'Angleterre, au moyen de son „Comité balkanique“ siégeant à Londres, prit plus intimement contact avec elle et commença à mener une politique plus active dans les Balkans. La première action par laquelle l'Angleterre pouvait nuire à la Turquie et aider aux opprimés était d'insister auprès de l'Autriche-Hongrie et de la Russie, en tant que les plus intéressées, pour qu'elles élaborassent et appliquassent quelques réformes en Macédoine.

L'attention du gouvernement russe était absorbée à cette époque par les événements d'Extrême-Orient; mais la Russie ne voulait pas que la question balkanique fut résolue sans elle, aussi conclut-elle une entente avec l'Autriche-Hongrie en 1897 qui visait à maintenir le statu-quo dans la Péninsule, et conseillit aux Etats balkaniques le calme. A partir de cette année-là, la solution de la crise balkanique fut remise d'année en année, la Russie, l'un des Etats les plus intéressés, étant engagée ailleurs. Mais les opprimés ne pouvaient attendre plus longtemps; leur situation était telle, qu'ils devaient au plus tôt la modifier. Ils cherchèrent un appui ailleurs — dans l'Angleterre. Par son intercession en faveur d'une amélioration de la condition des Macédoniens, l'Angleterre gagna le plus grand prestige dans la Péninsule: on s'adressait principalement à elle pour obtenir quelque concours, tandis que la Russie et l'Autriche-Hongrie étaient considérées comme des puissances qui se contentent de sympathiser. C'est sur l'insistance de l'Angleterre que les réformes de Mürzsteg furent élaborées par l'Autriche et la Russie, et c'est elle qui s'intéressa le plus à leur application. En 1904 et 1905, pendant la guerre russo-japonaise, les affaires des Balkans restèrent aux soins du „Concert européen“, où continua à percer la rivalité entre l'Angleterre et l'Allemagne.

Par son adhésion au programme de réformes de Mürzsteg, la Turquie avait reconnu le droit de contrôle aux Etats européens; mais, ce contrôle portant atteinte à la souveraineté du Sultan, les représentants des grandes

puissances ne pouvaient rien entreprendre de plus pour forcer le gouvernement turc à appliquer ces réformes, contre son gré, sans risquer de soulever de nouvelles complications; leur rôle se résuma donc en contrôles et conseils, et bientôt ils ne furent plus que spectateurs et témoins de l'arbitraire de l'administration turque.

Devant l'insuccès de ces réformes et la prévision de nouvelles cruautés et de nouveaux troubles, l'Angleterre proposa enfin qu'à la tête du gouvernement de la Macédoine fut placé un gouverneur général chrétien ou musulman qui ne dépendit pas de l'Ildeç et dont les conseillers ne fussent pas rien que des contrôleurs, mais au contraire de vrais administrateurs avec un pouvoir exécutif. La diplomatie russe, cependant, n'approuvait pas les mesures proposées par l'Angleterre, car leur mise en exécution signifiait l'autonomie de la Macédoine, et une telle solution n'était pas conforme à sa politique balkanique, surtout après l'avènement des Karagueorguévitch au trône de Serbie. Ces considérations, peut-être, amenèrent la Russie à exiger quelques amendements à la proposition de l'Angleterre, qui consistaient principalement en ce que le gouverneur de la Macédoine et ses conseillers dussent être placés dans une certaine dépendance envers le Sultan. Ces modifications furent acceptées par l'Angleterre à Reval (mai 1918) où les deux souverains (russe et anglais) tombèrent entièrement d'accord au sujet des nouvelles réformes qui devaient être appliquées en Macédoine. Plus tard à cet accord s'unit l'Autriche qui au début, guidée par sa politique d'alliée à l'Allemagne, gardait la réserve.

La Turquie se trouva de nouveau en face d'une très sérieuse ingérence de l'Europe, les grandes puissances signataires du Traité de Berlin (à l'exception de l'Allemagne) adhérants à la proposition de Reval qui ébranlait la souveraineté du Sultan et sapait son autorité. En Angleterre on déclarait ouvertement qu'il s'agissait déjà de la liquidation de la Turquie, de la fin de la domination turque sur la péninsule balkanique, et même Noël Bukstone,

membre en vue du „Comité balkanique“ de Londres dans son ouvrage „Europe and the Turks“ (1907) démontrait que l'occupation de la Turquie par les grandes puissances ou encore son partage entre les Etats balkaniques serait préférable à la prolongation d'une pareille situation qui pourrait amener le partage de la Turquie entre la Russie et l'Autriche (P. Milukoff, La Crise Balkanique, 1910, page 12).

Le coup d'Etat des Jeunes-Turcs et leur action.

Par suite de la politique désastreuse d'Abdul Hamid le sentiment national turque traversait une crise. Les Turcs plus avancés, appelés Jeunes-Turcs, dont l'amour-propre national souffrait de l'humiliation qui leur était infligée depuis plusieurs années, s'étaient convaincus que la cause de l'intenable situation intérieure et extérieure de la Turquie était le régime introduit par Abdul Hamid et ses créatures. Incités par un ardent patriotisme, il avaient décidé de provoquer un coup d'Etat en Turquie, au besoin même de destituer le Sultan, en tout cas de mettre un terme une fois pour toutes aux scandaleux abus de pouvoir; ils comprenaient que pour conserver à la Turquie son prestige et même son existence en tant qu'Etat indépendant il était nécessaire de procéder à un renouvellement radical de tout le système gouvernemental. Dans un des conseils secrets du congrès des Jeunes-Turcs à Paris (décembre 1907) il fut décidé que l'action serait engagée à l'automne prochaine (septembre 1908) et jusqu'alors que la plus active agitation serait menée parmi la population de la Turquie.

De sorte que l'entrevue de Reval surprit les adversaires du régime d'Abdul Hamid avec un programme arrêté et la nation à la veille d'un bouleversement intérieur; la nouvelle de l'accord réalisé à Reval et la découverte du complot à Salonique hâta le soulèvement. Dès le 10 juillet, l'état major des révolutionnaires Jeunes-

Turcs de Monastir envoya un télégramme au Sultan, rédigé en forme d'ultimatum, qui demandait l'état constitutionnel pour tout l'Empire (la constitution de Mithat Pacha 1876). Après de grandes hésitations Abdul Hamid donna une réponse concluante et promit la constitution voulue. Et ainsi le 11 juillet, à l'improviste, la Macédoine fut pourvue d'une constitution, événement qui au milieu de l'enfer existant déclencha un enthousiasme indescriptible et suscita une joie générale. On eût dit que quelque baguette magique avait écarté l'antagonisme, la haine entre les anciens adversaires; Turcs et Bulgares, comitadjis et gendarmes, musulmans et chrétiens, Bulgares et Grecs se félicitaient mutuellement, se donnaient l'accolade. Toutes les bandes qui jusqu'alors peuplaient les forêts, les grottes descendaient dans leurs villes et leurs villages; des accueils solennels étaient organisés en leur honneur et souvent les autorités officielles y prenaient part; par des embrassements, des accolades on mettait fin aux anciennes haines — Turcs et Bulgares désiraient vivre dorénavant pacifiquement, fraternellement et jouir de leur liberté. Le prestige des Jeunes-Turcs en Macédoine surtout des héros Niasi et Enver était immense; la suspension des luttes et l'évanouissement des dissensions entre les nationalités accrurent la confiance de la population dans leur politique intérieure et ils gagnèrent en peu de temps tant de partisans qu'ils se sentirent entièrement maîtres de la situation.

Mais ce succès ne pouvait tranquilliser pleinement le parti des Jeunes-Turcs; il savait que la question Macédoienne était complexe, que les Etats balkaniques y étaient intéressés, de même que les puissances européennes. Il devait donc régler, le plus tôt possible, ses rapports avec les autres Etats et cela de manière à conserver une pleine liberté d'action, afin de pouvoir s'adonner à des réformes intérieures. Voilà pourquoi, peu de temps après le coup d'Etat, il remis un mémorandum aux grandes puissances, où il demandait la suspension de leur action réformatrice en Macédoine, déclarant que dans le cas contraire les

Jeunes-Turcs perdraient patience et qu'ils préféreraient une mort honorable à une existence misérable et humiliante.

Au sujet de la Macédoine les Jeunes-Turcs déclaraient : „En Macédoine, comme dans les autres provinces de l'Empire ottoman, tous les habitants sans distinction de nationalité ou de religion sont frères en face des intérêts supérieurs de la patrie commune. En Macédoine il n'y a ni musulmans ni chrétiens, là sont seulement des „ottomans“, qui ont des intérêts communs, des aspirations communes, des amis et des ennemis communs . . . ; il n'y a pas de Macédoine, de même qu'il n'y a pas de Macédoniens . . . ; la Macédoine, comme nation distincte, a existé avant deux mille années; maintenant existent trois vilayets qui sont partie intégrante de l'Empire ottoman et partagent le sort heureux ou malheureux des 27 vilayets restants; ils vivront tant que vivra l'Empire et à la dernière extrémité périront avec lui . . . Ce qu'on appelle „la question Macédonienne“ n'est qu'un fragment de la grande question ottomane; de spéciales infortunes macédoniennes n'existent pas“. „La cause et la source de tous les maux dont souffre non seulement la Macédoine mais encore toutes les autres provinces de l'Empire ottoman est le despotisme du régime existant. La différence de religion et de nationalité ne rend pas le joug moins pesant; ni en Macédoine, ni dans les autres vilayets n'existe une répartition en opprimés et privilégiés; le Macédonien endure les malheurs qu'endure son frère de l'Anadol, de l'Arabie, de la Tripolitaine. Turcs, Albanais, Arabes, Tcherkess, Kurdes, Valaques, Juifs, Serbes, Grecs, Arméniens, Bulgares — tous ceux que nous sommes en droit de nommer „les Ottomans“ supportent le même sort“. „Qui donc a créé la spécifique question de Macédoine?“ demandent les Jeunes-Turcs. Selon la sensible Europe elle a été créée par le „fanatisme turc“. L'ainsi nommé „fanatisme turc“ est une pure invention, dit plus loin le mémorandum. „Les musulmans ont assez de raison pour comprendre qu'en épuisant leurs forces dans des luttes intestines avec les chrétiens — frères par les communes souffrances, enfants

d'une unique et même patrie — ils perdront tout, et que seul l'alliance intime et sincère avec les populations qui parlent des langues différentes et appartiennent à d'autres confessions religieuses peut garantir le raffermissement et la prospérité de la patrie. Les musulmans ont vécu en Macédoine avant même la prise de Constantinople et ont par conséquent sur la Macédoine „d'anciens droits historiques“. En Macédoine vivent 55% de musulmans c. à d. la majorité, alors qu'il n'y a là que 23% de Bulgares. Qui donc a fait du sort de la minorité de la population macédonienne une question spéciale? Et le mémorandum répond directement et résolument aux prétentions de la Bulgarie, de la Grèce et de la Serbie: „Si l'Europe veut vraiment mettre fin à leurs exigences, qu'elle leur envoie ses agents civils, ses contrôleurs financiers, ses officiers de gendarmerie, etc. Leur place est bien plus à Sophia, Athènes et Belgrade qu'à Salonique et dans les autres villes turques“.

„Mais une autre raison encore pousse l'Europe à embrouiller les cartes avec ses prétendues réformes. Entre les Etats européens il y en a qui ne désirent nullement le calme et l'ordre en Macédoine. La Russie d'abord qui, panslaviste par excellence, croit qu'un devoir historique lui incombe, celui de dominer l'Orient, de conquérir Constantinople, de transformer la péninsule balkanique en province slave c. à d. russe. Depuis Pierre le Grand jusqu'à nos jours toutes les guerres, tous les coups d'Etat qui ont bouleversés l'Orient ont été provoqués par des intrigues et des instigations provenant de St.-Petersbourg. Quand dans les villes et les villages de la péninsule balkanique apparaît quelque sujet qui se signe à chaque carrefour et porte sur lui des icônes — on peut être sûr que c'est un agent russe et prévoir l'orage. Tous les malheurs que nous avons subi, au cours des siècles, sont dûs presque exclusivement à la Russie“.

Ayant foi dans la sincérité et dans le ferme désir des Jeunes-Turcs du groupe „Union et Progrès“ de réformer leur pays selon les vues les plus modernes et les plus libérales, les puissances européennes accueillirent avec sym-

pathie le coup d'Etat, et même la Russie qui inspirait de la méfiance aux Jeunes-Turcs leur abandonna la question Macédonienne comme une affaire de famille. Ceci était plus que suffisant et, on peut dire, un grand succès politique pour les Jeunes-Turcs; ayant la garantie de l'Europe, ils se sentirent solidement établis et entrèrent en action.

Et pourtant, quoique le ciel se fut éclairci en Turquie, une certaine oppression se faisait sentir et inquiétait les nouveaux dirigeants — elle provenait de l'incertitude sur la conduite future des Etats balkaniques et en particulier de la Bulgarie. Ils savaient que le texte du mémorandum blesserait profondément l'amour-propre de la Bulgarie et l'exposerait à une dure épreuve; l'exposé général de ce premier document diplomatique des Jeunes-Turcs semblerait logique aux désintéressés, et même éveillerait leur sympathie; mais à ceux qui étaient rivés par les liens du sang et leurs plus forts sentiments à la Macédoine ces phrases ne pouvaient résonner que comme de perfides provocations. La question Macédonienne était-elle si facile à résoudre? Un mémorandum pouvait-il effacer ce que les siècles avaient cimentés? Qu'importait à la conscience nationale avant combien de siècles la Macédoine avait été un État distinct! Elle suivait la voie naturelle de son évolution et le Macédonien revendiquait sa liberté; il avait souffert, lutté et fait tant de précieux sacrifices pour elle, il exigeait des droits afin d'obtenir des devoirs, il voulait prier Dieu, s'instruire, chanter et gémir en sa langue, il ne voulait pas être haï et persécuté en tant que Bulgare. La cause de tant de larmes et de sang répandus pouvait-il l'oublier? Qui donc pourrait lui faire croire que le passé n'était qu'un mirage un affreux cauchemar? Le sang bulgare pouvait-il se transformer si facilement en sang ottoman? Et enfin, la Bulgarie indépendante qui ne détachait pas sa pensée de la Macédoine, pouvait-elle demeurer spectatrice impassible de cette fusion inouïe? Bien profonde vraiment a dû être l'erreur des Jeunes-Turcs!

La position de la Bulgarie était des plus pénibles, mais sa sagesse, les sympathies générales de l'Europe pour

le nouveau régime de la Turquie et le prestige des Jeunes-Turcs en Macédoine l'obligèrent à se résigner. „Peut être que les Turcs s'amendront enfin, que l'ordre et le calme règneront dans leur pays, disaient les naïfs en Bulgarie. Il suffit que la liberté soit octroyée aux Macédoniens; ils resteront Bulgares et la Macédoine une contrée bulgare; il vaut mieux qu'elle demeure ainsi, toute sous la domination turque, que morcelée et des tronçons donnés aux Serbes et aux Grecs“. De sorte que les craintes au sujet de la Bulgarie se calmèrent. Le désir de bons rapports de voisinage était si grand en Bulgarie, que peu de temps après le coup d'Etat (houriet) des trains de plaisir furent mis en circulation entre Sophia, Salonique et Constantinople; les Bulgares exprimaient ouvertement leurs sympathies aux Jeunes-Turcs.

Tous les chefs de bandes bulgares rentrèrent de la Bulgarie ou descendirent des montagnes et quelques uns même se mirent à la disposition du comité Jeunes-Turcs, et des personnes en vue, de tous les partis politiques, formaient en Bulgarie un comité qui travaillait activement à réaliser la concorde et le rapprochement.

Avant tout, il incombait aux Jeunes-Turcs de guérir le membre le plus malade de l'Empire — la Macédoine et de l'organiser. Afin de mettre fin aux luttes, ils paraderent partout avec les belles paroles: „Liberté, égalité, fraternité“; laissèrent la population se réjouir; n'inquiétèrent pas les comitadjis qui circulaient librement avec leurs armes dans les rues et les cafés, racontant leurs exploits sous l'ancien régime. Trois semaines durant, à Salonique, Uskub et Monastir des scènes triomphales se déroulaient à l'occasion du retour de bandes de toutes sortes de nationalités.

Après les ovations les Grecs se hâtaient de s'embarquer sur quelque navire qui les déposait en Grèce ou en Crète; il était évident, qu'ils étaient des nouveaux venus en Macédoine, des comitadjis formés pour l'agitation, dont la mission était terminée du moment que les évêques grecs manifestaient leurs sentiments fraternels envers les

Bulgares; la constitution étant décrétée, leur mandat prenait fin et ils se hâtaient vers leurs foyers. Les bandes serbes faisaient de même. Le résultat de l'apaisement survenu fut que l'agitation des Serbes et des Grecs cessa et que leur propagande nationale s'affaiblit pendant un certain temps. Toute autre était la question pour les bandes bulgares et albanaises qui rentraient dans leurs villages et leurs foyers en emportant les armes. Les Bulgares remettaient les armes à „l'Organisation“, et cette Organisation continuait à subsister et même se fortifiait sous le nouveau régime, en adoptant la forme de clubs constitutionnels. Les Albanais n'avaient pas d'aspirations nationales nettement définies, parce qu'entre eux existaient des haines de race, aussi les Jeunes-Turcs les ignorèrent-ils provisoirement. „L'Organisation intérieure“ bulgare restait la plus forte, ce qui amena les Jeunes-Turcs à entrer en pourparlers avec elle, et avec elle seulement ils cherchèrent à réaliser un accord préalable sur la base, bien entendu, du „Mémoire“.

Les parlementaires se heurtèrent bientôt à de grandes divergences d'opinions au sujet des nationalités. Les Jeunes-Turcs se rendirent compte que l'abîme entre eux et les Bulgares était bien profond, les représentants de l'Organisation émettant des prétentions tout à fait opposées à l'esprit du Mémoire, où précisément étaient tracées les lignes principales du futur programme politique. Par exemple, conséquente dans sa lutte, l'Organisation intérieure voulait la plus rigoureuse délimitation de la Macédoine en contrées ethnographiques, où serait introduit un self-gouvernement local et que ce gouvernement réunisse en soi toutes les fonctions, sauf celles de la marine, de l'armée, de la cour et des affaires étrangères; elle voulait le détronement du sultan Abdul Hamid, qu'il fut procédé de suite aux élections des conseils administratifs et municipaux en vertu de la loi de 1868, que l'élément indigène fut représenté dans les institutions locales et enfin que fut formé une „Défense nationale“ en armant des cadres

nationaux. Ces propositions démontrent que tandis que les Jeunes-Turcs désiraient une absolue centralisation, les Bulgares désiraient, au contraire, la décentralisation; les uns voulaient dénationaliser, les autres voulaient l'opposé — l'autonomie des différentes nationalités. Ces contradictions et d'autres furent l'origine de nouveaux tiraillements entre Bulgares et Turcs qui s'aggravèrent à mesure que le parti Jeunes-Turcs devenait plus fort.

Il ne se passa pas longtemps et les Jeunes-Turcs furent acculés à la décevante réalité; les difficultés qu'ils rencontrèrent dans leur gouvernement anéanti leur idéalisme et éveilla chez eux le sentiment primitif, inné, le sentiment turc, la conscience turque. La classe cultivée et le bas peuple musulman avaient été élevés dans l'idée panislamique; ils étaient reliés par le principe de l'unité religieuse et par lui accoutumés au régime de la centralisation. Dans l'essai de faire de leur Etat un tout compact, les Jeunes-Turcs crurent que l'unification gouvernementale ne doit pas reposer sur le principe des religions qui précisément provoque les dissensions, mais au contraire sur le principe d'Etat; en conséquence, ils donnèrent le nom „d'Ottomans“ à tous leurs sujets. Là, justement, fut l'erreur des Jeunes-Turcs qui pensèrent que par une nouvelle dénomination des habitants de l'Empire et par des lieux communs ils pourraient influencer la masse aux multiples nationalités et changer foncièrement la situation.

Suivant leur programme politique, les Jeunes-Turcs voulaient imposer leur langue à toutes les autres nationalités, et, de ce fait, ils restaient d'abord turcs et ensuite ottomans. Leur conscience nationale les poussait non seulement à se sauvegarder en tant que peuple distinct, mais encore à conserver leur position privilégiée dans l'Etat. La masse musulmane n'arrivait pas à comprendre cette chose inconnue jusqu'alors „l'ottomanisme“; c'était un vernis qu'on voulait lui imposer et qui n'adhérait pas. Habitée à la suprématie sur le pays, elle savait, que selon le Coran, toutes les autres populations sont les subordonnées.

les raïas. Afin de conserver son rang de nation dominante, elle organisa un immense meeting à Constantinople, où il fut déclaré que le Chériat devait rester dans le présent et dans l'avenir la base du gouvernement turc. Mis au pied du mur, les Jeunes-Turcs se hâtèrent de déclarer, par la voix de Djavid Bey (ministre des Finances), au mois de mars, 1909, que la Turquie était un Etat de l'Islam; ils reconnaissaient donc, d'accord avec la masse musulmane, que les exigences religieuses, selon le Coran, restaient les lois fondamentales de l'Empire. Cet incident vint souligner que les efforts des Jeunes-Turcs d'ottomaniser le pays avaient été vains; qu'en consentant à accorder la prépondérance à l'Islam, ils avaient violé, les premiers, le principe fondamental de l'égalité et par là retabli l'ancienne situation et enfin cet incident avait prouvé que l'ottomanisation était impossible tant qu'existaient des populations bien définies et animées d'une forte conscience nationale — comme les Bulgares de la Macédoine et du vilayet d'Andrinople.

Après ces déclarations, il était difficile de parler d'égalité et de fraternité; eux-mêmes imbus d'un nationalisme extrême et dès lors soutenus par la masse ottomane, les Jeunes-Turcs devinrent plus audacieux et commencèrent à s'écarter résolument de la légalité constitutionnelle. Ayant la majorité au Parlement, ils créèrent des lois appropriées à leurs buts et qui leur garantissaient le pouvoir.

Simultanément avec la promulgation de différentes lois les Jeunes-Turcs prirent des mesures de raffermissement de la situation intérieure et extérieure du pays. Quelques officiers, élevés dans l'esprit germanique d'impérialisme et ayant de l'influence dans le comité „Union et Progrès“ jugeaient que tous les obstacles intérieurs et extérieurs pouvaient facilement s'écarter, pourvu que le pouvoir gouvernemental fut puissant. Ils proposèrent que l'armée territoriale et navale fut, avant tout, renforcée, et ensuite que le programme arrêté fut imposé aux populations sujettes. Sans doute ce conseil fut jugé logique, car il fut accepté et mis en exécution; mais il était donné par des personnes

que seule la force brutale exaltait et qui méconnaissaient les profondes vérités historiques qui guident infailliblement les peuples dans leur évolution. Par ces actions, les réformateurs de la Turquie préparaient le terrain à de nouvelles luttes, se laissant eux-même aveugler par l'idée que seule une politique turque de militarisme et d'implacabilité pourrait les mener à bon port. Suivants une telle politique, ils savaient que les conflits reprendraient et provoqueraient une intervention étrangère; aussi pour la paralyser à l'avance ils entrèrent dans l'alliance de l'Allemagne et de l'Autriche.

Afin de se délivrer de „l'Organisation intérieure“ qui, ayant prêté son concours au moment du coup d'Etat, avait certains droits à s'intéresser à l'action des Jeunes-Turcs et à se prononcer à son sujet, et qui, d'autre part, était maîtresse de la situation en Macédoine, le gouvernement créa des lois spéciales qui préparaient de nouveau une persécution systématique des Bulgares. Par exemple ils décrétèrent la „Loi sur les Associations“ qui prohibait les partis politico-nationaux et garantissait ainsi le pouvoir contre une puissante et légale opposition et la „Loi contre les bandes“ qui poursuivait l'opposition illégale au gouvernement. Ils créèrent l'état de „Situation exceptionnelle“ pour pouvoir appliquer la „Loi sur l'état de guerre“ et ainsi chaque adversaire politique pouvait être traduit devant la cour martiale, etc. De pareilles lois et surtout appliquées par l'administration léguée par le régime d'Abdul Hamid, cela signifiait: donner plein pouvoir à des fonctionnaires corrompus qui violenteraient les adversaires du principe dominant, mais cette fois sur une „base légale“. Et en effet, indépendamment des exécutions des tribunaux militaires, dès l'été 1909 commencèrent les meurtres politiques, qui complétaient la politique de conspiration des Jeunes-Turcs. Ces „incidents désagréables“ (les meurtres) qui devinrent fréquents et se transformèrent en système, démontrèrent aux Bulgares de Macédoine qui avaient une foi profonde dans le constitutionnalisme des Jeunes-Turcs, que l'ancien régime n'était nullement changé, sauf qu'actu-

ellement tout ce qui s'exécutait portait l'étiquette „la loi“, et était placé sous la protection du Parlement, et qu'à la place d'un seul despote absolu régnait le despotisme d'une oligarchie.

Dans le désir de s'imposer et d'affaiblir l'élément bulgare, les Jeunes-Turcs recourirent à des violences qui portaient plus parce qu'elles étaient maintenant érigées en système. Afin de rendre moins dense le compact élément bulgare, ils inventèrent le „mouhadjirs“ c. a. d. l'émigration des Turcs de la Bosnie et de la Bulgarie en Macédoine et dans le vilayet d'Andrinople; ils facilitèrent l'émigration vers l'Amérique et firent émigrer des villages entiers, en guise de punition etc. C'était la plus dangereuse des mesures politiques turques, car par elle les Jeunes-Turcs cherchaient à rendre la Macédoine turque et soulevaient ainsi le mécontentement de la population agricole. Partout c'étaient les Bulgares qui formaient les masses agricoles; ils cultivaient les biens des riches propriétaires turcs et même dans les derniers temps ils avaient commencé à acheter des terres, à organiser des „tchifliks“ et cela avec l'argent péniblement gagné en Amérique. Mais l'avènement du nouveau régime mettait fin à cet heureux phénomène dans la vie agraire de la Turquie; défense fut faite aux Bulgares d'acheter des terres, les Turcs commencèrent à les chasser de leurs tchifliks et le gouvernement à acheter les terres des Bulgares, souvent à des prix infimes, afin d'y installer les „mouhadjirs“.

Afin de mettre l'élément bulgare dans l'impossibilité de se défendre et de détruire les bandes ils procédèrent au désarmement. Ceci n'était pas facile; prendre au Macédonien ses armes — son seul soutien, son seul espoir, cela signifiait l'abandonner à la merci du sort, alors que depuis des années il ne vivait que sous l'impression des violences, des meurtres commis, près de son village, près de son champs, près de sa maison. Aussi les Bulgares donnaient difficilement leurs armes et par suite les autorités exerçaient des violences et des cruautés. Afin d'étouffer

les sentiments et la conscience nationale bulgares, ils appliquèrent la recette d'Abdul-Hamid — ils persécutèrent systématiquement les prêtres, les instituteurs et les notables bulgares, les en prisonnant ou les envoyant en exil, en Afrique ou en Asie, et firent, en général, tout pour éloigner de la Macédoine les éléments propagateurs ou défenseurs de la culture et de l'esprit nationaux. Les nouvelles effusions de sang et les violences désillusionnèrent complètement les Macédoniens sur les réformateurs — auparavant ils luttaient pour leurs droits politiques et religieux, maintenant ils devaient défendre leur nationalité; les incendies dûs au hasard(!) d'écoles et d'églises uniquement bulgares, la disparition sans laisser aucune trace des partisans de l'Organisation, des anciens comitadjis et des chefs de ces héros bulgares avec lesquels les autorités et les officiers s'étaient fait photographier deux ans plus tôt au son des clarinettes et des tambours, démontraient manifestement la trahison envers les Bulgares et la campagne organisée contre eux. La condition des malheureux Bulgares était cette fois beaucoup plus mauvaise que sous l'ancien régime. Auparavant ils comptaient sur l'appui des grandes puissances et de „l'Organisation intérieure“ — maintenant les grandes puissances rivalisaient d'amabilités envers la jeune Turquie, et l'Organisation était affaiblie, presque dissoute; auparavant l'Organisation disposait d'un assez grand nombre d'armes et l'armée turque ne pouvait inspirer de craintes — maintenant, après le désarmement, des fusils ne se trouvaient que ça et là, l'armée turque était réorganisée, et le comité „Union et Progrès“ avait armé la population turque, organisé des bandes terroristes qui impunément commettaient toutes sortes de violences. De cette manière les Jeunes-Turcs avaient mis en action tous les procédés modernes et anciens afin de faire aboutir leur politique de „nationalisme d'Etat“; à leur fins servaient la loi sur la colonisation, l'œuvre des écoles, l'émigration par contrainte de la classe instruite, l'appui manifeste prêté aux propagandes antibulgares, le terrorisme, la loi sur les bandes, les tribunaux militaires,

la persécution contre les Bulgares cultivés ou riches, sous prétexte qu'ils organisaient de nouveaux comités révolutionnaires ou en étaient membres, etc.

Les Jeunes-Turcs et le gouvernement étaient contents du résultat obtenu, quoique au moyen de sévices et de meurtres; les Macédoniens indécis, gardaient un calme apparent. Mais bientôt le péril imminent galvanisa les Bulgares; il ne leur restait, pour sauver leur honneur, leur vie, leurs biens, rien, sauf l'ancien moyen — les bandes; avec le peu d'armes qui leur était resté après la confiscation, ils voulurent attirer l'attention de l'Europe sur le nouveau régime constitutionnel de la Turquie, et l'émouvoir. Voilà pourquoi, après avoir remis aux consuls des grandes puissances à Salonique un mémoire détaillé et avoir envoyé une délégation spéciale auprès des Cabinets européens, l'Organisation intérieure commença secrètement à reserrer ses rangs dès 1909 et 1910, et entra ouvertement en action par les mouvements révolutionnaires du mois d'octobre 1911. L'apparition de bandes bulgares en 1910 et 1911 et cela au moment où la guerre entre l'Italie et la Turquie se déclarait et où éclatait l'insurrection albanaise irrita encore plus les Turcs et envenima leurs rapports avec les Bulgares; les assassinats politiques, les attentats, les massacres etc. devinrent de plus en plus fréquents, le désarmement se fit plus rigoureux accompagné de cruautés inouïes. ¹⁾ A cette époque furent

¹⁾ Voilà quelques unes des cruautés qui furent exécutées en Macédoine et qui caractérisent le régime des Jeunes-Turcs (v. Dr. L. Miléitch, — Professeur à l'Université de Sophia — La politique des Jeunes-Turcs par rapport aux Bulgares de la Macédoine, page 7—21):

„Au mois d'avril, dans le rayon de Enidjé-Vardar des habitants furent soumis à la torture pour cause de recel d'armes ou de sympathies avec les bandes. Voilà ce que rapportent quelques paysans détenus dans la prison de Salonique: Nous sommes aujourd'hui en vie, grâce à ce que nous avons signé l'acte d'accusation contre les citoyens. Cela s'est passé de la manière la plus barbare, non seulement on nous a roué de coups, mais encore on nous menaçait avec des fusils braqués au-dessus de nos têtes.

Dans le village de St Georgui le vieillard T. G. a été frappé sur les jambes; la bastonnade a été répétée le lendemain.

Dans le village Liparinovo ont été horriblement battus à l'un d'eux les côtes ont été brisées.

exécutés des massacres à Chtip (novembre 1911), Kitchévo (janvier 1912), au monastère Sveta Bogoroditza — rayon de Uskub (janvier 1912), au village Arbanassi — rayon de Uskub (février 1912), à Kotchani (juillet 1912) etc.

Vu que dans le gouvernement du pays prenaient part des facteurs irresponsables comme les membres du comité „Union et Progrès“ l'anarchie dans l'administration prit des proportions inouïes, ce qui ne tarda pas à se répercuter funestement sur la vie du pays. La Macédoine reprit son aspect révolutionnaire et cette belle contrée bulgare devint un pays où les biens, la vie, l'honneur n'étaient plus respectés, un pays de continuelles violences, de cruautés d'inquisition, un pays qui sous l'oppression d'un régime asiatique modernisé perdait déjà sa vitalité et sa foi dans l'avenir.

Voilà comment se passaient en général les tortures: on enfermait ceux qui avaient été arrêtés dans quelque cave, les officiers commençaient d'abord à les frapper et les soldats continuaient, en piétinant les battus. Une autre sorte de torture: on faisait asseoir le malheureux sur une chaise, et on l'obligeait à étendre les mains et les pieds qu'on frappait impitoyablement; quand le sang commençait à couler de la bouche ou du nez, on déshabillait le patient, on l'inondait d'eau, on le laissait là jusqu'à ce qu'il se remit et puis on le relâchait.

Dans le village Agaitza ont été battus à mort l'instituteur, le prêtre et d'autres paysans,

A Doïran les victimes ont été frappées sur les épaules, les hanches et sous la plante des pieds.

A Kratovo, quand les Turcs fêtaient le houriet, ont été battus des citoyens notables . . . et l'instituteur . . . à mort. Dans le village Divna ont été torturés 25 personnes: leurs bras ont été liés par derrière avec des cordes, un baton a été passé entre la corde et le dos, et deux soldats enroulaient la corde autour du baton de façon à ce que les épaules se rapprochent et que le thorax se bombe; pendant ce temps les soldats frappaient avec ce qu'il trouvaient.

Dans le faubourg de Chtip, Novo-Selo, le prêtre D. G. a été roué de coups et ne pouvait plus remuer les bras; au conseiller, le notable E. N. les chairs des jambes s'étaient détachées.

Le 24 juillet le vicaire de Chtip fut battu et ensuite promené à travers les rues, bousculé le plus inhumainement par les soldats et la foule de Turques et de Tziganes qui s'étaient amassé derrière lui et se moquaient du martyr, foulaient au pieds sa calotte et l'obligeaient à se baisser pour la ramasser. Après quoi, le 25 juillet, le vicaire se tua lui-même d'une balle dans la chancellerie de l'église" etc. etc.

Le nombre des battus et des torturés seulement aux mois de juillet, août et septembre, victimes du désarmement, a été de 5000 personnes."

II.

La Bulgarie et la question Macédonienne.

L'Idée de l'Unité du peuple bulgare.

L'idée de l'Unité du peuple bulgare est le résultat de son morcellement. Jusqu'au Congrès de Berlin il n'avait jamais été question entre les Bulgares de l'Unité, vu que sous le joug turc ils formaient un tout et aucunes diversités ethnographiques ou démarcations entre la Macédoine, la Thrace et la Misie ne s'étaient fait sentir. Jusqu'alors ces dénominations n'étaient que des termes géographiques, qui n'étaient justifiés que par l'histoire ancienne de la péninsule balkanique; cependant au Congrès elle servirent à ceux qui avaient intérêt à ce que le peuple bulgare resta disséminé et faible. Les luttes qu'avaient menées les Bulgares jusqu'en 1876 étaient des luttes pour l'affranchissement d'un esclavage intellectuel et politique, mais non pour l'Unité. L'aspiration vers un sort commun fut après ce Congrès, le résultat naturel de la rupture des liens politiques, économiques, de culture et de race que les siècles avaient créés, et du sentiment national éveillé par les luttes pour la liberté intellectuelle. Les Bulgares ne pouvaient pas si facilement faire leur deuil de la Bulgarie de San-Stefano, d'autant plus que cette violation de l'Unité du peuple bulgare avait été commise à une époque où le principe des nationalités était de première importance au moment de la formation d'un Etat; aussi, nul ne doit s'étonner, que cette vivifiante idée de nationalisme, qui a créé le présent et préparé l'avenir des peuples allemand et italien exalta aussi les Bulgares qui trouvèrent en elle leur idéal politique.

L'idée de l'Unité transparait à travers toute la vie nationale de la Bulgarie depuis le Congrès de Berlin jusqu'à nos jours. Ce fut elle qui inspira la protestation contre la décision de l'Europe, élevée encore dans les premiers discours de l'assemblée constituante à Tirnovo (1879), le choix de Sophia pour capitale, les protestations des habitants de la Roumélie, le coup d'Etat de Philippopoli et la guerre avec la Serbie (1885), les luttes continuelles en Macédoine et enfin les dernières guerres de 1912 et 1913¹⁾ qui bouleversèrent toute la péninsule Balkanique. L'idée de l'Unité se fortifia chez les Bulgares aussi par instinct de conservation vu que de par sa situation politique la possibilité de passer d'une sujétion à une autre n'était pas exclue. Les paroles prononcées par Garibaldi au sujet de l'Italie „pour être libre l'Italie doit être forte, pour être forte elle doit être unie“ conviennent également à la Bulgarie et probablement la même pensée a influé sur le choix de notre devise nationale „l'union fait la force“.

Cette idée étant adoptée par tous, une question se dressait — comment la réaliser?

Dans les premières années qui suivirent la délivrance, quand la reconnaissance envers la Russie influençait tout ce qu'entreprenaient les Bulgares et quand la Bulgarie n'avait pas de politique indépendante, extérieure et intérieure, pendant cette époque idyllique, tous croyaient que le Tzar Libérateur avait laissé un legs — la Bulgarie de San-Stefano, pour laquelle le peuple russe viendrait encore une fois verser son sang aux côtés du peuple bulgare. Cette pensée fortifiait l'espoir que la situation établie n'était que provisoire et que le peuple bulgare était prédestiné à se voir uni, aussi l'acte du Congrès de Berlin ne résonnait pas comme une sentence irrévocable. La présence de représentants de la Thrace et de la Macédoine dans l'assemblée constituante à Veliko-Tirnovo²⁾ et le désir de tous les représentants de ne pas mettre en exécution la sentence

¹⁾ De même que la guerre de 1915—1918.

²⁾ L'ancienne capitale de la Bulgarie.

de l'Europe montre comment fut considéré l'acte du Congrès et combien solides étaient les liens entre les Bulgares des différentes parties de la Bulgarie de San-Stefano¹⁾. Grâce aux mesures qu'avaient prises les autorités russes d'occupation et aux conseils du Tzar-Libérateur, les émeutes proposées par les députés furent écartées, et par là évitées des complications indésirables pour la Bulgarie qui sûrement allaient survenir, si la volonté de l'Europe n'était pas remplie.

Plus tard surgirent des conditions, qui montraient qu'un foyer distinct, dans la vie des peuples, comme dans celle des familles, suscite des besoins, des intérêts, qui parfois n'harmonisent pas avec les soins et les conceptions paternels. La Bulgarie chercha à s'affranchir de la tutelle du gouvernement russe, sans que s'affaiblisse pourtant sa profonde reconnaissance, et à se charger de toutes les difficultés et de tous les risques. Pour la jeune et inexpérimentée Bulgarie, qui commençait à diriger seule ses destinées et qui devait se créer une situation internationale, la question de l'Unité représentait le plus important problème mais aussi le plus difficile à résoudre; il lui fallait se créer de bonnes conditions au dehors et simultanément se préparer à l'intérieur.

Encore pendant les discussions préliminaires jusqu'à l'inauguration de l'Assemblée constituante, les représentants s'étaient séparés en deux groupes au sujet de la question — faut-il ou non que l'Assemblée Constituante commence ses séances alors que le peuple bulgare est morcelé? Quelques uns des représentants disaient que le devoir envers le peuple bulgare leur commandait de se disperser en signe de pro-

¹⁾ A propos du sentiment national des Bulgares à l'époque de l'Assemblée Constituante, le correspondant du „Times“ écrit de Tirnovo: „Je ne crois pas qu'un observateur impartial puisse visiter aujourd'hui ce pays et considérer avec attention le sentiment qui régnait ici au sujet de la suprématie russe sans se convaincre profondément que la Bulgarie du traité de San-Stefano a été du point de vue russe une grande faute politique et, d'autre part, que le morcellement graduel de ce peuple est, du point de vue européen, une non moins grande faute“.

testation contre la décision de l'Europe. D'autres, enclins à suivre les conseils du gouvernement russe, proposaient que l'Assemblée se résignât devant le fait accompli, entreprit la tâche que le Congrès de Berlin lui avait assignée, et laissât l'Unité devenir une question de l'avenir. Les discussions au sein de l'Assemblée étaient, en général, très vives, par suite de l'ardeur patriotique qui animait tous les représentants. Cette première divergence de vues sur une question d'intérêt général marquait clairement les deux courants principaux qui existaient encore à l'époque des luttes pour la renaissance intellectuelle; maintenant la même lutte recommençait au sujet du gouvernement du pays. Un des courants était celui des „Nationalistes“ qui à cause de leurs idées libérales formèrent plus tard le parti des „Libéraux“, l'autre courant se distinguait par le conservatisme de ses vues politico-sociales et par suite créa le parti des „Conservateurs“ ¹⁾

Le nationalisme des Bulgares se manifesta encore plus fortement quand il devint question de la position de l'Exarque en tant que chef de l'Eglise bulgare.

Après la signature du traité de San-Stefano, sur les conseils de l'ambassadeur de Russie à Constantinople, Sa Béatitudo l'Exarque Joseph I était venu à Philippopoli — car il était considéré que le pouvoir spirituel de l'Exarque devait s'étendre uniquement dans les frontières de la Principauté. Mais après la décision du Congrès de Berlin, la situation de l'Exarque et de l'Eglise bulgare changeait radicalement. L'absence de sa Béatitudo de Constantinople mettait en danger les intérêts de la population bulgare de la Macédoine, vu que son clergé était trop éloigné de l'autorité spirituelle bulgare et que d'autre part le gouvernement russe soutenait que les diocèses macédonniennes devaient rester sous la dépendance du Patriarcat. A ce moment

¹⁾ Les membres les plus en vue de ces partis étaient parmi les conservateurs: M. Balabanoff, K. Stoïloff, D. Grécoff, Natchévitch, Gechoff, etc; parmi les libéraux: P. Karaveloff, P. R. Slaveïkoff, D. Tzankoff, S. Stamboloff, l'archimandrite Methode Koussevitch, E. Iconomoff etc.

la question de l'autorité spirituelle acquis une grande importance politique et nationale. Quelques uns des membres de l'Assemblée Constituante (Dragan Tzankoff et d'autres) considéraient depuis longtemps l'Exarchat comme le symbole de l'Unité nationale et quand il s'agit de résoudre la question dans l'Assemblée, notamment de fixer la résidence de l'Exarque et sa position, ils s'entremirent vivement et provoquèrent de violentes discussions. La plus grande partie de l'Assemblée jugeait que cette institution était tout ce qui subsistait des luttes passées, la seule consolation du peuple bulgare après la cruelle sentence de Berlin, la base de l'Unité future; aussi voulaient-ils que l'Exarque demeurât à Constantinople et restât le chef de l'Eglise bulgare. Les adversaires, principalement des évêques et quelques uns seulement des membres du parti conservateur, prétendaient, faute d'arguments plus sérieux, que placer l'Exarque à la tête de l'Eglise pouvait être nuisible à la concorde entre les évêques et que la suprématie devait être confiée au Synode — en d'autres mots ils rapportaient la question sur un terrain personnel. Entre temps, tandis que l'Assemblée Constituante travaillait à résoudre cette question, grâce à l'adroit jeu au sujet de l'Eglise uniate mais cette fois mené par l'archimandrite Méthode Koussevitch, le gouvernement russe consentit à ce que sa Béatitude alla à Constantinople. Malgré la vive opposition des évêques, l'Assemblée Constituante adopta le principe de l'intégrité du domaine ecclésiastique bulgare, annula l'autorité personnelle de l'Exarque et confia la suprématie au S. Synode, dont l'Exarque conservait la présidence.

Les suites de ces premières controverses politiques entre les deux principaux groupes, furent que le parti libéral se fit un renom à l'intérieur et à l'extérieur du pays comme un parti nationaliste extrême, interprète de l'orgueil national qui venait de s'éveiller, pour lequel l'Unité représentait une question capitale et enfin un parti qui voulait qu'une large liberté fut de suite octroyée au peuple. L'autre groupe — le parti conservateur, dont le principe était que

le peuple devait évoluer graduellement voulait une liberté adaptée au progrès du peuple, plaçait les initiatives de l'Etat sous la dépendance du gouvernement russe et réglait la question de l'Unité du peuple bulgare sur les conseils venants de S-t Pétersbourg. En d'autres mots, sous l'influence de la libération d'une part, et du passé de l'autre, les dirigeants bulgares se séparèrent en deux groupes — ceux qui avaient foi en leurs propres forces et dans les vertus et la vitalité du peuple et ceux qui doutaient des qualités de ce peuple et restaient sceptiques sur son avenir. Ces divergeances de principes des dits courants exercèrent une grande influence sur la politique intérieure et extérieure du pays et se répercutèrent sur la question de l'Unité; elles engendrèrent d'obstinées luttes de partis qui privèrent la politique de la Bulgarie de la stabilité nécessaire.

Plus tard, au sein même des partis se produisirent des scissions, de nouveaux partis naquirent et de deux devinrent dix, entre lesquels les divergeances ne sont, malheureusement, pas tellement des divergeances de principes généraux, mais de vues personnelles aux chefs sur quelques questions secondaires. Cette scission dans la vie politique du pays se fit juste au moment où le peuple bulgare devait recevoir une solide éducation politique qui lui servit de base et de garantie pour l'avenir. Malgré tout, l'idée de l'Unité représentait l'unique désir commun à tout le peuple et elle dirigeait et dirige aujourd'hui encore toute la politique extérieure de la Bulgarie. Cette idée tantôt gagnait tantôt perdait en force, selon les conditions intérieures et extérieures du pays. Les solennités qui avait lieu les premières années, à l'anniversaire de la conclusion du traité de San-Stefano, firent du 19 février une fête nationale et transmirent l'idée de l'Unité d'une génération à l'autre. Les sacrifices matériels et autres qui étaient requis pour la reconstitution de la Bulgarie de San-Stefano étaient faits avec spontanéité et tout Bulgare les justifiait en son âme, qu'il fut en-deça ou en-delà des frontières bulgares, qu'il fut libéral, conservateur ou socialiste de par ses convictions

politiques; et la plus forte preuve en est la parfaite unanimité que témoignèrent à la chambre tous les courants politiques après que la mobilisation du 17 septembre 1912 fut déclarée.

La politique de la Bulgarie depuis sa libération jusqu'à 1887.

L'esprit libéral qui fut introduit dans la Constitution et qui répondait, en effet, au démocratism inné du Bulgare et aux désirs du vassal d'hier, de même que le nationalisme manifesté pendant les discussions de Tirnovo, déplurent au gouvernement russe. Le peuple bulgare, qui n'entendait rien à la haute politique, croyait, en toute naïveté, que la Russie s'était battue contre la Turquie à seule fin de le délivrer et il lui en était profondément reconnaissant; mais il croyait aussi que dès que la Russie aurait terminée son œuvre, son propre règne arriverait, qu'il devrait seul avoir soin de son bien, d'autant plus que la terre qu'il commençait à dominer était son patrimoine. Tandis que conservant sa naïveté et sa foi dans la pureté d'intentions de la Russie, le peuple bulgare rêvait pourtant de créer quelque chose qui ne fut que sa propre œuvre et devenait ainsi nationaliste, il y avait quelques uns de ces rils qui savaient et appréciaient plus justement les guerres fusso-turques et ils jugeaient que le sentiment national était une nécessité pour le Bulgare qui seul pouvait lui assurer son indépendance; et ils travaillaient à le fortifier. La violence avec laquelle éclata ce sentiment national, immédiatement après le Congrès de Berlin, ce qui fit conclure au correspondant du Times, à l'époque de l'Assemblée Constituante: „Le traité de San-Stefano est une grande faute de la politique russe“, inquiétait le gouvernement russe et lui fit considérer avec méfiance la jeune Principauté.¹⁾

¹⁾ Les premières élections parlementaires montrèrent que les sentiments populaires étaient pour les libéraux, vu que de 170 députés, 30 seulement furent choisis du parti conservateur, malgré que ce dernier était au pouvoir.

Par le choix de son premier prince la nation bulgare faisait le deuxième pas dans la vie politique. Dans la personne du prince Alexandre Battemberg, tous les Bulgares, libres ou encore sous le joug, voyaient le descendant des anciens tzars bulgares, et en eux les souvenirs du glorieux passé revivaient. Venu de l'Allemagne, du pays où le sentiment national avait créé un puissant empire et où il était dans sa plus grande force, le Prince était forcément animé du même sentiment; le champ d'action qui se découvrait à lui, après son avènement au trône bulgare, était immense, les manifestations dont il fut l'objet, les dons qui lui étaient offerts avec l'inscription: „La Bulgarie de San-Stefano te souhaite la bienvenue, de Salonique à Soulina, de Cavalla à Vidin, et de Ochrida à Varna“ ne pouvaient qu'exciter sa fougue juvénile et le faire rêver à l'avenir glorieux que lui assurerait l'union des terres bulgares¹⁾.

Les désirs du Prince coïncidaient avec ceux du peuple, aussi des liens puissants et sincères se formèrent entre eux, sans qu'ils se doutassent que par là le jeune souverain s'attirait la méfiance du gouvernement russe.

La politique de la Bulgarie et principalement la question de l'Unité se ressentirent des rapports entre libérateurs et libérés. Les moyens qu'employa la diplomatie russe pour conserver son rôle de tutrice de la Bulgarie, la pression qu'elle exerça sur le pays et les difficultés qu'elle lui suscita soit à l'intérieur soit à l'extérieur en voulant faire de lui un instrument de sa politique, tendirent peu à peu les rapports entre les deux Etats et fortifièrent le nationalisme et le séparatisme.

A la grande surprise du gouvernement russe, les destinées de la Bulgarie furent d'abord confiées au parti des libéraux. Ce gouvernement, à cause de ses aspirations nationalistes, fut accueilli d'un mauvais oeil, non seulement

¹⁾ A ce moment furent mis en circulation, à l'occasion de l'élection du Prince, des gravures représentant le prince Alexandre et autour de lui joyeuses, mains unies, la Misie, la Thrace et la Macédoine.

par le Cabinet russe, mais encore par les autres Cabinets européens qui voyaient en lui l'avènement au pouvoir d'esprits absorbés par l'idée de l'Unité et prêts à faire table rase des décisions du Congrès de Berlin. Ceci n'était pas sans conséquence surtout pour l'Autriche-Hongrie, qui après l'occupation de la Bosnie et de l'Herzégovine, visait déjà la Macédoine.¹⁾ Le gouvernement russe considérait le nationalisme bulgare comme un obstacle à la réalisation de son idéal séculaire. L'Allemagne seule ne montrait que peu d'intérêt pour la jeune Principauté, la considérant comme une conquête déguisée de la Russie; même l'héritier de l'Empire, plus tard l'Empereur Wilhelm II, dans sa lettre au Roi de Roumanie disait: „La Bulgarie me semble une province russe en-deça du Danube . . .“²⁾ L'Angleterre manifestait aussi un vif intérêt. La lutte de sa diplomatie contre la Russie au sujet des détroits et son orgueil national accru par la victoire remportée à Berlin obligeait le gouvernement britannique à observer avec vigilance ce qui se passait en Bulgarie, étant persuadé que la nation bulgare formait l'avant-garde obéissante de la Russie. En réalité la situation était toute autre. — Bientôt, par suite du nationalisme manifesté par les Bulgares, les agents de l'Angleterre les caractérisèrent comme un peuple armé pour la vie et extraordinairement ferme dans ses convictions nationales; qualités qui tranquilliserent la diplomatie anglaise et au nom desquelles Gladstone prêta plus tard son appui au Cabinet libéral.

Indépendamment de l'activité que le gouvernement déployait à organiser intérieurement le pays, il ne perdait pas de vue la question de l'Unité, que rouvrait conti-

¹⁾ A ce moment le journal viennois „Neue Freie Presse“ écrit: „Le parti libéral doit s'intituler en réalité panbulgare. Son programme est le traité de San-Stefano. Il s'efforce de réaliser l'union avec la Roumèlie Orientale et de former un Etat qui englobe tous les Bulgares jus qu'aux rives de la Mer Egée. Il menace par conséquent la paix en Orient, il est séditionnaire, s'il prend les rênes du gouvernement il sera un élément dangereux pour le calme de l'Europe (S. Radeff — Les auteurs de la Bulgarie contemporaine, — page 191).

²⁾ Le même ouvrage — page 192,

nuellement l'insurrection du Raslogue, les atrocités en Macédoine, l'agitation menée en Roumélie contre tout ce qui était turc. Les Rouméliotes ne s'étaient soumis au traité de Berlin que parce qu'ils espéraient pouvoir le violer bientôt; ils attendaient la première occasion pour se soulever, et la venue au pouvoir des libéraux dans la Bulgarie du Nord leur offrait excellente condition pour entrer en action.¹⁾

Le 16 mai 1880, à Sliven, se réunit un Congrès où fut élaboré le plan d'une organisation secrète. Le Prince Alexandre était au courant du Congrès de Sliven et sympathisait au mouvement en faveur de l'Union; impatient peut-être d'unir son nom à la gloire de la Bulgarie il voulait immédiatement mobiliser l'armée, passer le défilé d'Ihtiman, croyant que dès que le drapeau bulgare apparaîtrait en Roumélie l'Union se ferait sans risques et effusion de sang. Cependant les ministres jugeaient que le moment n'était pas encore venu, car les puissances européennes étaient contre toute violation du traité de Berlin et ils ne savaient pas si, dans les rapports existants, le gouvernement russe les soutiendrait au moins par sa diplomatie.

Les conditions en Macédoine et l'arrivée d'environ 30.000 réfugiés après l'insurrection du Raslogue alarmèrent l'opinion publique en Bulgarie et accrurent son désir de mettre fin à cette situation anormale; mais le gouvernement ne se laissait pas entraîner et attendait le résultat de l'application de l'article 23 du traité de Berlin dans l'espoir qu'alors la Macédoine se calmerait. Dès 1885 les députés avaient commencés à l'interpeller au sujet des

¹⁾ Archives de la renaissance — page 3; S. Radeff, Les auteurs de la Bulgarie contemporaine, — page 211. „Le 17 avril à Sophia s'organisa un meeting où prirent part D-r K. Stoïloff, G. Jivkoff, St. Stamboloff, D-r Moloff et P. Stantcheff comme délégués d'un groupe de députés de la Principauté et D. Naumoff et K. Velitchkoff comme délégués de la Roumélie Orientale. Les décisions prises par l'assemblée formaient un large plan d'action. La Principauté et la province autonome s'engageaient à mener, par l'entremise de leurs plénipotentiaires mi-officiels, en pleine harmonie et en se prêtant une aide mutuelle, une politique visant l'Unité nationale.

atrocités en Macédoine mais il ne pouvait rien entreprendre pour l'Unité, car ni les forces militaires de la Bulgarie n'étaient prêtes pour engager une guerre avec la Turquie, ni les relations diplomatiques avec les puissances n'étaient favorables à une violation du traité de Berlin. En considération de quoi, le gouvernement se vit obligé de remettre à plus tard la réalisation de l'idéal national et se borna à adresser aux grandes puissances un exposé sur la condition des réfugiés, ce qui fut sa première démarche diplomatique au sujet de la question Macédonienne (février 1881). Malgré tout, il ne laissait passer aucune occasion favorable pour préparer l'Unité future. Une telle occasion se presenta d'abord avec le projet de construction de la voie ferrée de Bélovo à Sophia et Nich qui devait être achevée le 31 décembre 1879. Comprenant de quelle importance était pour l'œuvre de l'Unité une ligne de chemin-de-fer reliant la Bulgarie à la Macédoine, le gouvernement insistait pendant les pourparlers avec l'Autriche pour qu'elle passât par Sophia — Uskub, vu que dans le traité de Berlin il n'était pas stipulé qu'elle devait passer par Tzaribrod et Pirot. Dans ce débat le gouvernement était soutenu non seulement par la Russie qui proposait que la ligne Sophia—Danube fut construite au plus tôt, mais encore par l'Angleterre et à ses côtés par l'opinion publique française qui ne désiraient pas que le trafic entre l'Orient et l'Europe Centrale releva uniquement de l'Autriche. Encouragé par les sympathies de l'Europe, le gouvernement n'acceptait pas les exigences autrichiennes. La question resta quelque temps en suspens et les rapports de la Bulgarie avec cet empire aussi s'en ressentirent.

Sauf avec l'Autriche, la Bulgarie avait de continuelles contestations avec la Turquie; il ne se passait pas de semaine sans que cette dernière n'envoyât quelque note au sujet de la Principauté, l'accusant de violation du traité de Berlin ou de persécution contre la population turque. Les commissaires des vakyfs (propriétés des mosquées) poussaient les Turcs de la Bulgarie à remettre des pétitions

aux représentants étrangers et à demander leur protection. La Sublime Porte protestait contre la formation d'une armée permanente dans la Principauté, alors que dans le Traité n'était prévu qu'une milice; contre le maintien des forteresses Choumen et Vidin, alors qu'une des conventions expresse du traité de Berlin était leur destruction, etc. La Porte agissait ainsi dans le but de démontrer à l'Europe que la Bulgarie ne se conformait pas aux stipulations du traité de Berlin, et d'avoir, par suite, un prétexte pour ne pas remplir ses propres engagements de réformes en Macédoine. La commission internationale qui en vertu de l'article 23 devait élaborer le statut organique des vilayets de la Turquie d'Europe, avait présenté son projet encore en janvier 1880., il ne restait qu'à être sanctionné par un iradé du Sultan, mais cet iradé n'apparaissait pas. Interpellée à propos de cet iradé la Porte répondit officiellement que la Turquie remplirait ses engagements du traité de Berlin quand les droits que cet acte lui donnait seraient garantis; par conséquent, elle demandait qu'il lui fut permis de placer des garnisons turques dans les Balkans entre la Principauté et la Roumélie et d'élever des forteresses le long de cette frontière. La note de la Porte resta sans réponse, mais aucunes mesures non plus ne furent prises pour appliquer les statuts élaborés par la commission internationale.

Les solutions de certaines questions gâtèrent peu à peu les rapports du gouvernement bulgare avec les autres Etats. L'Angleterre était mécontente de sa conduite; l'Allemagne ne lui sympathisait pas, la construction de la ligne Bélovo—Pirôt—Nich ayant été retardée; la Roumanie et la Serbie se plaignaient de la loi sur la naturalisation votée par la Chambre, etc. Le Prince était également mal disposé envers ses dirigeants à cause des désagréments qu'ils avaient suscité entre lui et l'Autriche et la Russie et principalement à cause de leurs tentatives pour restreindre son pouvoir. Et enfin le peuple aussi avait commencé à être déçu des libéraux, par suite de l'application du système fiscal, du

manque de tact de l'administration et de la perception par contrainte des impôts ce qui n'était pas en accord avec ses conceptions sur la liberté. Les blâmes et la campagne acerbe de l'opposition ébranlèrent encore plus la position du Cabinet, jusqu'au moment où la conviction que les libéraux étaient nuisibles au pays devint générale et que le pouvoir leur fut retiré.¹⁾ Après leur retirement le Prince Alexandre suspendit la Constitution dont l'esprit libéral lui déplaisait depuis longtemps.

Le régime des mandats commença et la gouvernement passa aux mains des généraux russes. Pendant cette sombre période, les consuls et les officiers russes travaillaient activement en faveur des intérêts de leur pays. Ils s'efforçaient de persuader le peuple que la Bulgarie ne pouvait subsister sans la Russie, d'étouffer son esprit libéral et son instinct de séparatisme, commettaient des abus et poursuivaient les adversaires des projets russes; et quand ils furent parvenus à éteindre jusqu'à la dernière protestation, la Bulgarie ressemblait en effet à une province russe où règne le régime des policiers, et la personne du Prince s'effaçait derrière les uniformes des généraux russe. Les avantages de ce régime étaient que la Bulgarie avait entièrement abandonné sa politique dans les mains de la diplomatie russe et jouissait de sa faveur, mais de ce fait même s'était attiré la méfiance des autres grandes puissances. Aussi le peuple commença bientôt à considérer les choses plus sagement. Cette condition de servitude

¹⁾ Ce qu'était la situation de la Bulgarie, à cette époque, montre la proclamation princière du 27 avril 1881 „ Deux ans durant j'ai permis toutes espèces d'essais d'organisation et de développement rationnel de la Principauté; malheureusement mes espérances ont été déçues. Aujourd'hui notre Patrie est complètement discréditée à l'extérieur et en pleine désorganisation à l'intérieur. Cela a ébranlé la foi du peuple dans le bon droit et lui a inspiré des craintes pour son avenir . . . pour l'intérêt et le bien de la Principauté je considère comme un devoir sacré de déclarer solennellement devant mon peuple que la situation actuelle de la Principauté rend impossible l'accomplissement de ma tâche . . . j'ai décidé de convoquer, dans le plus court délai, la grande Assemblée nationale, organe suprême de la volonté nationale, afin de lui faire part de ma dernière décision et de lui remettre, avec la couronne, les destinées du peuple bulgare . . . Alexandre I.“

dans son propre Etat provoqua enfin la juste indignation de Battemberg qui se sentant Prince de Bulgarie avant que partisan de la Russie, commença de nouveau à se rapprocher des nationalistes (les libéraux), à écouter la voix du peuple et enfin retablit la Constitution (1885). Ce geste du Prince irrita le gouvernement russe et affligea l'Empereur ; et dès lors ils le considérèrent comme un prince allemand qui ne pouvait être utile aux intérêts russes, et préparèrent le terrain à son écartement du trône. Les changements qui avaient lieu dans la vie politique de la Bulgarie, la venue au pouvoir et la chute de différents cabinets, les élections et les luttes de partis qui étaient devenues fréquentes, avaient empiré la situation intérieure, et par là relégué la question de la Macédoine au second plan.

Dans une telle situation intérieure, presque désorganisée, se trouvait la Bulgarie quand se produisit le coup d'Etat de Philippopoli et fut proclamée l'Union de la Bulgarie du Sud avec celle du Nord (Le 6 septembre 1885). Ce remarquable événement national arrêta l'œuvre de décomposition, détourna l'attention des partisans énervés ; le danger d'une attaque du dehors, la guerre avec la Serbie (1885), et après cela la victoire unirent le peuple, effacèrent les haines et exaltèrent le sentiment patriotique. Dans ces heures de triomphe national on n'entendait que des vœux pour la réunion de la Macédoine aussi, et l'idée de l'Unité de la Bulgarie s'empara de nouveau de tous les Bulgares.

Mais cet acte qui était pour le Bulgare son premier pas vers la réalisation de son œuvre suprême, dont il ne mettait pas en doute le bon droit et qu'il était prêt à défendre au prix de son sang était considéré tout autrement par ses voisins envieux et les Etats signataires du traité de Berlin. L'acte du 6 septembre était pour eux un lèse-droit dirigé contre leurs intérêts, en châtiment duquel la Bulgarie devait subir une guerre fratricide et s'attirer la méfiance de tous. La Porte se résigna vite à la nouvelle situation ; elle ne désirait pas rétablir ses droits par les

armes, une guerre pouvant engendrer d'autres complications, notamment provoquer l'intervention de la Russie qui cette fois occuperait la Bulgarie et remplacerait le Prince Battemberg par un grand-duc russe ce qui n'était pas dans l'intérêt de la Turquie.

L'aspiration du Prince à ne relever que de lui-même et à conquérir une entière indépendance envers la Russie plaisait à la Porte, puisque de cette manière l'influence russe était éloignée de Constantinople, et c'est pour cela qu'elle ne voulait pas compromettre la position de Battemberg comme souverain. Pour les mêmes raisons la Roumanie resta neutre durant la guerre serbo-bulgare. Mais les autres Etats intéressés craignaient que le flot révolutionnaire ne passât de la Roumélie à la Macédoine et provoquât ainsi de nouvelles complications, car il était notoire à tous les Cabinets que l'Autriche ne resterait pas impassible devant un essai de conquête tenté par la Bulgarie sur une province qu'elle considérait comme entrant dans sa sphère d'influence. ¹⁾ En effet dès que fut reçu la nouvelle de la révolution en Roumélie, Kalnoki, ministre des Affaires étrangères d'Autriche, demanda à la Porte de prendre immédiatement des mesures pour défendre la frontière macédonienne et même proposa aux grandes puissances de déclarer au prince Alexandre que „l'Europe ne permettrait pas une agression de la Bulgarie sur la Macedoine“. Le Prince comprenait dans quelle situation délicate il se trouvait, car il dit lui-même devant un agent diplomatique étranger que si quelque

¹⁾ On sait maintenant qu' à l'entrevue des deux empereurs Alexandre II et François-Joseph au Reichstatt (8, VII, 1876) il fut décidé que dans le cas où la Serbie et le Monténégro devenaient indépendants, l'Autriche-Hongrie aurait le droit d'occuper et d'organiser les provinces de Bosnie et de Herzégovine; plus l'Autriche voulait qu'il fut souligné que la Serbie entrerait dans sa sphère d'influence; la Russie promit qu'elle ne menerait pas de guerre en territoire serbe. Après la guerre de 1878, quand le conte Ignatieff proposa à l'Autriche l'annexion de la Bosnie. seulement et uniquement pour qu'elle consentit à reconnaître le traité de San-Stefano, le ministre d'Autriche, Andrachi, répondit par une contre-proposition qui donnait pleine liberté d'action à la Russie en Bulgarie, à condition que l'autonomie fut octroyée à la Macédoine, sous le protectorat de l'Autriche-Hongrie.

révolution éclatait en Macédoine, l'Autriche voudrait retabli l'ordre et que son intervention serait fatale à l'indépendance de la Bulgarie. ¹⁾

Dans le même sens, le correspondant à Vienne du „Novoe Vremia“ rapportait comme un fait positif que Mr Kalnoki aurait dit à la députation bulgare, envoyé par la Chambre pour plaider la cause de la Bulgarie, au sujet de l'Union: „Ne songez jamais à la Macédoine; si vous allez là-bas, la Macédoine deviendra le cimetière de votre indépendance“. A la même députation l'Empereur Alexandre III répondit par les mots suivants: „Vous ne pouvez douter de mes sentiments envers le peuple bulgare, ils restent constants, mais je n'approuve pas votre acte parce que vous ne m'avez pas averti et m'avez placé ainsi dans une position extrêmement difficile, peut-être même sans issue. Il ne peut être question maintenant de séparation, mais, tant que demeurera ce gouvernement, ²⁾ qu'on n'attende rien, chez vous, de moi; ce que sera et sous quelle forme se fera l'Union est une question qui reste à résoudre. Votre acte irréfléchi a soulevé tous les peuples de la péninsule Balkanique, avant tout les Serbes. Vous savez que votre désir d'Union a été notre désir, mais nous avons désiré le réaliser calmement et pacifiquement, d'autant plus que les Rouméliotes n'avaient nulle raison de se hâter, ils n'avaient rien à craindre, du moment que toute l'administration était aux mains des Bulgares“. Cette réponse de l'Empereur montre que la Russie officielle ne considérait pas avec bienveillance l'Union.

Mais pourquoi tous les peuples des Balkans et en particulier les Serbes étaient-ils mécontents de l'Union?

Après 1866, l'Autriche commença à s'intéresser plus vivement aux affaires balkaniques et à donner plus d'importance à sa politique dans la Péninsule. La Serbie qui dès

¹⁾ S. Radeff, — Les auteurs de la Bulgarie contemporaine — p. 586.

²⁾ Par le mot „le gouvernement“ l'Empereur visait le prince Battemberg (D. Tontcheff, — „Avant vingt ans“). Les membres de la députation étaient le métropolit Clément et I. E. Gechoff.

1815 était politiquement libérée et reconnaissait seulement la suzeraineté du Sultan, dans son aspiration vers une entière indépendance, ne perdait pas de vue l'idée d'une union de tous les Serbes, et même de tous les Slaves de la Péninsule, à l'exemple du Piémont. Au commencement son attention n'était dirigée que sur la Bosnie et l'Herzégovine, mais plus tard, quand naquit l'idée de „la grande Serbie“ elle constata avec joie les troubles dans l'Empire musulman voisin, et dans les moments critiques qu'il traversait, elle n'hésita pas à intervenir, même par les armes, dans le but de s'élever sur les ruines de la Turquie. Et en effet, ayant été la première parmi les Slaves de la Péninsule à jouir des avantages de la liberté, la Serbie put très tôt songer à l'hégémonie, s'enthousiasmer de la grandeur de ses anciens rois, et, se servant de toutes les occasions et de tous les moyens, poursuivre sans dévier son idéal.

En 1867, elle conçut un traité secret avec la Roumanie, dont l'article 8 disait textuellement: Si la providence benit leurs efforts (de la Roumanie et de la Serbie) et leur donne les provinces retirées aux Turcs et qu'elles puissent librement en disposer, les deux parties traitantes régleront la question, comme suit: seront annexées et réunies pour toujours à la Roumanie les îles qui forment le delta du Danube et la partie orientale de la Bulgarie qui a pour frontière la ligne Rouchtchouc—Varna d'une part et de l'autre la Mer Noire; seront annexées et réunies pour toujours à la Serbie les contrées: la Vieille Serbie, la Bosnie—Herzégovine et la Bulgarie à l'exception de la partie qui est donnée à la Roumanie — c. à d. le delta du Danube“ (Journal de l'Assemblée Nationale ordinaire 11. C., page 410. Discours de D. Micheff). Ce document historique est le premier qui définit catégoriquement les aspirations des Serbes encore à l'époque où se posaient les éléments du problème balkanique; leur politique de conquête, qu'atteste la situation actuelle du peuple bulgare, a guidée la Serbie depuis ses origines jusqu'à nos jours et a engendré chez elle la haine de tout ce qui est bulgare.

Mais l'entremise de l'Autriche-Hongrie après 1866 et son ingérence dans les affaires de la Turquie causèrent un grand trouble dans les cercles dirigeants serbes et accrurent leur activité; voyant que l'Autriche-Hongrie aspirait au joyau le plus précieux de l'idéal serbe, le gouvernement s'efforçait d'entretenir des liens avec ses compatriotes de la Bosnie et de l'Herzégovine. Bien entendu, dans cette rivalité entre l'Empire et la Principauté serbe à peine affirmée, la dernière devait céder. Par contre, jugeant le moment venu de profiter du chaos de la Turquie, dans l'esprit de leur entente avec la Roumanie, les Serbes n'hésitèrent pas à déclarer la guerre à la Turquie, et à occuper quelques sous-départements bulgares (1876—1877).

Cependant la création de la principauté bulgare à San-Stefano déçut les Serbes et de ce côté-là; ils ne pouvaient qu'éprouver de l'envie et de la crainte, parce qu'avec l'appui de ses libérateurs la nation bulgare pouvait à chaque moment propice, les menacer; à la place de la Turquie d'Europe se formait ainsi un bloc de granit — obstacle à leur extension et enfin les sous-départements qu'ils avaient occupés leur étaient retirés. Après la décision prise à San-Stefano, la Serbie resta consternée de la partialité de la Russie envers les Bulgares; après tant d'efforts et de sacrifices, elle ne recevait qu'une extension territoriale insignifiante et l'indépendance politique qu'elle possédait déjà de fait. Placée entre l'Autriche-Hongrie d'un côté et la forte Principauté bulgare qui masquait les intérêts russes de l'autre, la Serbie voyait sa situation devenue difficile et la réalisation de son idéal politique impossible. Pour cette raison et dans l'espoir d'améliorer sa position, la Serbie applaudissait, de même que les grandes puissances intéressées, à la révision à Berlin du traité de San-Stéfano, malgré que cette révision était faite aux dépens de la Russie qui une année auparavant l'avait sauvée du péril. Comme on le sait, au Congrès de Berlin furent agrandies la Roumanie et la Serbie, et rendues à la Turquie deux provinces bulgares — la Macédoine et la Roumélie.

Mécontente et blessée par la Russie, la Serbie entra dans l'alliance austro-allemande, malgré que, dans ce même Congrès, l'Autriche reçut le droit d'occuper la Bosnie et l'Herzégovine pour une période indéterminée.

Sous la pression de Bismarck, le Congrès de Berlin non seulement frustra la Russie de fruit de ses victoires, mais encore il isola entre elles les populations slaves de la Péninsule, et de cette manière sapa les bases d'une prochaine union slave ou union balkanique ¹⁾, qui aurait barré la route au germanisme naissant. Cette politique a été entièrement adoptée par l'Autriche-Hongrie; pendant la courte période de 1878 à nos jours on remarque chez elle le système de désunir les Slaves du Sud. Après le Congrès de Berlin, la Serbie resta, à la vérité, mécontente de ce que la Bosnie et l'Herzégovine lui étaient retirées, mais pourtant elle accepta la nouvelle situation avec un grand soulagement, vu que par l'annulation de la puissante Principauté bulgare, un immense champ d'action lui était offert du côté de la Vieille-Serbie et de la Macédoine, et qu'elle pouvait denouveau vivre avec son rêve de grandeur future.

De son côté l'Autriche-Hongrie entra en rapports plus intimes avec le roi serbe Milan et en 1881 conclut un traité secret avec la Serbie, selon lequel (§ 7) l'Autriche promettait que „non seulement elle ne serait pas un obstacle, mais encore qu'elle soutiendrait même la Serbie auprès des autres puissances au cas où la Serbie trouverait la possibilité de s'étendre au sud, à l'expection du sandjak de Novi-Pazar“. En 1889, quand ce même traité fut renouvelé, l'Autriche s'exprimait encore plus explicitement — „aider la Serbie à s'étendre dans la direction de la vallée du Vardar“.

Dans ces conditions il est facile d'expliquer pourquoi l'Union déplut à la Serbie et à l'Autriche-Hongrie — après

¹⁾ La Bosnie et la Herzégovine furent reprises aux Serbes à qui furent données les terres bulgares Nich, Pirot et Vrania; aux Roumains fut enlevée la Bessarabie, et donnée la Dobroudja bulgare; quant à la Bulgarie elle fut divisée en trois provinces, avec chacune un sort différent.

le 6 septembre le territoire et la puissance de la Bulgarie étaient presque doublés et l'équilibre entre les Etats balkaniques était de nouveau rompu au profit de la Bulgarie; la nation bulgare s'élevait à une telle hauteur qu'elle représentait un rival dangereux qui s'opposerait aux aspirations de conquêtes de la Serbie au préjudice de la population bulgare de Macédoine — circonstance qui allait exercer sa pesée sur l'équilibre de la Péninsule et l'hégémonie entre les Slaves du Sud et faisait craindre à la Serbie d'être effacée au point de vue politique.

En considération de quoi la Serbie, sous l'instigation de l'Autriche, chercha à rétablir l'équilibre rompu, non vers l'occident, comme cela était naturel pour elle, mais vers l'orient, réclama des compensations à la Bulgarie et lui signifia d'avoir, dans le cas contraire, à se dédire de l'Union avec la Roumélie. Cette démarche de la Serbie provoqua la guerre de 1885. La défaite qu'elle subit dans cette guerre était le châtiment mérité de ses intentions fraticides, mais cela ne mit pas un terme à son avidité; elle vécut avec ses pensées de revanche et chaque pas de la Bulgarie dans la voie du progrès lui causait une nouvelle affliction.

La haine actuelle entre les Grecs et les Bulgares s'explique par les anciennes luttes séculaires; dominés par l'idée de reconstituer l'Empire Byantin, les Grecs se sont servi de l'Eglise pour helléniser la péninsule Balkanique et poser les bases de leur future grandeur. Les luttes pour l'affranchissement religieux, suivies du succès remporté par les Bulgares en obtenant le droit de posséder une Eglise distincte, n'étaient pas des luttes pour des prérogatives ecclésiastiques mais pour des avantages politiques; l'élection de l'Exarque bulgare fut considérée par les Grecs comme une défaite politique subie par le Patriarche de Constantinople. Aussi la constitution de la Bulgarie de San-Stefano, alors que l'Exarchat était déjà institué, fut pour les Grecs un nouveau coup qui détruisit tous leurs rêves d'avenir et leur retira le fruit de deux siècles d'efforts. Ils étaient

contre la formation d'une principauté bulgare aussi puissante et cela non seulement parce qu'elle représentait un nouvel insuccès politique, mais encore parce qu'avec le rehaussement des Slaves dans la Péninsule et le rapprochement de la grande nation orthodoxe — la Russie — de Constantinople leur suprématie intellectuelle serait compromise et la Grèce, en tant qu'unité politique, perdrait toute importance. Pour ces raisons le traité de Berlin fut un soulagement pour les Grecs aussi. Après le Congrès, ils travaillèrent avec encore plus de tenacité afin de conserver au moins ce qu'ils avaient acquis en Macédoine et dans le vilayet d'Andrinople; au sujet de l'Union, ils déclarèrent qu'ils perdaient une province grecque (!) — probablement dans le but d'acquérir de plus grands droits à des compensations en Macédoine.

* * *

Dans de telles conditions, après „l'Union“ qui portait atteinte aux ambitions des Etats voisins et des grandes puissances les plus intéressées, la question de la Macédoine acquérait une très grande importance et la politique extérieure de la Bulgarie y relative rencontrait de graves difficultés. L'Angleterre était la seule qui, pour les raisons déjà citées, accepta avec sympathie „l'Union“ et grâce à elle „le Concert européen“ ne put réaliser un accord sur l'action à exercer contre la Bulgarie. Mais si le gouvernement prévoyait que l'œuvre de l'Union générale aurait à affronter beaucoup d'obstacles, le peuple qui après la guerre contre les Serbes vivait avec la pensée: „Cette année la Roumélie, l'année prochaine la Macédoine“ dirigeait déjà ses regards vers cette dernière et attendait le moment d'achever l'œuvre nationale. Le résultat de cet état d'esprit fut que quelques comitadjis qui avaient pris part au coup d'Etat de Philippopoli, de concert avec les émigrants de Macédoine, commencèrent à s'organiser et à travailler à la libération de la Macédoine. Entre ces intérêts divergents — ceux du peuple bulgare et ceux

des Etats intéressés, se mouvait le gouvernement bulgare qui devait, du moins dans les premiers temps jusqu' à ce que la question mûrisse, agir conformément aux désirs de l'une et de l'autre partie, ce qui rendait sa tâche ardue. Le gouvernement devait choisir une politique d'équilibre entre les sentiments, les aspirations et les intérêts du pays et l'insécurité du dehors; car cette fois la réalisation de l'idéal national devait être poursuivie méthodiquement et non atteint d'un élan comme l'union avec la Roumélie.

La grande crise que traversa la Bulgarie depuis le détronement du prince Alexandre Battemberg jusqu'au choix et à l'avènement au trône d'un nouveau prince (le 2 août 1887) laissa le peuple bulgare sous une double impression: que son indépendance était menacée, et qu'il était peu probable qu'il pourrait la sauvegarder par ses seules forces.

Au plus fort de l'effervescence des passions politiques, quand le peuple surexcité aurait pu s'abandonner à des violences et des luttes intestines, quand dans les conversations politiques avait déjà paru un nouveau terme „la question bulgare“, quand la Bulgarie semblait à la politique européenne un îlot qu'elle avait à peine fait surgir des flots et qui allait s'engloutir de nouveau, dans une telle incertitude du lendemain ¹⁾, le peuple bulgare et le gouvernement travaillèrent avec un remarquable dévouement pour retirer la Bulgarie de la situation où elle se débattait. Ceux qui se chargèrent de guider les destinées de la Bulgarie, dans ces sombres et orageux moments, devaient, par n'importe quels moyens, simultanément exalter la foi du peuple dans ses propres forces et trouver un sûr appui étranger. Suivants la tradition, ils se tournèrent d'abord vers la Russie, mais recevant une réponse vague

¹⁾ Selon le livre bleu de l'Angleterre № 340, la mission du général russe Kaolbars en Bulgarie a été la suivante, comme il le dit lui-même: „l'Empereur m'envoie pour dire aux Bulgares qu'ils doivent maintenir le calme et l'ordre public dans le pays s'ils veulent éviter une occupation. Sa Majesté désire sincèrement que les choses s'arrangent pacifiquement, mais, si une guerre civile surgissait, il est impossible de prévoir quelles mesures seraient imposées par les événements“.

et une insuffisante garantie d'indépendance, ils cherchèrent la protection de la Turquie. Etant tombé dans une telle situation — de demander la protection de la Turquie pour assurer l'existence de la Bulgarie, le gouvernement bulgare ne pouvait plus songer à la Macédoine, et le projet de sa réunion à la Bulgarie libre devait être remis à des temps plus propices.

De 1887 jusqu'à 1894.

L'avènement de Son Altesse le Prince Ferdinand I de Saxe-Cobourg au trône de Bulgarie rétablit un certain calme dans le pays; les nuages sombres qui pesaient sur lui se dissipèrent et le peuple reprit une vie paisible; mais la situation internationale de la Bulgarie restait encore indéfinie et menacée, le Prince n'étant pas reconnu comme souverain légitime par les puissances signataires du traité de Berlin. Le gouvernement russe était cause de cet état de choses. Il considérait comme une violation de son droit moral sur le peuple bulgare et surtout comme un danger pour ses intérêts dans les Balkans l'indépendance d'esprit manifestée par les Bulgares, en procédant au choix de leur nouveau souverain et surtout à l'élection d'un prince allemand. Pour ces raisons l'empereur russe ne voulait pas reconnaître le prince Ferdinand comme souverain de la Bulgarie, quoique le Sultan son suzerain, ne s'y opposât pas ¹⁾. Afin de rendre impossible le maintien du Prince sur le trône bulgare et d'éviter une pesée de la politique des Etats européens sur la Bulgarie, et par là de supprimer une garantie éventuelle de sa pleine indépendance, le gouvernement russe fit tout ce

¹⁾ Archives du Ministère des Affaires Etrangères, — télégramme du 13. II. 1896, № 330 — 14. III. 1890 et lettre № 2021 — 4. XI. 94 de l'agent diplomatique à Constantinople. Dans la dernière lettre il est rapporté: „Sa Majesté le Sultan, m'a dit le Grand Vizir, étant assuré des bons et dévoués sentiments de notre Prince envers lui et encore de l'amour et de la fidélité du peuple bulgare envers ce Prince, de sa propre initiative s'est adressé avant une année et demie à feu l'Empereur Alexandre III et l'a prié d'accorder son consentement . . . “

qu'il put pour rendre plus difficile la position du Prince et de son gouvernement; par exemple il demanda à la Sublime Porte de déclarer le maintien du prince Ferdinand sur le trône bulgare illégitime et de lui signifier de quitter la Bulgarie ¹⁾; il se servit des émigrants bulgares pour troubler l'ordre et le calme dans le pays.²⁾ et enfin suscita des obstacles à l'œuvre des écoles et des églises en Macédoine, en pensant que ces choses allaient discréditer le gouvernement et rendre impossible son maintien au pouvoir.

Cette conduite hostile du gouvernement russe envers la nation bulgare rendait, en vérité, difficile sa situation intérieure, affaiblissait le prestige du gouvernement auprès de la population macédonienne et rendait la situation internationale de la Bulgarie très délicate—aucune grande puissance ne voulant contester ouvertement les droits de la Libératrice; les représentants diplomatiques de la Bulgarie étaient souvent traités comme des fonctionnaires turcs, le nom de la Bulgarie restait toujours aussi inconnu et d'aussi mince importance, et cela donnait motif à ses adversaires de rêver de „Grandeur“ au détriment de ses terres. Mais grâce à la force du génie national, au bonheur de la Bulgarie de posséder à ces durs et troubles moments des dirigeants capables et au soutien de quelques grandes puissances, la nation put arriver à un bon résultat, mais si éprouvée qu'aujourd'hui encore elle ressent les suites de cette lutte au-dessus de ses forces contre le gouvernement russe.

Quoique très jeune encore, le nouveau Prince de la Bulgarie saisit immédiatement la gravité de la situation et sachant quelle serait la meilleure garantie d'indépendance et d'heureux avenir pour la Bulgarie, il prodigua des soins tout particuliers à la création d'une forte armée, toujours prête à se dévouer aux intérêts nationaux. Quant à lui-même,

¹⁾ Ibidem,—Télégr. № 209 et 243 du 14. II. 1888 de l'agent diplomatique à Constantinople.

²⁾ Ibidem.—Télégr. № 511 b 31. VII. 1890 de l'agent diplomatique à Bucarest et № 370 — 6. VI. 1890 de l'agent diplomatique à Belgrade.

il s'imposa des sentiments pacifiques et respectueux envers son suzerain le Sultan.

Grâce à ces solides bases, la Bulgarie put marcher hardiment dans sa nouvelle voie politique; le Bulgare, laborieux, se servit avec un zèle égal de la charrue et du livre, commença à construire des chaussées, des lignes de chemin de fer, installa des communications télégraphiques, donna une forte impulsion au commerce — et dans un court délai l'ancien vilayet turc n'était plus reconnaissable. Ce progrès rapide attira l'attention des voisins qui regardaient avec envie l'énergie et la vitalité du peuple bulgare, et la diplomatie européenne commença à s'occuper plus rarement de „la question bulgare“. Le mariage du Prince et plus tard la naissance de l'héritier, Boris, Prince de Ternovo, consolidèrent le trône du Chef d'Etat bulgare, et la fondation d'une dynastie garantit encore plus l'indépendance de la Bulgarie. Mais cet affermissement de la Bulgarie n'était pas, bien entendu, dans l'intérêt de la politique russe, et le ministre plénipotentiaire russe à Constantinople ne tarda pas à remettre une note qui disait qu'en vertu du traité de Berlin le trône du Prince bulgare n'était pas héréditaire, condition que la Russie avait fait accepter encore pendant les préliminaires du Congrès.²⁾ Cependant le jeune prince et son Etat ayant déjà réussi à gagner, plus ou moins, la confiance de presque toutes les grandes puissances, cette démarche officielle du gouvernement russe resta sans suites.

Se trouvant dans de telles conditions, le gouvernement bulgare ne voulait pas soulever la question Macédonienne, vu que de nouveaux troubles ne seraient profitables qu'à ses adversaires, mais il ne cessait pas de s'intéresser à la Macédoine et de préparer la réalisation de l'idéal national. Par l'entremise de l'agent diplomatique à

¹⁾ Arch. M^{re} Aff. Etr. — Télégr. № 386 — 4 III 1893 de l'agent diplomatique à Constantinople.

²⁾ Ibidem. — Télégr. № 435 — 9 III 1893 de l'agent diplomatique à Constantinople.

Constantinople et de l'Exarchat, le gouvernement se tenait au courant de tout ce qui se passait dans cette contrée, et intercédait auprès de la Sublime Porte ou du Sultan afin d'obtenir des droits pour la population bulgare. Ayant également adopté une politique pacifique et respectueuse envers l'Etat suzerain, il avait réussi à gagner la faveur du Sultan Abdul Hamid qui s'inspirant des intérêts de la Turquie voyait dans la fidélité du Prince bulgare et de son gouvernement la meilleure garantie d'existence et de calme pour son Empire.¹⁾ Aussi se montrait-il bienveillant envers eux et faisait quelques concessions en faveur des Bulgares de la Macédoine au sujet de la question des écoles et des églises.

Mais d'autre part, le Sultan connaissait bien „le péril bulgare“ ; il savait la force et la densité de l'élément bulgare dans la partie européenne de son empire — élément slave, qui éveillait sa méfiance dans les relations avec la Bulgarie, et il ne cédait aux requêtes des Bulgares que quand il était convaincu que la situation pouvait s'empirer. Les dirigeants bulgares avaient saisi cette faiblesse du Sultan et souvent se servaient de menaces dans le seul but d'obtenir quelque chose pour les Bulgares de Macédoine. La méfiance du Sultan envers les Bulgares était soutenue et accrue principalement par les Grecs, avec en tête leur Patriarche, et par les Serbes. Ces deux facteurs importants, complétés par la politique perfide d'Abdul Hamid, causèrent les plus grands préjudices à l'élément bulgare en Macédoine, isolèrent la question Macédonienne et, ainsi qu'il a été dit, faisaient de la Macédoine le théâtre des incessantes et cruelles violences.

Suivant le programme de sa politique balkanique, le gouvernement russe voyait dans le développement d'une Bulgarie libre et pleinement indépendante un obstacle à ses aspirations séculaires et, conséquence naturelle, cherchait par tous les moyens à la supprimer; ceci est, avant

¹⁾ Arch. M-re Aff. Etr. — Télégr. № 345 — 25 II. 1888 de l'agent diplomatique à Constantinople.

tout, prouvé par le désir de la Russie d'avoir sur le trône bulgare un prince qui lui fut dévoué, par sa tentative d'étouffer le sentiment national chez les Bulgares, par son espoir de disposer entièrement de l'armée bulgare, etc.¹⁾ dont les suites furent le détronement du prince Battemberg, la création de „la question bulgare“, la mission du général russe Kaoulbars, le haine contre la régence, l'opposition de la Russie à l'élection du prince Ferdinand dont elle déclarait le maintien au trône illégal, son opposition à ce que le trône bulgare fut héréditaire, etc. faits qui firent supposer à la diplomatie que si le gouvernement russe ne parvenait pas à écarter le prince Ferdinand de la Bulgarie „il dénoncerait le traité de Berlin et hisserait le drapeau de la Bulgarie de San. Stephano, à condition, toutefois que les Bulgares renverraient le Prince et leur gouvernement et accepteraient provisoirement un commissaire russe, pour appliquer ce programme . . .“²⁾. Mais il est tout naturel que si la petite Principauté indépendante, placée dans les frontières exiguës que lui avait tracées le Congrès de Berlin, pouvait représenter quelque obstacle à la politique russe, plus cet Etat s'agrandissait et se consolidait, plus l'obstacle devenait important et réel. Partant de ces considérations, le gouvernement russe était contre l'Union, parce qu'elle était l'œuvre d'une aspiration patriotique bulgare, il ne pouvait donc qu'être également contre l'Union avec la Macédoine. Voilà pourquoi, dans son désir de rendre impossible toute extension future de la Bulgarie, sans tenir compte que la Macédoine était nécessaire pour réaliser l'Unité nationale — idéal légué par l'Empereur Alexandre II, le gouvernement russe commença, par tous les moyens, à contrecarrer l'œuvre macédonienne. Par exemple, il soutenait ouvertement les prétentions serbes et grecques à des

¹⁾ Arch. M-re Aff. Etr. Les pourparlers entre la délégué russe Tatitcheff et le gouvernement bulgare. Lettre adressée à l'agent diplomatique à Constantinople. № 7397 — 28 IX. 1890.

²⁾ Arch. M-re Aff. Etr. Télégramme chiffré № 275 — 17 II 1888 de l'agent dipl. à Constantinople.

privilèges en Macédoine¹⁾ et en même temps suscitait des difficultés aux Bulgares. Au sujet des „bérats“ d'investiture accordés à deux évêques bulgares en Macédoine (Uskub et Andrinople) le ministre plénipotentiaire russe à Constantinople, Nélidoff, tenta par des menaces de suspendre leur mise en vigueur,²⁾ et le premier dragoman de la même légation déclara que la promulgation des bérats représentait une offense pour le gouvernement russe.³⁾ Le gouvernement russe avait toujours la possibilité d'imposer ses volontés à la Sublime Porte, parce que la Turquie n'avait pas encore payé la contribution de la dernière guerre — circonstance qui donnait un grand poids à la diplomatie russe à Constantinople. Et ainsi l'œuvre bulgare en Macédoine rencontrait de graves difficultés.

Sauf auprès de la Sublime Porte, le gouvernement russe agissait aussi en Serbie, dans le but d'isoler la Bulgarie de l'influence de l'Europe Centrale et de restreindre surtout l'influence autrichienne dans la Péninsule. Dès qu'il jugea la Bulgarie perdue pour sa politique balkanique, il commença à faire des avances à la Serbie qui blessée par la partialité de la Russie à San-Stefano s'était placée sous la protection de l'Autriche-Hongrie. L'abdication du roi Milan et plus tard la visite du roi Alexandre à S.-Petersbourg donnèrent la possibilité à l'influence russe de se fortifier encore davantage. Le gouvernement russe, en suivant une politique constante au sujet de la question d'Orient qui était en même temps une politique contre l'Autriche-Hongrie, fit tout pour affermir la situation intérieure ébranlée de la Serbie et forger d'elle une sûre et solide arme pour sa lutte contre l'Autriche. On voit que dès lors le gouvernement russe entreprit sérieusement l'armement de la Serbie, lui envoyant de l'argent, des fusils (environ 80000), des canons de forteresse (36); les officiers serbes commencèrent à fréquenter l'Académie de l'Etat major à

¹⁾ Arch M-re Aff. Etr. — Télégr. № 939 — 7 V 1888 de l'agent dipl. à Constantinople.

²⁾ Ibidem. — Télégr. № 839 — 9 VI 1890.

³⁾ Ibidem, — Télégr. № 840 — 12 VII 1890.

S.-Petersbourg, des ingénieurs russes étudiaient et fortifiaient sa frontière bulgare, notamment les villes Zaïtchar, Kniajévatz, Nich et Pirot¹⁾ des manœuvres étaient effectuées du côté de la frontière bulgare, et même le gouvernement russe proposa à la Régence serbe une convention militaire.²⁾ En général l'état d'esprit en Serbie était relevé à un tel point que le journal serbe „Glas voiske“ commença à menacer ouvertement la Bulgarie, en disant: „Nous verrons qui vaincra cette fois“. Les préparatifs de la Serbie étaient si évidents qu'il était à craindre que la Serbie attaquât à l'improviste sa voisine.³⁾

Mais en même temps le gouvernement russe envisageait avec bienveillance un agrandissement éventuel de la Serbie sur le compte de la Macédoine et de la Vieille Serbie. Une Serbie agrandie eut été un instrument plus sûr pour atteindre ses buts, et en même temps la Vieille bulgare eut été affaibli et le gouvernement bulgare compromis; de sorte que la tenace Bulgarie eut été cernée de toutes parts et forcément se serait soumise d'elle-même à l'influence russe; enfin un obstacle plus sûr eut été élevé contre le mouvement autrichien vers Salonique. En vue de tout cela le gouvernement russe donna son plein concours aux Serbes afin qu'ils puissent réaliser leurs aspirations conquérantes dans la Macédoine, et nous voyons, surtout vers 1889—1890, que les Serbes s'adonnèrent à la propagande en Macédoine avec la même fougue et la même activité qu'ils avaient mis à s'organiser et à s'armer. A cette époque différentes sociétés patriotiques furent fondées comme „La St-Sava“, „La Grande Serbie“, „La Macédoine“ — pour préparer l'annexion à la Serbie de la Macédoine, de la Vieille Serbie ainsi que de la Bosnie et la Herzogovine; différentes brochures et cartes parurent; ¹⁾ les journaux parlaient unanimement et uniquement de la Macédoine.

¹⁾ Arch. M-re Aff. Etr. Eéfegr. № 345 — 24 VI 189T et № 967 — 13. IX 1891 de l'agent diplomatique à Belgrage.

²⁾ La brochure du colonel de réserve du quartier général M-r Dragachévitch — „Les Slaves de la Macédoine“ 1890.

Des quêtes furent faites au profit de la propagande pour les écoles et les églises en Macédoine; on parla d'un rapprochement et même d'une alliance avec la Grèce, d'une confédération balkanique dont serait exclue la Bulgarie etc. En même temps l'agent diplomatique serbe à Constantinople, aidé par l'ambassadeur russe dans la même ville, travaillait énergiquement auprès de la Sublime Porte et auprès du Patriarcat pour que la Turquie donnât aux Serbes la permission de faire la propagande dans la Macédoine entière. Il va de soi que le Sultan n'opposait rien à cette nouvelle propagande dirigée contre le fameux danger bulgare, d'autant plus qu'elle était désirée par la Russie qui avait alors une très grande influence auprès de la Sublime Porte.

Encore en 1888 son Eminence l'Exarque comprit le danger qui menaçait la cause bulgare, et voulant attirer l'attention de notre gouvernement sur les difficultés que le gouvernement bulgare faisait aux Bulgares dans la question des églises et des écoles en Macédoine, s'exprimait ainsi: „D'après notre humble avis, si l'Exarchat est privé du soutien de la Bulgarie et de l'intervention des Etats qui la protègent, nous n'arriverons à rien et peu à peu la Sublime Porte soumettra définitivement la populations bulgare au Patriarcat et rendra le séjour de l'Exarque à Constantinople impossible“.1) Un peu plus tard, au mois de Septembre, la situation devint telle que même les ministres des pays bien disposés en notre faveur, conseillaient de ne pas soulever la question Macédonienne vu qu'il aurait été dangereux d'exciter le mecontentement de la Serbie et de la Grèce dont les gouvernements exprimaient ouvertement leurs prétentions sur la Macédoine. Ayant organisé, d'une manière si artificielle, leur propagande, les Serbes eurent l'audace de demander à la Sublime Porte l'autorisation d'ouvrir un gymnase à Salonique et de publier à Constantinople un journal en langue „macédonienne“ (?); subsideés richement par le gouvernement, et soutenus princi-

1) Arch. du Min. des Aff. Etr. lettre de l'Exarque № 28 — 16/ — IV — 1888.

palement par les consuls¹⁾ russes en Macédoine, les propagandistes serbes commencerent à voir des Serbes là où aucun ethnographe n'en avait jamais remarqués de sorte que leurs prétentions augmentaient continuellement. Déjà au commencement de l'année 1891 les journaux serbes demandaient qu'on nommât des évêques et des prêtres pour la Macédoine et pour la Vicille Serbie et proposaient même de fonder un Exarchat Serbe en Macédoine sous la direction du Patriarche. L'ambassadeur russe à Constantinople²⁾ intervint avec insistance auprès du Patriarche en faveur d'un évêque serbe pour le villayet d'Uskub, tandis que l'agent diplomatique serbe travaillait en faveur de la transformation des diocèses d'Uskub et de Pristrène en diocèses serbes avec des Serbes en tête. Pendant son séjour à Constantinople le roi serbe Alexandre pria le Sultan d'accorder aux Serbes les mêmes droits concernant les écoles et les églises, droits que les Bulgares et les Grecs avaient déjà en Macédoine; il proposa au Patriarche de reconstituer la Patriarchie serbe à Ipèque et de renvoyer les évêques grecs d'Uskub et de Pristrène.

Grâce à la politique russe envers la Serbie et les tendances conquérantes de cette dernière par rapport à la Macédoine, il se creusa un abîme infranchissable entre les deux peuples voisins et frères.³⁾

¹⁾ Arch. Min. Etr. lettre chif. № 1301—12/X 1891 de l'agent à Constantinople et № 1883, octobre 1894.

²⁾ Arch. M. Etr. Télégr. № 1397—24/VI 93. de l'agent à Constantinople.

³⁾ Arch. Etr. Min. lettre confid. № 651—4/X 90. de l'agent à Belgrade. Dans un entretien qui a eu lieu entre le roi serbe Milan et notre représentant à Belgrade, le roi a exprimé ses regrets que les relations à cette époque entre la Serbie et la Bulgarie ne fussent point aussi sincères qu'il aurait désiré et qu'il était contraint de ménager la Russie. Quant à la question Macédonienne le roi doutait qu'on pût arriver à une entente, vu que les instituteurs et les journalistes serbes affirmaient obstinément que la Macédoine entière était peuplée de Serbes, tandis que leurs collègues bulgares affirmaient au contraire que cette population était exclusivement bulgare.

Ibid. Dans un autre entretien le roi Milan dit également qu'il n'existait pas d'entente entre la Serbie et la Bulgarie et que la cause en était à la politique russe. — Telegr. № 215—25/II 91 de l'agent de Belgrade.

Devant une perspective aussi défavorable le gouvernement bulgare ne perdit pas l'espoir dans l'heureux avenir de son pays et se basant sur le droit moral et la fermeté du peuple, ne laissait échapper aucune occasion d'acquérir de nouveaux droits et de sauvegarder les anciens contre l'attaque de ses ennemis. Suivant la même politique pacifique envers la Turquie, le gouvernement prêta une attention particulière au développement intellectuel des Bulgares de la Macédoine, dans le but d'éveiller la conscience nationale, d'effacer les traces de l'esclavage moral restées depuis la domination grecque et ensuite, au moment favorable, d'accomplir le dernier acte au profit de la cause nationale.

Les Serbes et les Grecs avaient réussi à suggérer à la Sublime Porte l'idée que toute augmentation de communautés bulgares, d'écoles et de diocèses aurait contribué à l'agrandissement de la Principauté bulgare; voilà pourquoi le gouvernement turque, déjà porté à douter de l'avantage pour la Turquie de l'existence de l'Exarchat, se mit à poursuivre ouvertement les Bulgares en leur créant différentes difficultés au sujet de leurs droits scolaires et religieux; ainsi, relativement à la question des églises, le Grand Vezir avait dit à l'Exarque et au représentant bulgare que „la population bulgare en Turquie ne pourrait avoir d'évêques bulgares sans l'approbation du Patriarche, ou alors devrait changer de religion“. Ce témoignage démontre que le Grand Vezir avait l'intention d'abolir tous les droits concédés aux Bulgares jusque là, et quand notre agent lui démontra l'injustice qui serait faite aux Bulgares en les plaçant même au dessous des tziganes, il lui répondit: „Même si vous arrivez à me persuader, je ne serai quand même pas persuadé“¹⁾. Le Grand Vezir lui même déclara quant à la question scolaire qu'il ne voulait pas accorder à l'Exarchat une indépendance complète dans la Turquie d'Europe, car dans ce cas l'Exarque aurait le droit de fonder des

¹⁾ Ar. M. Etr. — Lettre № 883 — 9. VI. 1889. De l'agent à Const-ple.

écoles et des églises là où il voudrait, droit que la Sublime Porte avait l'intention de limiter.

Dans ces conditions le gouvernement bulgare ne pouvait rester inactif, et dans une longue et énergique note, adressée à la Sublime Porte, il intervint en faveur de droits pour les Bulgares en Turquie en la priant de prendre des mesures pour éviter tout malentendu entre les deux pays et que le gouvernement bulgare ne fût obligé de recourir à la force pour sortir d'une situation pleine de dangers.¹⁾ L'effet de cette note fut tel que le suzerain la reçut avec étonnement et que les diplomates la notèrent comme, „événement grave“. Mais malgré l'irritation ressentie à l'Ildiz, malgré, les protestations des Serbes et des Grecs et le mécontentement du Patriarche, qui menaçait de donner sa démission dans le cas où on céderait aux Bulgares, le Sultan répondit d'une façon satisfaisante et autorisa la publication d'un journal bulgare à Constantinople; en même temps trois de nos évêques furent nommés dans les diocèses d'Uskub, d'Ochrida et de Veless²⁾. Quant à l'instruction scolaire l'administration turque essaya d'abolir le droit d'après lequel les écoles relevaient des communes en exigeant que les écoles fussent privées,³⁾ la Sublime Porte avait pour but de pouvoir fermer l'école dans le cas où l'instituteur eût été suspect; de cette façon elle comptait pouvoir arrêter et étouffer le développement du mouvement bulgare.

L'indignation éveillée par les injustices accomplies en Macédoine poussa la population de la Bulgarie à organiser des meetings, des assemblées dans lesquels on exposait tout ce qui se passait au-delà de la montagne du Rilo; en même temps on indiquait le danger que courait la cause bulgare, tandis que le journal „La Macédoine“ qui paraissait à Sofia se mettait à attaquer ouvertement le gouvernement turc en l'accusant d'hypocrisie. Ce mouvement

¹⁾ Ibid. Lettre № Du 4. VI. Du ministère des Affaires Etrangères.

²⁾ Ibid. Lettre № 750—19/VI—90 de l'agent de Consple.

³⁾ Ibid. Lettre № 1301—12/X—91 de l'agent de Consple.

dans la Bulgarie vassale produisit une désagréable impression auprès de la Sublime Porte qui ne tarda pas à exiger de notre gouvernement, au nom d'un bon voisinage, de l'arrêter et de défendre l'organisation de bandes armées (tchéti) sur le sol bulgare. Le Grand Vezir émit l'avis que ce mouvement exciterait la population macédoienne à l'insubordination et inspirerait à la Sublime Porte de la méfiance envers la Principauté et l'Exarchat. ¹⁾ En réponse à ces avertissements notre gouvernement expliqua à la Sublime Porte que ce mouvement n'était que l'expression de l'indignation provoquée par la grande injustice qui était faite depuis quelques années à la population bulgare en Turquie; il souligna aussi que cette population était toujours aussi loyale envers l'Empire que le gouvernement bulgare l'était envers les Turcs de la Principauté; donc, d'après notre gouvernement ce mouvement était provoqué par la Sublime Porte elle-même. Il déclara aussi, que défense serait faite aux bandes armées (tcheti) de passer en Macédoine ²⁾ mais il insistait qu'au nom de la justice les questions concernant les églises et les écoles fussent résolues dans le même sens qu'elle l'étaient pour les Serbes et les Grecs; dans le cas contraire le gouvernement serait forcé d'agir comme le lui dicteraient ses intérêts car les mesures prises par le Grand Vezir étaient dirigées contre le peuple bulgare et aussi contre le gouvernement bulgare ³⁾.

En réponse à cet énergique langage le Sultan s'empressa de décréter un iradé par lequel les exigences de l'Exarque et du gouvernement bulgare étaient satisfaites. La question scolaire se trouvait réglée et deux nouveaux évêques bulgares furent nommés l'un pour Veless, l'autre pour Nevrocope, et enfin le Sultan en personne fit don d'un emplacement à Constantinople destiné à la construc-

¹⁾ Arch. d. Min. Etr., telegr. № 526 — 16/III 94 de l'agent à Consple.

²⁾ Arch. d. Min. Etr., lettre № 3054 — 17/III 94 adressée à l'agent à Consple.

³⁾ Ibid. Lettre № 3780 — 5/IV 94 adressée à l'agent à Consple.

tion d'un séminaire dans cette ville;¹⁾ l'acquisition de ces droits fut considérée comme une grande victoire remportée par le gouvernement bulgare et l'Exarchat; il faut ajouter que cela eu lieu en l'absence de l'ambassadeur russe et qu'avant le retour de ce dernier le Grand Vezir s'empessa de signer la nomination des évêques ²⁾. Grâce à cette politique, grâce à la bienveillance, quoique apparente, du Sultan envers le gouvernement et le peuple bulgare, grâce aux succès et à l'infatigable intervention de l'Exarque au profit de son peuple, le gouvernement bulgare eut la possibilité encore en 1894 de démontrer à l'Europe que la Macédoine était incontestablement un pays bulgare, car en un si bref délai 674 écoles bulgares primaires et lycées y furent fondés comptant 35.443 élèves et 984 instituteurs, ³⁾ tandis que les Serbes n'avaient que 24 écoles avec 548 élèves dans la diocèse d'Uskub.

Malgré les empêchements et les intrigues des Serbes et des Grecs, malgré les poursuites de la part de l'administration, malgré le soutien et le concours accordés à nos ennemis, la population bulgare s'éveillait rapidement; en une année 54 villages se détachèrent du Patriarcat et seulement trois ans plus tard (en 1897) l'Exarchat bulgare comptait déjà sous son autorité 7 diocèses avec des évêques à Uskub, à Ochrida, à Veless, à Monastir, à Debra, à Stroumitza, à Nevrocope, et autres 9 diocèses sans évêques, 42 vicariats, 1325 curés qui officiaient dans 1331 églises, 294 chapelles et 63 couvents⁴⁾.

¹⁾ Arch. d. M. Etr., telegr. № 758 — 12/4 94 de l'agent à Consple.

A l'occasion des remerciements de la part du peuple bulgare et du Prince au sujet des questions réglées, le Sultan dit „qu'il était très content d'avoir fait plaisir au peuple bulgare juste au moment des fêtes de Pâques et que si ce peuple lui restait fidèle et dévoué il pourrait s'attendre à d'autres marques de bienveillance de sa part.

Ibid., télégr. № 804 27/IV 94 de l'agent de Consple.

²⁾ Ibid. télégr. № 830 — 27/IV 94 de l'agent de Consple.

³⁾ Ibid. Compte rendu annuel de l'Exarchat pour l'année scolaire 1893-94.

⁴⁾ Rapport fait à l'occasion du 25-eme anniversaire de Sa Majesté le Roi en 1912, page 15.

Les difficultés que la Bulgarie eut dans sa position internationale et dans le développement régulier de la nation dans l'intérieur et hors de la frontière, provoquèrent un changement de gouvernement¹⁾. Le nouveau Cabinet formé par des gens qui suivaient une politique conservatrice et qui „tenaient avec la Russie“ cherchait l'occasion de rétablir les rapports entre la Bulgarie et la Russie, pour les ramener au moins à l'état normal. L'occasion se présenta la même année le 21 Octobre 1894, à l'avènement de l'empereur Nicolas II. A l'occasion du décès d'Alexandre III, la Chambre des députés bulgare leva la séance en signe de deuil; Son Altesse Royale le Prince envoya un télégramme au Tzar dans lequel il exprimait des condoléances en son nom et au nom du peuple bulgare. A ce télégramme l'Empereur russe répondit en remerciant le Prince et le peuple, — fait qui en son temps produisit une grande impression dans le monde diplomatique et réjouit le peuple bulgare et son gouvernement. Par cette réponse officielle, après 7 années de silence, le nouvel Empereur montrait qu'il serait enclin à être conciliant envers la Bulgarie, et de cette façon une nouvelle ère dans la politique commença.

Les suites de ce fait furent que nos représentants à l'étranger (à Constantinople et à Bucarest) furent invités personnellement²⁾ par les ambassadeurs russes à l'occasion de la messe funèbre célébrée pour le feu Empereur et furent traités comme les autres membres du corps diplomatique. Outre cela dans les rapports des autres pays envers la Bulgarie un certain changement se produisit³⁾.

La Turquie qui trouvait son compte dans la mésintelligence entre la Bulgarie et la Russie se trouvait maintenant devant la même perspective qu'auparavant quand la Bulgarie allait devenir une province russe; voilà pourquoi elle devint plus réservée et plus méfiante envers la Russie.

¹⁾ Le 18. V. 94 le cabinet du parti National-libéral ayant pour chef St. Stambolov fut remplacé par le cabinet du parti National avec M-r Stoïlov comme chef.

²⁾ Arch. d. M. Etr, télégr. №94 de l'agent de Bucarest et № 1967 le 28/X—de l'agent à Consple.

³⁾ Ibid. télégr. № 1976—29/X—94 de l'agent à Consple.

L'Autriche-Hongrie qui jusque là comptait qu'après la perte de son influence dans la Serbie elle pourrait au moins la garder en Bulgarie se vit, après le retour de l'ambassadeur russe à Sofia, presque repoussée de la Péninsule, fait qui la prédisposa à une certaine méfiance envers la Bulgarie. L'Angleterre et l'Italie qui désiraient jusque là être nos amis, commencèrent à se tenir réservées sur les questions nationales, et nos voisins indécis attendaient les premiers indices de la politique russe en Bulgarie.

Les rapports entre la Bulgarie et sa libératrice s'améliorèrent peu à peu; notre Prince fut toléré d'abord et ensuite reconnu par la Russie comme souverain légal de la Bulgarie, et plus tard fut aussi reconnu par les autres Etats. Sentant sa position extérieure plus ou moins solide quoique le pays se trouvât au plus haut degré de sa réorganisation intérieure au point de vue politique et économique, le nouveau gouvernement commença également à travailler au profit de la Macédoine mais cette fois d'une manière plus hardie et plus énergique. Il poursuivit la politique de développement intellectuel des Bulgares macédoniens; cependant le régime du gouvernement turc commençait à devenir intenable, et après les cruautés commises envers les Arméniens il devint dangereux d'exposer les Bulgares au même sort; alors le gouvernement se vit impuissant d'étouffer l'indignation nationale. Le résultat fut que le Comité révolutionnaire macédonien en Bulgarie commença à envoyer clandestinement des bandes armées (tcheti) en Macédoine, destinées à défendre la population contre la violence et les injustices de l'administration. Ceux qui craignaient les Bulgares comprirent que, par ce mouvement la Bulgarie commençait le dernier acte de sa politique nationale. Devant la perspective que l'annexion de la Macédoine troublerait l'équilibre dans les Balkans au profit de la Bulgarie, les Serbes, les Grecs et les Turcs s'allièrent contre les Bulgares en Macédoine, et après 1894 la Roumanie qui ne voulait pas laisser échapper l'occasion se rapprocha de la Turquie et dirigea sa politique contre la Principauté.

Enchassée au nord entre deux empires, la Roumanie ne pouvait arriver à agglomérer si facilement sa population et encore moins à agrandir son territoire; pourtant l'esprit impérialiste qui régnait dans ce pays le poussait à sortir de ses frontières et à rêver une certaine grandeur, comme du reste tous les pays faibles et qui courent le danger d'être engloutis; cet agrandissement pouvait naturellement se faire du côté de l'empire turque qui représentait, avant la guerre de 1877—78, le point le plus faible de résistance. Cette tendance se manifesta chez les roumains encore en 1867, quand, attirée par l'idée d'une confédération balkanique, la Roumanie conclut un traité secret avec la Serbie, traité qui visait le partage de la Bulgarie, alors vilayet danubien; d'ailleurs ce n'était que la première étape de sa politique, vu que vers 1860—62 des comités étaient organisés à Bucarest ayant pour but la fondation et l'entretien d'écoles roumaines dans tous les endroits de la péninsule Balkanique où il y avait des Roumains, de sorte qu'au moment propice cette population pût être annexée à la Roumanie („Hellinismus“, 10/IX, 1906). Ces comités faisaient la propagande de cette idée non seulement en Epire, en Thessalie et en Macédoine, mais aussi en Albanie dont la population est considérée par les Roumains comme apparentée à la leur; „et jusqu'aujourd'hui encore on rêve à Bucarest de voir un jour la Roumanie devenue empire avec Constantinople pour capitale“, dit Gersine dans son oeuvre „Macedonien und das türkische Problem“ p. 34. On sait comment les Roumains considèrent l'empereur romain Trajan. Si les Grecs font jusqu'à nos jours le rêve de restaurer l'Empire Byzantin avec Constantinople pour capitale, pourquoi ce rêve serait-il défendu aux Roumains, descendants directs de Trajan, rêve qui se réaliserait en restaurant la partie orientale du grand Empire Romain (journal „Adeveroul“ — 30/V 900). Il est évident ainsi qu'à l'époque où n'existait pas encore de „question bulgare“ et encore moins de „question Macédonienne“, le but extrême de la politique de l'Etat roumain était de fonder une

„Grande Roumanie“ sur le compte des provinces qui se trouvaient au sud de ce pays.

Il est évident que la formation de l'Etat bulgare fut cause de grandes désillusions dans les sphères gouvernementales de la Roumanie et provoqua une certaine modification dans sa politique d'Etat. Se voyant presque encerclée de pays slaves et cela au moment où les traces de la domination bulgare n'étaient pas encore effacées, la Roumanie se vit menacée par le nouvel état de chose; par suite elle renonça à ses idées impérialistes, s'empressa de chercher appui chez ses voisins en dehors des Slaves, alla se mettre sous la protection de l'Alliance de l'Autriche-Hongrie de l'Allemagne et de l'Italie, envisagea avec un certain soulagement la tendance de la Bulgarie à s'émanciper de la Russie, ne réagit pas contre „l'Union“, proclamée en 1885, malgré le déséquilibre sensible que cela apportât dans la Péninsule. Voilà pourquoi les années 1894—95 furent celles d'un voisinage sincère entre les deux pays.¹⁾ Mais plus tard la Roumanie devint de nouveau jalouse de la Bulgarie et porta envie à ses succès; on aurait dit que son ressentiment à propos du 19/II 1878 se renouvelait. L'amélioration des rapports entre la Bulgarie et la Russie d'un côté, et de l'autre l'intervention du peuple bulgare dans le mouvement révolutionnaire en Macédoine, visant l'Unité définitive de tous les Bulgares, poussa la Roumanie à ne pas rester indifférente envers les changements qui allaient se produire dans la carte de la Péninsule; il s'agissait de recevoir des compensations dans le cas où la Turquie d'Europe serait partagée parmi les pays balkaniques et ceci en telle proportion que l'équilibre dans les Balkans ne fût pas rompu à son détriment. La compensation ne pouvait être faite sur le compte du territoire turque, vu que la Turquie était éloignée de la Roumanie; elle ne pouvait se faire qu'avec des domaines bulgares, voisins de la Roumanie. Voilà pourquoi le gouvernement roumain

¹⁾ Arch. M. Etr., telegr. № 687 — 25/I 94.

tout en ayant l'air de ne pas s'opposer à l'Unité définitive de la nation bulgare, cherchait en secret à créer des conditions qui justifiaient sa conduite dans le cas où un jour elle mettrait la main sur des territoires purement bulgares. Elle souleva la question „des Macédonoroumains“, ou des Aroumains, des Kouzovalaques en Macédoine, vers laquelle les aspirations des Bulgares étaient tournées.

Dans l'intention de créer une unité ethnique en raliant les Kouzovalaques en Turquie, qui n'avaient ni conscience nationale, ni attaches quelconques avec les Roumains d'outre Danube, le gouvernement roumain commença sa propagande en Macédoine, en fondant à l'exemple des Bulgares des écoles et des églises. Jusque là tous les Aroumains, excepté les mahometans, étaient sous l'autorité spirjtuelle du Patriarche grec; ils recevaient leur enseignement en grece et appartenaient à l'église grecque. Cette nouvelle propagande trouva donc une forte opposition de la part du Patriarcat omnipotent, et les Roumains furent obligés de lutter pous arriver a leur but. L'effet de la propagande aurait été nul si le gouvernement roumain et ses protecteurs de la „Triple Alliance“ ne fussent intervenus. La question scolaire en Turquie n'était pas facile à résoudre pour les Aroumains, car là les écoles pouvaient être fondées seulement au nom d'une unité collective juridique reconnue par le gouvernement; or comme telles unités étaient reconnues seulement les institutions religieuses, tandis que les Aroumains dépendaient du ressort du Patriarche. Par conséquent la cause scolaire des Aroumains devait être légitimée en ayant pour soutien l'église nationale. Ainsi sur l'initiative de la Roumanie, la question de l'église nationale roumaine fut soulevée.

Le Patriacat fut excessivement sensible aux revendications des Aroumains, d'autant plus que les Bulgares avaient réussi à se libérer et occupaient avec succès leurs anciennes frontières ethnographiques; il craignait de perdre avec les Aroumains de la Macédoine ceux de l'Epire, de la Thessalie et de l'Albanie; car dans ce cas son

influence aurait été tout à fait diminuée et la cause grecque dans la Turquie européenne aurait été irrévocablement perdue. La lutte fut extrêmement obstinée, mais malgré les protestations du Patriarche, les exigences des Aroumains furent satisfaites, la Turquie qui dans sa politique intérieur profitait toujours de l'occasion pour opposer les minorités contre les fortes majorités chrétiennes d'autres races, comme étaient les Bulgares et les Grecs, profita aussi de cette occasion pour les désunir encore plus et reconnut inofficiellement que les „Kouzovalaques“ appartenaient à la race roumaine. De cette manière la Sublime Porte donna à la Roumanie le droit de s'intéresser au sort de la Macédoine et d'avoir des prétentions à cette dernière ainsi que les autres pays balkaniques.

Reconnus comme formants une nationalité distincte les Aroumains reçurent ainsi le droit d'ouvrir leurs propres églises, leurs écoles, après quoi ils commencèrent à s'organiser. Le droits de ce nouveau groupe ethnique s'élargissaient en proportion des dangers que les autres nations de la Turquie créaient au gouvernement et surtout en proportion des avantages politiques que la diplomatie roumaine pouvait offrir à la Turquie ou à la Grèce. Par sa politique réconciliante envers le Patriarcat et la Sublime Porte, le gouvernement roumain acquit bientôt de larges droits et vers 1891, à l'époque où le gouvernement bulgare souleva plus énergiquement la question des écoles et de l'Eglise en Macédoine, le Patriarche lui même permit la célébration de la messe dans les églises des Aroumains en langue roumaine.

La Roumanie n'avait pas la prétention de fonder en Macédoine une Eglise autonome, car si elle arrivait même à créer un noyau ethnique en Macédoine, elle n'aurait pas eu le moyen de l'annexer à la mère patrie, aussi elle se contenta de certains droits qui lui furent reconnus en Macédoine: à l'avenir il ne s'agissait que d'augmenter le nombre des Roumains pour pouvoir exiger un jour de plus grandes compensations; mais l'important était que

l'église roumaine ne se séparât pas du Patriarcat, car au cas contraire elle aurait été déclarée excommuniée, ce qui aurait compromis le Patriarche de Constantinople devant le monde chrétien; ou alors il aurait été nécessaire d'abroger l'excommunication prononcée contre l'Eglise bulgare, ce que la diplomatie roumaine voulait éviter, car dans ce cas comme dans l'autre la cause bulgare aurait été renforcée au détriment de l'hellénisme. Or, si telle était la volonté de la Roumanie officielle, les Aroumains dans la Turquie préféreraient au contraire avoir un chef ecclésiastique, comme en avaient les Grecs et les Bulgares avec le droit d'ordonner des évêques; ils proposaient pour siège Constantinople ou Monastire, dans lesquels l'élément aroumain était le plus dense. Le gouvernement roumain se trouva devant une scission éventuelle, ce qui lui aurait porté préjudice dans sa politique envers la Bulgarie, car les roumains macédoniens étaient en bonnes relations avec les Bulgares, et les révolutionnaires de nationalité aroumaine agissaient en commun avec les révolutionnaires bulgares. Cette amitié avec les Bulgares macédoniens qui était dictée par le but commun d'obtenir l'autonomie de la Macédoine n'était aucunement au goût de la Roumanie et força son gouvernement de céder aux Aroumains, d'embrasser leur cause en ordonnant à l'ambassadeur roumain à Constantinople de solliciter le droit de fonder un évêché à Monastire (1893).¹⁾ Le Patriarche protesta contre ces nouvelles prétentions roumaines; or les relations entre la Turquie et la Roumanie vers l'année 1895 dictant à la première une conduite bienveillante envers la Roumanie, le Sultan consentit aux demandes des Aroumains malgré la résistance du Patriarche. Ils élurent un chef ecclésiastique en 1896 sans toutefois avoir obtenu de la Sublime Porte le „berat“ nécessaire. De là commencèrent des malentendus entre le Patriarche et la nouvelle Eglise avec un évêque illégal en tête, malentendus qui plus tard furent transportés dans le domaine

¹⁾ Arch. Min. Etr., télégram. № 1061—3/VII 94.

diplomatique et provoquèrent des hostilités entre la Roumanie et la Grèce. Il est à noter que dans cette lutte religieuses les Aroumains s'adressèrent à l'Exarchat bulgare avec la prière de les soutenir et même sous certaines conditions de les accepter au sein de l'Eglise bulgare jusqu'au moment où ils se seraient organisés comme nationalité indépendante. L'Exarque compris l'opportunisme des Aroumains et préféra se tenir loin de leur lutte avec le Patriarche.

Ce mouvement des Aroumains eut pour résultat la fondation de communautés roumaines, qui vers 1905 atteignaient à peine le nombre 30. Ces communautés eurent leur administration, leurs mairies, leurs écoles où l'enseignement se faisait en roumain et des églises où la messe était célébrée en cette langue.

Pourtant ces concessions, faites aux Roumains grâce aux conditions exceptionnelles dans lesquelles se trouvait la Turquie, ne pouvaient résoudre définitivement les questions relatives à la cause roumaine en Macédoine tant que les Aroumains ou Kouzovaques ne fussent reconnus officiellement comme nationalité distincte; ils restaient toujours un peuple qui ne se distinguait qu'au point de vue ethnique et leurs communes avaient souvent à souffrir des lois du pays. Voilà pourquoi la diplomatie roumaine soutenue par celle de l'Allemagne interceda le plus énergiquement pour que les Aroumains fussent reconnus officiellement comme nationalité distincte dans l'Empire. Vu les circonstances politiques de l'année 1903—1904 et sous la pesée des puissances en faveur des réformes en Macédoine, la Turquie accéda aux prétentions roumaines; le 9/V 1905 un iradé du Sultan reconnut officiellement aux Aroumains le droit de s'organiser de même que les autres nationalités et communautés religieuses. Cet iradé souleva chez les Grecs une vraie tempête; les bandes armées grecques commencèrent à terroriser les Aroumains et à agir envers eux de même qu'envers les Bulgares jusqu'à ce qu'après l'échange de quelques notes acérées entre Athènes et Bucarest les relations diplomatiques fussent interrompues.

Depuis 1894 jusqu'à l'insurrection de 1903 en Macédoine.

Après ce court exposé de la politique du royaume roumain qui, sans conteste, a exercé une grande influence sur la politique de la Bulgarie nous continuerons d'exposer la politique bulgare par rapport à la Macédoine. Par suite du mouvement révolutionnaire en Arménie et du massacre des Arméniens à Constantinople en octobre 1894, la question des réformes en Turquie reparut à l'ordre du jour. Sur l'initiative de l'Angleterre, les ambassadeurs de Russie, de France et d'Angleterre élaborèrent des réformes qui furent soumises au Sultan pour être approuvées et appliquées. Cette initiative en faveur de réformes venait à temps pour la Macédoine, la condition de cette contrée turque ayant à un tel point empiré que le besoin se faisait déjà sentir de certaines améliorations et au point de vue politique; la liberté laissée à l'administration turque corrompue de persécuter les Bulgares au sujet de la question des écoles et des églises, et la violation manifeste des droits et libertés individuelles poussaient l'élément bulgare à désirer des transformations plus radicales, des garanties plus sûres qui pouvaient être données seulement par des droits politiques. Voilà pourquoi le mouvement arménien trouva une entière sympathie parmi les Macédoniens et vers la fin de 1894 en Bulgarie commença une forte agitation; dans toutes les villes des meetings furent organisés où Macédoniens et Arméniens réclamaient des réformes non seulement pour l'Arménie mais aussi pour la Macédoine. Devant un tel mouvement spontané de la société bulgare en faveur de réformes, le gouvernement auquel tous adressaient leur appel ne pouvait rester indifférent; il résolut d'embrasser plus étroitement la cause nationale et dans quelque circonstance propice de s'entremettre auprès de la Porte pour obtenir les réformes voulues. Le Sultan et la Sublime Porte voyaient dans les meetings organisés en Bulgarie le plus grand danger pour l'Empire, parce qu'ils encourageaient la population de Macédoine, l'incitaient

à la rébellion, provoquaient en Bulgarie un courant d'hostilité manifeste contre la Turquie qui pouvait engendrer de plus graves complications. Le Grand Vezir, plusieurs fois, pria, au nom de l'amitié, le gouvernement d'interdire la formation de meetings au sujet de la question Macédoienne; mais cela n'était pas possible, vu que non seulement la loi permettait de telles assemblées mais encore que le mouvement était si fort que le gouvernement risquait de provoquer des conflits indésirables, de perdre sa popularité en s'opposant au désir de la nation et de donner motif à l'organisation d'associations beaucoup plus dangereuses pour la Bulgarie.

Cette circonstance introduisit une certaine froideur dans les rapports entre la Bulgarie et la Turquie, dont la conséquence fut que la Porte refusa de satisfaire au désir de l'Exarque — de former un synod auprès de l'Exarchat, et autorisa les Serbes à ouvrir des écoles dans tout l'Empire, et que le vali d'Uskub ordonna aux instituteurs bulgares de se munir d'autorisation d'ouverture d'école à leur nom, au lieu que ce fut au nom des communautés religieuses, comme cela s'était pratiqué jusqu' alors, dans le but d'en faire ainsi des écoles particulières qui plus facilement pourraient être données aux Serbes¹⁾. Le mouvement au sujet des réformes qui devint plus fort au moment où la Bulgarie se reconciliait avec la Russie était aux yeux des Bulgares plus naïfs un mouvement pour l'affranchissement de la Macédoine; ils croyaient que le nouvel empereur russe allait aider aux Bulgares, comme l'avait fait son grand-père l'Empereur Libérateur. L'idée des réformes ou de la libération se répandait très rapidement parmi la population qui, ignorant les intrigues diplomatiques, vécut de nouveau dans la joyeuse pensée que la Macédoine serait bientôt bulgare et qu'il serait enfin mis un terme à cette situation incertaine qui pesait à tous; les réunions patriotiques se suivaient sans relâche, ça et là des bandes

¹⁾ Arch. M-re Af. Etf.—Lettre № 2346 — 29/XI 1894 de l'agent dipl. à Constantinople.

révolutionnaires s'organisaient en secret, le Comité de Sophia déployait une activité intense, des dons étaient recueillis au profit de „l'œuvre nationale“ et de „la Macédoine“ ; chacun donnait ce qu'il pouvait pour „le bien de la nation“ avec une vraie ferveur. En général, après les derniers événements, un tel idéalisme, une telle générosité animaient les Bulgares, le sentiment patriotique était devenu si ardent que le peuple se sentait gagné par la fièvre à la pensée que l'heure de la délivrance de la Macédoine était proche.

La gouvernement voyait qu'une insurrection se préparait, que l'excitation croissait de jour en jour, et, malgré son désir de suivre la voie que lui imposait la diplomatie et ses rapports amicaux avec la Sublime Porte, il se sentait impuissant en face de la volonté du peuple et devait enfin répondre aux voix énergiques qui s'élevaient des différents points de la Bulgarie libre et au cri désespéré des frères de Macédoine. Mettant à profit le rapprochement avec la Russie, le gouvernement demanda à la Porte d'introduire quelques améliorations dans l'administration et les tribunaux, ne manqua pas d'insister pour que fut mis en vigueur l'article 10 du ferman du Sultan (relatif à la nomination d'évêques bulgares dans les diocèses bulgares), et demanda la promulgation de cinq nouveaux „bérats“ d'investiture pour les diocèses de Monastir, Debra, Stroumitza, Melnik et Koukouch. La première de ces propositions était appuyée par les représentants à Constantinople de la Russie, de la France et de l'Angleterre et motivée par le gouvernement bulgare comme réformes qui, seules, pourraient calmer la population surexcitée et mettre fin à la formation de bandes et à l'anarchie qui régnait en Macédoine. Devant les insistances des puissances et du gouvernement bulgare, le Sultan feignit d'être profondément convaincu de la nécessité des réformes et promit de les appliquer non seulement en Arménie et en Macédoine, mais encore dans tout son empire ; par cette promesse répétée par le Grand Vezir à l'agent diplomatique bulgare chaque

fois qu'il était question d'améliorations, le Sultan cherchait à éviter l'institution d'une commission de contrôle que l'Angleterre se préparait à envoyer en Arménie, se jouant ainsi des puissances et du gouvernement bulgare. Quant à la question des évêques, la Sublime Porte remettait l'accomplissement de ce désir bulgare, vu qu'il n'était approuvé ni par le représentant à Constantinople de la Russie¹⁾ ni par celui de l'Autriche, et que la Serbie et la Grèce menaçaient de réagir si ces cinq nouveaux bérats étaient donnés aux Bulgares.²⁾

Tandis que d'une part le gouvernement turc émettait de vaines promesses et faisait appel à l'amitié et au bon voisinage de la Bulgarie, de l'autre il faisait toutes sortes de concessions aux Serbes et aux Grecs et leur donnait son aide. L'appui manifeste que les autorités prêtaient à la propagande serbe et les violences qui étaient exercées sur la population pour faire place à ces hôtes importuns excitaient les Bulgares qui déjà étaient irrités par l'obstination de la Porte à ne pas satisfaire leurs demandes. Provoqué de cette façon la population bulgare manifesta ouvertement son indignation contre le pouvoir en recourant même aux armes dans certaines localités pour défendre ses droits. Le mouvement révolutionnaire commença ainsi et se renforça de plus en plus et par suite l'anarchie se développa encore. Considérant ce qui se passait par delà le Rilo, et ayant déjà acquis l'habitude de s'intéresser aux Bulgares de Macédoine et d'intercéder en leur faveur, le gouvernement bulgare ne pouvait rester impassible d'autant plus qu'il comprenait que tout était entrepris dans le but de porter

¹⁾ Arch. M-re Aff. Etr. Télégr. № 2797 — 15.XII 1895 de l'agent dipl. à Constantinople — Le ministre de Russie à Constantinople a dit à l'Exarque, qu'il jugeait les insurrections en Macédoine périlleuses pour les Bulgares et que les plaintes contre les propagandes serbes et grecques étaient exagérées. Ibidem. 19.V. № 1829.

²⁾ Arch. M-re Aff. Etr. — № 411 — 4.III 1895 de l'agent dipl. à Constantinople. En vue de cela, le Sultan a été très bienveillant envers l'agent dipl. de Serbie à Constantinople, lui a fait don de deux chevaux arabes pour lui et sa fille et a décerné à sa femme une décoration de première classe.

préjudice aux Bulgares et de plaire à la Serbie et à la Grèce; il jugea que les petites améliorations qu'il avait demandé dans l'administration et les tribunaux de la Macédoine n'étaient plus suffisantes en face de la situation établie, et par une note-mémoire adressé à la Porte ¹⁾ exigea l'application de l'article 23 du traité de Berlin. Cette démarche déclencha un orage à la Porte et à l'Ildyz qui devint encore plus violent quand, après le refus du Grand Vezir de recevoir la note (sous prétexte qu'un vassal ne pouvait adresser une note concernant des réformes à son suzerain) l'agent diplomatique bulgare quitta démonstrativement Constantinople et le gouvernement turc se trouva menacé d'une guerre éventuelle. Aux exortations instantes du Grand Vezir de ne pas rompre les relations entre les deux Etats et de faire retourner l'agent diplomatique le gouvernement répondit, par l'intermédiaire de son remplaçant, au Grand Vizir et au Sultan:

„ Si la Porte avait prêté attention plus tôt à nos explications, les Bulgares seraient aujourd'hui le plus ferme bouclier contre les ennemis de l'Empire et de la Principauté. Le gouvernement serait approuvé par tous, en poursuivant les révolutionnaires s'il en apparaissait. Nous serons prêts à faire retourner notre agent diplomatique quand nous serons convaincus par des actes que la Sublime Porte est décidée à changer de conduite par rapport à ses sujets bulgares. Nous répétons que nous ne demandons rien pour la Principauté, que nous voulons seulement calmer les esprits parmi la population bulgare des vilayets par la satisfaction de ses justes désirs et la réalisation des promesses données. Ces désirs souvent émis par l'Exarque sont: la remise de bérats d'investiture à des évêques bulgares pour les diocèses peuplés de Bulgares, l'autorisation d'instituer un Synode et un Conseil auprès de l'Exarchat, la liberté d'ouvrir et d'entretenir des écoles et de construire des églises. Ces concessions infimes, de na-

¹⁾ Arch. M-re Aff. Etr. Lettre № 1020. — 8.VI 1895.

ture purement civilisatrice, réjouiront tous les cœurs. D'autre part nous ne mettons pas en doute que sa Majesté étendra à la Turquie d'Europe les réformes qu'Elle appliquera en Arménie et qu'Elle ordonnera à la Porte de s'occuper des questions en litige, moins importantes, entre Bulgares et Turcs“

„La réponse du Grand Vezir montre que la Porte ne saisit pas la gravité de la situation et croit possible l'ajournement des questions sous prétexte de les étudier Le fait même que nous avons demandé seulement la satisfaction des besoins d'écoles et d'églises de la population et que nous n'avons jamais fait mention de concessions politiques est la plus forte preuve que cette intercession nous a été imposée par le devoir de nous défendre nous-même. Par malheur, nos sentiments loyaux ont été accueillis et continuent à être accueillis avec une méfiance imméritée. „Si la Porte ne se hâte pas de satisfaire ces modestes désirs de la population bulgare, si elle ne se hâte pas d'adopter une conduite de conciliation envers cette population, les résultats seront que de nouvelles foules de Macédoniens vont inonder la Principauté, que l'agitation sera accrue, que sans doute la population entière sera entraînée, et alors toute la responsabilité retombera sur la Sublime Porte que nous n'avons cessé d'éclairer sur l'état réel des choses“. ¹⁾

Par suite de la situation qui s'était établie après le départ de l'agent diplomatique bulgare de Constantinople et le passage en Macédoine de bandes de la Bulgarie, les relations avec la Turquie étaient si tendues que le commandant du corps d'armée d'Andrianople avait reçu l'ordre de pénétrer en Bulgarie dès qu'aurait lieu une nouvelle escarmouche à la frontière. Une tel incident pouvait être provoqué à tout instant, aussi le gouvernement bulgare prit-il des mesures pour que fussent renforcés quelques régiments, et seulement après les assurances pa-

¹⁾ Arch. M-re Aff. Etr. — Lettre № 1054 — 15.VI 1895 de l'agent dipl. à Constantinople.

cifiques de la Porte il arrêta les préparatifs. Le Sultan promettait de satisfaire les demandes des Bulgares, exprimait ses sentiments bienveillants, de considération et de respect envers le Prince et le gouvernement, mais vu que le moment n'était pas favorable aux intérêts de la Turquie, il ne se mettait pas à l'œuvre, et demandait, au nom de l'amitié, que le passage des bandes en Macédoine fut arrêté.

Le gouvernement bulgare ne désirait pas amener les choses jusqu'à une guerre — ni l'état de l'armée ni la situation politique internationale ne le permettant. Sur l'insistance de la Turquie, quelques grandes puissances avaient attiré l'attention du gouvernement bulgare sur les bandes et avaient émis le désir que le mouvement révolutionnaire fut entravé promettant de leur côté d'intercéder auprès de la Porte en faveur de droits pour les Bulgares. Pour ces raisons, le gouvernement résolut d'accomplir et ce désir aussi du Sultan, et le Conseil des Ministres, afin de mettre un terme à la formation de bandes, décréta que quiconque prêcherait l'insurrection en Turquie, recueillerait des sommes dans ce but ou armerait des bandes serait traduit devant les tribunaux¹⁾, prit des mesures le long de la frontière et déclara à la Porte qu'il faisait cela en signe de respect et dans l'espoir d'établir des relations de bon voisinage, et que le gouvernement ferait tout pour arrêter le passage de la frontière par des bandes, mais que par contre il s'attendait à ce que la Porte promulguât les bérats d'investiture pour les évêques, qu'elle cessât de poursuivre les Bulgares et de supprimer les églises et les écoles bulgares. Mais au lieu de donner satisfaction, la Sublime Porte, profitant de l'assurance de quelques grandes puissances qu'elles ne permettraient aucunes complications et des promesses de la Serbie, continua à être aussi peu conciliante envers le gouvernement bulgare, à répéter que dans peu de temps elle appliquerait les réformes pour l'Arménie à tous les vilayets et qu'elle ne désirait pas

¹⁾ Arch, M-re Aff. Etr. — Télégr. de l'agent dipl. à Constantinople 26/VI 1895.

provoquer les Serbes et les Grecs en nommant de nouveaux évêques bulgares; mais que pourtant si le gouvernement bulgare garantissait qu'il mettrait fin aux agitations au sujet de la Macédoine dans la Principauté et ne laisserait pas les bandes passer la frontière au printemps prochain ces nominations pourraient se faire. Le gouvernement bulgare accepta, bien entendu, ces conditions afin seulement que la Porte entreprit quelque chose pour les Macédoniens. Malgré tout le Sultan continua à faire les mêmes promesses conditionnelles.

Cette politique perfide rendait la position du gouvernement bulgare extrêmement difficile: d'une part les Bulgares de la Principauté et de la Macédoine s'attendaient à voir quelques avantages résulter du rapprochement avec la Russie, d'une autre part la Turquie s'obstinait et même prêtait son aide aux Serbes, et d'une troisième part les grandes puissances le menaçaient, au cas où il provoquerait quelques complications dans la Péninsule, d'intervenir. ¹⁾ En face du danger évident de perdre ce qu'il avait acquis, des dispositions hostiles de la Porte et des restrictions de l'Europe, guidé par le devoir de défendre sa nation, le gouvernement se convainquit que l'unique moyen de sortir de cette position était de gagner l'appui d'au moins une des grandes puissances, par exemple de la Russie qui de fait était la plus influente en Orient et surtout puissante à Constantinople, en lui faisant en retour quelques concessions.

Le changement qui survint dans la politique russe, après l'avènement au trône de l'empereur Nicolas II, la reconnaissance par l'Autriche de la Bulgarie comme Etat

¹⁾ En route pour Constantinople, l'attaché militaire autrichien exposa au Prince le point de vue du gouvernement autrichien, en s'exprimant dans le sens que ce dernier ne désirait pas que la question Macédonienne fut soulevée et que les comités fussent protégés par la Bulgarie, que l'Autriche et la Russie y étaient opposées et qu'il avait reçu l'ordre de faire part de ces choses au Sultan. Arch. M-re Aff. Etr. № 72—13/I 1896, de l'agent dipl. à Constantinople. Ce fait encouragea naturellement le Sultan et il devint encore moins conciliant au sujet des désirs du gouvernement bulgare.

indépendant et enfin les garanties qu'avaient données Ferdinand I et le peuple bulgare à l'Europe, le premier par son sage gouvernement, le second par sa pondération et ses aptitudes à une vie sociale calme et dirigée vers le progrès, aidèrent puissamment le gouvernement à réaliser un rapprochement plus intime avec la Russie et à obtenir sa protection. Pour écarter jusqu'au dernier motif qui pouvait influencer fâcheusement la Russie orthodoxe, le prince Ferdinand consentit à ce que son fils, l'héritier du trône, le prince Boris de Tirnovo, entra dans le giron de l'Eglise orthodoxe, à l'occasion de quoi l'Empereur de Russie lui-même devint son parrain (2. II. 1896). Cette circonstance provoqua, il est vrai, un conflit entre le prince Ferdinand et le Pape — conflit qui blessa fortement le sentiment religieux du père et de la mère attachés au catholicisme; ils n'hésitèrent pas pourtant à faire ce sacrifice pour le bien de la Bulgarie, et en furent récompensés par un plus grand dévouement encore du peuple, ce qui consolida définitivement la dynastie.

La conséquence des bonnes dispositions du Tzar envers la Bulgarie fut la reconnaissance du prince Ferdinand I comme souverain légitime de la Bulgarie par le Sultan qui ayant reçu le consentement préalable du Tzar, décréta le ferman d'investiture le 22 février 1896. Toutes ces choses concoururent à affermir la situation internationale de la Bulgarie: les autres puissances européennes reconnurent également le Prince et donnèrent leur consentement à ce que la Bulgarie envoyât des représentants dans leurs capitales, de sorte qu'elle acquit la possibilité de mener une politique internationale plus indépendante et plus active qui peu à peu effaçait la suzeraineté de la Turquie. Ces améliorations et d'autres encore moins importantes dans la vie politique du peuple bulgare fortifièrent sa confiance dans la puissante protection de la grande Russie et en même temps donnèrent beaucoup d'autorité au gouvernement du parti national, auquel était dû uniquement le nouvel essor politique de la Bulgarie.

Simultanément avec le retour de la Bulgarie dans le giron de la Russie, le gouvernement russe, en raison de ce fait, devait introduire dans sa politique balkanique une modification qui visât à assurer la fidélité de la Bulgarie et de la Serbie uniquement à la Russie. Ici précisément incombait à ses dirigeants la résolution d'un problème difficile — devant eux se dressait la haine entre Bulgares et Serbes qui dans les derniers temps s'était tant envenimée. L'accord entre eux seuls n'était pas possible vu que les désirs des uns avec les désirs des autres étaient incompatibles. Le gouvernement russe assumait le rôle d'intermédiaire et, à partir de cette année-là, la Bulgarie et la Serbie commencèrent à poser les bases de leur politique de „conciliation“, dont la rigoureuse application après la guerre de 1912 contre les Turcs fut si funeste à la Bulgarie.

La contestation avait pour objet la Macédoine et c'est sur ce point que la Russie travailla à créer un terrain d'entente; il jugea que la question serait le plus équitablement tranchée si la Macédoine était partagée entre les deux rivales et, à cet effet, comme il sera vu plus loin, désignait comme ligne de démarcation le Vardar. De la Bulgarie seule était exigé un sacrifice; considérant la Macédoine comme une partie d'elle-même, la Bulgarie, telle la vraie mère du jugement de Salomon, ne pouvait que s'opposer de toutes ses forces contre un pareil attentat. Mais le mot „partage“ n'avait pas été prononcé par la sage voix de Salomon; les prières de la vraie mère restèrent impuissantes, le lent morcellement de la Macédoine commença et ne fut achevé qu'en 1913. C'est par suite de cette solution que fut forgée la dénomination „Slaves de Macédoine“ et non plus Bulgares ou Serbes, dénomination qui plaît tant aux écrivains chauvinistes serbes, que se poursuivit la lutte sourde entre la Bulgarie et la Serbie pour acquiescer de l'influence surtout au-delà du Vardar, et que la Bulgarie eût à éprouver de fréquentes violences, sous l'une ou l'autre forme, de la part de la Russie, au nom des intérêts russes et au profit de la Serbie.

La condition de la Macédoine continuait à être aussi intenable, comme durant l'année 1895 écoulée. Les mesures que prenait le gouvernement turc l'empiraient encore. L'insurrection n'avait apporté aucune amélioration car Abdul Hamid restait ferme dans sa résolution de ne pas accorder de réformes. Il était évident que de plus mauvais jours encore attendaient la Macédoine — ni le pouvoir turc, ni la population ne voulant céder. Afin d'éviter l'insurrection et une nouvelle effusion de sang qui allaient seulement accroître la méfiance de la Porte envers la Bulgarie, le prince Ferdinand profita de la visite qu'il fit au Sultan à l'occasion de sa reconnaissance comme souverain légitime pour demander quelques améliorations dans l'administration de la Macédoine qui auraient pu satisfaire et calmer la population. En effet, avant même que le Prince quitta Constantinople, le Sultan donna l'ordre de préparer l'iradé par lequel il accordait quelques droits ecclésiastiques et administratifs; ¹⁾ mais entre les promesses d'Abdul Hamid et leur réalisation il y avait tout un abîme — un mois s'écoula entre le départ de Constantinople du souverain bulgare et la promulgation de l'iradé, et cela après qu'il eût été réclamé plusieurs fois et soumis à quelques modifications essentielles; quant à sa mise en vigueur elle resta encore à désirer.

Ce procédé du Sultan plaça le gouvernement bulgare dans une position telle, qu'il ne savait plus comment exorter la population au calme, d'autant plus que les grandes puissances n'approuvaient pas la révolution comme un moyen pour acquerrir des droits et faisaient entendre qu'elles le tiendraient responsable des troubles qui pourraient survenir dans la Turquie d'Europe. Les meetings en Bulgarie reprirent; trouvant un appui moral, les Macédoniens commencèrent également à se préparer et même quelques bandes entrèrent en Macédoine; aux demandes instantes d'application des réformes promises faites par le gouver-

¹⁾ Arch. M-re Aff. Etr. Lettre circulaire confidentielle № 3431 du 5/IV 1896 adressée aux agences dipl. bulgares.

nement bulgare, la Porte et le Sultan répondaient encore par de vaines promesses, voulaient que les meetings fussent suspendus et arrêté le passage des bandes, mais de leur côté ne faisaient rien pour améliorer la situation et écarter les causes de mécontentement, mais au contraire, concentraient des troupes en Macédoine et le long de la frontière bulgare. Devant l'obstination de la sublime Porte à ne pas remplir les désirs des Bulgares et par suite de suppression des privilèges acquis jusqu'alors, le gouvernement bulgare jugea qu'il était temps ¹⁾ de soumettre la question Macédonienne aux grandes puissances et décida de demander l'application non plus des réformes promises par le Sultan, mais celle des réformes prévues par l'article 23 du traité de Berlin. Ces nouveaux désirs de la Bulgarie émurent ses adversaires parce qu'ils craignaient que certains droits d'autonomie ne fussent octroyés à la Macédoine. L'agent diplomatique serbe à Constantinople, soutenu par le ministre plénipotentiaire russe, se hâta de réclamer du Sultan la reconnaissance des Serbes comme peuple distinct en Macédoine; d'autre part les Serbes commencèrent à envoyer de fortes bandes dans le but de soustraire au moins une partie de la Macédoine à l'influence des bandes bulgares, et en même temps de faciliter la résolution de la question crétoise. Par suite du mouvement révolutionnaire du mois de juin et de l'intercession des grandes puissances le Sultan fut obligé de donner des droits d'autonomie à l'île de Crète. Cette concession du Sultan donna motif aux autres provinces turques opprimées à demander des réformes, et montra les moyens et les facteurs aptes à faire obtenir des droits, notamment la révolution et les grandes puissances. Le même mois encore (août) l'insurrection arménienne éclata à Constantinople et fut réprimée par un massacre inouï jusqu'alors, mais les Macédoniens acquirent une plus grande foi encore dans la révolution et commencèrent à s'organiser sérieusement.

¹⁾ Entre temps les représentants des grandes puissances à Constantinople avaient pris la décision de réclamer instamment de la Porte l'application de l'article 23 du traité de Berlin au sujet de la Crète.

Simultanément avec les démarches au sujet de réformes politiques le gouvernement bulgare s'efforçait d'obtenir de nouveaux droits pour les églises en vertu de l'article 10 du ferman du Sultan relatif à l'institution de l'Exarchat. Par l'intermédiaire de l'Exarque et de l'agent diplomatique à Constantinople, il demanda à la Porte que les cinq bérats promis à des évêques bulgares fussent promulgués; mais la situation de la Turquie était telle qu'elle ne voulait pas par de nouvelles acquisitions bulgares exciter les esprits dans le pays et compliquer ses rapports extérieurs; aussi sous prétexte qu'elle était très absorbée par l'insurrection en Crète elle refusa encore de donner les bérats. Au sujet de cette question le gouvernement bulgare se heurta à l'opposition de la Russie — à la prière de l'Exarque, adressée au représentant russe pour lui aider à obtenir les bérats, Nélidoff répondit „La Russie n'est pas disposée en faveur des nouveaux bérats parce que leur promulgation souleverait tous les Grecs contre elle et porterait préjudice à sa politique de conciliation entre toutes les nations de la péninsule Balkanique“. ¹⁾

Malgré ces déclarations, l'Exarque présenta au Grand Vezir les takrirs (exposés) indispensables à cet effet, mais Nélidov manifesta sa désapprobation et ajouta que le ferman sur lequel se basait l'Exarque n'était pas valide puisqu'il n'avait pas été reconnu par le Patriarche et qu'il s'annulait de lui-même après la création de la Principauté bulgare. Mais si d'une part Nélidov agissait ainsi à l'égard des réclamations bulgares au nom de la politique de conciliation, d'autre part il appuyait les demandes des Serbes et travaillait activement auprès du Patriarcat pour installer les Serbes à Uskub; quand l'agent diplomatique bulgare le pria de ne pas défendre les Serbes au sujet de la question d'Uskub il répondit „Pour la Russie il n'y a en Macédoine ni Serbes ni Bulgares, mais des Slaves“ — paroles qui furent plus tard suggérées à tous les consuls

¹⁾ Arch. M-re Aff. Etr. Lettre № 825 — 26/IV 1896 de l'agent dipl. à Constantinople.

russes en Macédoine et par lesquelles ils justifiaient le concours prêté aux Serbes.

Par suite de l'insurrection de la Crète en 1897 et des efforts de la Grèce pour s'annexer cette île, l'empire ottoman traversa une crise dangereuse. Le geste audacieux qu'avait fait le royaume grec pour s'emparer de la Crète et qui avait provoqué la guerre avec la Turquie alarma les autres Etats balkaniques. La Bulgarie, la Serbie et le Monténégro qui jusqu'alors menaient des pourparlers de conciliation au sujet de la question Macédonienne, devant la perspective qu'il pouvait être porté atteinte à l'intégrité de la Turquie au profit de la Grèce, activèrent les pourparlers. De son côté la Grèce, se trouvant exposée à mener seule la guerre contre la Turquie, cherchait le moyen de s'entendre avec la Bulgarie et la Serbie pour pouvoir, par un effort commun, obliger la Sublime Porte à des concessions. Le désir d'un accord entre tous les Etats balkaniques était à ce moment général, mais les bases de sa réalisation faisaient défaut — la Serbie et la Grèce insistaient pour que la Macédoine fut partagée, tandis que la Bulgarie continuait à être pour l'autonomie dans le but d'améliorer la condition des chrétiens. Indépendamment de cela, la Serbie ne désirait pas prendre part aux démarches contre la Turquie avec la Grèce, vu que l'une et l'autre avaient des prétentions sur Salonique. Devant un désaccord aussi évident, la crise dans la Péninsule se serait aggravée si les puissances avaient approuvé l'annexion de la Crète à la Grèce. La Serbie avait décidé d'agir dans ce cas-là comme en 1885 et de réclamer à la Turquie une compensation territoriale, telle que la possédaient déjà les Bulgares avec la Roumélie et que les Grecs l'obtiendraient par l'annexion de la Crète. Cette compensation aurait été relevée sur la Macédoine ce qui incontestablement aurait provoqué un conflit entre la Serbie et la Bulgarie. Les instances du gouvernement bulgare auprès du gouvernement serbe en faveur d'une entente sur la base de l'autonomie de la Macédoine pour

secourir les „Slaves de Macédoine“ furent inutiles; la Serbie voulait le partage parce qu'elle savait que les „Slaves de Macédoine“ étaient Bulgares. Le roi de Serbie Alexandre dans une conversation avec l'agent diplomatique bulgare exprimait son désir de savoir quelle part du „gâteau“ lui reviendrait afin qu'il n'y eût pas ensuite de batreille pour la plus grosse part.

Le gouvernement bulgare devant la perspective de complications qui allaient sans faute provoquer l'intervention des grandes puissances, jugea que le moment était propice pour gagner de nouveau la confiance de la Porte et dans ce but lui proposa son concours, en voulant par une alliance¹⁾ avec la Turquie sauvegarder d'une atteinte étrangère la Macédoine, qui, dans l'occasion, était également précieuse à la Bulgarie et à la Turquie. Pourtant les assurances des puissances et principalement de la Russie et de l'Autriche²⁾ qu'elles ne permettraient aucuns changements dans la répartition territoriale de la Péninsule et encore le cours favorable de la guerre avec la Grèce accrurent la foi de la Turquie dans ses propres forces et elle rejeta la proposition bulgare qui eût représenté, comme le confirmèrent plus tard les événements, le salut, principalement pour la Turquie, et, par suite, pour les Bulgares de ses provinces. N'ayant pu réaliser l'accord désiré avec la Porte, le gouvernement bulgare souleva encore et avec plus d'insistance la question des cinq bérats (Melnik, Koukouch, Monastir, Stroumitza et Debra), demanda l'institution de consulats commerciaux à Uskub, Monastir et Salonique, la reconnaissance de l'indépendance de la Bulgarie, l'application de réformes en Macédoine et le relèvement des voies ferrées bulgares avec la Macédoine. Mais le Sultan répondit à ces réclamations seulement par la promesse qu'après la guerre il s'occuperait de toutes les

¹⁾ Arch. M-re Aff. Etr. Lettre № 138 du 6.V. 1897 adressée à l'agent dipl. à Constantinople.

²⁾ Le 16. IV. 1897 l'Empereur François-Joseph visita l'Empereur de Russie à S.-Pétersbourg où fut conclu d'accord au sujet de la politique des deux Etats dans les Balkans.

questions en suspens et afin de satisfaire en partie le gouvernement bulgare consentit à l'ouverture des consulats commerciaux, mais en même temps n'oublia pas les Serbes qu'il autorisa à ouvrir des écoles à Voden, Enidje-Vardar, Monastir, Séres, Prilep, Andrinople, etc.

Les cadres étroits entre lesquels l'entente austro-russe plaçait les Etats balkaniques ne permettaient pas au gouvernement bulgare de prendre des mesures sérieuses pour obliger la Porte à des concessions, aussi abandonna-t-il la réalisation des désirs ci-dessus à la générosité du Sultan. Mais le plus douloureux était dans cette circonstance la partialité que manifestait la Russie envers la politique serbe en Macédoine et le concours qu'elle lui prêtait. Les avantages acquis par les Serbes pour l'oeuvre des écoles en Macédoine grâce à l'appui de la Russie, comme l'a même reconnu le ministre serbe Simitch dans la Skoupchtina, et l'intercession du représentant de la Russie à Constantinople en faveur de la nomination du vicaire serbe Firmilian comme évêque à Uskub,¹⁾ diminuait jusqu'à un certain point le prestige du gouvernement bulgare, et suscitait le doute sur l'utilité de la politique russophile, au nom de laquelle il était venu au pouvoir. En considération de ces choses, le Cabinet de Stoïlov insista pour obtenir au moins les cinq bérats et satisfaire par là les ambitions des Bulgares de la Principauté et justifier la confiance et l'espoir des Macédoniens; mais, précisément au sujet de cette question, le gouvernement rencontra non seulement l'intransigeance du Sultan envers la Bulgarie qui s'accrut encore après la guerre contre les Grecs mais encore l'opposition de la Russie qui continuait à désapprouver ces desirs et par là rendait service à la Serbie.

Le cabinet de Stoïlov allait tomber et comme on pouvait attendre l'avènement au pouvoir du parti libéral, le gouvernement russe, qui voulait éviter tout changement dans la politique de la Bulgarie, promit son concours par

¹⁾ Arch. M-re Aff. Etr. Lettre № 1579 — 12.VII. de l'agent dipl. à Constantinople.

l'intermédiaire de son ambassadeur à Sofia, M. Bakhmétiev, au sujet de la nomination des trois évêques bulgares dans les vilayets en deçà du Vardar; quant aux deux sièges d'évêques au delà du Vardar le gouvernement russe nous proposait de nous entendre avec les Serbes.¹⁾ Ayant compris que dans la question Macédonienne, à Belgrade comme à St.-Petersbourg, l'idée du partage et de la détermination des sphères d'influence était, devenue prédominante, notre gouvernement s'empessa de pousser la question de la nomination des évêques au delà du Vardar, et insistait dans ce sens auprès du Sultan.

A cette époque la politique extérieure de la Serbie subit aussi un changement radical; sous l'influence du roi Milan, le cabinet de Simitch fut remplacé par celui de Vladimir Djordjevitch, dont le programme contenait comme point principal l'alliance avec l'Autriche. Par suite de ce changement et du refroidissement intervenu entre le gouvernement russe et les Serbes, la tâche de notre gouvernement devint plus facile et il réussit même à obtenir avec le concours du gouvernement russe les diocèses de Monastire et de Debra — au delà du Vardar, et celui de Strouma — en deçà de ce fleuve. Ce nouveau succès des Bulgares rendit naturellement furieux les Serbes, qui jusqu'alors avaient à peine réussi à faire nommer Firmilian comme vicaire du diocèse grec à Uskub, tandis que dans cette ville un évêque bulgare était déjà nommé. Avec le concours de l'Autriche-Hongrie ils renforcèrent leur propagande en Macédoine; en corrompant au moyen d'argent l'administration turque et en terrorisant la paisible population bulgare, les Serbes s'efforçaient de gagner des partisans; en même temps le gouvernement serbe tint envers la Bulgarie une conduite hostile et provoquante. L'agent diplomatique serbe à Athènes, personnalité qui exprimait alors le mieux la disposition des

¹⁾ Arch. M-er Aff. Etr, lettre № 417 — 29.VI de notre agent diplomatique de St.-Petersbourg.

esprits à Belgrade, de retour de la Serbie à Athènes, dit devant bien des personnages politiques de la Grèce et en présence de notre agent diplomatique que la Serbie était fermement décidé à se battre avec la Bulgarie, si cette dernière entreprenait quelque action hostile en Macédoine sans le consentement préalable de la Serbie, soit pour obtenir l'autonomie pour cette province, soit pour la libérer de la Turquie. Il assurait „que la Serbie devait obtenir coûte que coûte une issue sur la mer Egée et qu'elle était décidée d'entrer en guerre avec la Bulgarie, si cette dernière l'empêchait d'arriver à ce but.“ Ces sentiments qui étaient créés en Serbie artificiellement au moyen de la presse et sous l'inspiration du roi Milan s'expliquent facilement: les nouveaux succès bulgares discréditèrent le gouvernement de Djordjevitch (austrophile) et renforcèrent la position des libéraux (russophiles) qui soulevèrent de nouveau la question dynastique; pour détourner l'attention du peuple des discordes intérieures qui devenaient de plus en plus âpres, le roi Milan eut besoin de bruit et d'aventure extérieurs.

La surexcitation qui régnait depuis quelques années dans la Péninsule à propos des questions concernant la Macédoine, la Crète, l'Arménie et l'Albanie et qui créaient le danger de voir un jour la guerre éclater, forçait le gouvernement bulgare de rester à son poste toujours en éveil et prêt à intervenir; la courtoisie du Sultan et sa bienveillance souvent exprimée envers notre Prince et envers les Bulgares, n'endormirent pas la vigilance de notre gouvernement qui saisissait clairement la triste réalité en Macédoine. Il voyait que la question Macédonienne, qui n'était auparavant qu'une question intellectuelle devenait après l'intervention de la Serbie et de la Grèce qui manifestaient, dans ce cas, leur rapacité annexioniste, une question de vie ou de mort et par conséquent aurait pu amener un conflit à main armée. Partant de ce principe, nos gouvernants et le Prince continuèrent à donner toute leur attention à l'armée. Nos préparatifs de guerre qui se ravivè-

rent un peu quand la question de réformes en Turquie fut soulevée, donnèrent motif à la Sublime Porte de supposer que la Bulgarie suivrait l'exemple de la Grèce et au moyen d'une guerre essaierait d'obtenir des améliorations dans la situation de la Macédoine; elle supposait même que cette entreprise aurait lieu au printemps de l'année même (1898) et prenait des mesures correspondantes. En 1898 la Serbie et la Turquie étaient prêtes à nous attaquer au moindre signe de notre part qui exprimerait l'intention d'intervenir à main armée au profit des Macédoniens. Les Turcs qui étaient mécontents de nous voir mêlés dans leurs affaires intérieures, se promettaient de nous donner une bonne leçon, comme ils avaient fait avec la Grèce; les Serbes, de leur côté, voulaient profiter de l'occasion propice que représenterait pour eux une guerre bulgare — turque, pour prendre leur revanche de 1885 et de nous forcer à des concessions. Grâce à ces intérêts communs, les relations entre les Serbes et les Turcs devinrent à un tel point intimes qu'on pouvait prévoir, comme fait certain, une alliance entre ces deux pays; l'administration turque se mit tout à fait à la disposition de la propagande serbe; les violences et l'usurpation des écoles et des églises bulgares devinrent faits ordinaires; aux prières de la population d'intervenir, l'administration répondait tout bonnement, que „tel était l'ordre reçu de Constantinople“; les notes, dans lesquelles le gouvernement bulgare protestait devant la Sublime Porte à propos des poursuites ouvertes contre les Bulgares, restaient le plus souvent sans réponse.

Devant l'irritation de nos voisins qui se traduisait en menaces et en provocations, notre gouvernement sut garder tout son calme. Il voyait bien toute l'horreur de la position des Macédoniens, mais il savait aussi que l'Europe était fermement décidée à garder la paix dans la Péninsule et il ne voulait pas voir la Bulgarie répéter la faute de la Grèce; il croyait aux promesses du gouvernement russe qui, grâce au refroidissement intervenu entre la Russie et la Serbie, devinrent plus sincères et plus fréquen-

tes;¹⁾ enfin il sentait jusqu'où allait la haine et l'envie secrètes de la Serbie. Par conséquent le gouvernement continua sa politique pacifique envers la Turquie; il pria le gouvernement turc de faire cesser les violences contre les Bulgares, en lui démontrant que ces violences étaient précisément la cause du mouvement révolutionnaire en Macédoine et en même temps de la méfiance envers les bonnes intentions du gouvernement bulgare. Grâce au tact du gouvernement bulgare, le roi Milan qui influençait beaucoup son fils et se trouvait à la tête de l'état major de l'armée, ne réussit pas à réaliser son plan infernal et fut condamné à continuer sa misérable vie politique.

Quand la Sublime Porte se fut assurée des bonnes intentions de la Bulgarie, ses sentiments envers la Serbie se refroidirent. Cependant il y eut rencontre à Abazia entre notre prince et celui du Montenegro qui était en hostilités avec le roi Milan à cause d'anciennes discordes dynastiques; en outre le prince Ferdinand accompagné de la princesse Marie-Louise et du Prince Héritier furent reçus officiellement par l'Empereur de Russie et cela de la manière la plus solennelle et la plus brillante (au mois de juillet), tandis que quelques mois auparavant la réception avait été refusée au roi serbe Alexandre. Au mois de septembre de la même année notre Prince fut reçu aussi par l'Empereur d'Autriche avec la pompe et les cérémonies dues à un souverain indépendant. Tout cela retomba sur le roi Milan, dont l'esprit d'aventure était responsable des derniers insuccès diplomatiques des Serbes et de leurs relations tendues avec la Bulgarie; dans la crainte de voir la Russie changer sa politique et partager „le gâteau“ (la Macédoine) entre la Bulgarie et le Mon-

¹⁾ Après une audience chez le Tzar, l'attaché militaire russe à Belgrade dit à notre agent diplomatique dans la même ville, que les sphères gouvernementales en Russie étaient maintenant persuadées que la Macédoine ne devait pas être partagée entre les Serbes et les Bulgares, car on s'était assuré que sa population était bulgare, de sorte qu'elle ne devait appartenir qu'à la Bulgarie. Arch. du Minist. des Aff. Etr. rapport № 342 — 11.VI 1898 de l'agent diplom. de Belgrade.

tenegro, les partis de l'opposition attaquèrent ouvertement le coupable.

Devant cette rancune ouverte et secrète envers le roi Milan, le roi Alexandre fut forcé de changer sa politique envers la Russie; il se donna pour tâche de réconcilier son père avec la cour russe et se mit à l'oeuvre pour amener un rapprochement avec la Bulgarie, auquel son père lui même était déjà enclin. Mais ce rapprochement était aussi difficile à réaliser, qu'il était difficile à mettre en harmonie les intérêts des deux pays dans la Macédoine; voulant profiter du changement dans la politique de la Turquie par suite de la déclaration solennelle de l'empereur allemand qui s'était dit l'ami sincère du Sultan (octobre, même année), le gouvernement bulgare proposa de nouveau aux Puissances hostiles à la politique allemande, de délibérer sur la question de l'application en Macédoine du § 23 du Traité de Berlin. Mais cette démarche du gouvernement bulgare produisit un mauvais effet sur la cour et le gouvernement serbes qui étaient déjà enclins au rapprochement avec la Bulgarie; et quand le gouvernement bulgare demanda à la Turquie quatre nouveaux diocèses et autres privilèges, la Serbie s'empressa de nouveau de proposer à la Sublime Porte de conclure une alliance défensive et offensive. Le ministre président serbe M-r. Djordjovitch déclara même ouvertement à notre gouvernement que la Serbie ne pouvait continuer son existence dans ses limites géographiques, et si le gouvernement serbe n'arrivait à s'entendre avec le gouvernement bulgare, il serait décidé au moment donné de mettre tout sur la carte pour obtenir ce qui lui était dû car autrement la Serbie ne pourrait exister. „Dans cette discorde fatale, dit M-r Djordjovitch, il y aura un qui vaincra et celui-là sera maître des Balkans; mais dans le cas où ce seraient les Bulgares qu'ils n'oublient pas que la Serbie possède dans la lutte une arme extrême dont elle disposera toujours dans les moments dangereux, notamment la Serbie se jettera dans le sein de la monarchie

autrichienne où la nation serbe se verra unie et formera dans l'Empire un Etat pareil à celui de l'Hongrie". Probablement le ministre serbe voulait dire que dans ce cas la Bulgarie, quoique unie, aurait pour voisin l'empire autrichien cette fois triplice et tôt ou tard aurait à subir les coups de sa politique sur les Balkans. „Donnez-nous, dit-il une issue sur la mer Egée et notre entente sera un fait accompli. La question principale est le débouché sur la mer, c'est une question de vie ou de mort pour la Serbie". Mais quand les Bulgares lui répondirent que dans ce cas la Serbie mettrait la main sur plusieurs districts bulgares en Macédoine, m-r Djordjovitch s'expliqua plus clairement en définissant mieux la politique serbe. „Ce sont dit il, des questions ethnographiques qui ne suffisent pas toujours pour obtenir le droit à la possession et la question de la Macédoine ne sera pas résolue exclusivement sur la base du principe ethnographique".¹⁾ Ces franches paroles du ministre serbe caractérisent complètement le but de la politique serbe en Macédoine; ils démontrent avec évidence encore une fois que ce ne sont pas les attaches de parenté et de sentiment qui poussent la Serbie vers le Sud; le droit ethnographique à la Macédoine n'existe pas pour la Serbie; ce n'est que son besoin d'une issue sur la mer qui la pousse à mettre la main sur des provinces bulgares.

La question, soulevée par le gouvernement bulgare au sujet de l'application du § 23 du Traité de Berlin à la Macédoine, ne plut pas au gouvernement grec, bien que depuis quelques années la Grèce luttât pour les droits de ses compatriotes dans l'île de la Crète et bien qu'il y en eût aussi en Macédoine. La proposition que la Macédoine fût proclamée province autonome souleva une tempête dans la presse grecque. Tout le monde exprimait la crainte de voir cette décision provoquer un nouveau „6 septembre" et demandait que la question Macédonienne fût résolue sur la base du partage; ainsi le journal officieux

¹⁾ Ar. du M-er Aff. Etr. 20.II 99. № 141 de l'agent de Paris.

„Acropolis“ (№ 118 du 20. III. 1899) proposait de diviser la Macédoine en 3—4 parties d'après l'élément prédominant en ne reconnaissant pour incontestablement bulgares que les districts de Nevrokope, Melnik, Stroumitza, Chtipe et Kotchani.

Mais c'était surtout la Turquie qui était disposée de la manière la plus hostile contre la Bulgarie. Indignée au dernier point contre les prétentions du gouvernement bulgare, surtout encouragée par les dernières victoires remportées sur les Grecs, et par le soutien de quelques Etats — grands et petits, — le gouvernement turc refusa de prendre des mesures quelconques pour arrêter les violences contre les Bulgares en Macédoine et les abus contre leurs églises et écoles, et même menaça ouvertement de punir la Bulgarie. L'humeur belliqueuse en Turquie s'accrut à tel point que les menaces et les provocations envers la population bulgare devinrent chose naturelle dans la bouche des ignorants fonctionnaires turques, des officiers et des civils. La condition de la population bulgare devint intolérable. En même temps le gouvernement de Constantinople tint envers le gouvernement bulgare un langage des plus rudes et des plus arrogants; il rejetait toute intervention et toute proposition faite de la part de notre gouvernement pour obtenir des droits pour la population bulgare en Macédoine, en objectant que de cette manière la Bulgarie se mêlerait des affaires intérieures de la Turquie; il déniait le droit moral des Bulgares d'intervenir au profit de leurs compatriotes, bien qu'en même temps il fit de la politique avec la Serbie, la Grèce et la Roumanie sur le compte de la Macédoine. Malgré la modération du Sultan, le parti belliqueux de l'Ildyz et de la Sublime Porte allait jusqu'à la provocation ouverte: on distribuait des armes à tir rapide dans l'armée, et simultanément on armait la population au moyen de vieilles armes; on augmentait toujours le nombre des troupes à la frontière bulgare et en Macédoine, tandis que la propagande serbe était protégée jusqu'à la violation des droits légaux de la population bulgare.

La situation de la Bulgarie devenait très pénible. Le gouvernement était soumis à de grandes épreuves — la guerre avec la Turquie devait être évitée à tout prix, vu que l'armement et les préparatifs n'étaient pas finis, et que le pays venait à peine de se consolider économiquement et, dans une guerre, risquerait de tout perdre. Inspirée par le roi Milan, la Serbie n'attendait que le moment propice pour réparer les fautes de 1885 et nous imposer le partage de la Macédoine. La Bulgarie était presque isolée politiquement dans les Balkans, car les relations entre la Serbie et la Turquie étaient amicales, entre la Turquie et la Grèce elles étaient sur la voie de s'améliorer; les relations entre la Bulgarie et la Roumanie s'étaient assez refroidies à cause du conflit de 1900, après le meurtre du professeur Michaéliano. Tout cela força notre gouvernement à éviter tout ce qui pourrait irriter encore plus la Turquie, à renoncer pour un certain temps au rôle de protecteur de la Macédoine, d'autant plus que la Russie et l'Autriche-Hongrie, après s'être entendues en 1897, n'exigeaient aucune réforme de la part de la Turquie. Avec une adresse et un tact remarquable notre gouvernement préserva la Bulgarie d'une ruine économique, d'un grand et fatal insuccès politique, tout en rejetant avec fermeté les démarches réitérées du Roi serbe et de son gouvernement dans le but de s'entendre sur la base du partage de la Macédoine et sous condition que l'évêque serbe Firmilian fut préalablement à Uskub. Le gouvernement bulgare renonça momentanément aux droits autonomes pour la Macédoine, car plus il insistait, plus les persécutions contre nos maîtres d'écoles et nos curés augmentaient et plus le gouvernement turc protégeait les propagandistes serbes, grecs et roumains. Malgré l'orage que la Bulgarie provoqua en proposant à l'attention bienveillante des cabinets européens l'application du § 23 à la Macédoine, notre gouvernement fit le premier pas et prépara ainsi la voie pour les demandes ultérieures.

Quant à la déclaration hardie et sincère du ministre président serbe, D-r Vl. Djordjovitch, faite encore en 1899, à propos de l'échec du projet concernant la nomination de Firmilian comme évêque à Uskub, notamment que la Serbie était décidée à se battre contre nous dans le cas où ne nous entendrions pas sur la question Macédonienne, notre gouvernement répondit qu'il accepterait avec fiéreté une pareille guerre, si elle nous était imposée, mais qu'il ne consentirait jamais au partage de la Macédoine; et cela non seulement par ce qu'une pareille solution de la question Macédonienne aurait été en contradiction avec les intérêts vitaux de la Principauté et avec les sentiments les plus chers au peuple bulgare, mais encore par ce que le gouvernement la trouvait impossible, car ni la population en Macédoine ne consentirait à cela, ni la Sublime Porte pourrait souffrir des sphères d'influence étrangère dans ses domaines, et enfin les grandes puissances n'auraient pas permis que le statu-quo fût violé, en vertu de l'entente conclue entre la Russie et l'Autriche-Hongrie en 1897. La nervosité du gouvernement et de la presse en Serbie devenait de plus en plus grande, à mesure que le prestige de la Bulgarie et de son Prince augmentaient devant le monde politique de l'Europe, à mesure que les liens entre la Bulgarie et la Russie devenaient plus solides et sincères, et à mesure que l'espoir que Vienne donnait à la Bulgarie devenait plus réalisable.

Entre la Russie et l'Autriche-Hongrie il existait en effet une entente depuis l'année 1897, mais cela n'empêchait ni l'une, ni l'autre de se préparer tacitement pour le cas où cette entente tomberait d'elle même et d'élargir leurs sphères d'influence. Nous voyons d'un côté la Russie reserrer de plus en plus ses liens avec la Bulgarie et continuer ses menées en Serbie, — et de l'autre, l'Autriche-Hongrie employer les mêmes manèges en Serbie, en s'efforçant en même temps d'attirer la Bulgarie. A cette lutte tacite vint s'ajouter au profit de la Serbie d'un côté

la crainte de la Turquie devant la Russie et sa méfiance envers la Bulgarie et de l'autre — l'influence de l'Autriche-Hongrie soutenue par le seul vrai ami de la Turquie — l'Allemagne.

Pour les causes mentionnées plus haut et suivant les conseils de la Russie, notre gouvernement continua sa politique pacifique et loyale envers la Turquie et la Serbie; encore en 1895 il assurait le gouvernement turc de ses bonnes intentions et prouvait que son intervention dans les affaires de la Macédoine ne devait pas être interprétée comme desseins secrets visant une expansion territoriale, mais comme démarches ayant pour but d'assurer un sort plus juste et des jours plus heureux à ses compatriotes dans les domaines de la Turquie; quand ce but serait atteint, quand les prétentions naturelles et légales des Bulgares seraient contentées, alors il n'y aurait ni bandes révolutionnaires, ni insurrections, ni attentats, et le danger auquel était exposé tous les ans la paix dans les Balkans n'existerait plus. Dans un mémoire adressé à la Sublime Porte au mois de mai 1900, notre gouvernement fit un exposé nouveau de sa politique envers la Turquie et indiqua les vraies causes des relations anormales entre la Bulgarie et la Turquie, prit toutes les mesures pour arrêter la formation et le passage des bandes révolutionnaires en Turquie, en un mot sa conduite devint si correcte et si loyale, que cela fut reconnu par toutes les grandes puissances ainsi que par le Sultan lui-même. Mais le gouvernement turc ne prenait pas tout cela en considération; il ne voyait pas la position difficile dans laquelle se trouvait notre gouvernement, qui faisait l'impossible pour apaiser l'indignation naturelle du peuple et pour entretenir la paix et le calme dans la Turquie; il ne savait qu'accuser la Bulgarie de permettre la formation des bandes révolutionnaires et continuait à ne prendre aucune mesure contre les violences subies par la population en Macédoine.

L'humeur belliqueuse de la masse turque était encouragée par le fanatisme musulman; les atrocités accomplies par l'administration et les troupes contribuèrent à faire naître dans la population opprimée un mouvement révolutionnaire qui se manifesta par la formation de nombreuses bandes locales d'insurgés.

Toujours au nom de la paix, après que le roi Milan eût été éloigné de la Serbie, notre Prince eut une entrevue avec le roi serbe Alexandre à Niche le 31 décembre 1900, qui eut pour résultat l'apaisement dans les deux pays; ainsi la guerre fut évitée. Cette entrevue fut surtout agréable au gouvernement russe qui voyait dans l'entente entre les pays slaves un petit succès de sa politique en Europe. Il conseilla au gouvernement bulgare d'améliorer ses relations avec la Roumanie qui était, comme on le supposait, en entente et même en alliance avec la Turquie; mais cette amélioration se réalisa à peine vers la fin de 1901, avec l'avènement au pouvoir de M-r Stourdza.

Après l'éloignement de l'ex-roi serbe Milan de Belgrade et après la démission du cabinet de M-r VI. Djordjovitch, un nouveau changement se produisit dans la politique de la Serbie, qui renouvela ses relations normales avec St. Petersbourg. Cette circonstance eut pour suite un nouveau changement dans la politique du gouvernement russe. Avec le retour de la Serbie au sein de la Russie ressuscitait la politique suivie avant 1897, quand le roi Milan était commandant général des troupes serbes, c. a. d. la politique pacifique qui s'exprimait dans l'idée du partage de la Macédoine. Les premiers indices de cette politique furent: l'intervention de l'ambassadeur russe à Constantinople au profit de la nomination de Firmilian comme évêque d'Uskub; les déclarations renouvelées des consuls russes en Macédoine affirmant que la population de cette province était slave, et non pas bulgare; la conduite hostile du consul russe à Uskub, M-r Machkov, envers la population bulgare de ce district, ainsi que les nouvelles prétentions des Serbes à la partie de la Macédoine qui va

jusqu'au Vardar. Mais cette fois-ci il y avait quelque chose de nouveau dans la politique russe. Auparavant le gouvernement russe ne voulait pas entendre parler de réformes quelconques en Turquie; maintenant, vu que la loyauté de la Bulgarie avait été reconnue par tout le monde et que les puissances voyaient clairement où se cachait le mal, il embrassa l'idée de notre gouvernement et souleva auprès des cabinets européens la question de l'application du § 23 du Traité de Berlin à la Macédoine.

Ce changement s'explique par le fait que le gouvernement russe prévoyait déjà des complications dans l'Extrême Orient, ce qui le forçait à être très attentif en Europe, de crainte que les questions balkaniques ne fussent décidées sans que la Russie y participât; il voulait la paix à tout prix, exigeait avec insistance une entente entre les Bulgares et les Serbes, car autrement l'Autriche-Hongrie aurait profité de leurs troubles. Les nombreuses bandes d'insurgés et la surexcitation en Macédoine étaient d'ailleurs des indices d'un mouvement sérieux, de sorte que par l'application du § 23 le gouvernement russe espérait écarter les causes de mécontentement, apporter l'apaisement nécessaire parmi les différentes nations et, surtout, préserver les Slaves d'une extermination mutuelle et d'une haine à outrance tout en augmentant son propre prestige dans la Péninsule. Mais comme toujours, les grandes puissances ne s'entendirent pas si facilement et si vite qu'il était nécessaire pour entreprendre une action mutuelle contre la Turquie; bien que tout le monde connût le vrai état de choses en Macédoine et que chaque jour de retard ne fit qu'empirer la situation en faisant de nouvelles victimes innocentes.

Au printemps de 1902 le mouvement des bandes révolutionnaires augmenta à tel point qu'en automne il se transforma en insurrection ouverte. Cette fois encore, pour justifier les désordres dans le pays, la Sublime Porte rejeta toute la responsabilité sur la Bulgarie. Voulant garder la paix, les grandes puissances insistaient auprès

du gouvernement bulgare pour qu'il prît des mesures sérieuses afin d'arrêter le mouvement révolutionnaire en Macédoine; elles allaient jusqu'à le menacer de l'abandonner à ses propres forces dans le cas où il provoquerait une guerre avec la Turquie. Des jours pénibles et chargés de responsabilités se succédèrent de nouveau pour la Bulgarie et cela uniquement à cause de l'entêtement, de la négligence et des crimes du gouvernement turc. Les grandes puissances exigeaient de notre gouvernement ce qu'il lui était impossible de réaliser; elles lui demandaient d'étouffer les sentiments d'un peuple entier qui souffrait et vivait depuis des années dans l'espoir de la prochaine libération. En effet, notre gouvernement se plia aux exigences des grandes puissances; il renforça les troupes à la frontière pour arrêter le passage des bandes révolutionnaires, défendit les quêtes au profit de ces bandes, fit même plus que cela, prescrivit à tous nos agents de commerce en Macédoine de conseiller aux Bulgares dans le pays d'arrêter le mouvement révolutionnaire qui pourrait devenir fatal pour les intérêts du peuple entier. Malgré cela des bandes continuèrent à se former et même les rigueurs de l'hiver ne les empêchèrent pas de continuer leur œuvre. La cause en était l'indifférence du gouvernement turc qui n'entreprit rien pour faire cesser les abus. Aux assurances pacifiques de notre gouvernement et à ses conseils amicaux il répondait par de nouvelles accusations, présentait de nouvelles exigences et concentrait des troupes à notre frontière ainsi qu'en Macédoine, pressé de réprimer par la force armée tout mouvement qui pourrait provoquer l'intervention de l'Europe. Il va de soi que toutes ces mesures violentes et surtout la nomination de Firmilian jetèrent de l'huile sur le feu et au lieu de s'apaiser le mouvement révolutionnaire allait éclater au printemps suivant avec plus d'ardeur.

Après la visite de notre prince Ferdinand, accompagné du ministre président M-r Daneff à Petersbourg, au mois de juillet 1902, les relations politiques entre la

Russie et la Bulgarie devinrent encore plus intimes; le témoignage de cette intimité fut d'un côté l'inauguration de l'église-monument à Chipka à l'occasion du 25-me anniversaire de la libération de la Bulgarie (au mois de septembre) et de l'autre, une convention conclue dans la même année, par laquelle la Russie garantissait l'intégrité de notre territoire. Profitant de la bonne disposition de la Russie, notre gouvernement lui demanda son concours pour l'apaisement de la Macédoine et son insistance auprès des autres grandes puissances pour l'application du § 23. Cette amélioration des relations diplomatiques avec la Russie était d'autant plus nécessaire que les événements en Turquie et la disposition des esprits en Bulgarie exigeaient des mesures rapides et radicales. Dans les meetings qui eurent lieu dans la Principauté entière le gouvernement était invité à faire lui-même des démarches auprès des grandes puissances pour l'application du § 23, en attirant leur attention sur le fait que la Turquie comme Etat puissant avait des obligations envers les peuples assujettis, que ce n'était pas le mouvement révolutionnaire en Macédoine qui provoquait des violences, mais au contraire les violences qui provoquaient des troubles et que la population de la Bulgarie indépendante ne pourrait plus rester indifférente aux souffrances de ses compatriotes. Sondés dans ce sens, les gouvernements de presque toutes les puissances reconnurent que la situation en Macédoine était en effet pénible; mais trouvant que la question Macédonienne était très compliquée et que derrière cette question se cachait la question turque qui n'était pas encore à aborder, vu que les puissances européennes n'étaient pas prêtes à la résoudre, ils recommandaient au gouvernement bulgare de patienter et encore de patienter; pour que la Turquie ne pût profiter du mouvement révolutionnaire pour se justifier de ne pas prendre les mesures nécessaires. Mais de recourir aux violences, ils demandèrent même à la Bulgarie de faire son possible pour arrêter le mouvement révolutionnaire. Ayant reçu cette réponse des gardiens de

la justice et de la paix en Europe, réponse qui équivalait un refus, et pour éviter de plus grandes complications, notre gouvernement s'arma de nouveau de patience et commença à appliquer avec plus de rigueur les mesures qui devaient garantir à la Turquie sa tranquillité au delà de ses frontières. Il déclara les comités macédonniens illégaux et comme tels décida de les dissoudre et de poursuivre leurs membres en vertu des lois du pays. ¹⁾ Le Sultan même fut content de ces mesures énergiques de notre gouvernement, car il ordonna à la Sublime Porte de remercier le Prince et notre gouvernement.

Mais cette fois encore le gouvernement turc et le Sultan se contentèrent seulement de parler de réformes sans faire quoique ce soit d'utile; et comme le mouvement révolutionnaire ne s'arrêtait pas, ils accusèrent de nouveau la Bulgarie de ne pas leur laisser la possibilité d'introduire de l'ordre dans le pays, ils se plaignirent aux grandes puissances de ne pouvoir introduire de réformes tant qu'il y aurait des bandes révolutionnaires, mais en même temps ils concentraient des troupes en Macédoine et dans le villayet d'Andrinople, augmentaient la misère de la population dans ces districts et menaçaient la paix avec la Bulgarie. Mais ils ne touchaient pas à la plaie de l'organisme, — à l'administration, que la présence de grandes quantités de troupes rendait encore plus audacieuse et plus arrogante dans ses abus. Ces abus ainsi que le jeu au sujet des réformes eurent pour suite l'insurrection de Monastir et d'autres districts de la Macédoine pendant l'été de 1903. ²⁾

La Bulgarie et l'action des réformes en Macédoine. *

Voyant que la Turquie traînait en longueur l'application des réformes proposées en hiver par la Russie et l'Autriche-Hongrie, notre gouvernement essaya d'entamer

¹⁾ Arch. M.-ère Aff Etr. 8/II — 903, circulaire № 50 à nos agents diplomatiques.

²⁾ Ibid. 4/II 903 télégr. 170 de notre agent diplom. à Const/ple.

des pourparlers directement avec la Sublime Porte et se serait contenté même de ces réformes insignifiantes, auxquelles on pourrait appliquer l'expression employée dans la presse française: „la montagne est accouchée d'une souris“. Dans ce but la Bulgarie envoya à Constantinople M-r Gr. Natchévitch, ancien ministre connu en Turquie comme partisan d'une entente turco-bulgare. En vain M-r Natchévitch s'efforça de persuader les Turcs; à ces assurances, que la Bulgarie ne désirait pas d'expansion territoriale, qu'elle aurait été heureuse de voir ses relations avec l'empire voisin devenues normales et sincères, que cela dépendait seulement du gouvernement turc pourvu que ce dernier cessât les persécutions contre les Bulgares dans ses provinces et appliquât les réformes dernièrement proposées etc. le Grand Vizir répondit que c'était aussi le désir du gouvernement turc, mais qu'il était difficile de faire quelque chose, avant que le pays ne se fût calmé; le Sultan ajouta même qu'alors il ne se contenterait pas d'appliquer seulement les dites réformes, mais qu'elles seraient même élargies, si la nécessité se présentait (!). Cette réponse évasive ne contenta naturellement pas notre gouvernement et malgré les protestations de la Serbie et de la Grèce qui exprimaient leur mécontentement de ce qu'un pays vassal se fût permis de traiter la question macédonienne, il continua à intervenir auprès de la Turquie et auprès des grandes puissances au profit de la population bulgare en Macédoine, car la question Macédonienne était en même temps la question bulgare, fait qui a été facilement reconnu par toutes les grandes puissances.

Les mesures que la Sublime Porte prenait envers les Bulgares après la mission de M-r Natchévitch, montraient clairement qu'elle n'avait aucune intention d'appliquer des réformes quelconques en Macédoine, mais qu'au contraire elle voulait, en persécutant systématiquement les Bulgares, arrêter en germe tout mouvement qui aurait pour but d'amener quelque amélioration dans la situation. Voyant cette obstination, notre gouvernement fut obligé de

s'adresser de nouveau aux grandes puissances en leur demandant du secours. Dans une note détaillée ¹⁾ adressée aux gouvernements de St. Petersbourg, Vienne et Paris, il exposa la position pénible dans laquelle se trouverait la Bulgarie, si la Sublime Porte ne s'inspirait du même désir sincère de mettre fin aux troubles ; il souligna que le but principal du gouvernement turc était d'affaiblir les Bulgares par tous les moyens, ce qui excitait la population de la Bulgarie et même pouvait provoquer un conflit entre les deux pays. Notre gouvernement ajouta que si ce conflit avait été évité jusque là, cela était dû exclusivement à nos sentiments pacifiques et aux mesures prises contre les comités, et que si la Sublime Porte continuait à être indifférente aux questions dont la solution l'intéressait autant que la Bulgarie, cela prouvait qu'elle recherchait un conflit avec la Bulgarie, fait qui était prouvé par la concentration des troupes à la frontière bulgare. Enfin notre gouvernement déclara qu'il rejetait toute responsabilité pour les événements à venir et refusait de garder à lui seul la frontière turque, vu que l'administration qui provoquait les troubles restait impunie. Dans un autre vaste mémoire adressé aux grandes puissances, dans lequel il n'énumérait qu'une minime partie des abus accomplis en Turquie par l'administration, notre gouvernement réussit à convaincre tout le monde que l'introduction des réformes en Macédoine était impossible, sinon sous le contrôle immédiat et efficace des grandes puissances. Cet appel et plusieurs autres par lesquels notre gouvernement s'adressa aux sentiments d'équité et d'humanité de l'Europe chrétienne, ne trouvèrent d'écho qu'en France, en Angleterre et en Italie. Les gouvernements des Etats les plus intéressés dans les affaires des Balkans — l'Autriche-Hongrie et la Russie — répondirent sévèrement à la Bulgarie et allèrent jusqu'à lui déclarer que les réformes ne seraient pas appliquées tant que le mouvement révolutionnaire ne cesserait, et au cas où les troupes turques envahiraient la Bulgarie,

¹⁾ Arch. M.-ère Aff. Etr. — 16/VI 1903.

sans déclaration préalable de guerre, cela n'aurait été qu'une mesure répressive du Suzerain envers son vassal désobéissant qui ne trouverait aucune protection de la part des puissances. Cette réponse des deux puissances intéressées, dans les mains desquelles se trouvait la liberté des Macédoniens et vers qui s'adressait plein d'espoir le peuple bulgare tout entier, désenchantait profondément le gouvernement bulgare; il avait patienté et travaillé pour la résolution pacifique de la question Macédonienne depuis plusieurs années pour se voir à la fin accusé d'entretenir les troubles, pour être délaissé et menacé par les puissances, ce qui encouragerait naturellement l'opiniâtreté de la Turquie et lui donnerait la possibilité de recourir à tous les moyens pour exterminer les bandes révolutionnaires, et cela au moment où l'Allemagne s'était déjà déclarée ouvertement pour elle. On eût dit que la Bulgarie devait porter la responsabilité des fautes de la Turquie et même de toute la diplomatie européenne qui n'avait rien accompli depuis 25 ans pour obtenir de la Turquie au moins quelques améliorations du sort de la population chrétienne dans ses territoires. Voilà pourquoi les regards de notre gouvernement commencèrent à se porter vers la grande puissance qui lui sympathisait le plus, vers l'Angleterre. En raison de sa rivalité avec l'Allemagne, l'Angleterre suivait avec intérêt ce qui se passait en Orient et était bien renseignée sur les violences et les atrocités contre les Bulgares en Turquie. Les nouvelles des massacres qui eurent lieu en Macédoine émurent la société éclairée de l'Angleterre; dans plusieurs meetings, organisés à Londres, la résolution fut prise d'inviter le gouvernement à intervenir avec l'appui des autres puissances auprès de la Turquie pour sauver la population chrétienne de Macédoine; de cette manière le gouvernement anglais profita de l'occasion pour se venger de la Turquie et indirectement de l'Allemagne du mouvement nationaliste organisé par ces pays en Egypte. Même l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne considéraient avec bienveillance la cause de la Bulgarie. L'Autriche-Hongrie trouvait

qu'elle dépendait trop de la Russie, suivant la convention de 1897 conclue au profit de cette dernière; l'Allemagne de son côté voulait éviter l'intervention des puissances européennes dans les affaires de la Turquie, préférant une entente entre la Bulgarie et la Turquie, ce qui aurait compté comme un insuccès de la politique russe dans le Levant et aurait affaibli l'autorité de la Russie sur la classe dirigeante en Turquie. Pourtant le gouvernement russe, avec le comte Lamsdorf comme ministre des affaires étrangères en tête, était contre tout changement du statu-quo dans la Péninsule. Dans le communiqué officiel du 11 sept. 1903 concernant la question Macédonienne le gouvernement russe désapprouva les aspirations du peuple bulgare, aspirations consacrées par le traité de San-Stéphano. Dans ce communiqué il déclara qu'il désapprouvait l'œuvre des révolutionnaires macédonniens qui voulaient transformer la Macédoine en province bulgare au détriment des droits et avantages des autres peuples chrétiens.¹⁾ Ces déclarations du gouvernement russe s'expliquent facilement vu qu'il ne voulait pas que la question Macédonienne fût soulevé avant que ses affaires dans la Mandchourie ne fussent arrangées; il ne voulait pas que la Macédoine devint une nouvelle Roumélie, car cela ne répondait pas aux projets ultérieurs de la Russie et aurait été contraire à sa politique pacificatrice dans les Balkans qui promettait du succès après l'avènement de la dynastie des Karaguéorguievitch au trône serbe, au mois de juin 1903. En vue de quoi le gouvernement russe se prononça contre l'autonomie de la Macédoine et même contre une plus large liberté en Macédoine.²⁾

Sous l'influence des grandes puissances occidentales et principalement de l'Angleterre et aussi de crainte d'être privé des privilèges „des plus intéressés“, la Russie et l'Autriche se virent forcées d'élaborer de nouvelles réformes pour la Macédoine, connues sous le nom du „Pro-

¹⁾ Arch. Min. Aff. Etr. rapport de l'Ag. diplom. à Vienne № 1320, septembre, même année.

²⁾ Ibid., rapport de l'agent diplom. de Vienne, № 1374, sept. 1903.

gramme de Murzsteg“. Comme base de ce programme servit avant tout la politique de ces gouvernements envers la Turquie: la souveraineté du Sultan restait intacte, car le programme ne prévoyait aucun contrôle européen; un inspecteur général devait être nommé et cela par le Sultan; l'institut de la gendarmerie devait être créé; et comme le programme ne prévoyait pas de quelle manière son application devait être imposée à la Turquie, il était décidé qu'on lui donnerait carte blanche d'étouffer le mouvement révolutionnaire. Par conséquent, il n'existait aucune garantie réelle que les nouvelles réformes seraient appliquées et les gouvernements les plus intéressés ne montraient aucune bonne volonté à améliorer le sort des chrétiens dans la Turquie européenne. Ce qui est surtout caractéristique, c'est que de ce programme étaient exclus la Vieille Serbie, — sur la demande du gouvernement autrichien, et le vilayet d'Andrinople — sur la demande du gouvernement russe. Il était évident, que ces deux gouvernements étaient prévenus contre la population bulgare en Turquie, car les réformes démontraient que leur protection n'avait été illusoire sinon pernicieuse; la cause en était que les deux puissances avaient l'intention de poser les bases à une politique qui aurait été évidemment au détriment des intérêts bulgares; voilà pourquoi le gouvernement bulgare ne pouvait se contenter de ce programme.

Le gouvernement turc n'agréa pas facilement les réformes de Murzsteg, car elles donnaient aux grandes puissances le prétexte d'intervenir dans les affaires, ce qui aurait compromis l'autorité du Sultan, sinon formellement au moins de fait, et surtout par ce qu'une concession aurait compté comme un succès du gouvernement bulgare. Conseillé par l'Allemagne et sous la pression des autres puissances et surtout de l'Angleterre, il y consentit (au mois de novembre 1903). Dès ce moment le gouvernement bulgare confia la question Macédonienne aux mains des puissances européennes, impatient de constater les résultats de cette action réformatrice. Vu que les turcs étai-

ent persuadés que la Bulgarie avait été cause de leur dernier échec politique, les relations entre eux et les Bulgares ne pouvaient être normales. Les persecutions en Macédoine redoublèrent, les menaces et les provocations envers la Bulgarie se faisaient ouvertement, les mesures de police envers nos sujets et les difficultés de douane contre notre commerce devinrent de jour en jour moins supportables; en outre la concentration des troupes dans les provinces européennes et certaines autres dispositions démontraient clairement que la Turquie préparait une action agressive contre la Bulgarie. L'attitude provocatrice de la Turquie se manifesta encore le plus clairement quand la guerre entre le Japon et la Russie éclata au mois de janvier 1904. Saisissant bien la situation générale de la politique, notre gouvernement voyait que le moment n'était pas propice et que les troubles dans la péninsule nuiraient à l'application des réformes et même pourraient amener de plus grands malheurs. Voilà pourquoi notre gouvernement s'imposa une politique extrêmement pacifique, sauva avec adresse la Bulgarie d'une nouvelle crise dangereuse et même vers la fin du mois de mars 1904 réussit à conclure une entente avec le gouvernement turc et à rétablir des relations amicales d'avant l'insurrection de 1903. Cette entente n'avait rapport qu'aux relations des deux pays; quant à la Macédoine le gouvernement turc promit en termes vagues d'appliquer les réformes de Murzsteg dans les trois vilayets de Salonique d'Uskub et de Monastir, d'amnistier les condamnés politiques et de permettre aux réfugiés, venus en Bulgarie pendant l'insurrection, de retourner à leurs foyers. Le danger d'une guerre entre la Bulgarie et la Turquie fut évité, mais le gouvernement turc resta libre d'introduire les réformes comme il l'entendait. L'entente concernant l'application des réformes resta naturellement lettre morte et le gouvernement turc continua le même régime et le même système de pacification en Macédoine qu'auparavant, et défendait même aux villages bulgares qui dépendaient du Patriarcat de

passer à l'Exarchat, arrêta le développement religieux et intellectuel des Bulgares, en persécutant les maîtres d'école et les prêtres et en fermant les écoles. Cela eut pour conséquence l'apparition nouvelle des bandes révolutionnaires; de nouvelles accusations, des calomnies et des menaces envers la Bulgarie suivirent; on mobilisa de nouveau et ainsi de suite, jusqu'à ce que notre gouvernement se vit forcé à déclarer lui même à la Sublime Porte qu'il acceptait une enquête étrangère pour vérifier la véracité des accusations turques¹⁾. Cette enquête n'eut pas lieu, car le gouvernement turc savait que toutes ces calomnies contre la Bulgarie n'étaient répandues que dans le but d'induire en erreur le monde diplomatique.

La leçon que la Bulgarie reçut des crises par lesquelles elle passa pendant les dernières années lui apprit qu'elle ne devait compter que sur ses propres forces, être prête à la rencontre des graves événements qui allaient surgir dans la Péninsule, en organisant le plus tôt possible une armée forte et sûre. Cette mesure qui lui était imposée par les insuccès russes en Mandchourie et le mouvement révolutionnaire dans la Russie même, diminua l'importance de cette grande puissance qui était auparavant le principal moteur dans les questions balkaniques; de cette manière la Bulgarie se trouva isolée jusqu'à un certain point. Les crédits votés pour l'armement et les premiers préparatifs de guerre ne manquèrent pas de produire un certain effet dans l'Ildiz. Le parti militariste dans la Turquie voyait dans cet acte, dicté par l'instinct de conservation à la Bulgarie, une menace contre son pays et conseillait d'envahir aussitôt la Bulgarie avant qu'elle eût le temps d'achever son armement et de s'organiser; cependant la visite de notre Prince à Berlin et les assurances du gouvernement allemand donnèrent plus de poids à nos déclarations pacifiques devant Abdul Hamid.

L'action réformatrice dans les vilayets n'avancait pas; le petit nombre d'agents européens étaient impuissants à

¹⁾ Arch. du M-ère Aff. Etr. Télégr. № 5 5/1 à l'Agent de Cons/plé.

limiter le mal, car ils étaient sans pouvoir et leurs bonnes mesures étaient appliquées par l'administration turque qui était corrompue et qui recevait des ordres contraires de Constantinople. Dès les premiers mois les agents se heurtèrent à la terrible réalité et virent à quel point le mal était grand et irréparable en Turquie. Bientôt ils eurent des malentendus avec l'administration turque et à la fin comprirent qu'ils étaient impuissants et superflus. Les paroles dites par l'agent civil, M-r Démérik, à ce propos, caractérisent le mieux le succès de la commission réformatrice. „Nous sommes venus, dit M-r Démérik, pour essuyer les larmes d'une population de trois millions, et jusqu'aujourd'hui, mois de mai 1905, nous n'avons essuyé que les larmes de dix personnes“. Devant cet état de choses les gouvernements de l'Autriche-Hongrie et de la Russie conseillèrent de nouveau à la Bulgarie, à la Serbie, à la Grèce et au Montenegro de prendre les mesures nécessaires pour sauvegarder la paix. Notre gouvernement répondit qu'il continuerait sa politique pacifique, mais qu'il ne pouvait prendre sur lui la responsabilité, car les causes des troubles gisaient dans l'administration turque. La conduite pacifique de la Bulgarie ne pouvait continuer indéfiniment car en dehors de l'épuisement économique, causé par les conflits perpétuels sur notre frontière, nous avions des liens de sang et des rapports continuels avec la population d'au delà du Rylo, et si la Principauté gardait encore une certaine réserve, c'était par ce qu'elle n'avait pas encore tout à fait renoncé à l'espoir de voir s'améliorer la situation de ses compatriotes aux moyens de réformes. Malheureusement la foi du peuple bulgare dans l'efficacité des réformes s'évanouissait petit à petit, car les persécutions contre les églises et les écoles continuaient, les puissances interprétaient la question scolaire comme ne faisant pas partie du programme de Murzsteg, ce qui était incompatible avec la tâche que s'était proposée ce programme et qui était d'apaiser le pays et de créer de meilleures conditions de vie. ¹⁾

¹⁾ Arch. M-ère Aff. Etr. circ. № 69 du 31/I 1906 du ministre R. Petrov.

Par suite des résultats piteux de l'action réformatrice des deux puissances „les plus intéressées“, l'idée commença à se répandre en France et en Angleterre que cette action réformatrice avait subi un échec complet. Il y eut à Londres plusieurs conférences et meetings concernant les affaires de Macédoine; au parlement des débats sérieux furent soulevés, ce qui poussa le gouvernement anglais à délaisser sa conduite réservée envers les puissances „les plus intéressées“ et à prendre l'initiative de sonder l'opinion de toutes les puissances qui avaient signé le Traité de Berlin à propos de la nécessité de plus larges réformes en Macédoine et d'un contrôle européen plus efficace. Voyant cet empressement de la part de la Grande Bretagne à travailler au profit de la population chrétienne de la Macédoine et profitant d'une visite officielle à Londres, notre Prince décrivit la position lamentable de la Macédoine devant le roi et son premier ministre, lord Lansdau, en disant que le vœu du peuple bulgare était de voir la Macédoine et le vilayet d'Andrinople sous un régime autonome, car l'expérience avait prouvé que c'était le seul moyen d'amener la paix dans les Balkans. De cette manière la Bulgarie avait fait un nouveau pas dans sa politique par rapport à la Macédoine en énonçant devant l'Europe l'idée de l'autonomie dans cette province, idée de laquelle il était défendu de parler auparavant.

La première application de la proposition de l'Angleterre fut l'introduction d'un contrôle des finances dans les trois vilayets de la Macédoine; cependant cette innovation et les efforts incessants de la Commission des Réformes pour organiser la province ne changeaient en rien l'état de choses. Le gouvernement turc les trouvait humiliants pour sa dignité et ne voulait rien faire sous la dictée des étrangers, de sorte que pendant l'année 1906 les arrestations et les massacres contre les Bulgares notables continuaient de la même manière systématique qu'auparavant, même plus qu'auparavant. La propagande serbe, favorisée par le gouvernement turc, devint meilleure complice pour atteindre le

but commun — l'anéantissement de tout ce qui pourrait fortifier la conscience nationale et intellectuelle des Bulgares en Macédoine. Vers la même année la propagande grecque développa aussi une activité intense pour détourner l'attention de la Sublime Porte des questions de la Crète. Le gouvernement grec envoya des bandes en Macédoine qui, sous prétexte de défendre la population grecque des bandes bulgares, créaient des troubles en Macédoine, attaquaient les villages bulgares qui s'étaient détachés du Patriarcat. Tout cela soutenait l'esprit révolutionnaire parmi les Bulgares qui s'irritaient de plus en plus contre l'administration turque, car il était évident que dans l'Empire il n'y avait qu'eux de persécutés et de méprisés. Cet état de choses en Macédoine se répercutait comme toujours sur les relations entre la Bulgarie et la Turquie; la méfiance et la crainte chronique de la guerre influençaient la vie intérieure de la Bulgarie et la forçaient à dépenser de très grandes sommes pour l'armement, souvent au détriment des besoins intellectuels. Cette circonstance provoquait chez nos autres voisins l'idée que nous nous préparions à résoudre nous même la question Macédonienne.

Ce ne furent pas seulement nos voisins qui sentirent la force de la Bulgarie vassale et son importance pour l'avenir de la Péninsule, mais plusieurs puissances s'inquiétèrent, car dans la puissance et l'armement de la Bulgarie elles entrevirent un danger pour leurs propres intérêts.¹⁾

¹⁾ Journal „Novoë Vremia“ du 21/XII 1907. Après avoir constaté le faible résultat de l'application pendant 4 années des réformes de Mürszteg, et ayant attiré l'attention sur les massacres qui se faisaient en Macédoine dans le but d'exterminer les Bulgares et ceci sous les yeux et avec l'approbation tacite des grandes puissances, l'auteur de l'article se pose à ce propos la question à quel point cette manière d'agir était utile aux intérêts russes et à quel point aux intérêts autrichiens? Il répond négativement au point de vue des intérêts russes en ajoutant que „nous négligions trop le mécontentement naturel des Bulgares libérés par nous ainsi que celui des Macédoniens. Les sentiments qui avaient inspiré l'idée de la libération de la Bulgarie ont cédé place aux calculs intéressés d'après lesquels une Bulgarie forte et grande aurait été dangereuse à la puissance de la Russie. La crainte de voir

C'est pourquoi notre gouvernement recevait souvent des avertissement et des menaces, ce qui eut pour résultat le développement systématique de nos forces armées. Le danger du côté de l'Autriche-Hongrie et l'aplomb que lui donnait l'amitié de la Turquie faisaient osciller la Serbie dans sa politique en la poussant tantôt à chercher le rapprochement de la Bulgarie, tantôt à lui adresser des menaces. Le gouvernement grec agissait de même: quand ses rapports avec la Sublime Porte devenaient tendus à propos du Patriarcat offensé ou à cause de complication au sujet de l'île de la Crète, il cherchait à se rapprocher de la Bulgarie en reconnaissant que ce n'était que cette dernière et la Grèce qui avaient droit à la Macédoine; cependant aussitôt que le danger était éloigné, la haine séculaire se rallumait et la presse grecque ne voyait de danger que dans la Bulgarie et conseillait une alliance entre la Grèce et la Turquie. La conduite de la Roumanie concernant nos aspirations nationales, quoique hypocrite, était comparativement la plus loyale; le gouvernement roumain faisait grand cas de l'amitié de la Bulgarie, reconnaissait nos droits sur la Macédoine, mais dans le cas d'agrandissement territorial de la Bulgarie il donnait à entendre qu'il

une grande Bulgarie devenir une rivale dangereuse dans la tâche de fédérer les Slaves, était telle que la libératrice renonça aux sentiments d'humanité et d'équité Pour que nos victimes de 1877—78 ne fussent données en vain, nous ne devrions pas mettre comme base de notre politique la crainte devant les Bulgares et de rusés calculs politiques, car au moment donné les Allemands l'emporteraient en ruse sur nous.

C'est pourquoi ce serait un nonsens de parler de la fédération des Slaves avant que la Bulgarie ne fût unie et tant que des peuples slaves dépérissent. Nous estimions trop le Traité de Berlin et nous nous donnions trop de peine pour le sauvegarder; mais les Allemands sauraient arracher de nos mains et de celles des Slaves en général „les morceaux friands“; en craignant de donner trop à la Bulgarie nous donnerions tout aux Allemands. Il faut nous dire que ce n'est pas seulement en subjuguant les petits pays slaves que nous deviendrons une grande puissance, mais que nous sommes obligés de les soutenir et de les protéger. Le refus de la Russie de remplir cette fonction serait équivalent au renoncement à son rôle principal dans la fédération des Slaves. Il paraît que notre diplomatie se pose souvent la question s'il est préférable pour nous d'avoir pour voisine une Bulgarie faible ou forte. Il serait plus juste de se demander s'il vaudrait mieux avoir un allié fort et sûr au lieu d'un ennemi faible“.

prétendait à une compensation en forme de rectification de la frontière dobroudjienne (sans le Quadrilatère) et aux droits pour les Roumains en Macédoine.¹⁾

Cette modestie des Roumains s'explique facilement en vue de la position géographique de ce pays et des rapports amicaux entre la Bulgarie et la Russie; en tous cas leurs prétentions étaient considérés comme justes par quelques politiciens de l'Autriche-Hongrie et de l'Allemagne qui conseillaient à la Bulgarie de s'entendre préalablement avec la Roumanie²⁾.

Au commencement de 1907 les rapports entre la Grèce et la Turquie rentrèrent dans l'état normal à cause des concessions que la Sublime Porte lui avait faites dans l'île de la Crète. Grâce à ce changement, une entente complète se fit parmi les adversaires des Bulgares, ce qui fut ressenti en Macédoine³⁾. Des bandes serbes, grecques et turques croisaient dans tous les sens cette province bulgare et semaient la terreur parmi la population paisible. Les Serbes et les Grecs qui étaient contre les réformes.

¹⁾ Arch. M-re Aff. Etr. rap. de l'agent diplom. à Bucarest, № 128 — 5/II 1906, Ibid. rap. de l'agent dipl. à Bucarest № 602 — 22/V 1906.

²⁾ Arch. M-re Aff. Etr. Rap. de l'agent diplom. à Bucarest № 602 — 22/V 1906. Ibid. Rap. de l'agent dipl. à Cons/ple № 316 — 5/V 1906. Ibid. Rap. de l'agent dipl. à Berlin, № 160 — 21/II 1902.

³⁾ Il existe des données sur une entente orale entre la Serbie et la Turquie ayant la base suivante: en cas de guerre entre la Bulgarie et la Turquie, le gouvernement serbe s'engageait à rester neutre; mais dans le cas où les troupes bulgares passeraient la frontière et envahiraient la Turquie, les troupes serbes devaient attaquer la Bulgarie comme cela eut lieu en 1885. Le Montenegro entraît aussi dans cette entente (Arch. du M. Af. Etr. Rap. de l'agent dipl. à Constantinople № 779 — 20/IV 1907). En même temps l'archimandrite serbe, Sava, fut nommé vicaire dans la diocèse de Veless et de Debra; cela se fit d'ailleurs avec l'appui du gouvernement russe à Cons/ple (Arch. M. Etr. Télégr. № 85 — 29/IV 1907. De l'agent dipl. de Cons/ple).

Quand notre agent diplomatique à Belgrade demanda M-r Grouitch si en effet une pareille entente existait, ce dernier lui répondit que lui même avait posé cette question au roi Pierre. Ce dernier lui exprima son étonnement à propos d'une pareille question, disant qu'il devait bien savoir ce qu'il avait signé de son nom et que lui, le Roi, n'aurait jamais cherché le concours de la Turquie contre la Bulgarie. Pourtant le Roi finit ainsi sa conversation avec Grouitch: „Cela est ainsi.... à moins que Pachitch n'aie agi autrement derrière mon dos“..... (Arch. du M. Extr. № 470 — 23/V 1907 de l'agent dipl. à Belgrade).

dont les Bulgares seuls pouvaient profiter, semaient l'anarchie en provoquant les Bulgares; de son côté le gouvernement turc entretenait la haine et l'antagonisme entre les différentes nationalités et empêchait les agents d'exercer leur action réformatrice. L'application des réformes trouvait tant d'obstacles que vers 1907 même l'Autriche et la Russie commencèrent à s'inquiéter de cet état de stagnation; plus que cela, ces puissances virent leur œuvre compromise, vu que les affaires de Macédoine marchaient plus mal qu'avant les réformes.

Pendant ce temps la Turquie et la Bulgarie s'empresèrent de terminer leurs préparatifs de guerre; l'excitation de la masse musulmane contre la Bulgarie devint si forte que les incidents entre les troupes sur la frontière bulgaroturque devinrent fréquents. L'atmosphère dans les Balkans devint lourde, la terreur des bandes grecques et serbes excita la société bulgare à tel point qu'à tout moment un conflit avec la Serbie ou la Turquie pouvait éclater. Alors le gouvernement bulgare fit un nouvel appel aux grandes puissances, exposa devant l'Europe l'horreur de l'état de choses en Macédoine et demanda l'application immédiate des réformes, ne cachant pas que la patience du peuple bulgare pouvait à la fin s'épuiser. Cet appel trouva cette fois-ci encore un écho sincère en Angleterre que était profondément convaincue, que rien de bon ne se ferait en Macédoine tant qu'un gouverneur chrétien ne dépendait pas de l'Ildiz ne fût nommé. Ce projet, tant désiré du gouvernement bulgare et qui aurait sauvé la Macédoine, fut proposée par le gouvernement de Londres aux autres cabinets européens pour être étudiée, mais fut d'abord rejetée comme incompatible avec la souveraineté du Sultan.

La proposition du gouvernement anglais fut appuyée par le ministre des affaires étrangères de l'Autriche-Hongrie, le baron Aehrenthal; ainsi dans sa déclaration devant les délégations du mois de janvier 1898, il expliqua quelle était la politique de l'Autriche-Hongrie et fit prévoir celle que la monarchie

allait suivre dans l'avenir. Ces déclarations créèrent une certaine agitation parmi les éléments hétérogènes du bloc des puissances continentales à propos de la question Macédonienne ou plutôt turque. La politique économique de l'Autriche-Hongrie qui visait clandestinement à acquérir des concessions en Turquie et surtout de nouveaux projets de chemins de fer, apporta un certain refroidissement dans ses rapports avec la Russie; la déclaration du baron Aehrenthal rendit ces rapports encore plus tendus parce qu'elle annulait le traité de 1907. Cette circonstance attira l'attention de toutes les puissances qui directement ou indirectement étaient intéressées dans les affaires de la Turquie, et qui virent dans cette manière d'agir une duplicité manifeste de la part de l'Autriche-Hongrie. Son projet d'unir le réseau des chemins de fer en Bosnie avec ceux de la Serbie, du Montenegro et de la Macédoine et via Salonique avec ceux de la Grèce, démontraient qu'elle avait l'intention de commencer une politique plus active dans la Péninsule. D'abord elle voulait en subjuguer la partie occidentale économiquement et plus tard politiquement. C'était une violation manifeste de ses traités avec la Russie et l'Italie; cela ne convenait non plus ni à la France, ni à l'Angleterre, car dans ce cas le trafic avec l'Égypte et les Indes par la voie la plus courte, via Salonique et Pirée, serait tombé dans les mains de l'Autriche.

Mais cette politique économique de l'Autriche-Hongrie était encore plus désagréable à la Bulgarie; dans les déclarations du baron Aehrenthal elle voyait non seulement à quel point la politique de l'Autriche était fautive dans la question des réformes en Macédoine par suite des intérêts qu'elle avait en Turquie; mais la Bulgarie voyait encore que ses intérêts les plus vitaux et son idéal national étaient exposés à un nouveau danger encore plus sérieux. Cette politique autrichienne eut pour suite une supplique des gouvernements russe, serbe et bulgare adressée au Sultan, pour obtenir une concession de chemins de fer dans le sens transversale à celui de l'Au-

triche. La Serbie avait l'intention d'unir le Danube avec la mer Adriatique près d'Aléssio et la Bulgarie voulait prolonger la ligne Radomir—Küstendil vers Koumanovo dans l'intention de la prolonger plus tard jusqu'à la mer Adriatique par Tétovo et Debra en suivant le courant de la rivière Chkumba. Ces deux projets furent appuyés par les gouvernements de la Russie et de l'Italie. Cette rivalité eut pour résultat que le Sultan remit la réalisation du projet autrichien; toutefois les puissances intéressées gardèrent leur méfiance envers l'Autriche-Hongrie.

Ce changement dans les rapports des puissances continentales permit au gouvernement anglais de renouveler et de compléter ses propositions à propos de la Macédoine, en se prononçant contre la nomination d'un gouverneur général qui dépendrait de l'Ildiz. Cela signifiait un pas en avant vers „l'autonomie“.

De son côté le gouvernement russe fit une contre-proposition, dans laquelle la souveraineté du Sultan était surtout prise en considération. De ces deux propositions quelque chose de neutre fut élaboré pendant la rencontre à Reval de l'Empereur russe avec le Roi d'Angleterre; ce nouveau projet devait être proposé au Sultan, quand la révolution des Jeunes Turcs en juillet 1908 et la proclamation de la constitution de 1876 pour loi fondamentale de l'Empire Ottoman firent échouer ce nouveau programme de réformes.

Pendant que les cabinets européens échangeaient leurs opinions sur ces réformes si graves et si radicales, la Serbie et la Grèce se hâtaient d'affaiblir les Bulgares en Macédoine pour que les nouvelles réformes les trouvassent solidement établis. Pendant les premiers mois de 1908 ce fut l'enfer en Macédoine; les massacres, les arrestations, les tortures étaient choses ordinaires, les écoles bulgares, les églises et les villages brulaient. Voyant approcher l'acte décisif de la tragédie macédonienne jouée depuis tant d'années par les Grecs et les Serbes comme acteurs principaux, le gouvernement bulgare fit

cette fois aussi des propositions amicales à Belgrade, et en même temps attira l'attention des grandes puissances sur le fait que la Bulgarie restait fidèle aux engagements pris envers les puissances et agissait conformément à leurs vœux, tandis que les bandes serbes et grecques exerçaient les plus grandes violences contre les Bulgares sans être nullement empêchées par l'administration turque. Notre gouvernement déclara encore que dans l'avenir le peuple bulgare ne pourrait regarder de sang froid ce qui se passait en Macédoine. Durant cette année, l'irritation contre la Serbie était telle que la situation devenait critique et qu'à Belgrade on éprouvait un certain déconcertement. Ces rapports tendus entre la Bulgarie et la Serbie inquiétaient surtout la Russie. Épuisée par l'échec de sa guerre avec le Japon, il lui fallait du temps pour se préparer et réagir avec sûreté contre les événements en Europe. La déclaration du baron Aehrenthal était pour elle la première provocation, mais la nécessité d'avoir du temps devant soi, la fit patienter et prendre des mesures pour que les événements ne la prissent pas à l'improviste. C'est pourquoi le ministre russe des affaires étrangères, M-r Isvolsky, s'indigna contre la déclaration de notre gouvernement et, toujours soupçonneux envers la Bulgarie, il se prononça dans le sens, qu'il était certain que la Bulgarie était encouragé par quelqu'un pour troubler la situation dans la Péninsule et que malgré l'importance des motifs de son impatience, ce pays se laisserait entraîner dans une aventure à ses propres risques et périls.¹⁾ Mr Isvolsky ajouta qu'en cas de guerre contre la Serbie, il accuserait la Bulgarie et même l'abandonnerait à son sort en qualifiant cette action de „folie furieuse“.²⁾ Il va de soi que notre gouvernement comprenait aussi bien que la Russie la politique européenne en général et celle des

¹⁾ Arch. M-ère. Aff. Etr. Rap. de notre agent dipl. à S.-Petersbourg. № 127 — 19/VII 908.

²⁾ Arch. M-ère. Aff. Etr. Rap. de notre agent diplom. à S.-Petersbourg. № 116 — 9/VII 908.

Balkans en particulier, ce qui ne lui permettait pas de se jeter dans des aventures et de commettre un acte de „folie furieuse“, surtout au moment où l'Angleterre et la Russie étaient en pourparlers au sujet des réformes importantes à introduire en Macédoine; mais ses protestations devant les puissances n'était qu'un cri de colère contre les pourparlers interminables entre les diplomates européens, qu'un cri de détresse étouffé par une forte volonté dans une âme profonde.

Inspiré par la politique de son gouvernement, l'ambassadeur russe à Belgrade, M-r Hartvig, voulait consolider les rapports entre la Serbie et la Bulgarie en cherchant à réaliser une entente sincère et durable entre eux. Il mit toute son ambition dans la réalisation de cette entente et insistait auprès du gouvernement serbe pour qu'il fit les sondages et les propositions nécessaires. La dynastie de Karaguéorguiévitch, remontée sur le trône serbe exclusivement au nom de la politique russe, ainsi que le cabinet Pachitch—Milovanovitch, qui avait mis auparavant dans son programme l'entente avec la Bulgarie, pouvaient facilement satisfaire aux vœux du gouvernement russe. Certaines circonstances politiques et surtout le langage menaçant de la Bulgarie ainsi que la rumeur d'une convention militaire entre la Turquie et l'Autriche obligèrent la Serbie de hâter le commencement des pourparlers.

D'abord les sondages du gouvernement serbe furent commencés à Paris par l'agent diplomatique serbe dans cette ville M-r Miloévitch, et plus tard le Roi lui même, le Prince Héritier et Pachitch dirent à notre agent diplomatique à Belgrade qu'une entente devenait nécessaire pour que nos ennemis ne pussent profiter de la situation et que c'était l'avis de tous les politiciens serbes. Notre agent diplomatique répondit que la Bulgarie ne s'opposerait jamais à une entente sincère, ce qu'elle avait prouvé bien des fois, mais que, pour qu'une pareille entente pût être réalisée, il fallait écarter tout ce qui s'y opposait. Dans un autre entretien il dit à M-r Milovanovitch que les Bulgares

s'étaient toujours enthousiasmés à l'idée d'une pareille entente, mais qu'ils avaient toujours été désillusionnés par la manière d'agir des Serbes, comme c'était le cas de l'union douanière de 1905 etc.

Tel était l'état des pourparlers quand la révolution des „Jeunes Turcs“ éclata. Ils furent interrompus à cause des nouveaux événements, mais ils eurent pour résultat l'amélioration des rapports entre la Bulgarie et la Serbie.

La Bulgarie et le régime des Jeunes Turcs en Macédoine.

Les Jeunes Turcs qui n'étaient que théoriciens en politique et ne connaissaient pas encore les amertumes du pouvoir, surtout dans un pays comme la Turquie, étaient pressés de se créer un renom parmi l'incrédule masse musulmane. Surpris de leur propre succès du mois de juillet et aveuglés par le chauvinisme de leur nouvelle action, ils se hâtèrent d'élever le prestige de l'Empire aux yeux des Ottomans, pour mettre plus tard cet Empire sur un pied égal et indépendant parmi les puissances européennes. L'esprit de leur programme du temps où ils étaient révolutionnaires et leurs actions après être venus au pouvoir, confirmèrent complètement ce désir. Témoins de l'affaiblissement graduel du pouvoir et de la situation misérable de l'Empire, les Jeunes Turcs voyaient qu' Abdoul Hamid en était la cause; mais en même temps ils gardaient rancune à la Bulgarie qu'il accusaient d'avoir créé la question Macédonienne, — plaie, qui faillit mettre l'Empire à de rudes épreuves. Ils connaissaient l'antagonisme et la haine dissimulée qui existait entre la Turquie et la Bulgarie, ils appréciaient la force et enviaient la situation que leur vassal avait acquise dans le monde civilisé européen, ce qui les rendit excessivement irritables envers la Bulgarie; ils profitèrent de la première occasion qui se présenta pour l'humilier. A la fin du mois d'août, c. à. d. un mois et demi après la promulgation de la constitution, le Grand Vizir n'envoya pas d'invitation à notre agent

diplomatique, M-r Ghechev, pour le dîner donné en l'honneur des représentants étrangers à l'anniversaire de naissance du Sultan, sous le prétexte que la Bulgarie était vassale à la Turquie et que son représentant n'était qu'un employé turc. Cette manière d'agir de la part du gouvernement turc n'était pas une faute accidentelle, car quelques jours auparavant notre agent diplomatique, ainsi que quelques autres représentants étrangers intervinrent auprès de la Sublime Porte en la prévenant que cela aurait été une grande offense au peuple bulgare et à son Prince; ils lui déclarèrent aussi que ce procédé aurait compté pour une provocation, ce qui n'était pas dans l'intérêt de la Turquie, et que par conséquent le représentant de la Bulgarie devait être invité et traité de la même manière dont il avait été traité avant la révolution, d'autant plus que dans les pays européens il était reçu sur le même pied que les représentants des Etats indépendants. Le conseil des ministres turcs garda la même décision. Comme le peuple bulgare se vit offensé de la manière dont était traité son représentant, ce dernier ne pouvait plus rester à Constantinople et reçut l'ordre de quitter aussitôt la capitale turque. Ainsi l'incident prit un caractère politique. Cet incident, ainsi que la circonstance que la Bulgarie ne pouvait être sûre que son commerce ne rencontrerait point d'obstacles et que sa frontière méridionale ne serait pas violée, car le chemin de fer de Philippople jusqu'à la frontière turque était dans les mains de la compagnie de Hirsch, qui ne dépendait que de la Turquie, tout ceci força le gouvernement bulgare à légaliser la situation de la Bulgarie. Dès le 11 juillet 1908 les affaires dans la Péninsule prirent une toute autre tournure. L'optimisme général envers le nouveau régime en Turquie fut cause de ce que l'Autriche d'abord et les autres puissances ensuite renoncèrent à l'action réformatrice en Macédoine. Le gouvernement bulgare qui sous la pression de l'Europe devait supporter patiemment pendant des années l'extermination des Bulgares en Macédoine et faire des sacrifices au

dessus de ses forces pour être en état de défendre un jour ses intérêts nationaux, se sentit trompé dans son espoir en voyant l'Europe renoncer à l'action réformatrice. La Bulgarie se trouvait devant le dilemme de faire échouer l'action réformatrice des Jeunes Turcs, où de les y aider dans l'espoir, nourri par les autres gouvernements, que le régime constitutionnel pourrait avec le temps améliorer la situation des Bulgares dans les vilayets.

Notre gouvernement choisit la dernière alternative, mais il voyait qu'elle donnerait des résultats seulement dans le cas où les relations entre la Bulgarie et la Turquie seraient réglées; il fallait écarter les causes qui créaient continuellement de la méfiance et des soupçons et que les relations entre les deux Etats voisins devinssent plus normales et plus sincères. Il fallait que la Bulgarie sortit de son état de pays vassal et que l'idée de subordination disparût complètement, car pour la solution pacifique des questions litigieuses l'égalité entre les deux pays était indispensable. Pour la Bulgarie cet état vassal était tout à fait fictif de même que pour la Turquie. Cependant la Sublime Porte en profita et cela sous un prétexte insignifiant qui ne fit qu'irriter notre amour propre national. Ainsi quoique fictif, cet état de dépendance vassale nous pesait et entravait notre développement normal.

Depuis longtemps, les puissances étrangères faisaient comprendre à la Bulgarie qu'elle n'était nullement placée au dessous des autres petits pays balkaniques ni dans sa position comme Etat, ni de par son progrès intellectuel. La consolidation de la Bulgarie dans l'intérieur, l'approbation des personnages officiels étrangers au sujet de sa sagesse politique extérieure, surtout dans la question Macédonienne, affermirent chez nos gouvernants la pensée que la Bulgarie était mûre et que le moment était venue de se défaire une fois pour toutes de la vassalité, de légaliser son indépendance afin de placer la Bulgarie au rang des autres Etats et pour que l'idée ne pût se présenter qu'on lui faisait acte de bienveillance en la traitant comme

indépendante. La preuve que la situation politique de la Bulgarie devenait insupportable fut l'incident avec notre agent diplomatique à Constantinople. Cet incident, provoqué par un gouvernement qui se donnait pour tâche de réorganiser la Turquie, fit entrevoir le danger que courait la Bulgarie si elle ne se hâtait pas de légaliser sa situation internationale; la tâche de notre gouvernement devint plus facile quand il fut avéré que l'Autriche-Hongrie, décidée à liquider les questions laissées en suspens par l'ancien régime, allait annexer la Bosnie et la Herzégovine.

En vue de ceci le 22 sept. 1908, son Altesse Royale le Prince promulga en présence d'une nombreuse foule l'acte d'indépendance de l'Etat Bulgare et prit le titre de „Tzar des Bulgares“.

Se basant sur les considérations que dans le passé bien des incidents, comme celui qui était arrivé dernièrement, provenait de l'inégalité juridique entre la Bulgarie et la Turquie, notre Tzar, en sa qualité de souverain indépendant, s'empressa d'envoyer au Sultan son premier télégramme, dans lequel il l'informait de l'acte accompli et exprimait l'espoir, que le Sultan ne le considérerait pas comme acte hostile à la Turquie et que les deux gouvernements pourraient à l'avenir travailler plus tranquillement au profit de la consolidation des bons rapports voisins. etc. Mais l'esprit pacifique de notre Tzar ne trouva pas d'écho à Constantinople; au lieu de reconnaître le fait accompli la Jeune Turquie laissa échapper l'occasion de contribuer à la tranquillisation dans la Péninsule et à sa propre tranquillité; hostile envers la Bulgarie, elle répondit par le boycottage et les menaces. Le geste du gouvernement bulgare ne produisit pas grand effet dans le monde politique européen qui n'y voyait qu'une légalisation d'une position qui existait déjà de fait; mais en se formalisant de l'infraction du Traité de Berlin, plusieurs personnages officiels en Europe furent choqués de cet acte surtout par ce qu'il était suivi de l'annexion de la Bosnie et de la Herzégovine par l'Autriche. Cette dernière

circonstance nous apporta des complications et des difficultés; les gouvernements européens refusaient au commencement de reconnaître notre indépendance. Le gouvernement russe qui n'avait rien contre l'indépendance de la Bulgarie, était mécontent de ce que sa promulgation eut lieu avec le consentement de l'Autriche et de ce que notre gouvernement devenait ainsi l'instrument de la politique autrichienne dans la Péninsule. Le gouvernement anglais s'indignait de l'infraction au Traité de Berlin, mais il se montrait surtout mécontent par ce que son assentiment n'aurait pas été en harmonie avec sa nouvelle politique à Constantinople. Pour justifier les larmes versées hypocritement à propos de la Bosnie et la Herzogovine, sacrifiées depuis longtemps, le gouvernement et la presse serbes ne restèrent pas indifférents et ne firent rien pour ménager les sentiments slaves des Bulgares. Pourtant la douleur la plus profonde (!) avait été ressentie par les Grecs qui en avait éprouvée déjà une très grande au moment où la Roumélie avait été annexée à la Bulgarie, comme si c'eût été la perte d'une de leurs propres provinces; ils protestèrent à Constantinople avec le plus grand zèle, quoique le gouvernement turc ne voulut pas qu'ont fît beaucoup de bruit et se moquait même de la servilité des Grecs.

Malgré le refroidissement, survenu après la promulgation de l'indépendance, le gouvernement bulgare recommanda aux Macédoniens d'être patients, en leur alléguant les difficultés que le nouveau gouvernement turc trouvait sur le chemin des réformes. Défenseurs dévoués de la constitution, les Bulgares macédoniens offrirent plus tard, au mois de mai 1909, le plus grand concours à Mahmoud Chefket Pacha pendant la prise de Constantinople et le détronement du Sultan Abdoul Hamid; ils étonnèrent par leur confiance et leurs sentiments pacifiques non seulement la Bulgarie et l'Europe, mais les Turcs eux même. Ayant foi dans le constitutionalisme des gouvernants modernes de la Turquie, la Bulgarie prêta tout son concours au succès du nouveau régime. Elle ne

profita pas de la position difficile dans laquelle la Turquie se trouvait au moment du coup d'Etat et pendant le détronement du Sultan, pour résoudre toutes les questions litigieuses, mais la laissa se refaire et s'organiser tranquillement. De nombreuses délégations de la part de nos officiers partirent pour Constantinople, afin de saluer l'armée turque et les officiers, et se présentèrent au nouveau Sultan qui venait d'être élu. D'autres délégations de la part de nos commerçants rendirent la visite au commerçants de Constantinople et de Broussa. Les étudiants de notre Université firent de leur part une visite aux étudiants turcs; des réceptions bruyantes eurent lieu, des toasts furent prononcés, des souhaits et des louanges furent échangés. Tout cela élevait certainement le crédit et le prestige du nouveau gouvernement de la Turquie, mais nous le faisions dans le but de montrer que nous n'étions pas des ennemis jurés des Turcs, que nous étions prêts à tendre une main amicale, si nos frères de la Macédoine étaient mieux traités; que nous n'étions pas des émeutiers, et ne prétendions qu'à la satisfaction à notre droit moral et ne demandions pas mieux que de sons entendre et d'être en bonnes relations, avec la Turquie si elle nous promettait d'être un pays constitutionnel au vrai sens du mot. Les Turcs restèrent cette fois encore froids et indifférents. A nos visites et paroles sincères ils ne répondirent pas comme cela est dicté dans des cas pareils par les devoirs de l'estime réciproque. Il est vrai que le Prince Héritier turc vint à Sofia, mais ce ne fut qu'une visite très officielle en réponse à celle faite au Sultan par notre Tzar qui était inspiré du même désir de rapprochement et d'entente. Mais le peuple turc ne fit rien et cela voulait dire qu'il n'était pas inspiré des mêmes sentiments et des mêmes vœux que le peuple bulgare. „Figurez-vous, dit le président du comité Union et Progrès, Hadji Allil Bey, dans une conversation avec un consul à Salonique, on voulait me persuader hier, qu'il était nécessaire dans l'intérêt général d'aboutir à un rapprochement intime et à une entente

entre la Turquie et la Bulgarie. Le vilayet du Danube prétend s'allier à l'Empire Turque! De quel droit? J'admets qu'on fasse cet honneur à la Bulgarie, mais pas avant 15—20 ans et encore si jusque là elle mérite notre confiance.“ ¹⁾ Ces paroles du président du Comité de la Société „Union et Progrès“ expliquent complètement la conduite des Turcs; elles montrent quelle était la disposition des esprits en Turquie envers la Bulgarie, pourquoi les Jeunes Turcs, chaque fois que nous faisons des propositions formelles d'entente, répétaient la même condition et notamment que la Bulgarie devait renoncer à s'intéresser au sort des Bulgares dans l'Empire. Les Jeunes Turcs voulaient être conséquents; leur politique intérieure et extérieure démontra bientôt au monde entier quelles étaient leurs intentions et ce qui se cachait derrière leur façade constitutionnelle. Dès leurs premiers pas dans leur vie parlementaire, ils montrèrent jusqu'à quel point ils étaient aveuglés par leur chauvinisme. Leur „nationalisme d'Etat“ qui se traduisait par l'ottomanisation du pays et cela après tant de luttes opiniâtres que menaient les peuples subjugués au profit de leur autonomie nationale, les mit en contradiction complète avec les principes proclamés par eux et avec les vœux les plus sacrés de leurs peuples. Les mesures générales prises contre ces peuples, mesures qui leur imposaient des restrictions gênantes dans leur vie politique et sociale, provoquèrent l'indignation et des protestations générales, ce qui causa à son tour la colère des gouvernants qui voulurent s'imposer par la force. La suite en fut l'apparition nouvelle des bandes révolutionnaires en Turquie, et ce pays, malgré la belle devise „Turquie constitutionnelle“, devint de nouveau l'arène des révolutions, des massacres et des illégalités. Pourtant cette fois-ci l'Empire était plus exposé qu'auparavant. En restreignant les droits nationaux et intellectuels des différents peuples, plus que cela n'avait eu lieu sous l'ancien régime,

¹⁾ A. Chopoff, Comment la guerre nous a été imposée.

les Jeunes Turcs touchèrent à l'endroit le plus sensible non seulement des peuples subjugués, mais aussi de leurs compatriotes dans la Bulgarie, dans la Grèce et la Serbie. Par ces mesures ils donnèrent des motifs et le droit aux Etats voisins de s'intéresser aux affaires de la Turquie et d'intervenir au profit de leur compatriotes tantôt auprès du gouvernement turc, tantôt auprès des gouvernements des grandes puissances.

L'apparition des bandes révolutionnaires qui compromettaient le nouveau régime devant l'opinion public en Turquie et en Europe força le gouvernement de la Jeune Turquie de recourir aux mêmes explications dont se servait l'ancien régime. Il s'efforçait de prouver que les causes du mouvement révolutionnaire étaient extérieures, que c'était les Etats voisins qui le soulevaient, et comme les principaux agents de ce mouvement étaient des Bulgares, il rejetait toute la responsabilité sur la Bulgarie. Ce prétexte était bien exploité par les Jeunes Turcs en Europe ainsi que dans leur lutte politique en Turquie et leur servait à expliquer la plupart de leurs insuccès politiques. En même temps ils réussirent à accroître la haine envers la Bulgarie et les Bulgares, en les représentant comme les seuls coupables des malheurs de la Turquie. Cette manière d'agir à l'asiatique, surtout au moment où la Bulgarie faisait son possible pour consolider le régime constitutionnel dans l'Empire voisin, où elle agissait envers la Turquie d'une manière aussi loyale et correcte et en accord avec les intentions de l'Europe, surprit le gouvernement bulgare, car jusque là il ne mettait pas en doute l'esprit chevaleresque des gouvernants turcs qui avaient reçu une éducation moderne. Il rejeta le plus énergiquement les nouvelles accusations; pourtant il se persuada que la méfiance entre la Bulgarie et la Turquie continuait à exister, que le nouveau régime n'ajoutait rien pour arriver aux relations sincères de voisinage. Encore plus, à la fin de 1909, on parla ouvertement en Turquie d'une guerre avec la Bulgarie.

Après le changement survenu en Turquie et en vue du danger commun et des intérêts réciproques, les relations entre les autres pays balkaniques s'adoucirent imperceptiblement, les adversaires d'hier parlèrent sérieusement d'une alliance et même s'empressèrent de commencer les pourparlers. Le gouvernement grec qui avait l'intention de résoudre définitivement la question de la Crète en l'annexant au royaume, ne voulait pas refaire la faute de 1897. C'est pourquoi au mois de juin 1909 il fit des démarches pour s'entendre avec la Bulgarie. Se guidant d'après ces considérations le ministre grec, M-r Zolocosta, se prononça au profit d'une alliance militaire avec la Bulgarie sur la base de concessions réciproques en Macédoine. Quant aux sphères d'influence, M-r Zolocosta proposa de tenir compte des sentiments de la population et de faire cesser les persécutions réciproques dans la Macédoine et dans le vilayet d'Andrinople. D'ailleurs le gouvernement grec promettait d'intervenir auprès du Patriarchat de Constantinople au profit de l'abrogation du schisme. En vue de ces propositions insignifiantes, notre gouvernement fit comprendre qu'une alliance ne pourrait être réalisée qu'à la condition de cesser toute animosité, ce qui aurait été possible seulement, si les Grecs changeaient leur politique scolaire et religieuse en Macédoine. En outre il était désirable que la Grèce possédât une armée plus forte quant à la division de la Macédoine en sphères d'influence cela n'aurait pu se faire qu'en se basant sur les différences de langues.

Menacé par l'Autriche-Hongrie après l'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine, le gouvernement et la presse serbes soulevèrent de nouveau la question d'une entente avec la Bulgarie, tout en faisant en même temps des coqueteries à la Turquie pour s'assurer devant le gouvernement turc la même position privilégiée que sous l'ancien régime. L'irritation qui régnait en Serbie contre l'Autriche-Hongrie et les avertissement de cette dernière adressés à la Serbie, à propos du langage inconvenable de la presse et de quelques

personnages officiels, parmi lesquels était le Prince héritier, Georges, poussèrent le gouvernement serbe à ne pas abandonner cette idée. Le bruit qui courait sur une entente qui existerait entre l'Autriche-Hongrie et la Turquie et sur des pourparlers entre la Bulgarie et la Grèce qui seraient au préjudice des intérêts serbes en Macédoine, dictèrent au gouvernement serbe d'embrasser plus intimement l'idée d'une entente avec la Bulgarie, en profitant non seulement de l'intervention zélée de l'ambassadeur M-r Hartvig, mais aussi de celle du ministre italien, M-r Titoni, qui fut prié par les Serbes d'agir auprès du gouvernement bulgare. Ces pourparlers entre les Etats balkaniques ne pouvaient être ignorés par le gouvernement turc, d'autant plus qu'en Macédoine, où les persécutions devenaient moins féroces, les Serbes avaient fermé leurs écoles dans le sud de la province par hasard ou exprès; en tous cas cela fut interprété comme le résultat d'une entente déjà réalisée entre la Bulgarie et la Serbie. Envieux et troublés par tout ce qui se passait autour d'eux, ils accélérèrent la marche de leurs préparatifs de guerre et pressèrent l'application de leur programme élaboré pour la Macédoine.

La déclaration du comité „Union et Progrès“, faite à propos du deuxième anniversaire du coup d'Etat, a été la juste expression de ses actions politiques, ainsi que de ses intentions pour l'avenir. Cette déclaration du mois de juillet 1910 est ainsi conçue:¹⁾

„Le Comité chercha et trouva le moyen d'arriver à une union entre les différentes nationalités, mais le nombre de ceux qui répondirent avec la même sincérité à son appel a été restreint. La cause en est peut-être à l'empressement ou la sûreté, avec lesquels nous poursuivions l'union cherchée des races, ou peut être le trop de zèle que nous y avons mis. Pourtant nous n'avons pas perdu l'espoir d'une sage politique qui exercerait une influence bienfaisante pour arriver à l'union désirée. Les efforts que

¹⁾ P. Miloukoff, La crise balkanique en 1910.

notre cabinet fait pour sauvegarder l'Etat sont vraiment dignes d'éloges. Nous constatons que le but principal de la politique gouvernementale est de mettre sur la frontière une brillante baïonnette de plus et sur flot un navire cuirassé de plus. Les résultats obtenus grâce à ce système en Yémène, en Mésopotamie et en Albanie parmi certaines nationalités agressives prouvent que ce système correspond le mieux aux intérêts du pays. Nous sommes certains que dans les difficultés extérieures le gouvernement emploierait avec le même succès et la même fermeté les forces qu'il avait appliquées aux événements intérieurs de l'Empire. Il faut que ces difficultés soient écartées l'une après l'autre“.

Il est à noter dans cette déclaration que les Jeunes Turcs ne se contentaient plus de parler de leur politique intérieure, comme cela avait été le cas jusqu'alors; mais cette fois ils annonçaient leur politique extérieure; leur ton au sujet des difficultés extérieures“ devenait menaçant et leur désir, de mettre sur la frontière une brillante baïonnette de plus et sur flot un navire cuirassé de plus, montrait qu'ils se préparaient sérieusement à les écarter l'une après l'autre. Quels étaient ces „difficultés extérieures“ ? Le ministre de la guerre, Mahmud Chefket Pacha, les désignait le 22 septembre 1908 en déclarant „qu'il avait besoin de trois ans encore avant que l'armée fût prête à résoudre la question Macédonienne à Sofia“. Plus tard le journal des Jeunes Turcs „Tanine“, dans le N^o du 20 janvier 1912, répéta la même chose en parlant de la Bulgarie: „La Turquie trouvera l'occasion de briser les doigts étrangers qui auraient essayé de se mêler de ses affaires intérieures“ Il était évident que la politique des Jeunes Turcs était manifestement dirigée contre la Bulgarie.

Désirant donner des preuves de notre sincérité et de nos bons intentions, notre Tzar jugea de son devoir de faire une seconde visite officielle à Constantinople. Dans

cette occasion le gouvernement bulgare agit de la manière la plus correcte en ne présentant pas de conditions et de prétentions préalables au sujet de cette visite, comme cela se faisait d'habitude. Il alla plus loin dans sa bonne volonté en déclarant que notre Tzar n'allait à Constantinople que pour donner lieu à un échange d'opinions sur toutes les questions qui intéressaient de si près les deux pays, en espérant que tout cela serait compris et apprécié comme de juste. Il faut avouer que le Sultan et son gouvernement firent leur possible pour que la réception de notre Tzar fût brillante et cordiale. Les opinions échangées sur les questions en suspens produisirent l'impression qu'une entente avec la Turquie était possible. Cependant après avoir prononcé des paroles douces et aimables les Turcs nous inspirèrent de nouveaux doutes sur leurs bonnes intentions, et cela à tel point que notre gouvernement dut se poser la question, si en général il était possible de garder à l'avenir la conduite adoptée envers la Turquie. Ce doute avait été provoqué par le changement de la politique turque aussitôt après la visite du Roi serbe à Constantinople.

L'amabilité du Sultan et de son gouvernement pendant la visite de notre Tzar fut suivie de la plus grave offense qui pût être faite au souverain bulgare. Dans le programme de réception du Roi serbe il avait été prévu qu'il passerait par la Macédoine bulgare avec les cérémonies et les solennités habituelles. Ce point du programme était manifestement prévu pour offenser le Tzar bulgare et dans sa personne le peuple bulgare entier, car il était évident que par là se poursuivaient certains résultats politiques. Il est vrai que ce programme fut changé dans sa dernière partie, mais cela ne se fit qu'après les protestations du gouvernement bulgare. Cependant le fait pèse, de toute son importance sur les rapports de la Bulgarie avec la Turquie et les illusions qu'avaient fait naître la brillante réception à Constantinople s'évanouirent.

Ce qui démontra encore mieux à notre gouvernement à quel point la politique des Jeunes Turcs était fausse, ce fut l'ordination et la nomination des évêques serbes dans les diocèses de Veless et Debra. Par cet acte le gouvernement turc prouva de la manière la plus évidente qu'il allait suivre l'ancienne politique d'Abdoul Hamid envers les Bulgares en Macédoine, en y protégeant les Grecs et les Serbes par tous les moyens possibles au préjudice des Bulgares; il prouva aussi qu'il s'était proposé comme but l'affaiblissement des Bulgares par tous les moyens ostensibles et cachés et que la déclaration faite par le Comité des Jeunes Turcs n'avait pas été un acte accidentel, mais que c'était le résultat d'une politique gouvernementale envers la Bulgarie.

Devant la possibilité d'une intervention étrangère qui aurait été pour la Turquie bien plus dangereuse que les difficultés intérieures, les Jeunes Turcs se hâtèrent de s'armer et en même temps de désarmer les chrétiens; ils appliquèrent leur nouvelle politique scolaire, persécutèrent les membres de „l'Organisation“ (anciens révolutionnaires) etc. Bientôt la Macédoine prit un aspect incroyable. Les massacres et les violences jetèrent l'effroi dans l'âme bulgare. En Bulgarie l'opinion publique s'irritait à chaque nouvelle reçue de la Macédoine. Les meetings et les protestations recommencèrent, de sorte que le gouvernement fut forcé d'attirer de nouveau l'attention des grandes puissances et de la Sublime Porte sur ce qui se passait en Macédoine. De nouveau le résultat en fut nul. Occupés de leur propres affaires, les cabinets européens attendaient ce qu'apporterait le nouveau régime en Turquie. L'attention du gouvernement russe était détournée par le mouvement révolutionnaire en Chine et il conseillait naturellement la paix et le calme dans les Balkans, pour que l'Autriche-Hongrie ne pût profiter des troubles d'autant plus qu'elle était tout à fait libre et même on la soupçonnait de se servir de l'insurrection en Albanie pour produire une certaine pression sur la Turquie. Les autres puissances européennes conseillèrent aussi le calme et la patience.

Notre gouvernement se trouvait devant le dilemme de voir d'un côté la population bulgare en Macédoine exterminée de la manière la plus impitoyable, et de l'autre de suivre les conseils des grandes puissances, surtout de la Russie, qui voulaient la paix à tout prix et imposaient à la Bulgarie une complète inaction, en refusant de la soutenir; notre Tzar décida alors d'essayer pour la dernière fois la politique d'entente avec la Turquie, politique qu'il avait suivie pendant 25 ans. Vu les rapports internationaux, il comprenait que nul changement du Statu-quo dans la Péninsule ne serait admis, qu'on ne devait pas s'attendre à des réformes quelconques ni à l'autonomie de la Macédoine et qu'une entente pacifique et raisonnable avec la Turquie aurait pu donner des avantages directs au peuple bulgare. En ce basant sur ces considérations, au mois de mars 1911 il confia le pouvoir aux partis les plus pacifiques, au „Parti National“ et au „Parti Progressiste“ connus d'ailleurs en Turquie et aussi en Bulgarie comme partisans d'une entente. Les conditions étaient des plus favorables pour arriver à un bon résultat. La position intérieure de la Turquie menaçait de compromettre le régime des Jeunes Turcs; le mouvement révolutionnaire en Macédoine et en Albanie prenait des dimensions alarmantes, les rapports avec la Grèce se compliquaient à cause de la question crétoise, l'Italie déclara la guerre et occupa Tripolis et enfin le poste de ministre des affaires étrangères fut confié à l'ambassadeur à Sofia, rappelé de ce poste, M-r Assim Bey. Inspiré par sa tâche pacifique, notre gouvernement resta ferme et fidèle à son programme, ne voulant pas profiter des difficultés, dans les quelles se trouvaient les Jeunes Turcs après la déclaration de guerre de la part de l'Italie. Il garda une neutralité complète envers les Jeunes Turcs en rejetant même les propositions de leurs amis, les Serbes et les Grecs, qui voulaient profiter de l'occasion pour occuper le sandjac de Novi Pazar et l'île de Crète. Notre gouvernement fit preuve de bonne volonté en tout. Mais les Jeunes

Turcs se contentèrent seulement de reconnaître la conduite loyale de notre gouvernement et de le remercier de son maintien correct; d'ailleurs ils continuèrent au dedans la même politique. Même ils commencèrent en outre à concentrer des troupes sur notre frontière. Pour répondre à la démarche de notre gouvernement qui proposa une entente, Assim Bey exposa des conditions vagues et pleines d'arrière-pensées¹⁾; quant aux conditions des Bulgares à propos des questions en suspens²⁾, il répondit par des discussions sans fin.

Ce fait prouva à nos gouvernants cette fois encore que les Jeunes Turcs n'étaient pas sincères, qu'ils ne voulaient pas d'une entente car ils ne faisaient rien pour cela, mais au contraire ne cherchaient qu'à gagner du temps en prolongeant les pourparlers. Après cet essai il était évident que les Jeunes Turcs resteraient fidèle à leur déclaration de 1910¹⁾ et que par conséquent la Bulgarie devait prendre des mesures contre le danger menaçant en se préparant politiquement à une guerre inévitable avec la Turquie. Dès ce moment notre gouvernement commença à envisager avec plus de bienveillance une entente avec la Serbie, le Monténégro et la Grèce, entente dont la base existait déjà, comme nous l'avons dit plus haut.

¹⁾ a) Il promet de faire son possible pour la résolution favorable des questions en suspens entre Constantinople et le Royaume; b) il proposa pour base fondamentale la nonintervention dans les affaires intérieures des deux pays voisins; c) pour condition principale il proposa que chacun des deux pays arrangeât ses affaires intérieures de manière à ne pas donner prétexte à ses sujets de se plaindre, mais au contraire en tâchant de les contenter; d) obligation pour les pays de ne rien entreprendre pendant 10 ans pour l'élargissement de leurs frontières..... (v. A. Chopoff, Comment la guerre nous fut imposée, p. 40).

²⁾ a) Jonction des chemins de fer bulgares avec ceux de la Turquie par la ligne Kustendil—Koumanovo; b) une décision sur la question des sujets (citoyens) dans les deux Etats; c) conclusion d'une convention concernant la propriété foncière; d) conclusion d'une convention concernant les consulats; e) permission du libre retour aux fugitifs de 1902—903 dans la Macédoine ainsi que dans le vilayet d'Andrinople; f) solution de toutes les questions concernant la frontière; g) une amnistie générale pour tous les Bulgares condamnés; h) ratification et application du règlement de l'Exarchat; i) restitution des couvents de Prilép à leurs propriétaires légitimes. (A. Chopoff, p. 41).

III.

L'Alliance Balkanique et les guerres d'affranchissement en 1912 et 1913.

Les traités d'Alliance.

Après les incessants conflits, à travers les siècles, des peuples balkaniques entre eux, l'année 1912 se distingue par un événement capital — l'alliance de tous les Etats balkaniques qui brisa la domination ottomane en Europe. Désunis à l'époque de l'invasion des Turcs (XIV siècle), ils avaient été assujettis l'un après l'autre et même avaient contribué comme mercenaires des sultans conquérants, à s'anéantir réciproquement. Mais la renaissance de l'ottomanisme représentait un danger non seulement pour la réalisation de leurs aspirations nationales et politiques, mais pour leur existence même. Les déclarations des Jeunes Turcs en vue, au sujet du retablissement de l'ancienne puissance turque en Europe, les alarmèrent et les contraignirent à réfléchir plus sérieusement à leur avenir. Enfin, après cinq siècles d'esclavage, la sagesse leur conseilla de s'unir.

Les tentatives de conciliation avec la Turquie ayant échouées, et l'action des Jeunes Turcs visant à l'épuisement de l'élément bulgare en Macédoine et en Thrace ayant repris avec plus de violence, il était naturel que le gouvernement bulgare recherchât le concours des autres Etats voisins, même au prix de quelques sacrifices. L'entente avec la Serbie et la Grèce trouvait un terrain propice, d'autant plus que, dans le passé, des tentatives sérieuses en vue d'un accord avaient été faites¹⁾. Au mois de septembre

¹⁾ En 1904 un traité avait été signé entre la Bulgarie et la Serbie, mais il n'avait pas eu de suites avantageuses pour les raisons exposées plus haut.

1911, sur l'initiative du gouvernement bulgare, eu lieu la première entrevue des ministres présidents bulgare et serbe M-rs Guécheff et Milovanovitch. L'entretien aboutit à un accord absolu sur les points principaux d'une entente prochaine, établie d'après la situation politique de la Turquie en général, et de la Macédoine, de la Thrace et de la Vieille-Serbie en particulier. A ce moment encore le ministre serbe se prononça en faveur d'un partage de l'Albanie entre la Serbie et la Grèce. En réponse à la proposition de M-r Guécheff d'ériger la Macédoine en province autonome, M-r Milovanovitch insista pour le partage de cette province turque aussi, disant que: „la plus grande partie de cette province sera bulgare“¹⁾.

En même temps M-r Milovanovitch insistait pour qu'une partie de la Macédoine du Nord fût donnée à la Serbie, en laissant à l'Empereur de Russie le soin de déterminer la ligne de démarcation: „Ne tirons aucune ligne de délimitation pour le moment, ajouta le ministre serbe, de cette manière vous ne vous exposerez pas au reproche d'avoir consenti à un partage préalable de la Macédoine. Le moment venu quand vos nationaux verront que vous obtenez la part du lion, ils ne se révolteront pas au sujet de la perte de ce petit coin de la Macédoine que l'Empereur de Russie, sous les auspices de qui cette grande œuvre sera faite, aura, dans un haut sentiment d'équité, donné à la Serbie“. Cette proposition était dans sa plus grande partie en accord avec les concessions que le gouvernement bulgare était enclin à faire, en acceptant comme ligne frontière entre les deux Etats la rivière Pchina et les limites sud des sandjaks d' Uskub et de Prisren.

C'est ainsi que les bases des pourparlers d'alliance entre la Bulgarie et la Serbie furent posées. Cependant la proposition officielle de la Serbie, faite par l'intermédiaire de son représentant à Sophia, différait essentiellement de celle soumise par M-r Milovanovitch à M-r Gué-

¹⁾ Iv. E. Guéchoff, L'Alliance Balkanique, page 26.

cheff dans leur première entrevue; le projet d'autonomie de la Macédoine était rejeté et il était dit à l'article 4 : „Quant à la partie du vilayet de Kossovo, qui se trouve au sud du Char planina, ainsi qu'aux vilayets de Salonique et de Monastir, les deux parties contractantes s'engagent à solliciter sa Majesté l'Empereur de Russie de se prononcer en arbitre suprême, l'au jugement duquel se soumettent d'avance et sans réserves.....“ Cette proposition fut rejeté par le gouvernement bulgare. Une nouvelle proposition de la part de la Serbie admettait la formation d'une Macédoine autonome; cependant la zone contestée, dans le cas d'un partage, restait assez étendue. Après de nouveaux pourparlers et sous la pression des événements qui se déroulaient en Turquie, les deux parties tombèrent d'accord en acceptant comme frontière sud de la zone contestée la ligne que proposait le gouvernement bulgare.

Dans le désir d'assurer la position de la Bulgarie, son gouvernement menait des pourparlers tendant à un accord avec la Grèce aussi. Déjà en mai 1911 les sondages avaient été faits, mais des démarches plus sérieuses ne furent entreprises qu'au mois d'octobre de la même année, immédiatement après que la mobilisation de la Turquie contre l'Italie eut été déclarée. Le gouvernement grec proposa que les deux Etats se prêtassent une aide mutuelle dans le cas où la Turquie attaquerait l'un d'eux. Bien entendu, le gouvernement bulgare ne laissa pas échapper cette occasion favorable, d'autant plus que la Serbie s'abstenait de se prononcer plus catégoriquement. Les pourparlers décisifs commencèrent dès que l'alliance avec la Serbie devint un fait accompli. Le 14 avril 1912, le gouvernement grec envoya une proposition écrite, présenta également un plan d'alliance défensive; cependant il n'y était pas question d'autonomie pour la Macédoine et la Thrace, ni de conventions internationales au sujet de droits pour les chrétiens de la Turquie. Pour cette raison précisément, le projet grec fut réjeté et le gouvernement bulgare présenta le sien où il soulignait son désir que

l'autonomie fut octroyée à la Macédoine et à la Thrace avec des droits égaux pour toutes les nationalités. Mais le gouvernement grec ne donna pas son consentement. Plus tard cependant, on parvint à un accord sur la base de l'article 23 du traité de Berlin.

Les pourparlers de la Bulgarie avec le Monténégro au sujet d'une action commune furent courts et dépourvus de subtilités diplomatiques; ils reposaient, principalement, sur la sincère amitié qui existait alors entre les deux peuples. Les premières propositions furent faites d'abord par le gouvernement bulgare en juin 1912. Un mois plus tard le Monténégro lui fit remettre une proposition écrite concernant une action en commun. Les vues échangées, au sujet d'une guerre éventuelle avec la Turquie, et cela surtout oralement, représentaient pour les Etats bulgare et monténégrien un pacte d'alliance suffisamment sûr¹⁾.

Le 29 février (13 mars) fut conclus l'alliance entre la Bulgarie et la Serbie, le 16/29 mai — entre la Bulgarie et la Grèce, au mois de juin la Bulgarie réalisa un accord avec le Monténégro. De sorte qu'en 1912 les rapports entre les Etats balkaniques étaient déjà radicalement changés — les liens qui groupaient autour de la Bulgarie les petits Etats de la Péninsule rapprochaient ceux-ci entre eux et ainsi fut formée l'Alliance balkanique, dont le but était la défense mutuelle et, s'il était possible, le partage de la Turquie d'Europe. Les engagements que contractaient les alliés étaient exposés dans les documents secrets suivants, dûment signés par les personnalités répondantes des Etats contractants:

- 1) Le Traité d'amitié et d'alliance entre le Royaume de Bulgarie et le Royaume de Serbie — 29 février 1912.
- 2) L'Annexe secrète du Traité — du 29 février 1912.
- 3) La Convention militaire entre le Royaume de Bulgarie et le Royaume de Serbie — du 19 juin 1912.

¹⁾ La marche des pourparlers jusqu'à la conclusion des alliances est exposée en détail dans l'ouvrage, „L'alliance Balkanique“, Paris, 1915 par Mr Iv. E. Guéchoff qui, en sa qualité de ministre président, fut un des auteurs des traités.

4) L'Arrangement entre les Etats majors de la Bulgarie et de la Serbie avec le complément — du 19 juin 1911.

5) L'Arrangement entre les Etats majors de la Bulgarie et de la Serbie — du 15 septembre 1912.

6) Le Traité d'alliance défensive entre la Bulgarie et la Grèce avec la déclaration du 16 mai 1912.

7) La Convention militaire entre la Bulgarie et la Grèce — du 22 septembre 1912.

L'importance de cette alliance se faisait sentir au delà même des bornes de la Péninsule, par suite des attaches de la question Balkanique à la question d'Orient. Cet événement introduisit de nouveaux et importants éléments dans toute la politique européenne, par suite de quoi les deux grandes groupes politiques existants l'accueillirent avec tout l'intérêt qui lui était dû. Vu que l'Empire s'était déclaré partisan et allié des puissances centrales, l'alliance Balkanique se trouvait être utile aux adversaires de ces puissances et par là acquit la faveur et l'appui des grands Etats occidentaux et de la Russie. Ces derniers, qui se préparaient fièvreusement à entrer avec une prépondérance certaine dans la grande lutte imminente avec les Etats du camp adverse, fondaient de grandes espérances sur la nouvelle alliance, la jugeant un facteur militaire très important à opposer à l'Autriche-Hongrie et à la Turquie. Ce n'était pas ainsi que la considéraient les petits Etats qui l'avaient formée: chacun d'eux aspirait, avant tout, à satisfaire grâce à elle ses revendications nationales sur le compte de la Turquie. La Bulgarie conclut l'alliance principalement, uniquement pourrait-on dire, afin de libérer la Macédoine ce qui l'obligea à faire de grandes concessions à la Grèce et à assumer la plus lourde tâche dans la poursuite du but commun. Et encore plus, la Bulgarie consentit à ce que dans le traité avec la Serbie une partie de la Macédoine, notamment la partie la plus franchement bulgare — la région d'Uskub et de Koumanovo jusqu'à Debra, fut désignée comme zone contestée, avec la convention qu'après la guerre, si l'alliance en sortait victorieuse, l'Em-

pereur de Russie déciderait à qui reviendrait de droit cette zone, à la Bulgarie, ou à la Serbie qui insistait à la réclamer pour elle-même. La Bulgarie, par cette concession, ne reconnaissait pas la région d' Uskub et de Koumanovo comme terres serbes, mais consentait à soumettre le litige avec la Serbie au dit arbitrage, parce qu'elle était pleinement convaincue qu'il serait impartial et par conséquent rendrait équitablement sa sentence au profit de la Bulgarie.

Les bases principales des traités d'alliance.

Examinons d'abord les bases principales des traités d'alliance avec la Serbie et la Grèce. Comme dans notre étude nous donnons en annexe le texte entier de ces traités, nous releverons ici principalement les conventions qui se rapportent :

1) à l'éventuelle répartition territoriale des terres libérées de la domination turque;

2) au nombre et à l'emploi des forces militaires des alliés contre la Turquie;

3) aux rapports des alliés avec les autres Etats qui auraient voulu s'attribuer quelques unes des terres libérées.

1. Relativement à la répartition des territoires turcs conquis, par laquelle une certaine solution était donnée à la contestation au sujet de la Macédoine, dans l'annexe secret du traité entre la Bulgarie et la Serbie, il est dit que toutes les acquisitions territoriales conquises par une action commune seraient soumises à l'exercice du pouvoir (condominium) des deux alliées et que leur partage serait fait sur la base de la proposition présentée par la Serbie qui dans sa plus grande partie était en conformité avec les vues exposées par M-r Milovanovitch dans sa première entrevue avec M-r Guéchoff.

La Serbie reconnaissait à la Bulgarie le droit sur le territoire à l'est des Rhodopes et de la rivière Strouma, et la Bulgarie à la Serbie — le droit sur le territoire au nord et à l'ouest de la Montagne Char.

Quant aux territoires entre la Montagne Char et les Rhodopes, l'Archipel et le Lac d'Ochrida, si les deux parties se convainquaient que l'organisation de ces territoires en contrée autonome distincte n'était pas possible, la Serbie s'engageait à ne prétendre à rien au delà de la ligne qui part de la frontière turco-bulgare depuis le Mont Golem (au nord de Kriva-Palanka) et suit la direction sud-ouest jusqu'au Lac d'Ochrida; la Bulgarie s'engageait à accepter cette frontière si l'Empereur de Russie qui allait être prié d'être l'arbitre suprême dans la question se prononçait en faveur de cette ligne. Bien entendu, les deux parties s'engageaient à accepter comme frontière définitive la ligne que l'Empereur, dans les limites citées ci-dessus, jugerait comme répondant le mieux aux droits et aux intérêts des deux Etats.¹⁾

De cet article du traité on comprend clairement que: la Serbie devait se désintéresser des territoires à l'est du fleuve Strouma c. à d. de la Thrace; que dans le cas où la constitution d'une „Macédoine autonome“, dans les frontières formées par les Rhodopes et la montagne Char, serait impossible, la Serbie ne prétendrait à aucune terre au-de-à de la ligne depuis le Mont Golem près de Küstendil jusqu'au Lac d'Ochrida; que dans les limites de cette ligne et de la montagne Char, l'Empereur de Russie déterminerait la frontière définitive entre la Serbie et la Bulgarie en Macédoine; et également que la Bulgarie se désintéressait des régions au delà de la montagne Char c. à d. de la Vieille-Serbie et de l'Albanie. Dans la carte annexée à notre étude cette ligne — Mont Golem-Ochrida est clairement marquée.

En vue du déroulement ultérieur des événements, il est important de relever la clause citée ci-dessus qui fixait le sort de la Macédoine au cas où elle serait libérée de la Turquie; notamment que si les deux parties se convainquaient que l'organisation de ce territoire en pro-

¹⁾ Voir l'article 2 de l'annexe secret du traité entre la Bulgarie et la Serbie.

vince autonome était impossible, en considération des intérêts communs des nations bulgare et serbe, ou pour d'autres causes intérieures ou extérieures, dans ce seul cas il serait disposé de ces territoires comme il a été dit plus haut. Cette stipulation est importante à relever parce que, ainsi que nous le verrons, la question fut résolue plus tard par la Serbie seule, qui ne tint compte d'aucune de ces deux conventions du traité, et imposa une nouvelle solution, se plaçant en conquérante et s'appropriant la plus grande partie du territoire dont il a été parlé.

Une des conditions essentielles du traité, qui garantissait la situation des parties contractantes dans les territoires conquis jusqu'à la solution définitive de la question des frontières futures, était l'exercice du pouvoir en commun (condominium) dans ces territoires. Les détails qui sont données dans le même article 2 de l'annexe secret, expliquent quels territoires précisément peuvent être soumis au condominium. Vu que relativement aux territoires au sud et à l'est de la ligne, Mont Golem—Lac d'Ochrida, la Serbie s'engageait à ne rien réclamer de la Bulgarie, de même que la Bulgarie s'engageait à ne pas émettre de prétentions sur les territoires à l'ouest de la Montagne Char, il ne peut être question de condominium dans ces territoires; il reste donc seulement le territoire entre la Montagne Char et la ligne Mont Golem—Lac d'Ochrida, qui formait la „zone contestée“ sur laquelle s'étendait le droit d'arbitrage de l'Empereur de Russie.

Le traité entre la Bulgarie et la Grèce expose en termes généraux les obligations des deux Etats, l'un envers l'autre, dans le cas d'une attaque de la Turquie, sans définir, avec des détails aussi explicites que ceux du traité bulgaro-serbe, les frontières des territoires qui seraient conquis; il stipule que dans le cas où, malgré les démarches des deux Etats dans le but d'éviter tout conflit avec l'Empire Ottoman, l'un d'eux serait attaqué par la Turquie, les deux parties contractantes s'engagent

à se prêter un concours mutuel avec toutes leurs forces armées et à ne pas conclure la paix, sauf simultanément et en plein accord. ¹⁾

2. Au sujet du second point — comment devaient être menées les opérations militaires, conformément à la convention, l'armée serbe devait agir sur le théâtre d'opération macédonien et l'armée bulgare dans la vallée du fleuve Maritza, en laissant, dans les premiers temps, une division sur la ligne Kustendil—Doupnitsa. Avec cette division bulgare devait opérer une division serbe qui allait être concentrée à Kustendil. Il était cependant convenu que si l'armée principale serbe repoussait les Turcs de la ligne Uskub—Véless—Chtip et avançait au sud, les Bulgares pourraient se servir de leur division pour renforcer l'armée sur le théâtre de la Maritza. ²⁾ En outre dans la convention militaire il était prévu, qu'en cas de besoin, l'armée bulgare serait renforcée sur ce théâtre et que, si sur le théâtre du Vardar le maintien de toutes les troupes désignées n'était pas nécessaire, elles pourraient de même être transférées ³⁾.

Quant à la participation de la Grèce, cette dernière s'engageait à combattre contre la Turquie avec toutes ses forces militaires qui ne devaient pas être inférieures à 120,000 hommes. La participation de la flotte grecque était également prévue; sa tâche était de couper les communications de la Turquie d'Europe avec l'Asie Mineure. De son côté la Bulgarie s'engageait à participer dans la guerre avec non moins de 300,000 combattants et de prendre l'offensive. Dans la convention avec la Grèce la participation de la Serbie était également prévue ⁴⁾.

Par conséquent, en vertu de ces conventions, les alliés s'engageaient à donner des armées, dont les forces

¹⁾ Voir l'article 1 du traité du 16 mai 1912 entre la Bulgarie et la Grèce.

²⁾ Voir la convention du 15 septembre 1912 entre les Etats majors bulgare et serbe.

³⁾ Article 7 de la convention entre les Etats majors bulgare et serbe.

⁴⁾ Voir la convention militaire entre la Bulgarie et la Grèce du 22 septembre 1912 (Art. 2).

ne seraient pas inférieures à 300,000 hommes du côté de la Bulgarie, 150,000 — de la Serbie et 120,000 — de la Grèce. L'esprit des traités montre, qu'au moment où a été élaboré le plan de guerre, la pensée directrice a été de détruire l'armée ennemie sans qu'il ait été question de l'occupation des régions ou de la prise de certains points géographiques — pensée répondant pleinement aux exigences de la stratégie. D'après le nombre des forces militaires que chacun des Etats contractants devait fournir et d'après les secteurs où devaient opérer les principaux groupements militaires, on voit que c'est à la Bulgarie que devait échoir le rôle principal dans la guerre. Ceci est évident, surtout en regard de la grande importance pour l'Empire de Constantinople et d'Andrinople comme centres religieux, politiques et économiques dont la perte-aurait-branlé son prestige sur le monde musulman.

3. Quant à l'engagement des alliés à ne permettre à aucune grande puissance, quelle qu'elle fut, de profiter de leurs succès en Turquie, cette question n'était réglée que dans le traité entre la Bulgarie et la Serbie, vu que la Serbie seulement avait besoin d'une telle garantie en face des aspirations évidentes des grandes puissances voisines. Il n'y avait aucun danger à craindre de la Russie car, pour les raisons citées, celle-ci se montrait favorable aux projets de l'Alliance Balkanique. Selon l'article 2 du traité bulgaro-serbe les deux parties contractantes s'engageaient à se porter au secours l'une de l'autre avec tout l'ensemble de leurs forces militaires au cas où n'importe laquelle des grandes puissances tenterait de s'annexer ou d'occuper, même provisoirement, quelque partie des territoires balkaniques, qui se trouvaient sous la domination turque, si l'une des parties jugeait cela contraire à ses intérêts vitaux. De sorte que la Serbie s'assurait ainsi le concours de l'armée bulgare pour le cas où les puissances voisines auraient annexé ou occupé les terres auxquelles elle aspirait et qui étaient explicitement désignées dans l'article 2 de l'annexe secret du traité, précisément la Vieille-Serbie et l'Albanie.

Ainsi, unis entre eux par des traités aussi clairs et précis, les Etats balkaniques se jugeaient assurés et considéraient avec plus de calme les préparatifs menaçants de la Sublime Porte.

La guerre des alliés contre la Turquie.

Les nouvelles de la Macédoine et les commentaires de la presse quotidienne avait à tel point surexcité la société en Bulgarie qu'au commencement encore de l'année 1912, on pouvait constater une forte fermentation des esprits. Les nouvelles des meetings et des protestations venaient de tous les coins de la Bulgarie. Au meeting qui eut lieu à Sofia le 29 avril, où parmi les autres orateurs il y eu plusieurs professeurs de l'Université, une résolution fut prise par laquelle le gouvernement bulgare était invité à intervenir enfin, par tous les moyens que le peuple bulgare mettait à sa disposition, pour sauver la Macédoine d'une perte certaine, et de demander avec instance l'application du § 23 du Traité de Berlin. Pendant le deuxième meeting à Sofia qui comptait plusieurs milliers de manifestants la résolution suivante fut prise: „Nous demandons au gouvernement du royaume bulgare d'entreprendre tout ce qu'il pourrait pour libérer la Macédoine et la province d'Andrinople du joug turc et nous l'assurons du concours unanime du peuple bulgare“. Dans les meetings en province des résolutions pareilles furent prises.

Sous la pression de la volonté du peuple et doutant de l'efficacité de sa politique pacifique envers la Turquie, notre gouvernement décida de rompre le silence qu'il avait gardé pendant 4 ans sur les affaires en Turquie et adressa une note aux puissances qui avaient signé le Traité de Berlin; en exposant ses vains espoirs dans la possibilité d'une entente avec la Turquie et le désenchantement qu'avait apporté le régime des Jeunes Turcs, il demanda leur intervention en faveur de l'application du § 23 du Traité de Berlin.

Pendant le temps que durèrent les pourparlers entre les grandes puissances et la Turquie à propos de l'application de ce paragraphe, loin de changer quoique ce soit dans leur politique en Macédoine, les Jeunes Turcs ordonnèrent des massacres à Kotchané (au mois de juillet 1912), commencèrent à transporter leurs troupes de l'Asie Mineure en Europe sous prétexte de manoeuvres, et le 8 septembre, au moment où nous licencions nos troupes après les manoeuvres de Schoumen, ils exécutèrent une des plus grandes et des plus dangereuses provocations — en ordonnant la mobilisation de la plupart des troupes de l'Asie Mineure et de l'Europe et la concentration de ces troupes à notre frontière près d'Andrinople, et ils commencèrent à prêcher ouvertement la guerre sainte contre la Bulgarie. Tout cela se passait sous les yeux de la Bulgarie libre où 150,000 macédoniens qui y avaient trouvé abri et refuge, voyaient avec une douleur profonde l'épreuve à laquelle était soumise la Macédoine. Les nouvelles des massacres, la liste interminable des victimes innocentes publiées par les journaux quotidiens excitaient l'esprit de vengeance dans la société bulgare, augmentaient la haine contre le régime turc et lui rappelaient le devoir fraternel et sacré. Le peuple de la Bulgarie libre qui avait attendu 34 années l'amélioration du sort des macédoniens, ne pouvait plus rester indifférent, car sa patience était à bout. C'est pourquoi, après la dernière provocation de la part de la Turquie, notre gouvernement décida de recourir aux armes et d'accord et simultanément avec ses alliés, la Serbie, la Grèce et le Montenegro, il ordonna le 17 septembre 1912 la mobilisation générale de son armée.

A la veille de la guerre, la Bulgarie fit un dernier essai pour l'éviter. Son gouvernement s'adressa de nouveau et pour la dernière fois aux grandes puissances en leur déclarant que la Bulgarie ainsi que ses alliés la Serbie, le Monténégro et la Grèce renonceraient à mener une guerre si les puissances obtenaient des garanties sérieuses que la Turquie appliquerait dans le plus bref

délai des réformes essentielles dans les provinces européennes, qu'un gouverneur général européen serait nommé avec une gendarmerie internationale.¹⁾ Aux démarches faites par les grandes puissances dans le sens sudit (le 1 octobre), le gouvernement turc répondit officiellement par un refus²⁾ et le 4 octobre il déclara la guerre aux alliés.

Les grandes puissances furent surprises de la solidarité et de la hardiesse inattendue des Etats balkaniques qui décidèrent d'imposer par leurs propres forces à la Turquie leurs vœux concernant la Macédoine; n'ayant pas eu de plan déterminé et le temps nécessaire pour s'entendre sur la base de l'intervention collective, elles prirent la décision la moins dangereuse pour elles, — de localiser la guerre. De cette manière les puissances espéraient éviter des complications ultérieures qui auraient pu amener la guerre générale en Europe. Cette décision profita beaucoup aux alliés, car elle écartait l'intervention de l'Autriche-Hongrie dont la Serbie et le Monténégro étaient surtout menacés et celle de la Roumanie qui aurait menacée le dos de l'armée bulgare. Malgré l'entente avec l'Autriche-Hongrie et la Roumanie, la Turquie fut délaissée à ses propres forces.

La mobilisation s'effectua en Bulgarie au milieu du plus grand enthousiasme; l'opinion publique s'était enfin convaincue de l'incorrigibilité des Turcs et de la nécessité d'une guerre pour mettre fin à la situation indéterminée dans les Balkans et surtout pour sauver la Macédoine, la contrée sœur, qui expirait sous l'oppression du régime turc. Mais une autre idée encore exaltait la classe instruite et la faisait se hâter vers les rangs frémissants de l'armée — c'était l'alliance avec les Etats balkaniques, surtout l'alliance avec la Serbie. Une grande émotion s'emparait de tout Bulgare à la pensée qu'enfin, après tant d'années de haine, le sentiment fraternel entre Serbes et Bulgares avait vaincu; et de chaque cœur s'élevait le pardon sincère pour les

¹⁾ Le livre Orange-Docum. № 9 et 10.

²⁾ Le livre Orange-Docum. № 29.

maux causés par le Serbe, et le serment de fidélité à l'œuvre commune.

L'alliance avec la Serbie était jugée comme un événement heureux dans la vie des deux peuples voisins, et capable de mettre terme à la situation anormale qui depuis tant d'années pesait aux Bulgares. La jalousie des voisins troublait et arrêtaît chacune de leurs œuvres nationales; aussi quand au jour de la mobilisation ils comprirent qu'à leurs côtés venaient se ranger, épaule contre épaule, leurs frères — spontanément jaillirent le pardon et la reconnaissance, et les tristes souvenirs du passé, lointains et proches, s'évanouirent. Avec une foi profonde dans ses propres forces et dans la sagesse de ses gouvernants, l'armée bulgare se précipita du nord, pareille à un torrent impétueux, et inonda toute la Thrace turque. Il semble que les mêmes sentiments animaient les Serbes laborieux et conscients, car, dans ces belles journées, la presse serbe était riche en paroles qui rechauffaient l'âme bulgare — le rêve radieux d'un splendide avenir, conquis par l'effort commun, exaltait les uns et les autres.

Les opérations militaires en Thrace.

Après l'achèvement de la mobilisation et de la concentration, les armées attaquèrent de suite les forces turques concentrées en Thrace et en Macédoine; des journées sanglantes se succédèrent, journées de combats acharnés — rencontres entre les armées alliées enthousiasmées, luttant pour la liberté de leurs frères et l'orgueilleuse et fanatique armée turque. L'incertitude sur l'issue de l'œuvre entreprise par les Etats balkaniques se dissipa dès les premières batailles. Le plan de guerre général ainsi que les opérations de chaque armée nationale furent couronnés de succès. Les Bulgares terrassèrent les corps d'armée de Constantinople (I, II, III et IV) d'une belle prestance et bien organisés, près de Séliolou, Eskipolos et Kirklisse et plus tard près de Lulé-Burgas et Bounar-Hissar. Dans les

journées du 5 au 20 octobre l'armée principale turque, forte de 150000 hommes, fut battue et mise en déroute, et 50000 autres soldats cernés dans le camp fortifié d'Andrinople¹⁾. L'armée de campagne turque se concentra derrière la ligne fortifiée de Tchataldja, c. à d. à 20 klm. de Constantinople où elle se prépara à arrêter l'offensive des Bulgares vers la capitale. Dans la bataille principale devant Lulé-Burgas, l'armée bulgare prit part avec la 1-ère, la 4-ième, la 5-ième, la 6-ième, et la 10-ième divisions d'infanterie²⁾ et une division de cavalerie (en tout 130000 hommes) groupés en deux armées — la I-ère et la III-ième tandis que la II-ième s'occupait des opérations autour d'Andrinople. Après cette bataille l'horizon politique et militaire était éclairci. La Turquie était gravement menacée et en face du danger de l'entrée des armées bulgares dans sa capitale, elle fit les premières démarches en vue de la paix. Mais l'armée bulgare, victorieuse et encore alerte, ne pouvait s'arrêter aussi tôt. Les forces ennemies n'étaient pas encore anéanties, les alliés n'avaient pas achevé leurs opérations en Macédoine, et par conséquent il était dangereux d'accueillir favorablement les propositions de paix de la Turquie, d'autant plus que les alliés avaient été plusieurs fois, dans le passé, victimes de la duplicité turque. Quoique la forteresse d'Andrinople ne fut pas encore aux mains des Bulgares et que la voie ferrée pour Constantinople ne fut pas libre, leurs divisions poursuivirent l'offensive et dans les premiers jours de novembre parvinrent sous les murs de la capitale turque. Il restait un dernier effort à

¹⁾ A ce sujet le journal serbe „Mali Journal“ du 20 XI 1912 écrit: „En vertu de sa situation géographique, la Bulgarie devait entreprendre l'offensive la plus hardie par Andrinople vers Constantinople, centre de la force et de la civilisation turque. Sur ce théâtre les Turcs avaient concentré leurs forces principales qui au début de la guerre atteignaient le chiffre de 180000 combattants. — Les opérations de l'armée bulgare sur le théâtre principal se distinguent par une énergie qu'on n'avait pas vue en Europe dans la seconde moitié du XIX siècle..... De cette guerre l'armée bulgare sort avec une réputation encore plus brillante. Son œuvre sera considérée comme un modèle pour les guerres futures“...

²⁾ L'effectif d'une division bulgare est équivalent aux forces d'un petit corps d'armée (25—30000 hommes).

tenter et toute domination de la Turquie sur la Thrace disparaissait; il fallait que l'armée bulgare attaquât la forte ligne de Tchataldja, pour pouvoir entrer victorieusement à Constantinople et imposer la paix. L'attaque fut entreprise avec vigueur et quoique le choléra disséminât impitoyablement les rangs, les succès remportés dans les opérations préliminaires furent satisfaisants. Mais quelles sont les raisons qui arrêterent le coup décisif, pour quoi l'ordre du repliement de l'armée fut donné à la veille même de l'attaque; si la force de l'armée ne fut pas appréciée à sa juste valeur ou si le fantôme de la Russie suffit à barrer la route vers Constantinople, — c'est un mystère qui, jusqu'aujourd'hui même, n'a pas été dévoilé.

Les jours les plus pénibles de la guerre commencèrent — jours de lutte contre les épidémies et les intempéries; mais pourtant le cercle autour d'Andrinople se resserrait de plus en plus.

Dans la période du 21 novembre 1912 au 21 janvier 1913 des coups d'Etat éclatèrent dans la capitale de la Turquie; l'armistice fut conclu, des pourparlers de paix furent engagés à Londres sans qu'on parvint pourtant à un résultat satisfaisant, parce qu'à ce moment les Turcs avaient plutôt besoin d'un délai que de la paix. L'armée turque se réorganisait rapidement derrière ses fortes positions, et la flotte militaire et commerciale transportait incessamment des munitions et d'autres matériaux militaires de Kustendja. Mais la Bulgarie non plus ne demeurait pas inactive — elle tendait toutes ses forces, pour parer le coup qu'allait lui porter l'armée turque reconstituée. L'effectif militaire de la Bulgarie atteignit son plus haut chiffre, elle put accroître son armée jusqu'à 600,000 hommes. La septième division d'infanterie, qui jusqu'alors opérait en commun avec l'armée serbe, et avait joué un rôle important dans la prise de Salonique, n'étant plus nécessaire en Macédoine, fut envoyé sur le théâtre de la Thrace, vers Gallipoli. Il fut agi de même avec la 2-ième division d'infanterie, qui jusqu'alors servait de joint

entre les théâtres de Macédoine et de Thrace et avançait à travers les Rhodopes, dans la direction sud, dans le bassin de la rivière Mesta.

Vu que pendant les pourparlers de paix la Turquie, se targuant surtout du fait que ses forteresses Andrinople, Janina et Chkodra n'étaient pas encore prises, ne cédait pas aux exigences des alliés, les opérations militaires durent être reprises. Ces forteresses et parallèlement la réorganisation et le renforcement de l'armée turque, dont son nouveau commandant en chef attendait un succès certain en Thrace, en la faisant avancer du côté de la presqu'île de Gallipoli, dans le dos de l'armée bulgare de Tchataldja, rendait le gouvernement turc intransigeant. Voilà pourquoi, la prise des forteresses et surtout de celle d'Andrinople, comme accès au théâtre de Thrace, acquies une importance non seulement militaire mais encore politique. Dans cette période, les efforts de l'armée turque étaient exclusivement dirigés contre l'armée bulgare, après la défaite de laquelle la Turquie comptait délivrer Andrinople et ensuite se débarrasser des autres alliés en Macédoine. ¹⁾

L'armée serbe étant libre, au nom de l'œuvre commune, le Quartier Général bulgare demanda le concours de deux divisions serbes, qui avec les armées bulgares devaient achever le siège d'Andrinople. Toutes les forces bulgares restantes furent concentrées — une partie en face des positions de Tchataldja où, d'après les renseignements, étaient réunis environ 250,000 soldats turcs, et l'autre partie vers Gallipoli où on s'attendait à l'offensive d'un corps d'armée turc de 35—40,000 hommes. Il mérite d'être noté, à propos des forces militaires bulgares, qu'elles étaient renforcées par un corps d'armée

¹⁾ Dans un de ces numéros de la fin de novembre le journal serbe „Mali Journal“ écrit: „Il ne faut pas perdre de vue, que par la suspension des hostilités, l'armée turque sera mise en position de recevoir des renforts quotidiens de l'Asie Mineure et pourrait acquies sur les Bulgares une supériorité numérique qui serait de nature à déterminer une volte-face dans toute la guerre: les Turcs pourraient alors passer avec succès à l'offensive, ce qui remettrait en question tous les résultats obtenus par les armées serbe et grecque“.

de près de 20,000 hommes, formé exclusivement par les Bulgares de la Macédoine, venus se battre en Thrace pour l'Unité de la Patrie. Ce détachement fut dénommé „la milice Macédonienne“; au début elle avançait à l'ouest d'Andrinople, également à travers les Rhodopes, où, avec le concours d'une brigade de cavalerie bulgare, elle fit prisonnier le détachement de 12,000 hommes d'Ever Pacha; durant la seconde période de la guerre elle prit part aux combats acharnés de Boulaïr (Gallipoli).

Le 21 janvier 1913, les opérations militaires furent reprises. ¹⁾ La situation des alliés était, en général, bonne: „Les Serbes n'avaient plus aucun adversaire et ils avaient très peu souffert pendant la guerre, moins que ne l'exigeaient les grandes tâches qu'ils avaient à accomplir; les Grecs disposaient encore de réserves importantes qui pouvaient être mises en action dans le cas d'une prolongation de la guerre; leurs armées n'avaient également subi que de faibles pertes. Il est incontestable que la Bulgarie avait donné le plus de victimes, mais pas assez nombreuses pour qu'il fut question d'épuisement. Le pays fournissait assez d'hommes et était en état de remplir les vides“. ²⁾ Cette fois encore la destinée voulut que la Bulgarie fit de nouveaux et lourds sacrifices et donna d'autres victimes encore. Les combats le long du front de Tchadaldja commencèrent, où une armée d'à peine 130,000 Bulgares devaient arrêter la poussée d'un adversaire deux fois plus fort. Par une action énergique et une résistance remarquable, les Turcs non seulement étaient arrêtés, mais par une contre-attaque contraints de se retirer derrière leurs forteresses. Presque simultanément avec ces opérations dans le commencement de février, les Turcs entre-

¹⁾ La Bulgarie et la Serbie, seules, avaient conclu l'armistice avec la Turquie; la Grèce, elle, avait poursuivi ses opérations dans le but de s'emparer de Janina et de mettre la main sur toutes les îles de l'Archipel.

²⁾ Immanuel-Lieutenant Colonel de l'armée allemande. — La guerre balkanique. — T. III, page 14.

prirent une offensive du côté de Gallipoli; ils firent une descente près du village Charkioi, sous le commandement du partisan enflammé de l'action contre les Bulgares — Enver bey. Contre ces troupes, les Bulgares avaient pris à temps des mesures, en concentrant la 7-ième division, une partie de la 2-ième division d'infanterie et une partie de la milice Macédonienne. Grâce à un grand heroïsme, les Bulgares, ici aussi, battirent l'ennemi bien plus nombreux et le forcèrent à rester terré derrière ses fortes positions jusqu'à la fin de la guerre. A l'exclusion de quelques rencontres plus sérieuses, les opérations sur ces deux fronts, après les premières grandes batailles, revêtirent le caractère d'une guerre de position.

Tandis que pendant la première période de la guerre, Andrinople avait une importance secondaire, pendant la dernière période elle acquit une importance prédominante vu qu'elle était le sujet des débats à Londres entre la Turquie et la Bulgarie. Encore pendant les pourparlers au sujet de la paix, le Quartier Général bulgare comprit que les Turcs ne consentiraient pas à conclure la paix et à céder Andrinople sans de nouveaux combats, et par suite, dès que les dangers sur les fronts de Tchataldja et de Gallipoli furent écartés, il engagea l'opération la plus grave et la plus difficile — la prise de la forteresse. „Le nombre des armées assiégeantes atteignait, en chiffre rond, 95,000 hommes dont 28,000 Serbes; l'artillerie lourde — 98 canons bulgares et 40 serbes. ¹⁾ Le périmètre de la forteresse était réparti approximativement à $\frac{2}{3}$ aux troupes bulgares et $\frac{1}{3}$ (le secteur ouest et nord-ouest) aux deux divisions serbes, renforcées par un régiment d'infanterie bulgare (le 55-ième) et quelques batteries. Après les préparatifs nécessaires, l'attaque d'Andrinople commença le 10 mars, d'après un plan élaboré par le Commandement général bulgare. Pendant trois jours de combats sanglants, où tombèrent de nombreuses victimes, des coups décisifs furent portés à la

¹⁾ Immanuel — La Guerre balkanique, 1912—1913.

forteresse, du côté est, exclusivement par les troupes bulgares soutenues par un tir d'artillerie remarquablement puissant. Le 13 mai le commandant turc, Choukri Pacha, se rendit au commandant bulgare des troupes assiégeantes — le général Ivanoff. A partir de ce jour la situation politique et militaire de la Turquie empira, vu que l'espoir du retablisement de la domination turque, du moins sur la Thrace, s'évanouissait.

En même temps la forteresse Janina était enlevée (21/II) et par conséquent les arguments principaux qui poussaient le nouveau gouvernement turc à s'obstiner au cours des pourparlers disparaissaient. Le 3 avril fut conclu un nouvel armistice et les conférences pour la paix furent reprises à Londres, mais cette fois dans des conditions beaucoup plus avantageuses pour les alliés.

Les opérations militaires en Macédoine.

Après ce court aperçu sur les opérations en Thrace, il est indispensable de dire quelques mots sur ce qui, avait lieu en Macédoine, pour la libération de laquelle les Bulgares avaient conclu l'alliance et déclaré la guerre à la Turquie.

En vertu du plan des alliés, l'armée serbe entra en Macédoine le 5 octobre. Les forces serbes étaient partagées en trois groupes principaux — trois armées qui avançaient, la première, la plus forte, — de Vrania vers Koumanovo, la troisième de Kourchoumlia vers Prichtina et la deuxième, dans laquelle se trouvait une division d'infanterie bulgare (la 7-ième) accompagnée d'un régiment de cavalerie (le 5-ième), formait l'aile gauche de tout le déploiement serbe et avançait de Kustendil par Egri-Palanka vers Kratovo. Par suite du caractère montagneux de la région et de la résistance des avant-gardes turques, l'offensive serbe se poursuivait très lentement. Les forces principales des Turcs en Macédoine, composées de trois corps d'armée, environ 60000 hommes, étaient concentrées dans le rayon entre Uskub,

Véless et Chtip. Après les escarmouches sur la frontière, la première bataille sérieuse eut lieu près de Koumanovo, où l'armée serbe fut exposée à une rude épreuve.¹⁾ Cependant le 11 octobre les Serbes passèrent à une offensive énergique, repoussèrent les corps d'armée turcs, et le 13 octobre prirent la ville d'Uskub. Pendant ces violents combats la participation de la division bulgares fut d'un grand secours, principalement sur l'aile gauche des Serbes.

L'armée turque battue se replia sur la ligne Prilep-Kitchévo d'où elle comptait défendre Monastir; mais elle avait perdu tout enthousiasme et les Serbes réussirent en peu de temps, par une série de coups heureux, à se rendre maîtres de ce centre important de la Macédoine (le 5 novembre). Après cela l'action de l'armée serbe ne fut plus de grande conséquence jusqu'à ce que les armées turques furent définitivement balayées de la Macedoine, de la Vieille-Serbie et de l'Albanie, et on peut dire que, vers la fin de novembre, la Serbie avait terminé la guerre.

Indépendamment de la flotte, qui accomplit une tâche utile pendant la guerre, l'armée de terre de la Grèce contribua à l'œuvre commune en attirant vers elle une partie des forces turques. Son but direct n'était pas, bien entendu, la libération de la Macédoine slave, mais la conquête de l'Albanie du sud (l'Épire) avec la ville principale Janina et la région de l'Olympe jusqu'à Salonique avec la ville même. Le 5 octobre, l'armée grecque, divisée en deux groupes passa la frontière turque; le plus petit groupe se dirigea vers l'Albanie du Sud et le plus grand, comprenant sept divisions d'infanteries et une division de cavalerie (environ 60000 hommes), sur Salonique. A ces armées les Turcs pouvaient opposer à peine 18000 hommes. Dans les environs du village Serfidjé fut livrée une bataille importante où après deux jours de combat, placés en face d'une su-

¹⁾ Au sujet de la bataille de Koumanovo, la plus grande victoire serbe, le journal serbe „Samouoprava“ du 20 octobre écrit: „les Turcs étaient au nombre de 40000“. Dans les autres journaux serbes on trouve à peu près la même évaluation des forces turques.

priorité numérique aussi considérable, les Turcs furent repoussés et défaits. Une autre grande bataille fut celle d'Enidjé-Vardar (le 19 octobre) où les Grecs battirent définitivement l'armée turque, après quoi ils avancèrent sans obstacle et le 26 octobre leurs premiers détachements d'infanterie apparurent devant Salonique. Le même jour dans les environs de Salonique arriva également l'avant garde de la 7-ième division bulgare. Les villes de Séres, Drama et Kavala avaient déjà été prises par la 2-ième division bulgare. La présence de ces divisions bulgares et l'offensive des colonnes grecques coupèrent toute issue à l'armée turque qui s'était réfugiée à Salonique, et cette armée forte de 25000 hommes rendit ses armes aux Grecs. Le 28 octobre dans la ville arriva aussi un régiment de cavalerie serbe. Pourtant par la prise de Salonique et l'établissement d'un gouvernement grec dans cette ville et dans la presqu'île de Chalcidée la guerre ne se terminait pas — il leur restait à s'emparer de l'Épire et de la forteresse Ianina. Cette ville étant d'une grande importance pour la conquête de l'Épire, comme l'était Andrinople pour celle de la Thrace, les Grecs ne conclurent pas d'armistice avec la Turquie, afin que la paix les trouva maîtres de l'Épire. Mais, ainsi qu'il a été dit, Ianina fut enlevée seulement le 19 février 1913. A partir de ce moment jusqu'à la conclusion de la paix, la plus grande partie de l'armée grecque de même que le gros de l'armée serbe restèrent inoccupés.

Au sujet de la participation de l'armée monténégrienne, dans la libération de la Macédoine, on peut dire qu'elle fut seulement indirecte, parce que presque toutes ses forces étaient requisés pour le siège de Chkodra et pour l'occupation du Sandjak de Novi-Pazar.

De sorte que, par suite des victoires citées plus haut, les alliés atteignirent leur but, défirent l'armée turque et se rendirent maîtres de presque tous les territoires de la Turquie d'Europe. Mais après cela précisément, s'élevait la question la plus difficile à résoudre — le partage de

la succession turque. Comme nous l'avons vu, les intérêts des Etats balkaniques étaient si enchevêtrés, et si grandes leurs ambitions, qu'ils auraient dû être guidés par une sagesse vraiment extraordinaire pour ne pas manifester leurs faiblesses. L'action de quelques grandes puissances qui accrût l'effervescence des passions dans les Etats balkaniques rendit le problème encore plus ardu et envenima les contestations.

En vertu du traité de paix conclus avec la Turquie à Londres, le 17/V tout le territoire à l'ouest de la ligne Enos—Midia était cédé aux alliés; il fallait donc trouver une mode de partage pour en finir définitivement avec la guerre. Mais cela n'était pas chose facile, un débat violent s'éleva de nouveau entre les alliés qui se termina par une nouvelle guerre. La question Macédonienne entra dans une nouvelle phase qui est la plus tragique de toute son histoire.

La trahison de la Serbie et la guerre entre les alliés.

Les contestations au sujet des territoires turcs dans la Péninsule se manifestèrent dans toute leur complexité, dès le début des pourparlers de paix à Londres le 3 décembre 1912. D'une part les alliés voulaient disposer de toutes les contrées situées entre leurs frontières et les rives de la mer Noire, de la mer Egée et de l'Adriatique; d'autre part la Turquie voulait conserver sous sa domination au moins la Thrace avec Andrinople. Cette fois encore la Turquie comptait, comme dans le passé, sur le désaccord des grandes puissances qui, en effet, exerçaient une forte pesée sur la marche des pourparlers. La conquête de l'Albanie et de la côte de l'Adriatique par les armées serbes et grecques lésait les intérêts de l'Autriche et de l'Italie. L'Autriche envisageait avec méfiance le renforcement de la Serbie qui, par son mouvement en faveur d'une grande Serbie, pouvait devenir dangereuse pour l'Empire; pour cette raison elle ne voulait pas que cet Etat obtint, par l'annexion de l'Albanie, une forte extension territoriale. L'intransigeance de la Serbie à ce

sujet força l'Autriche de se préparer à entrer en guerre, ce qui causa une forte émotion à la Russie—protectrice de l'alliance balkanique. Le conflit entre la Serbie et l'Autriche pouvait aboutir à une guerre dans laquelle devait également participer la Bulgarie, en vertu du traité. La Russie n'aurait pas pu rester impassible et cela aurait entraîné toutes les grandes puissances, qui par la force des alliances et des traités conclus entre eux, allaient passer dans l'un ou l'autre camp. Cette petite contestation menaçait de se développer en grave conflit européen, — l'Angleterre pouvant difficilement accepter la décision au sujet des détroits, la France ayant de considérables intérêts financiers à défendre en Turquie et en Russie, et l'Allemagne formant l'arrière garde de l'Autriche-Hongrie et de la Turquie.

Pour ces raisons précisément les pourparlers à Londres, entre les belligérants traînèrent sans qu'on aboutit à quelque résultat; enfin les grandes puissances intervinrent et par une note collective adressée à la Turquie lui demandèrent de céder aux propositions des alliés et d'abandonner la question albanaise aux grandes puissances. Malgré cette intercession, la Turquie resta ferme dans ses exigences; la deuxième période de la guerre commença pendant laquelle le but principal des alliés était d'en finir avec Andrinople, Chkodra et Janina, et celui de la Turquie — de faire un suprême effort pour faire tourner les choses à son avantage. Nous avons vu quel fut le résultat de l'opiniâtreté de la Turquie. Il restait pourtant le débat sur le sort de l'Albanie entre la Grèce et la Serbie d'une part et les grandes puissances de l'autre. Dans ce débat la Grèce et la Serbie trouverent un motif apparent pour justifier leur défection à l'Alliance. La vraie cause cependant datait d'avant la guerre, bien avant qu'il eut été question de l'autonomie de l'Albanie et c'était la haine, l'envie et la crainte devant la résurrection de l'élément bulgare dont la vitalité s'était manifesté avec une telle puissance dans les plaines de Thrace. Nous allons exposer les préliminaires historiques de ce triste événement.

L'idée de l'union des Slaves des Balkans et de la formation d'une Yougo-Slavie sous la haute direction de la Serbie est une idée déjà ancienne et qui naquit peu de temps après l'affranchissement de la Serbie du joug turc; une barrière solide arrêtant au nord l'extension du serbisme, les gouvernants serbes trouvèrent un vaste champ d'action parmi l'élément bulgare qui à cette époque se trouvait sous l'oppression de la Turquie. Le premier pas vers la réalisation de l'idée jougo-slave fut fait en 1833 quand le bassin de la rivière Timok, peuplé jusqu'alors exclusivement de Bulgares, fut cédé à la Serbie. Se posant en libératrice des Bulgares, cette dernière attirait les Bulgares plus instruits, et tâchait de faire d'eux des agents du serbisme et des pionniers pour la délivrance des terres bulgares. De cette manière elle réussit à provoquer quelques insurrections dans la région limitrophe — les districts de Vidin, Bélogradchik, Nich, Léskovec etc. Les deux dernières districts furent arrachées de la Bulgarie et données à la Serbie par le Congrès de Berlin; par là la Serbie faisait son second pas vers une extension à l'est; aujourd'hui encore elle n'hésite pas, à chaque occasion propice, d'émettre des prétentions sur les deux premières districts aussi — de Vidin et de Bélogradchik, toujours au nom de sa politique libératrice (!). Les gouvernants serbes ont entrepris une œuvre d'une plus grande envergure encore; comme il a été dit dans le chapitre précédent, vers 1860 et plus tard, ils ont mené des pourparlers en vue d'une alliance avec la Grèce, la Roumanie et le Monténégro contre la Turquie, ayant pour but le partage de la Bulgarie; à la Grèce était promis le territoire au sud du Balkan, à la Roumanie était destinée la région à l'est de la ligne Rouschtchouc—Varna, et la Serbie se réservait la Vieille Serbie, la Macédoine et la région entre le Danube, le Balkan et la ligne Rouschtchouc—Varna. La création de la Principauté bulgare brouilla les cartes de ses bienveillants voisins surtout celles de la Serbie qui irritée par l'impossibilité de former la Yougo-Slavie, sans aucun motif, attaqua la Bulgarie en 1885.

Le crime qu'on reprochait alors à la Bulgarie était qu'elle avait, par l'annexion de la Roumélie, acquis une extension territoriale, de même qu'en 1913 la raison pour laquelle elle fut provoquée à une guerre fratricide a été l'annexion de la Thrace et la possibilité de celle de la Macédoine.

Tout cela démontre que les Serbes suivaient dans leur politique une ligne de conduite précise qui date d'un siècle et qui devait prévaloir dans la résolution décisive de la question balkanique aussitôt que la Turquie serait vaincue. Il ne restait qu'à trouver le moment propice et la manière de réaliser cette idée. Un siècle entier les Serbes guettaient l'occasion; aussi ils ne laissèrent pas échapper le moment favorable qui se présenta en 1913. Les premières tentatives pour réaliser cette ancienne idée, faites encore par le prince Miloche Obrenovitch, furent reprises pour la troisième fois par le roi Pierre qui essaya de conquérir la Macédoine et d'assimiler la Vieille Serbie. Quant aux moyens de réaliser cette idée, c'était une question de second ordre. En parlant des moyens dont se servaient les Serbes, nous citerons un extrait rapide du rapport très intéressant de notre agent diplomatique à Belgrad — № 319 du 7 avril 1898. Ce document caractérise pleinement le procédé des Serbes en 1913, démasque les intentions de la Serbie envers la Bulgarie et nous montre de quelle époque date la décision de duper le peuple bulgare: „.... 1) Le gouvernement actuel désire entraîner la Bulgarie encore cette année-ci dans quelque aventure qui lui coûterait cher au point de vue matériel et moral et qui la forcerait d'arrêter toutes les entreprises d'utilité publique, commencées et prévues pour l'avenir; 2) A Belgrade on ne conçoit le salut de la Serbie et la réalisation de l'idéal serbe que par la possibilité d'empêcher par n'importe quel moyen que la question Macédonienne tombe entre les mains des grandes puissances, car dans ce cas les moindres réformes que l'on introdui-

rait dans cette province ne profiteraient qu'aux Bulgares et seraient au détriment des Serbes. 3) Se basant sur les informations qui viennent de Sofia, sur l'état de notre armée et la disposition des esprits parmi nos officiers, les partisans de la revanche en Serbie insistent sur le fait, que si la Serbie a vraiment décidé de prendre un jour sa revanche, elle ne doit sous aucun prétexte laisser passer l'année-courante, car les conditions actuelles sont propices et ne reviendront jamais; mais il faut surtout et avant tout entraîner la Bulgarie dans une guerre avec la Turquie. Si cela est impossible, il faudra que la Serbie tente encore une fois la fortune dans une guerre avec la Bulgarie, mais pas plus tard que cette année-ci, car l'année suivante, la Bulgarie aurait sur la Serbie des avantages notables“.

Les événements de 1912—13 favorisèrent grandement l'application de ce plan. Une fois le danger turc passé, les troupes serbes se répandirent dans la Macédoine et, aussitôt installées, elles commencèrent sans délai leur oeuvre chauviniste et conquérante, et cela non seulement dans la zone qui d'après le traité était considérée comme contestée, mais aussi dans la région qui, d'après les Serbes, était incontestablement bulgare.

Entraînés par le même enthousiasme qui s'était emparé alors de tous les Bulgares, les Macédoniens reçurent les Serbes le plus amicalement possible, en libérateurs; ils se réjouissaient de voir le soleil de la liberté se lever aussi pour eux¹⁾. Mais hélas! Le même jour ils comprirent que

¹⁾ Les révolutionnaires macédoniens eux-mêmes avaient prévu et favorisé ce sentiment. Ils disaient dans leur „Proclamations à nos frères“, publiée par les délégués des vingt cinq „confréries“ de la Macédoine, le 5/18 octobre, c'est à dire au commencement même de la guerre: „Frères, vos souffrances et vos peines ont touché le cœur de vos proches. Mus par le devoir sacré de la compassion fraternelle, ils viennent à votre secours, pour vous libérer du joug turc. Ils ne veulent rien autre chose pour leur sacrifice que de rétablir la paix et l'ordre sur notre sol natal. Venez donc avec des couronnes triomphales à la rencontre des braves chevaliers de la liberté. Couvrez leur passage de fleurs et de gloire... Et soyez magnanimes envers vos maîtres d'hier. En vrais chrétiens, ne leur rendez pas le mal pour le mal... Vive la liberté! Vive la brave armée libératrice!“

ce n'était pas la liberté, que leur apportait une main amicale, mais bien de nouvelles souffrances. Les paroles émouvantes avec lesquelles la populations s'adressa aux troupes serbes, furent écoutées avec froideur. Trompés par leurs savants qui s'efforçaient de prouver que la Macédoine est peuplée de Serbes, ces derniers s'attendaient en vain à entendre le „jivio“ national. Le même „oura“ qui tonnait dans les plaines de la Thrace se faisait entendre partout en Macédoine et cela troublait l'esprit des patriotes serbes. Les questions réitérées, adressées à la population: „qu'êtes-vous, Serbes ou Bulgares“? et l'insistance qu'on mettait à persuader les Macédoniens qu'ils étaient Serbes, jeta encore à ce moment là, les premières doutes sur les intentions des nouveaux venus. Ayant reçu des instructions de son gouvernement, l'administration serbe agit dans le même sens dans la Macédoine entière; il fut évident pour chacun que les Serbes s'installaient pour toujours et cela avec l'intention d'introduire dans le pays des réformes pour atteindre un but, inaccessible pour eux auparavant, quand la Macédoine appartenait à la Turquie et quand la Bulgarie avait une armée libre et intacte pour la défendre. L'administration serbe se mit à poursuivre les anciens révolutionnaires, les instituteurs, les prêtres et mêmes les évêques; elle fermait les écoles, les églises, supprimait les bibliothèques qui jusque là étaient gardées comme une propriété nationale sacrée elle changeait la terminaison „off“ des noms bulgares en „itch“ serbe, défendait de parler en bulgare, enfin elle employa tous les moyens possible pour serbiser la Macédoine, naïvement persuadée qu'en quelques mois elle arriverait à changer le sang bulgare qui coulait dans les veines du Macédonien en sang serbe.

Cette conduite inattendue des Serbes, étonna les Bulgares en Macédoine. Mais, affermis par la lutte qu'ils avaient mené pendant de longues années contre les Turcs, les Serbes et les Grecs pour conserver intacte leur nationalité, les Bulgares de ces provinces, occupées alors par les Serbes, ne

fléchissaient pas et ne se soumettaient pas si facilement, d'autant plus que les victoires dans la Thrace, quoique dépréciées par les Serbes, rehaussaient leur conscience nationale. Cette conduite des Bulgares était en contradiction avec les aspirations serbes et donna prétexte aux massacres, aux poursuites et aux violences contre les Macédoïens; les instituteurs, les prêtres et les évêques dont la nomination avait coûté tant d'efforts et de démarches auprès d'Abdul Hamid, furent chassés ou emprisonnés et cela seulement par ce qu'ils étaient des Bulgares et suscitaient des obstacles aux futurs plans des Serbes.

Les premières nouvelles concernant les procédés des Serbes en Macédoïne, furent reçues en Bulgarie au moment où notre armée était le plus sérieusement engagée contre l'ennemi commun. Les recits des témoins oculaires et mêmes des victimes semblaient incroyables, impossibles. Personne ne voulait admettre une pareille perfidie de la part d'un allié; voilà pourquoi la société bulgare resta un certain temps sans réagir. Mais les nouvelles des violences serbes arrivèrent plus fréquemment, il devint évident que les cas nombreux de poursuites contre les Bulgares n'étaient pas œuvre individuelle, mais représentaient un système, dirigé par des personnages les plus haut placés. Des plaintes, des prières d'intervenir venaient de la Macédoïne; en même temps des réfugiés accouraient en masse, comme si le régime turc sévissait encore.

Par suite des nouvelles souffrances en Macédoïne, le grand enthousiasme né de l'alliance serbo-bulgare, céda bientôt place aux soupçons sur la pureté des intentions serbes; chaque nouvelle description des faits qui se passaient dans ce malheureux pays était reçu avec étonnement; des tristes et pénibles réflexions vinrent aux Bulgares qui se réveillaient, comme après un rêve, et commençaient à voir clair dans ce qui se passait en Macédoïne. Les premiers doutes sur la fidélité des alliés pénétrèrent dans la société bulgare au plus fort des opérations de la guerre; ensuite ils passèrent dans l'armée, sur les champs

de bataille. L'inquiétude pour la Macédoine augmentait de jour en jour, surtout quand les Grecs commencèrent à pratiquer le même système que les Serbes. Cette inquiétude fut le premier coup porté à la cause des alliés, car sa base morale, la confiance, était ébranlée. Les tristes incidents en Macédoine, malgré l'issue favorable des événements, la conduite indigne des dirigeants serbes et le traitement inhumain de la population macédonienne de la part de l'armée serbe, augmentèrent la méfiance des Bulgares envers les Serbes, et l'évidence se fit qu'il serait impossible de garder de bons rapports entre les voisins.

Le gouvernement serbe ne faisait rien pour empêcher les violences de la part de l'administration civile et des chefs militaires contre la population macédonienne qui persévérait dans ses sentiments bulgares. Les démarches courtoises, de la part de notre gouvernement, faites sous différents prétextes, restaient sans effet où, en cas de réponse, notre gouvernement recevait des excuses sommaires à propos des incidents, soi disant arrivés par hasard, à cause du zèle superflu de quelques fonctionnaires. Notre gouvernement attira aussi l'attention de la Russie sur la conduite des Serbes en Macédoine. Pourtant rien d'essentiel ne fut entrepris par elle pour adoucir l'atmosphère dans laquelle la population de la Macédoine commençait de nouveau à suffoquer. Fermement décidé de s'en tenir à la lettre du traité, se fiant avec toute confiance à l'arbitrage équitable de la part de l'Empereur russe, notre gouvernement ne voulait pas brusquer les choses; il ne voulait pas empirer nos relations avec la Serbie avant la fin de la guerre, car il savait que les différends avec elle à ce moment là ne pouvaient apporter à la Bulgarie rien de bon, d'autant plus que de tous les alliés, cette dernière était le plus sérieusement engagée contre l'ennemi commun; notre gouvernement ne se pressait pas, puisque le premier armistice avec la Turquie était conclu, et qu'on s'attendait à signer bientôt la paix. Alors toutes les questions soulevées, auraient été résolues pendant les pourparlers. Mais à ce

moment là, comme nous l'avons mentionné plus haut, nos alliés et quelques unes parmi les grandes puissances dévoilèrent leurs aspirations et leurs vœux; puis vint s'ajouter la question albanaise, provoquée par la Turquie et l'Autriche, et la guerre recommença. Le partage de la Macédoine devint plus réalisable pour la Serbie et la Grèce; profitant de la situation pénible dans laquelle se trouvait l'armée bulgare aux mois de février et de mars, les deux pays redoublèrent dans leurs efforts pour serbiser et helléniser les Macédoniens. ¹⁾

Tandis que le Ministère des Aff. Intérieures serbe, aidé par l'armée, introduisait des réformes en Macédoine, le Ministère des Aff. Etrangères travaillait clandestinement et énergiquement à la réalisation de l'ancien plan concernant

¹⁾ Dans l'Enquête dans les Balkans, Dotation Carnegie le lecteur trouvera des détails: (p. 34—35):

„Le prêtre et surtout l'évêque étaient les plus difficiles à réduire. On commençait par leur demander de changer la langue du service divin; on cherchait à les soumettre aux autorités ecclésiastiques serbes ou grecques et on les obligeait à mentionner les noms du souverain greque ou serbe dans la liturgie. Si le prêtre montrait des vellétés de résistance, on lui prenait son église exarchiste et on la donnait aux patriarchistes; on lui défendait de communiquer avec ses ouailles et, à la moindre désobéissance on l'accusait de propagande politique et du crime de trahison..... L'évêque n'ayant pas voulu comprendre les conseils voilés qu'on lui donnait de partir pour la Bulgarie, on finit par envoyer chez lui un officier avec des soldats qui prirent son logement pour l'armée, après avoir battu son secrétaire. De la même façon, l'évêque de Débra, Cosmas, fut obligé d'abandonner sa métropole et de quitter sa ville. Ce fut pis encore à Uskub, où le gérant de l'évêché, l'archimandrite Methodius, après avoir été chassé de son logement, fut pris par force, enfermé dans une chambre et battu jusqu'à ce qu'il eût perdu connaissance (8/21 avril). Jeté dans la rue, Methodius se sauva dans une maison voisine, habitée par un Français, qui fit part de l'affaire à M. Carlier, consul français à Uskub. Sous sa protection, Methodius partit le 13/26 avril pour Salonique, et, de là, fut envoyé à Sofia.... Après s'être débarrassée des chefs révolutionnaires, intellectuels et religieux, on s'adressa directement à la population des villages, en la persuadant de changer de nationalité et de se proclamer serbe ou grecque. Les rapports ecclésiastiques bulgares, écrits de tous les coins de la Macédoine, sont unanimes à ce sujet. Savez-vous disait l'évêque Néophyte de Vélès à son persécuteur, en votre qualité de sous-préfet, ce que les prêtres et les maîtres d'école serbes font dans les villages? Accompagnés de soldats, ils visitent les villages bulgares et forcent la population à s'inscrire comme serbe, à chasser leur prêtre bulgare et à demander qu'on leur donne un prêtre serbe. Ceux qui ont refusé de se proclamer Serbes ont été battus et torturés“.

la Macédoine, que nous avons mentionné plus haut. Prétextant d'être menacée par les partis oppositionnels du Parlement et par les secrètes organisations militaires, et poussée à faire annuler les clauses du traité avec la Bulgarie, la diplomatie serbe avait commencé, encore avant la guerre avec la Turquie, à préparer l'opinion de manière à ce que le traité fût interprété au profit de la Serbie. Le 15 septembre 1912, c'est à dire 6 mois après avoir signé le traité d'alliance avec la Bulgarie, les représentants serbes à l'étranger avaient reçu un circulaire secret dans lequel on leur prescrivait d'exposer aux gouvernements respectifs la demande que dans le domaine de la Vieille Serbie entrassent les districts de Prilèp, de Kitchewo et d'Ochrida¹⁾ malgré le fait que dans le traité avec la Bulgarie, le gouvernement serbe eût reconnu ces districts comme faisant partie du domaine incontestablement bulgare.

Après les victoires de l'armée serbe, les prétentions du gouvernement ne tardèrent pas à grandir. Sous la pression des chefs militaires et surtout du Prince Héritier le gouvernement serbe fit des démarches d'abord pour acquérir le district de Monastire, ensuite au profit d'une frontière commune avec la Grèce; les états majors ne cachaient même pas le désir de fixer le Vardar et même la Srouma comme frontière avec la Bulgarie. Sachant jusqu'où iraient les prétentions exorbitantes du parti militaire qui insinuaient au gouvernement l'idée de la révision du traité avec la Bulgarie, des articles parurent dans la presse qui désapprouvaient de pareilles prétentions. Mais devant la force du parti militariste le gouvernement fut forcé de céder. Et au mois de décembre 1912 le ministre président serbe, M-r Pachitch, confia à son représentant diplomatique à Sofia la tâche de sonder le président bulgare, M-r Guécheff à propos de la nécessité de réviser le traité. Naturellement la réponse fut négative. Au mois de février le gouvernement serbe s'adressa à notre gouvernement avec une proposition officielle et faite par écrit.

¹⁾ V. Enquête dans les Balkans. Dotation Carnegie, p. 42.

Entente secrète entre la Serbie et la Grèce.

Vers ce temps il advint un évènement nouveau qui permit au gouvernement serbe de faire un pas audacieux dans ses rapports avec la Bulgarie. C'était le rapprochement entre la Serbie et la Grèce qui se manifesta en pourparlers, visant une intime entente dans les affaires politiques et militaires.

Dans son désir de s'assurer les avantages que lui donnaient les succès de son armée, le gouvernement grec fit des démarches à Sofia pour s'entendre sur les questions qui n'étaient pas fixées dans le traité; il proposa de fixer rigoureusement la future frontière entre les deux Etats et insista pour que la Grèce gardât la ville de Salonique. Les prétentions des Grecs et surtout l'intention de garder Salonique étaient inacceptables pour le gouvernement bulgare. Préoccupé du sort de la Macédoine, dont d'après le traité avec la Serbie il allait avoir la charge, notre gouvernement trouvait que nous devions garder Salonique comme ville principale de la Macédoine et comme port maritime de grande importance. Le gouvernement grec de son côté insistait beaucoup sur la possession de cette ville, à laquelle était lié l'honneur du peuple grec, de son armée et du Roi, qui y perdit sa vie. Les pourparlers ne donnèrent aucun résultat suffisant. Voilà pourquoi les rapports entre la Grèce et la Bulgarie restèrent aussi vagues et aussi incomplets qu'ils étaient au moment de la signature du traité. Voyant la Bulgarie forte et tenace, la Grèce eut soin d'assurer sa position et de faire valoir ses prétentions par d'autres moyens. L'occasion favorable s'en présenta quand elle apprit que la Serbie avait décidé de ne pas abandonner le territoire, occupé en Macédoine, que selon le traité elle devait céder à la Bulgarie.

Au commencement du mois de janvier eurent lieu les premiers sondages pour arriver à une entente avec la Serbie. Vu la position exclusive de la Grèce, son alliance avec la Serbie lui aurait été de grande utilité au moment

de la répartition du territoire turc; il fallait signer un traité le plus tôt possible, car après la paix, si les litiges entre la Bulgarie et la Serbie étaient décidés par l'arbitrage, la Grèce resterait au second plan et il était douteux que la Serbie voulût lui donner son appui. Le 11 janvier il y eut rencontre entre les princes héritiers de la Serbie et de la Grèce et ainsi fut créée la base des pourparlers. Dans cette rencontre entre les deux Princes git le germe de l'infidélité de la Serbie et de la Grèce envers la Bulgarie et de là naquit l'idée d'une guerre contre cette dernière.

Profitant de ces pourparlers, le gouvernement serbe choisit le moment où l'armée bulgare était le plus sérieusement engagée à Tchataldja et à Boulaïr, pour faire à la Bulgarie la première proposition ouverte, concernant la révision du traité (1 février); il supposait sûrement que dans l'incertitude de l'issue de la guerre le gouvernement bulgare se verrait forcé d'accepter cette proposition. Le gouvernement serbe donnait pour motif principal de la révision du traité le fait que de nouvelles circonstances étaient advenues qui changeaient la base du traité. Mais de Sofia on répondit que les rapports entre les deux Etats étaient bien déterminés par le traité et par les conventions militaires, qu'il n'existait aucun motif pour la révision et que le gouvernement bulgare s'en tiendrait fermement aux clauses du traité. Voyant la tenacité de la Bulgarie et surtout en vue des nouvelles victoires bulgares, le gouvernement serbe s'empressa d'assurer sa situation en Macédoine en se préparant au point de vue militaire et politique à une guerre éventuelle avec la Bulgarie.

Le 3 avril le deuxième armistice avec la Turquie fut signé; bientôt les pourparlers concernant la paix furent commencés à Londres. Cette nouvelle circonstance donna une nouvelle impulsion à la Serbie et à la Grèce, car elles craignaient que les conditions ne les garantissent pas assez; c'est pourquoi la Serbie et la Grèce firent séparément, encore le 9 avril, des propositions formelles

à la Roumanie, en l'invitant à prendre part à une alliance contre la Bulgarie; entre elles deux, elles conclurent vers la fin du mois d'avril une convention militaire. Par cette convention, ces deux Etats s'engageaient à agir de commun contre la Bulgarie, „si cette dernière refusait de céder les territoires, auxquels prétendaient la Serbie et la Grèce. Dans ce cas elles refuseraient de signer la paix définitive et de démobiliser“. Le traité d'alliance serbo-grec, signé plus tard (le 1-er juin) définissait les territoires, auxquels les alliés prétendaient, et notamment :

„Art. 4. Les deux hautes parties contractantes conviennent que les lignes frontières gréco-bulgare et serbo-bulgare seront établies sur le principe de l'occupation effective et de l'équilibre entre les trois Etats ainsi qu'il suit :

„La frontière serbe orientale suivra à partir de Ghévghéli le cours du fleuve Axios (Vardar) jusqu'au confluent de Bojímia-Déré, remontera cette rivière et, passant par les côtes 120, 350, 754, 895, 571 et les rivières Kriva-Lakavitza, Bregalniça et Zletovska, se dirigera vers un point de l'ancienne frontière turco-bulgare sur l'Ossogovska Planina, côte 2225, suivant la ligne donnée en détail dans l'annexe II du présent traité.

„La frontière grecque du côté de la Bulgarie laissera à la Grèce, sur la rive gauche de l'Axios (Vardar), les territoires occupés par les troupes grecques et serbes en face de Ghévghéli et de Davidovo jusqu'au mont Vélès et le lac de Doïran puis, passant au sud de Kilkich, elle traversera le fleuve Strymon par le nord du pont d'Orliak et se dirigera par le lac Achinos (Tachinos) et la rivière Angistis (Anghista) sur la mer, un peu à l'est du golfe d'Eleuthérai, suivant la ligne donnée en détail dans l'annexe III du présent traité“. (v. le texte complet du traité dans l'annexe).

En étudiant attentivement ces frontières, on voit avec évidence que la Serbie fit une alliance avec la Grèce pour mettre la main non seulement sur le territoire qui était désigné dans

le traité comme contestable et dont la possession devait être décidée par l'arbitrage de la Russie, mais aussi sur la partie de la Macédoine qui était déterminée dans le même traité comme bulgare, et dont la Serbie se désintéressait complètement. En signant ce traité, la Serbie rejetait formellement celui qu'elle avait conclu avec la Bulgarie, renonçait à l'arbitrage de l'Empereur russe, et cherchait manifestement à contraindre la Bulgarie. Alliée ainsi à la Grèce, la position de la Serbie envers la Bulgarie devenait fausse et irrémédiable. Dans sa nouvelle situation politique elle devait inévitablement violer l'un des traités d'alliance. Elle resta ferme dans sa nouvelle position qui lui promettait un meilleur avenir. Quant au premier traité elle n'en avait plus besoin, après l'avoir utilisé et après avoir acquis des territoires qu'elle n'aurait jamais pu gagner par ses propres forces. Les événements qui suivirent furent la conséquence naturelle de cette position, car par sa politique ambiguë la Serbie donna lieu aux nouvelles disputes dans les Balkans. Pour elle la question d'une guerre avec la Bulgarie était décidée sans retour et elle n'avait qu'à s'assurer maintenant ce qu'elle avait su extorquer.

La Serbie propose à la Roumanie une alliance contre la Bulgarie. La presse serbe prêche la défection à la Bulgarie.

En se basant sur le même point de vue et assuré par les pourparlers commencés, le gouvernement grec devint aussi intraitable. En même temps l'armée grecque commença petit à petit à se déplacer vers le nord et à élargir la zone d'occupation. Cette conduite des Grecs, surtout dans les territoires que l'armée bulgare avait conquis et occupés, donna lieu à des incidents désagréables (à Angista, à Nigrita) qui prirent la dimension de vraies combats et cela au moment où le traité d'alliance était encore dans toute sa force.

Pour achever les préparatifs de guerre, la Serbie et la Grèce avaient besoin de temps; c'est pourquoi ils avaient prévu une clause dans leur convention, notamment,

de ne pas signer la paix définitive et de ne pas démobiliser, pour forcer ainsi l'armée bulgare à rester en Thrace en face de celle de la Turquie; de cette manière les nouveaux alliés auraient le temps et la liberté de s'organiser au point de vue politique et militaire. Pendant les pourparlers à Londres qui traînèrent en effet en longueur à cause des Serbes et des Grecs, les deux gouvernements alliés proposèrent aussi à la Turquie d'entreprendre ensemble une action contre la Bulgarie. Quant à la conduite de la Roumanie à laquelle la même proposition fut faite, il résulte du rapport du ministre président au Roi qu'elle refusa cette proposition; mais dans le même rapport on voit que la Roumanie n'avait rien contre une pareille alliance; elle trouvait toutefois que le moment n'était pas venu pour qu'elle pût prendre des engagements formels. Dans son rapport au Roi le ministre président M-r Majoreskou dit:

„il est toujours à craindre que jusqu'au moment où les deux gouvernements n'auront pas ouvertement rompu l'alliance avec la Bulgarie, et tant qu'un réel conflit n'aura pas éclaté entre eux, les pourparlers pour une alliance avec nous ne serviront qu'à rendre les Bulgares plus conciliants à l'endroit des concessions demandées par les Serbes et les Grecs et à cimenter de nouveau leur alliance actuelle.

Nous ne pourons intervenir qu'au moment où le conflit armé aura éclaté entre Serbes, Grecs et Bulgares“. (Livre Vert roumain, № 130).

A Londres furent faits les premiers sondages pour attirer aussi la Turquie dans ce bloc; il va sans dire, que la Turquie ne pouvait laisser échapper une occasion si propice pour améliorer au moins en partie sa situation. Le nouveau gouvernement turc qui était arrivé au pouvoir au moyen d'un coup d'Etat et de plusieurs meurtres politiques, avait renouvelé les opérations de guerre au mois de janvier; mais cela ne lui avait pas réussi et il avait perdu Andrinople; en adhérant à la coalition contre la Bulgarie, il

aurait reconquis la Thrace avec Andrinople et surtout aurait amélioré sa situation aux yeux de la masse turque pour laquelle ce nouveau gouvernement se présentait comme une bande d'aventuriers.

Sans nous arrêter plus longtemps sur la démarche de la Serbie, qui s'adressa à la Roumanie avec la proposition d'entrer dans la coalition contre la Bulgarie, et cela avant que le traité d'alliance avec cette dernière ne fût dénoncé, nous mentionerons ici une des clauses du traité que la Serbie violait de la manière la plus flagrante par cette proposition à la Roumanie. Le § 2 de la convention militaire est ainsi conçu: „Dans le cas où la Roumanie attaquerait la Bulgarie, la Serbie s'engage à lui déclarer la guerre immédiatement et d'envoyer contre elle ses troupes, au moins 100,000 hommes, soit vers le Danube moyen, soit sur les champs de bataille de la Dobroudja Si la Serbie se trouvait en ce moment engagée dans une guerre avec un troisième Etat, seule ou de concert avec la Bulgarie, elle emploierait contre la Roumanie toutes ses troupes disponibles“ Le contenu de ce § est clair: il réglait la question comment la Serbie défendrait la Bulgarie d'une invasion éventuelle de la part de la Roumanie. En réalité ce fut le contraire, la Serbie inspira elle même clandestinement cette invasion.

Tandis que les nouveaux adversaires se préparaient si soigneusement pour dépouiller la Bulgarie, notre gouvernement qui comptait principalement sur la force du droit, continuait à exiger que le traité avec la Serbie fût exécuté à la lettre et affirmait qu'il n'y avait aucun motif pour que ce traité fût révisé. Il comptait sur l'arbitrage et l'autorité de la Russie qui saurait régler la question en litige et le 26 avril envoya une note au gouvernement russe, dans laquelle il le priait d'intervenir auprès de la Serbie pour que cette dernière exécutât strictement les clauses du traité. Le gouvernement russe commençait à se méfier et à s'inquiéter de la situation dans les Balkans; il était évident pour lui, que ces différends qui dataient

depuis de longues années étaient une plaie dans la vie des Slaves dans les Balkans et qu'elles allaient détruire tous les plans du gouvernement russe dans sa politique européenne. Cette dispute soulevée si effrontément par la Serbie, provoqua une indignation légitime dans la société dirigeante de la Russie. Le 8 mai le gouvernement russe envoya à Belgrade le télégramme suivant:¹⁾

„Il nous est impossible de ne pas regretter que le gouvernement serbe aie, sans attendre la conclusion de la paix, soulevé une question que nous ne pouvons point envisager avec sympathie, vu qu'elle est en contradiction avec les engagements assumés par le gouvernement serbe“.

Après cette dépêche le gouvernement russe donna à entendre à la Serbie sous différentes formes, qu'il n'approuvait pas sa conduite, et qu'il insistait pour que le traité fût exécuté à la lettre; mais le gouvernement serbe resta inébranlable dans sa décision. Sa situation était en effet difficile; dans ses intentions contre la Bulgarie, il était allé trop loin; avec la Grèce il avait des engagements sérieux; les propositions faites à la Roumanie et à la Turquie le démasquaient suffisamment. Mais c'était surtout de l'intérieur du pays qu'il subissait une forte pression, — de la part de l'armée et de la ligue militaire secrète; même le palais n'était pas étranger à l'idée de profiter du moment propice. Au mois d'avril, le généralissime Poutnik eut une rencontre avec M-r Pachitch, auquel il transmit les vœux de l'armée et sa décision ferme de ne pas quitter les territoires qu'elle occupait; probablement M-r Pachitch avait la bonne volonté de ne pas mener les choses jusqu'à une guerre avec la Bulgarie, car le journal „Serbska Sastava“ du 17 avril dit, en parlant de cette rencontre: „Le gouvernement de Pachitch est contraint de rejeter sa propre création — le malheureux traité avec la Bulgarie.... Les raisons sont les mêmes que celles que nous avons déjà données: que les Macédoniens sont des Serbes bulgarisés,

¹⁾ Livre Orange russe, № 335.

que le traité porte atteinte aux intérêts vitaux de la Serbie, et que par nos sacrifices nous avons changé l'état des choses".

Deux jours plus tard, le même journal imprimait un article sous le titre „La guerre avec la Bulgarie," dans lequel il est dit: „... Le choc ne saurait être évité que d'une seule façon: par l'exécution de la part de la Serbie du traité conclu par le gouvernement radical... autrement la guerre avec la Bulgarie est certaine".

En même temps le journal de l'état major de l'armée, „le Piémont", fidèle à l'idée qu'explique son nom dit ce qui suit dans le № du 1 juin:

„Les Bulgares n'admettent pas la révision du traité; nous ne pouvons pas admettre l'arbitrage... Le seul moyen de trancher le différend serbo-bulgare dans le sens des intérêts vitaux de la Serbie serait d'annexer immédiatement à la Serbie les territoires affranchis... Si les Bulgares essaient de franchir le Vardar, la guerre fratricide est inévitable".

Sous la pression de l'opposition parlementaire et de la volonté de l'armée, le cabinet serbe perdit la liberté de diriger la politique du pays et ne faisait que répéter désespérément ce qui lui était soufflé par les personnages irresponsables. L'opinion publique était surexcitée et la presse quotidienne la préparait à une guerre éventuelle avec la Bulgarie. Elle recourait largement à des expressions violentes qui enflamment facilement la fantaisie de la foule. Ignorant les clauses du traité l'opinion publique assimilait facilement le principe, que ce qui avait été gagné par le sang serbe ne devait dans aucun cas être rendu aux Bulgares détestés, que la Macédoine était une province serbe, que les Bulgares voulaient s'appropriier etc. etc.... En même temps une campagne acharnée était menée à l'étranger; tous les savants serbes y prêtèrent leur concours; le gouvernement ne s'arrêtait devant aucun mensonge pour créer un courant hostile aux Bulgares.

Par exemple le journal „Le Piémont“, dans son N^o du 20 décembre 1912, donne place à une correspondance de Tchataldja (!) dans laquelle est décrite la situation des Serbes sur ce front. Dans le N^o du 14 janvier le même journal affirme que :

„Si le contingent serbe n'était pas arrivé à leur aide, ils (les Bulgares) auraient été battus à Lulé-Burgas“.

Le „Mali Journal“ du 16 janvier 1913, écrit dans le même sens: „Nous nous rappelons de quelle manière brillante la cavalerie serbe a rempli sa tâche à Kirk-Klissé et à Lulé-Burgas“. A propos du renouvellement des opérations dans la seconde période de la guerre, le même journal demande dans le N^o du 20 février avec indignation: „Pourquoi les Serbes périssent-ils à Tchataldja?“ Le journal du parti libéral „Serbska Sastava“, une feuille des plus renommée en Serbie, écrit dans son N^o du 20 janvier: „A Tchataldja, à Gallipoli, sous Andrinople il n'y a d'autres alliés que les Serbes de la Serbie“. Les agents diplomatiques travaillaient aussi dans le même sens pour induire en erreur la société européenne, en attribuant aux Serbes des mérites qui justifieraient leurs prétentions ultérieures. Ainsi M-r Jovanovitch, ministre serbe à Vienne, déclara dans la „Neue Freie Presse“ que les Serbes avaient pris part aux combats de Tchataldja avec 10,000 hommes pendant la deuxième période de la guerre.

Les exagérations des Serbes à propos des grands services, rendus aux Bulgares à la prise d'Andrinople, sont connues. A cette occasion, les inventions se multipliaient tous les jours et enfin les Serbes allèrent jusqu'à s'attribuer les assauts contre Andrinople, la prise de cette forteresse, la capture de Choukri-Pacha etc., comme s'il n'y avait point de Bulgares sous Andrinople.

Dans l'intention de déprécier l'importance du succès des Bulgares, le journal du ministre Pachitch, „Samouoprava“, disait le 12 juin ce qui suit :

„Les Turcs ont considéré la vallée du Vardar comme le théâtre d'opérations offensives et la Thrace comme le théâtre d'opérations défensives. On voit cela d'après les fortifications. En Thrace il y a des forteresses turques, dans la vallée du Vardar il n'y en a pas“.

„Pourquoi les Turcs ont ils demandé l'armistice? Avaient ils peur que les Bulgares ne passent par Tchaltaldja et entrent à Constantinople? Non! Ils ont demandé l'armistice par ce qu'ils avaient peur de nous, de l'armée serbe. C'est à cause de la victoire serbe à Monastir que les Turcs ont demandé l'armistice“.

Des articles apparaissaient qui attiraient aussi l'attention du gouvernement sur „l'impérialisme bulgare“ et „le danger bulgare“; d'autres attaquaient ouvertement le gouvernement serbe d'avoir conclu un traité à tel point défavorable à la Serbie, conseillaient au Roi d'abdiquer pour que le gouvernement reprenne sa liberté d'action et le consolaient en disant qu'il rachèterait de cette manière la violation inévitable du traité (Journal „Odjek“).

Toutes ces inventions se répandaient de bouche en bouche jusqu'à ce que tous les Serbes fussent persuadés que c'était la vérité. Elles servirent même aux Serbes d'argument dans leur campagne en Europe pour gagner l'opinion publique. En général, tout ceci donnait l'impression que toute la Serbie vivait sous l'influence d'une vision hallucinante qui la harcelait, surtout à l'approche de la paix. En même temps les agents diplomatiques serbes à Paris et à Vienne firent, l'un après l'autre, des déclarations identiques devant les correspondants de la „Neue Freie Presse“ dans le sens que les circonstances avaient changé et qu'il était indispensable que le traité avec la Bulgarie fût révisé. Des professeurs serbes, des politiciens et autres agents innombrables ne quittaient pas les rédactions des journaux en Russie et en France, s'étant donné pour tâche de préparer l'opinion public.

Pour démontrer que la trahison envers la Bulgarie était décidée d'avance nous citerons ici des passages

d'un article, publié au mois d'avril 1913 dans la revue serbe la plus renommée de ce temps — „Délo“. L'article était consacré „aux rapports serbo-bulgares,“ et était écrit par un homme d'Etat, sous le pseudonyme „Politicus“. Après avoir exposé d'après le principe „rebus sic stantibus“, que la Serbie n'était pas obligée d'exécuter les clauses du Traité du 29 février 1912, concernant la répartition des territoires conquis, l'auteur déclare avec une sincérité cynique que la Serbie gardera la Macédoine pour elle, en donnant l'argument suivant non moins cynique: „Le partage des territoires n'est plus une question juridique, mais politique. Or, la politique n'admet pas d'assurance. Certaines suites adviennent d'elles mêmes, malgré toutes les mesures juridiques, dictées par la prévoyance Nous trouvons que la Serbie ne doit pas se baser sur des motifs juridiques, car la répartition des territoires est une question politique qui doit se résoudre par le développement même des opérations de guerre. La formule „rebus sic stantibus“ est un principe général qui est sousentendu dans tous les traités entre les Etats. Si la Bulgarie n'admet pas que les conditions aient changé, l'arbitrage ne pourrait rien y faire, et chacun des deux Etats sera obligé de trouver lui-même la manière d'imposer son point de vue. Il va de soi, qu'après le brillant succès de la guerre, la situation de la Serbie dans les Balkans doit devenir meilleure et dans aucun cas ne doit empirer. Et c'est ce dernier cas qui aurait lieu, si la Bulgarie s'introduisait comme un coin entre la Serbie et la Grèce, et serrerait ainsi la Serbie des deux côtés. Comme l'Autriche-Hongrie a serré la Serbie des deux autres côtés, nous devons coûte que coûte éviter une étreinte austro-bulgare. Affaire de goût, que personne ne nous incriminera Au point de vue national les Bulgares n'y perdraient qu'un espoir et rien de plus. Si les Serbes restent en Macédoine, il n'y aura pour les Bulgares aucune perte réellement nationale, car l'un

des deux: ou les Macédoniens sont des Bulgares et alors ils resteront Bulgares et même, dans un avenir éloigné, ils pourraient être rendus à la Bulgarie. Le régime étranger ne peut priver un peuple de son caractère national, et cela n'arrivera non plus aux Bulgares. Ou alors, les Macédoniens ne sont pas des Bulgares et alors les prétentions bulgares ne sont pas fondées. Si les Macédoniens s'assimilaient sous le régime serbe et devenaient des Serbes, — et c'est justement ce que les Bulgares craignent avant tout, — alors ce serait la meilleure preuve que ce ne sont pas des Bulgares, mais des Serbes . . . Nous entrons dans une phase critique dans les rapports entre la Serbie et la Bulgarie, critique, mais nullement dangereuse. Nous ne doutons pas une seconde que le gouvernement serbe ne montrera, aussi dans ce cas, la fermeté nécessaire. La Serbie gardera les territoires conquis et la Bulgarie ne subira aucune perte“.

Tout commentaire de notre part est superflu. Quant à la formule „*rebus sic stantibus*“ dont se servent les Serbes, inclusivement M. Pachitch, il est évident à quel point cet argument est mal fondé.

Nous nous contenterons de citer à cet égard l'opinion critique de la commission Carnegie: „Nous avons parlé d'un livre de Balkanicus (pseudonyme d'un des membres du cabinet Pachitch)¹⁾ qui a ouvert la campagne pour la révision du traité dans le journal du gouvernement „*Samouprava*“, dès le mois d'avril 1913. Balkanicus s'appuyait sur la clause *pacta servanda sunt* (on doit observer les traités), mais avec la réserve *rebus sic stantibus* (à la condition qu'il n'y ait pas de changement de circonstances) et relevait les changements survenus dans la répartition des armées alliées entre les deux théâtres de la guerre, comme des infractions qui devaient amener la révision du traité . . .

¹⁾ L'homme d'Etat connu sous les pseudonymes „*Politicus*“ et „*Balkanicus*“ c'est M-r Protitch, membre du Cabinet Pachitch d'alors.

La Commission a exprimé son opinion en démontrant (Chap. I-er) que l'allégation d'un prétendu changement de circonstances n'était qu'un dernier refuge après l'insuccès des tentatives faites pour donner aux termes du traité une explication forcée et prouver ainsi que les Bulgares avaient les premiers violé le traité. Ce qui rend la violation de ce traité particulièrement odieuse, c'est que la condition essentielle, vitale, pour une des parties contractantes, et sans laquelle le traité n'eût pas été conclu, a été violée par l'autre partie dès que le but commun a été atteint. Les Serbes n'ont pas agi en fair play, comme disent les Anglais. On voit quelles conséquences dangereuses on pourrait tirer du point de vue serbe sur l'application, et surtout sur la méthode d'application de la clause. On peut dire, avec Iellinek, qu'il n'y a pas, non seulement de traité international, mais de loi en général, à laquelle la clause *rebus sic stantibus* ne puisse s'appliquer. Il n'y aurait pas de progrès, s'il n'y avait pas moyen d'adapter la législation aux changements de circonstances. Mais il ne s'ensuit pas pour cela que la série des adaptations nécessaires doive être comprise comme une série de ruptures en droit (*Rechtsbrüche*). La loi est changée par une autre loi. Le traité doit être changé par un autre traité..... Voilà un principe, auquel aucun „précédent“, ni aucun sophisme ne saurait faire déroger, si l'on veut que le droit international soit une réalité (v. Rapport dans les Balkans, p. 42, 202—203).

A propos des arguments des Serbes et des Grecs, basés sur le principe „*beati possidentes*“ René Pinon s'exprime ainsi dans son article publié dans la Revue des Deux Mondes 15 juin 1913 :

„Tous les théoriciens de l'art militaire enseignent que le premier principe à la guerre, qu'il s'agisse d'une armée ou de plusieurs armées alliées, est de chercher d'abord et de détruire le principal rassemblement des forces ennemies. C'est ce qu'ont fait les Bulgares; personne ne saurait leur en contester le mérite. Si nous rappelons

cette vérité, ce n'est nullement pour soutenir que les Bulgares ont seuls des droits sur les pays cédés par les Turcs, mais pour répondre à quelques journaux grecs ou serbes qui prétendent que chacun doit garder ce qu'il a occupé“.

La Serbie et la Grèce préparent la guerre contre la Bulgarie.

Pendant que le Ministère des Affaires Intérieures développait une activité fiévreuse pour serbiser la Macédoine et que le Ministère des Affaires Etrangères faisait autant pour créer une alliance contre la Bulgarie et pour gagner l'opinion publique de l'Europe, le Quartier Général serbe travaillait avec la même énergie pour assurer le succès. Déjà au mois d'avril le Commandement Général avait fixé son plan d'opération — l'armée était concentrée dans les environs d'Egri-Palanka, de Chtip, de Vélès, de Koumanovo, d'Uskub et certaines positions dans ces districts étaient déterminées pour être fortifiées contre la Bulgarie, ce que les Serbes se hâtaient d'exécuter. Le flanc droit de l'armée descendait le long de la rive droite du Vardar jusqu'à la ville Guevguëlie, ou commençait la zone de concentration de l'armée grecque, de Salonique.

Pour cette guerre qui allait éclater, les Serbes et les Grecs concentrèrent toutes leurs troupes disponibles qui étaient bien plus nombreuses que pendant la guerre contre la Turquie. Ils savaient à quel adversaire ils auraient à faire; les états majors qui avaient si soigneusement déprécié les succès des Bulgares et avaient amoindri leur qualités militaires, connaissaient la vérité et prenaient des mesures sérieuses. Pour s'assurer le succès, le complot organisé de toutes parts contre la Bulgarie ne suffisait pas. Les nouveaux alliés avaient besoin de temps pour se fortifier et pour s'organiser complètement. C'est pourquoi ils remettaient habilement le jour de la liquidation de l'héritage turc.

La Roumanie était aussi sur le qui-vive. Elle suivait d'un oeil vigilant tout ce qui se faisait au delà du Danube

et était prête à profiter de toute occasion propice pour gagner encore quelque territoire en dehors de la ville de Silistra, et cela au dépens de la Bulgarie, naturellement. Il paraît qu'il y eut une entente préalable entre la Roumanie et la Serbie, car d'après la configuration des déploiements stratégiques de l'armée serbe au mois d'avril, le concours de l'armée roumaine était pris en considération. L'armée serbe tout entière avec les troupes du Monténégro étaient concentrées dans la Macédoine; pour la défense de la Serbie ainsi que pour protéger le flanc et la base de l'armée, on n'avait gardé que des détachements faibles, composés de la milice. Cette mission allait être confiée dès ce moment à la Roumanie. Les événements ultérieurs confirmèrent pleinement cette supposition.

Après l'armistice, voyant l'opiniâtreté des Serbes et des Grecs, le Quartier Général bulgare se mit à étudier la manière de transférer l'armée vers la frontière de la Macédoine. Le gouvernement faisait de grands efforts pour accélérer la conclusion de la paix définitive; car il était temps de faire lever l'état de guerre qui pesait beaucoup à la population et à l'armée. En même temps il faisait des démarches auprès du gouvernement russe en le priant de ramener les Serbes à la raison, afin que la Bulgarie pût lever l'état de guerre qui pesait à la population, qu'elle ne fut pas obligée de transporter les troupes vers la frontière occidentale et évitât surtout une collision éventuelle entre les deux armées. Malgré l'excitation de l'opinion publique provoquée par la trahison des alliés, notre gouvernement ne voulait pas exposer l'armée bulgare à se battre contre les armées des alliés, reposées et organisées pour le combat. Aux démarches renouvelées à Belgrade de la part de la Russie au profit d'une entente amiable, le gouvernement serbe répondait toujours d'une manière évasive, tâchant de persuader la Russie officielle de la légitimité de ses prétentions. Il voulait obtenir son consentement à ce que l'arbitrage se fit non seulement sur la zone désignée dans le traité de 1912 comme „contes-

table“, mais en général, sur toutes les questions en litige entre la Bulgarie d'un côté et la Serbie et la Grèce de l'autre; de cette manière la Serbie espérait faire sortir la Russie elle même du cadre du traité. Cette proposition serbe a été rejetée par le gouvernement russe, car en l'acceptant il aurait reconnu en principe l'invalidité du traité.

A l'objection de M-r Sazonoff que cette politique des deux nouveaux alliés visait une guerre contre la Bulgarie, guerre qui ne promettait rien de bon, le gouvernement serbe n'entreprit rien pour améliorer la situation.

Il paraît que le langage ferme de la Russie provoqua des hésitations chez le gouvernement serbe, car au commencement du mois de mai le général Poutnik se vit forcé de tenir un langage plus énergique envers le gouvernement serbe, en le prévenant que: „ce serait une iniquité terrible et un péché impardonnable, une trahison envers les intérêts les plus considérables de la Patrie, que de céder à la Bulgarie un seul pouce du territoire occupé. Toute l'armée est concentrée et prête pour la guerre. Si la question en litige doit être tranchée par la guerre, il faut commencer la guerre tout de suite“¹⁾ Vu cet état des choses en Serbie on ne pouvait attendre la moindre concession d'elle. Les pourparlers à Londres allaient toujours lentement et péniblement, comme au commencement, sans qu'il y eût pour cela des causes spéciales. Il était évident que les délégués serbes et grecs créaient exprès des difficultés et traînaient les pourparlers en longueur. Sir Edouard Gray se vit forcé de les mettre devant l'alternative: de signer la paix, ou de quitter immédiatement la capitale de l'Angleterre. En effet, bientôt après, le 17 mai, la paix fut signé. Par cet acte la guerre contre la Turquie était formellement finie. Cette dernière cédait aux alliés le territoire à l'ouest de la ligne Enos—Midia. Mais dès ce moment les différends entre les alliés à propos de la répartition du territoire

¹ J. Serbska Zastava, N du 28 mai 1913

conquis entrèrent dans une phase décisive. La Bulgarie était obligée de transporter immédiatement ses troupes vers la frontière d'ouest, car deux jours avant la signature de la paix le gouvernement serbe rejeta le traité d'alliance avec la Bulgarie dans son exposé, fait par M-r Pachitch devant la Scoupchtina, où il présenta aussi les motifs de cet acte. Dès ce jour, une activité encore plus fiévreuse se manifesta dans les quartiers généraux et dans les chancelleries diplomatiques des adversaires. La Serbie continuait à refuser obstinément à remplir les clauses du traité. Elle rejeta même la proposition d'un condominium dans les territoires conquis, refusa de se soumettre à l'arbitrage et ne consentait qu'à une révision complète et fondamentale du traité. Elle s'empressait en même temps de faire aboutir ses pourparlers avec les Grecs, les Roumains et les Turcs à un traité formel d'alliance.

L'exposé de M-r Pachitch du 15 Mai 1913.

Pendant ce temps le gouvernement bulgare continuait à s'en tenir ferme au traité; il demandait l'intervention de la Russie et faisait à tout hasard des préparatifs de guerre. Nous reviendrons plus tard sur la marche de la lutte diplomatique; cependant nous nous arrêterons maintenant sur l'exposé par écrit que le gouvernement serbe fit le 12/V devant le gouvernement bulgare et qu'il répéta trois jours plus tard à haute voix devant la Scoupchtina pour être entendu du peuple serbe et de l'Europe entière. Vu que cet exposé contient tous les arguments du gouvernement serbe, suivant lesquels il décida de faire un pas si fatal dans l'histoire des Balkans, et vu que ce sont les dernières paroles que le peuple serbe prononça pour se justifier d'avoir violé ses devoirs d'allié envers la Bulgarie, nous citerons ici les principaux points. M. Pachitch affirme;

1. Que le traité serbo-bulgare, qui est un secret d'Etat, prévoit: a) des territoires incontestablement bulgares à l'est de la Strouma et des Rhodopes, b) des territoires incontestables

stablement serbes au nord et à l'ouest du Char, c) une zone comprise entre le Char, les Rhodopes, la mer Egée et le lac d'Ochrida que les Serbes appellent „contestée“; d) une autre zone contestée dont M. Pachitch ne donne pas les frontières, qui ne peut être que celle comprenant les villes de Koumanovo, Uskub, Tétovo, Gostivar, Kitchévo, Dèbre et Strouga.

2. Que ce traité doit être révisé pour les raisons suivantes: a) parce que „les événements ont modifié la base du traité“; b) parce que les Bulgares n'ont pas envoyé 100,000 hommes sur les champs de bataille du Vardar et qu'au contraire ce sont les Serbes qui ont envoyé 50,000 hommes et un parc d'artillerie sur le champ de la Maritza; c) parce que la Bulgarie n'aurait pas émis des prétentions sur la Thrace, lors de la conclusion du traité; d) parce qu'aux termes du traité la Serbie aurait droit à un accès sur l'Adriatique et que la création de l'Albanie autonome a amoindri l'étendue du territoire attribuée à la Serbie et rompu l'équilibre; e) parce que la Serbie désire une frontière commune avec la Grèce.

3. Que la Macédoine, qui ne peut, comme le traité l'admet, être autonome puisque la Serbie demande les compensations pour l'Albanie perdue, doit être partagée et ce partage ne peut se faire sur le principe de la nationalité, la population étant mélangée, mais doit se faire en tenant compte des sacrifices faits et de manière à satisfaire aux intérêts d'Etat et aux intérêts économiques de la Serbie.

Vu que le texte complet du traité était gardé secret et que le ministre serbe donnait librement des citations des différents documents du traité, l'exposé produisit un grand effet dans la société serbe. Il attira aussi l'attention publique à l'étranger, mais il fut cependant apprécié d'après son mérite dans les milieux compétents.

Mais aujourd'hui où il est facile d'avoir sous la main tous les documents concernant l'alliance et que chacun peut apprécier les motifs du gouvernement serbe, nous trouvons, qu'en général ils portent le même caractère que la presse serbe au moment où elle assurait, qu'à Tchataldja et à Boulaïr il y avait des troupes serbes et qu'Andrinople a été pris à l'assaut par les Serbes. Et en effet, il est évident maintenant que M-r Pachitch nomme express „zone contestée“ la zone qui devait être autonome d'après le traité; il le fait pour mieux fonder ses exigences ultérieures. Quant à la vraie „zone contestée“ qui se trouve entre le mont Char et la ligne général qui va de la hauteur Golème, près de Kustendil, jusqu'au lac d'Ochrida, et sur laquelle l'Empereur russe avait à se prononcer, le président serbe n'en souffle mot. La première „zone contestée“ est une invention, car si telle zone existait en effet, il n'y avait pas de nécessité de définir jusqu'aux moindres détails la ligne qui va de la hauteur Golème jusqu'au lac d'Ochrida, dont il est question dans le § 2 de l'annexe secret du traité d'alliance; les Serbes se créaient ainsi un prétexte pour soulever la question de la révision du traité. Dans le traité il n'y a pas un mot sur la question de céder l'Albanie à la Serbie ou sur celle d'une issue sur l'Adriatique, issue dont le territoire aurait été amoindri à cause de la fondation d'une Albanie autonome. Or, ceci est la cause principale, pour laquelle le gouvernement serbe demanda des compensations en Macédoine; et justement, ces prétentions trahissent les intentions du gouvernement serbe au moment de la signature du traité et montrent comment il envisageait en général la question Macédonienne. Il est évident que pour les Serbes la chose principale était d'arriver avant tout à un certain équilibre dans la Péninsule et d'élargir le territoire serbe au dépens de la Macédoine, si cela ne pouvait se faire sur le compte de l'Albanie. Poussé exclusivement par cette idée d'agrandissement territorial, le gouvernement serbe délaissa ses prétentions ethnographiques sur la Ma-

cédoine et préféra donner pour motif l'Albanie. Il est évident que la même cause qui poussa Pachitch à se servir de l'Albanie pour motif de la révision du traité, lui suggéra un nouvel argument, inconnu jusqu'alors, et notamment qu'il était indispensable à la Serbie d'avoir une frontière commune avec la Grèce. Il est probable que déjà au moment de la conclusion du traité les gouvernants serbes prévoyaient une frontière commune avec la Grèce dans l'Albanie, car ils insistaient à ce que le point extrême de la frontière avec la Bulgarie ne fût pas plus loin que le lac d'Ochrida.

Quant à l'incrimination adressée à la Bulgarie de n'avoir pas exécuté exactement les clauses du traité en n'ayant pas envoyé 100.000 soldats sur le théâtre du Vardar, tandis que les Serbes avaient fourni deux divisions pour l'investissement d'Andrinople, elle tombe d'elle même, si on prend en considération, que cette clause ne se rapportait qu'au cas où la Turquie attaquerait seulement la Serbie¹⁾, ou au cas où la Bulgarie et la Serbie déclareraient la guerre à la Turquie, et cela à la condition „que l'armée principale de la Turquie aurait été concentrée dans le rayon: Uskub, Koumanovo, Kratovo, Kotchané, Véles“... , comme cela a été prévu dans „l'entente supplémentaire entre les états majors serbe et bulgare“ du 19 juin 1912. Dans ce cas, comme dit le § 3 de la même entente, l'armée bulgare s'engageait à envoyer sur le théâtre du Vardar 3 divisions d'infanterie. L'exposé rapide du développement des opérations de guerre nous a montré que les forces principales de la Turquie étaient concentrées non pas dans la vallée du Vardar, mais dans celle de la Maritza; de sorte qu'au point de vue des principes de la stratégie exécuter une clause du traité au prix d'une défaite éventuelle aurait été un crime devant l'histoire et envers l'œuvre commune. Le développement des événements ne suffisait pas au gouvernement

¹⁾ 43 de la convention militaire.

serbe pour qu'il reconnût que les besoins du théâtre de la Thrace étaient si grands, que la Bulgarie ne pouvait, non seulement détacher de son armée 100.000 hommes, mais au contraire, avait besoin d'autres troupes pour arrêter l'offensive de l'armée turque qui s'était réorganisée au mois de février; ce fut complété par les Serbes qui envoyèrent deux divisions.

Dans son désir de trouver des arguments d'incrimination contre la Bulgarie, le premier ministre serbe oublie même qu'il y avait dans le traité une clause qui prévoyait aussi cette question; et notamment dans le § 7 de l'entente des états majors du 19 juin, il est écrit: „Si la situation exige le renforcement des troupes bulgares sur le théâtre d'opération de la Maritza, et si, pour le théâtre d'opérations du Vardar, toutes les troupes, ci-dessous énumérées ne sont point indispensables, les unités nécessaires seront transportées du théâtre du Vardar sur celui de la Maritza et vice versa“ . . . c'est à dire juste ce de quoi il s'agit dans l'exposé. Guidés par des considérations purement militaires, les états majors ne déterminèrent même pas combien de troupes et de quelle sorte d'arme devaient être transférées d'un théâtre à l'autre; ils laissent l'exécution de cette clause aux besoins nés pendant le développement des opérations. L'expression des „troupes ci-dessous énumérées“ dans le traité suppose le maximum des troupes, sans sousentendre seulement les troupes bulgares, qui devaient être ajoutées à l'armée serbe, c. à d. toutes les troupes, dont il est question dans les §§ 1, 2, 3 de l'entente du 19 juin. Cela veut dire qu'au besoin, toute l'armée serbe pouvait être envoyée sur le théâtre de la Maritza, ainsi qu'une quantité de troupes bulgares aurait pu être appelées sur le théâtre du Vardar. L'entente valide du 15 septembre entre les états majors donne encore plus de clarté dans la distribution des troupes alliées. Dans le § 2 de cet entente il est dit: „La totalité de l'armée bulgare opérera dans la vallée de la Maritza, en détachant une division, au début des opérations, sur la ligne Kustendil—

Doupnitzâ"; cette division, lisons nous plus loin, ensemble avec une division serbe coopéreront avec le gros de l'armée serbe; par conséquent il n'y est pas même question de 100,000 soldats bulgares à envoyer au secours des Serbes.

Aussi privé de fondement est l'assertion que la Bulgarie n'a pas soulevé la question de l'occupation de la Thrace dans le cas, où cela aurait été possible. Le cas est identique à celui de l'occupation de la Vieille Serbie par les Serbes. Sans entrer dans les détails, les alliés se contentèrent, encore dans le § 2 de l'annexe secret du traité, de reconnaître le droit réciproque „aux zones incontestables“ et notamment pour les Bulgares au territoire à l'est des Rhodopes et de la Strouma, c'est à dire à la Thrace, et pour les Serbes, — au territoire à l'ouest du Char, c'est à dire à la Vieille Serbie et à l'Albanie. Mais toute la question se résume justement dans ceci: pourquoi les Bulgares prendraient ils la Thrace, tandis que les Serbes n'auront pas reçu l'Albanie. De là naquit l'idée de „l'équilibre“ qui n'est point mentionnée dans le traité, et au moment où la Serbie elle même n'aurait pas voulu partager son gain avec le Monténégro qui était son allié à droit égal. Dans le traité le mot „équilibre“ ne figure pas; au contraire, ce qui y est réglé sur les territoires incontestables donne la plus grande liberté d'agrandissement aux Etats alliés, selon les chances politiques ou militaires. Et en effet, si dans la guerre avec l'Autriche, ce qui n'était pas exclu par le traité, la Serbie avait gagné, avec le concours de l'armée bulgare, la Bosnie, l'Herzégovine et l'Albanie, les prétentions des Bulgares à des compensations et à un partage de la Vieille Serbie auraient-elles été fondées? Dans ce cas les gouvernants serbes auraient sûrement d'autres principes et s'en seraient tenu fermement à la lettre du traité. En poursuivant la même interprétation du traité, le gouvernement serbe rejeta même l'autonomie de la Macédoine qui dans ce cas litigieux pouvait être de grande utilité. Par ce geste la Serbie anéantit le plus essentiel dans le traité, ce que les délégués avaient élaboré avec

tous les détails, pour que les malentendus fussent évités, car la question Macédonienne était la plus sensible et la plus dangereuse pour les deux pays voisins.

Nous demandons maintenant qui avait raison dans ces différends qui représentent dans leur développement la page la plus tragique dans la vie des peuples balkaniques et qui scandalisa l'opinion publique en Europe? Nous laisserons aux étrangers la liberté de juger eux même cette question; les nombreux articles qui parurent à cette époque dans la presse française et russe, ainsi que l'oeuvre fondamentale concernant cette question „Enquête dans les Balkans, Dotation Carnégie, pour la paix internationale“ ont jugé impartialement les actions des Serbes et des Bulgares. Ici, cependant, nous donnerons l'opinion du notable journaliste français Ludovic Naudeau, émise dans l'article en tête du „Le Journal“:

„Que la paix avec les Turcs soit signée aujourd'hui, demain ou dans trois jours, il faut convenir que la question désormais passe au second plan. Ce que nous voyons au premier plan, c'est la menace d'une nouvelle guerre balkanique.

„Si l'Europe n'intervient pas franchement, catégoriquement, immédiatement, une guerre pourra commencer assez vite entre la Bulgarie d'une part et la Serbie alliée à la Grèce d'autre part.

„Les deux nations slaves, la Serbie et la Bulgarie, s'étaient, en effet, engagées réciproquement par le traité qui les lie à soumettre à Nicolas II tous les différends qui pourraient survenir entre elles à la suite de la lutte contre la Turquie. Mais quoi, les Serbes prétendent maintenant faire litière d'un contrat où ils avaient, en pleine connaissance de cause, apposé leur signature nationale. Ce contrat est net, clair, formel, indéniable; les Serbes le répudient.

„Certes, notre plus grand désir est de demeurer impartiaux. Mais ce n'est point faire injure à ses amis que d'attirer leur attention sur des vérités qu'ils méconnaissent.

Les Serbes, pendant la guerre, ont marché en Macédoine beaucoup plus avant que ne le prévoyait leur traité avec les Bulgares. Maintenant, ils refusent de rétrograder, de rétrocéder le terrain jusqu'aux limites prévues par le dit engagement. Ils disent qu'ayant conquis toute seule ces territoires, la vaillante armée serbe ne saurait accepter d'être dépossédée de sa conquête. C'est là un langage des plus spécieux. Nos amis de Belgrade peuvent-ils s'imaginer un seul instant que, si les Bulgares n'avaient pas, en Thrace, mis en déroute les principales armées turques en une série de batailles sanglantes, ils auraient, eux Serbes, aussi aisément envahi la Macédoine ?

„La vérité est la vérité. On peut réunir dans ce qui fut autrefois la Turquie d'Europe un comité de militaires envoyés par toutes les nations civilisées. Ils attesteront unanimement :

1. Qu'en précipitant en Thrace ses armées, la Bulgarie obéissait à une absolue nécessité stratégique, et qu'en marchant à la rencontre des principales armées turques, en les refoulant vers Constantinople, elle obtenait des résultats tout aussi utiles pour ses alliés que pour elle-même ;

2. Que les trois quarts, sinon les quatre cinquièmes des soldats turcs mis hors de combat pendant l'ensemble de cette guerre l'ont été par les armées Bulgares seules ;

3. Que, par conséquent, c'est à cause du gigantesque effort accompli par les Bulgares en Thrace que leurs alliés ont pu, pendant ce temps, s'installer si commodément dans les territoires qu'ils détiennent aujourd'hui.

Si l'on envoyait par surcroît, dans l'ancienne Turquie d'Europe, un comité d'ethnographes et de sociologues, ils reconnaîtraient, de leur côté, les vérités suivantes :

1. Si des nécessités stratégiques ont obligé l'armée bulgare à opérer en Thrace, c'était néanmoins pour délivrer la Macédoine que la Bulgarie avait entrepris la guerre ;

2. Les régions de la Macédoine que les Serbes persistent à vouloir occuper et qu'ils parlent d'annexer purement et simplement, malgré les stipulations formelles du

traité qu'ils ont signé, sont sans contradiction possible des régions bulgares, et les habitants de ces régions se considèrent comme des Bulgares. Le district de Monastir est un centre de „bulgarisme“ où fermenta la grande insurrection de 1903. Pour la partie bulgare, renoncer à Monastir, ce serait consentir à une véritable amputation.

„Le signataire de ces lignes a lui-même visité en 1902 et en 1913, ces contrées, où il avait l'impression de se trouver en pays bulgare. Les Macédoniens du district de Monastir ont toujours considéré Sofia comme la capitale de leur pays et ils y jouent souvent, parmi l'élite bulgare, un rôle considérable.

„Et voici, maintenant, ce qu'il est nécessaire de dire tout simplement et tout uniment pour qu'on le sache bien:

„Si l'Europe n'intervient pas à temps pour conseiller à nos amis Serbes de respecter le traité qu'ils ont signé, la guerre est inévitable. Je sais de très bonne source que la Bulgarie demeurera sur ce point absolument intransigeante. Elle exigera de sa voisine l'exécution pure et simple du traité qui les rend solidaires. Puissent nos amis de la Serbie ne pas rester sourds à l'appel de la raison. Personne ne doute de leur courage, mais ils doivent fort bien se rendre compte que vouloir ravir Monastir à la Bulgarie, c'est vouloir déchaîner la guerre. Il est encore temps pour eux de se reprendre, de faire honneur à leur traité, de s'en rapporter à l'arbitrage du Tzar et d'éviter ainsi une grande catastrophe“.

Rencontre de M-r Guéchoff avec M-r Pachitch. Télégramme du Tzar russe.

Après avoir reçu l'exposé par écrit des prétentions serbes, le ministre président bulgare, M-r Guéchoff, voulut avoir une rencontre avec M-r Pachitch, pour éclaircir quelques points qui auraient pu être mal compris. Tandis qu'en Bulgarie on espérait pouvoir améliorer la situation au moyen d'une entente réciproque, le gouvernement serbe lui même

poussa les choses si loin par l'exposé de M-r Pachitch dans la Scoupchtina, qu'il n'y eut plus moyen de revenir. La rencontre eut lieu à Tzaribrod (le 19 mai). Le ministre bulgare insista beaucoup devant M-r Pachitch pour obtenir de lui le consentement de faire publier au moins une partie du traité, celle qui éclairerait mieux la question soulevée par le gouvernement serbe; cependant M-r Pachitch ne consentit pas même à ceci. Tout cela fut bientôt connu en Russie. Dans l'opiniâtreté de la Serbie le gouvernement russe commença à voir un vrai danger pour le sort de l'Alliance balkanique; c'est pourquoi, simultanément avec les démarches énergiques qu'il fit à Belgrad au profit de l'exécution du traité, il conseilla au gouvernement bulgare de faire des concessions. Le gouvernement russe se souvint de l'ancien projet de partage de la Macédoine entre les Bulgares et les Serbes avec le fleuve Vardar pour frontière, projet au profit duquel il travaillait tant d'années sous le régime d'Abdoul Hamid. Les différends soulevés à ce propos étaient connus de lui depuis longtemps, encore depuis l'année 1898. La Russie indiqua le Vardar comme ligne de partage de la Macédoine slave, c. à d. justement ce que voulaient les Serbes.

Nous ne pouvons pas dire si ce projet réapparut de nouveau à St-Petersbourg de lui même; peut être fut-il indiqué de Belgrade; cependant les propositions et les conseils que le gouvernement russe donna au nôtre en ces jours orageux, tandis que les clauses du traité étaient si claires et les droits étaient si évidents, étaient interprétés comme hésitation; cela jeta un soupçon sur la conduite que la Russie tiendrait au moment de la liquidation des différends. Ce soupçon créa de l'inquiétude dans nos cercles gouvernants. Le consentement à un pareil partage de la Macédoine ne pourrait d'aucune manière être justifié devant l'histoire; la société bulgare dont les sentiments et l'amour propre étaient trop engagés dans les différends serbo-bulgares, n'aurait jamais pardonné au gouvernement qui céderait devant la violence des Serbes. Le gouvernement

voulait d'abord arranger la question avec la Serbie qui était l'auteur principal des différends, et plus tard il aurait résolu avec la Grèce les questions territoriales en litige, espérant que dans ce cas une entente avec la Grèce n'aurait pas présenté de difficultés. La conduite sans égard de l'Autriche à propos de la question albanaise ou plutôt serbe indigna beaucoup la Russie, dont les alliés n'étaient pas encore prêts pour une guerre européenne et lui conseillaient de céder. La Russie accepta la décision sur la question albanaise et conseilla à la Serbie d'être conciliante. A cet occasion la diplomatie serbe profita pour extorquer du gouvernement russe la promesse d'une récompense dans l'avenir. D'ailleurs, l'ambassadeur russe à Belgrad, M-r Hartvig, était un grand serbophile et ami intime des Karaguéorguievitch. Il savait présenter et défendre devant son gouvernement les prétentions serbes. A quel point les appréhensions des gouvernants bulgares étaient fondées, nous pouvons en juger en partie par ce qui a été imprimé dans les journaux serbes à propos de la mort de l'ambassadeur russe, M-r Hartvig. Le journal „Pravda“, par exemple, écrit: „Aidée et dirigée par lui, la diplomatie serbe avançait et nous apportait des succès. Nous savons tous quelle importance il avait pour nous; nous savons tous que son secours nous était indispensable; il était notre frère et le plus grand Serbe“.

Vers la fin du mois de mai les Serbes et les Grecs avaient achevé leurs préparatifs de guerre; ils s'étaient si bien organisés en Macédoine, qu'ils pouvaient attendre patiemment le développement des événements pour voir ce que la Bulgarie entreprendrait. Ils étaient tellement certains que la guerre avec la Bulgarie était inévitable, qu'après avoir préparé le plan le plus détaillé des opérations de guerre, le quartier général serbe n'oublia pas de faire imprimer préalablement un manifeste conforme aux événements et de le distribuer parmi les troupes et dans les institutions publiques. Il ne restait qu'à y ajou-

ter par écrit la date de la déclaration de guerre et de le faire lire devant l'armée. Et en effet, quand le 16 juin les Bulgares commencèrent l'offensive, le manifeste fut trouvé, déjà le 18 juin, dans les mains du commandant serbe du 8-me regiment d'infanterie, le sous-colonel Siméon Iovanovitch, dans le village Orah (Macédoine), daté par écrit aussi le 18 juin. En parlant de ce manifeste il faut noter quelques phrases qui caractérisent les causes de la guerre et qui prouvent encore une fois que pour les Serbes la Macédoine n'était autre chose qu'une affaire d'intérêt politique et économique et non pas une obligation morale de haute valeur: „Les Bulgares nous disputent les parties de la Macédoine que nous avons conquises au prix les tout de sacrifices. La Bulgarie agrandie deux fois au cours de cette guerre commune, ne donne pas à la Serbie, deux fois moins — ni Prilep qui appartenait au roi Marco, ni Monastir. La Bulgarie, baignée par deux mers, ne permet pas à la Serbie d'avoir une issue à une seul. L'armée serbe ne peut et ne doit pas y consentir. Elle doit défendre ses acquisitions contre tout le monde même contre les alliés d'hier — les Bulgares“.¹⁾

Dans le livre vert de la Roumanie nous apprenons que les nouveaux alliés ont fait le 26 mai un nouvel essai auprès du gouvernement roumain pour l'engager, après échange préalable d'opinions, de conclure un traité d'alliance formel²⁾.

¹⁾ Voir dans l'annexe le texte complet du manifeste et le fac-simile du même manifeste.

²⁾ Référé à sa Majesté le Roi.

Bucarest, dimanche, 26 mai 1913.

„Aujourd'hui, à dix heures du matin, le ministre de Grèce M. Papadiamantopoulos, est revenu chez moi me parler d'une alliance avec la Grèce contre la trop grande expansion de la Bulgarie et a ajouté qu'une telle alliance pourrait être formée en y ajoutant la Turquie. Je lui ai répondu qu'en ce qui concernait la Turquie, je croyais plus prudent d'attendre la consolidation de sa situation intérieure. Quant à un rapprochement avec la Grèce, j'ai ajourné ma réponse à plus tard, lorsque les frottements balkaniques se seront accentués davantage (Livre Vert № 134).

T. Maiorescou.

A cette occasion les alliés se présentèrent devant le gouvernement roumain avec de nouvelles données à la main, pour le faire entrer dans la coalition et pour l'informer qu'on pouvait compter aussi sur le concours de la Turquie. Mais cette fois, comme auparavant, le gouvernement roumain s'abstint, pour des causes inconnues, à signer un engagement formel; cependant il paraît qu'en principe il aurait acquiescé à cette proposition. Sûrement la conduite de la Russie dans la question de compensation sur le compte de la Bulgarie que le gouvernement roumain voulait obtenir le forçait de s'abstenir à prendre des engagements formels. Il est important de noter dans ce document si précieux la pensée intime et la vraie cause des différends soulevés: „Contre la trop grande expansion de la Bulgarie“. L'envie était le vrai motif qui mit sur pied toute la Péninsule contre le peuple bulgare.

Pour achever la préparation politique de la guerre, il restait à accomplir encore une condition; c'était de présenter devant le monde entier la Bulgarie comme la vraie coupable dans cette guerre, pour que ce fût elle qui eût à porter la lourde responsabilité d'avoir rompu l'alliance balkanique. Il suffisait de la moindre provocation de sa part pour que ses adversaires se jetassent sur elle. Or, dans les conditions de ce moment là, où les Serbes et les Grecs avaient envahi les territoires reconnus pour incontestablement bulgares et ne voulaient même pas reconnaître à la Bulgarie le droit du condominium, — ce n'était pas chose difficile. L'armée bulgare qui revenait de la Thrace, parée de victoires récentes et qui approchait de la terre sacrée de la Macédoine, ne pouvait si facilement consentir aux concessions devant l'usurpation manifeste de ses alliés. La lutte diplomatique se transmet à l'armée, et chaque Bulgare su que la Macédoine, pour la libération de laquelle on avait versé tant de sang, allait être extorquée à la Bulgarie par fourberie. Pour celui qui a suivi dans le chapitre précédent comment et avec quel courage le gouvernement bulgare avait lutté dans le passé contre les prétentions des Serbes

et des Grecs en Macédoine, quels soins, quel sacrifices la Bulgarie et son gouvernement avaient apporté à l'oeuvre de la libération de la Macédoine, il n'est pas difficile de saisir à quel point les jours que la Bulgarie vécut alors furent pénibles et pleins d'amertume. L'opinion publique et politique en Angleterre, en France et en Russie se prononça au profit de la conservation de l'alliance balkanique et au profit de l'arrangement pacifique des différends. Sir Edouard Grey dit même au Parlement : „Une guerre entre les alliés aurait été la plus grande infamie pour l'humanité. Les pays balkaniques alliés ont tout gagné, désunis et jetés dans une guerre fratricide ils perdront tout“. Le gouvernement bulgare envisageait la question au même point de vue et trouvait que devant l'intransigence des Serbes le gouvernement russe aurait dû prendre des mesures pour ne pas laisser périr l'alliance balkanique, si nécessaire à sa politique. Bien des gens en Bulgarie comptaient sur la sagesse de la politique russe et espéraient que la Russie interviendrait au profit du droit que ce même traité lui réservait; on s'attendait à ce que, par son autorité, elle imposerait à la Serbie le respect devant les clauses du traité. Ce fut le contraire. Au lieu de faire entendre un langage ferme et décisif, au lieu de désapprouver les menées serbes, le gouvernement russe montra une certaine hésitation et même commença à conseiller aux Bulgares d'être plus conciliants. Au lieu de trancher le différend par quelques paroles du Tzar et d'ordonner aux Serbes de retirer leur armée au nord de la ligne : hauteur „Golème“. — lac d'Ochrida, le gouvernement russe fit des propositions aux premiers ministres des pays balkaniques de se réunir soit à Salonique pour arriver là à une entente, soit à St-Petersbourg pour y mener des pourparlers etc. Il est évident que cette proposition de pourparlers était en contradiction avec la ferme résolution du gouvernement bulgare de ne pas faire de la Macédoine un objet de marchandage et d'exiger l'exécution stricte des clauses du traité. Le gouvernement bulgare

souligna que l'entente avec la Grèce se fit séparément de celle avec la Serbie et exigeait que les différents avec cette dernière fussent liquidés dans le cadre du traité. Mais au milieu de ces pourparlers qui n'aboutirent à aucune entente, au lieu de donner le plus tôt possible une solution quelconque des questions en litige, le Tzar se contenta d'envoyer le 26 mai deux télégrammes tout à fait identiques, l'une au roi de la Serbie et l'autre au roi des Bulgares.

Voici le texte intégral du télégramme impérial :

A Sa Majesté le Roi des Bulgares,

La nouvelle de l'entrevue projetée à Salonique entre les Ministres-Présidents des quatre pays alliés, qui pourraient ensuite se rencontrer à St.-Petersbourg, M'a fait le plus grand plaisir, cette intention semblant indiquer le désir des Etats Balkaniques de s'entendre et de consolider l'alliance qui jusqu'à présent a donné les résultats les plus brillants. C'est avec un sentiment pénible que j'apprends que cette décision n'a pas encore été mise à exécution et que les Etats balkaniques paraissent se préparer à une guerre fratricide capable de ternir la gloire qu'ils ont acquise en commun. Dans un moment aussi grave, J'en appelle directement à Votre Majesté ainsi que M'y oblige Mon droit et Mon devoir. C'est à la Russie que les deux peuples, Bulgare et Serbe, ont remis par l'acte de leur alliance la décision de tous les différends relatifs à l'application des termes du traité et des conventions qui s'y réfèrent. Je demande donc à Votre Majesté de rester fidèle aux obligations contractées par Elle et de s'en rapporter à la Russie pour la solution du différend actuel entre la Bulgarie et la Serbie. Considérant les fonctions d'arbitre, non pas comme une prérogative, mais comme une obligation pénible à laquelle Je ne saurais Me soustraire, Je crois devoir prévenir Votre Majesté qu'une guerre entre les alliés ne pourrait Me laisser indifférent. Je tiens à établir que l'Etat qui aurait commencé cette guerre en

serait responsable devant la cause slave et que Je Me réserve toute liberté quant à l'attitude qu'adoptera la Russie vis-à-vis des résultats éventuels d'une lutte aussi criminelle“.

Nicolas.

Le texte de ce télégramme était stupéfiant; on ne faisait pas de différence, comme si les agissements des deux souverains étaient de la même valeur moral, et comme si dans ce différend il n'y avait pas de coupable. Dans ces télégrammes il menaçait les deux rois au cas où l'un d'eux se permettrait de commencer la guerre. Or, de fait la Serbie avait depuis longtemps accompli l'acte de provocation envers la Bulgarie, ayant envahi le territoire qui appartenait à la Bulgarie d'après le traité et aussi en ayant empêché à nos troupes de l'occuper la Macédoine selon leur droit au condominium.

De son coté le Tzar des Bulgares envoya un télégramme à l'Empereur Russe en défendant encore une fois les droits de son peuple:

A Sa Majesté l'Empereur de Russie,

J'ai reçu la dépêche par laquelle Votre Majesté, dans sa sollicitude pour la paix et la cause slave, en appelle directement à Moi, au sujet de la grave crise que subissent nos relations avec nos alliés, et qui n'a malheureusement été suscitée que par eux mêmes. Je dois à la vérité de rappeler à Votre Majesté que, profondément pénétré de la responsabilité qu'il aurait assumée en suivant une autre voie, mon gouvernement a d'avance répondu au sentiment de Votre Majesté. Dès le 13 avril dernier, en effet, il s'adressait à Monsieur Sazonoff pour le prier de faire cesser la surexcitation des deux côtés de la frontière, en invitant les deux parties à se soumettre à l'arbitrage prévu dans leur traité d'alliance. Cette invitation a été faite. Mon gouvernement l'a immédiatement acceptée. Quant au gouvernement serbe, il continuait une politique dont la

dernière manifestation, la déclaration de M. Pachitch à la Skoupchtina, a produit dans mon pays une émotion d'autant plus grande qu'elle a été lue au moment même où la rencontre des Présidents du Conseil se préparait.

Votre Majesté ne refusera donc pas de reconnaître que la Bulgarie a été fidèle à sa parole; qu'elle attend toujours que l'arbitrage soit également, et à son exemple, accepté par la Serbie; et que c'est bien le gouvernement serbe qui, en se déroband à cet arbitrage et en accumulant des manifestations hostiles contre la Bulgarie, continue à provoquer les dangers d'une lutte fratricide. Cette lutte, Moi et Mon gouvernement, nous la déplorerions plus que qu'il ce soit; nous voulons sincèrement l'éviter, mais nous ne pouvons aller à l'encontre des sentiments unanimes d'indignation que provoquent chez tout mon peuple, au lendemain d'efforts inouis et de glorieuses victoires, les tentatives de nos alliés qui veulent lui arracher, au mépris du droit et de la foi jurée, les fruits les plus sacrés de ces efforts et de ces victoires. La Bulgarie n'a pas seulement des droits sur la Macédoine; elle a des devoirs inéluctables envers une population qui a toujours été et qui veut rester à tout prix bulgare; et Votre Majesté voudra bien se souvenir que ces devoirs ont été, pendant de longues années, reconnus par la Russie elle-même.

Ferdinand.

L'attaque entreprise par les Bulgares le 16 juin.

La réponse du Roi des Bulgares fut bien accueillie par la majorité de la population. Elle était digne d'un peuple qui venait d'achever glorieusement une grande et lourde guerre. Le ton mesuré et ferme reflétait bien le respect que les Bulgares ressentaient envers la Russie, mais en même temps on y voyait la conscience profonde des mérites envers l'alliance balkanique et aussi le sentiment de ses droits. Le télégramme du Tzar occasionna une certaine froideur dans les rapports des deux cours. Toute-

fois les pourparlers et les tentatives d'aboutir à une entente continuaient, mais naturellement sans donner aucun succès.

On était à bout de patience et il fut décidé que nos troupes obtiendraient par force le droit au condominium en Macédoine, droit que donnaient les clause du traité. Il était humiliant pour l'armée bulgare de rester passive devant l' offense et les menaces de la part de la Serbie. Le 16 juin notre armée (la 2-me et la 4-me armée) entra dans le territoire envahi par les Serbes et les Grecs, de sorte qu'au moment où l'arbitrage aurait à se prononcer sur le sort de la zone „contestée“, les deux côtés fussent dans des conditions égales. Au cas de résistance nos troupes avaient reçu l'ordre d'attaquer et de prendre par force les points indiqués et qui se trouvaient dans la zone contestée. Il fallait montrer à la Serbie que le droit d'un peuple ne peut être violé impunément, surtout quand ce peuple a fait tant de sacrifice pour la Macédoine. Le parti militariste serbe était l'obstacle principal d'une entente entre les deux gouvernement. Après de longs pourparlers il fut évident qu'il fallait mettre fin à ce différend qui depuis tant de mois épuisait la patience de l'armée et devant lequel tout restait sans résultat; les rémontrances amicales, et les explications officielles, ainsi que les conseil et les menaces de la part de la Grande Russie. Mais le Quartier Général serbe qui était le moteur principal dans ce différend ne voulait laisser échapper l'occasion pour atteindre son but lointain. Il attendait avec impatience le premier prétexte de la part des Bulgares pour déclarer la guerre. Il trouva que cette attaque locale des Bulgares était un motif suffisant pour se jeter dans une guerre fratricide. S'étant entendu avec la Grèce et le Monténégro et ayant obtenu l'assurance du concours de la Roumanie et de la Turquie, le Quartier Général serbe ordonna à ses troupes de résister et d'attaquer. Après avoir repoussé les troupes serbes des points qui devaient être occupés par nos troupes par droit au condominium, notre gouvernement fit le premier la pro-

position d'arrêter les opérations de guerre. Dans ce but il envoya sur le front entier des officiers pour parlementer. Le commandement général serbe avec le Prince Héritier en tête étaient trop engagés devant le gouvernement et le peuple et demandaient la guerre à tout prix, car „une autre fois cet occasion propice d'anéantir la Bulgarie ne se présenterait jamais“. La plupart de nos parlementaires furent faits prisonniers ou tués. L'armée serbe continua son offensive en y employant toutes ses forces. L'armée grecque fit de même, de sorte que la guerre entre les alliées éclata bientôt dans toute son horreur.

Dès ce moment la situation politique extérieure de la Bulgarie changea complètement et à son désavantage. L'avertissement sévère de l'Empereur de Russie (télégramme du 26 mai) et la réponse du Roi des Bulgares présentaient pour la Russie un motif suffisant pour sévir contre la Bulgarie comme auteur de la guerre. Elle prit des mesures trop exclusives pour punir le peuple bulgare et à cause de l'irritation de certains personnages, elle oublia la juste cause de ce peuple et le jeta dans de graves épreuves. Pour que le peuple bulgare fût si cruellement puni et pour qu'il perdît les sympathies, dont il jouissait largement de la part de toutes les grandes puissances quelques jours auparavant, il fallait que nos voisins eussent jeté toutes les calomnies possibles contre tout ce qui était bulgare, sans que le peuple bulgare pût se justifier et expliquer la vérité; nos adversaires nous avaient cerné de tous les côtés. Après la Serbie et la Grèce sous l'instigation de la Russie¹⁾ la Roumanie nous déclara aussi la guerre, elle s'était réservée la liberté d'action juste pour ce cas. Enfin, la Turquie adhéra aussi à la coalition.

¹⁾ Le 13 juin M-r Majoreskou fit le rapport suivant au Roi: „L'ambassadeur russe, M-r Chébeko me fit part qu'à tout moment on s'attendait à voir éclater la guerre entre la Bulgarie d'un côté et la Serbie et la Grèce de l'autre. En indiquant le rôle que nous sommes appelés à jouer aujourd'hui dans les Balkans, M-r Chébeko ajouta que nous aurions bien fait de mobiliser notre armée, de passer le Danube, d'occuper la ligne Toutrakane — Baltchique et de la garder pour toujours“.

Ainsi réunies, toutes les armées de nos voisins envahirent de tous les côtés la Bulgarie, ce qui força l'armée bulgare de se retirer. N'étant pas en état de continuer la guerre, la Bulgarie fut forcée de demander la paix et le 28 juillet elle fut contrainte de signer la paix humiliante de Bukarest.²⁾ D'après ce traité la Macédoine nous fut arrachée et fut donnée aux Serbes et aux Grecs. On nous enleva une bonne partie de la Dobroudja qui avait été donnée à la Roumanie. Dans la conférence de Constantinople, qui eut lieu quelques semaines plus tard, on nous prit aussi la Thrace entière avec Andrinople, et on la céda à la Turquie.

Le traité de Bukarest mit fin à la deuxième guerre que la Bulgarie avait menée pour la libération de la Macédoine. Le mauvais sort poursuivit ce malheureux pays et le fit tomber sous un nouvel esclavage. Les événements de l'année 1913 achevèrent la ruine de la population bulgare en Macédoine, qui, après avoir subi toutes les horreurs de deux guerres acharnées, tomba à la fin sous le double et lourd joug des persécuteurs les plus acharnés des Bulgares. Une horrible injustice fut faite à Bukarest au peuple bulgare, et les cabinets européens restèrent spectateurs passifs et virent même avec plaisir la fin des troubles dans les Balkans, car le danger de plus grandes complications en Europe était ainsi écarté.

Encore sous le coup de notre désillusion et pleins d'amertume nous, les Bulgares, nous pouvons difficilement juger les conséquences de la situation politique qui nous a été imposée après notre catastrophe nationale. Nous laissons cette tâche à des étrangers qui ont étudié notre pays et le connaissent. Un de ceux-ci est l'ancien correspondant militaire, Nicolas Sourine, officier de l'armée russe, qui a fait un long séjour en Macédoine et en Bulgarie. Dans un article qui a été publié dans l'organe de la Société de bienfaisance Slave à Petersbourg, le „Slavianski Izvestiya“ (Numéro du 1 mars 1914), Sourine fait une intéressante

¹⁾ V. dans l'annexe le texte du traité de Bukarest.

appréciation de la politique extérieure de la Bulgarie qui mérite d'être rapportée ici dans ses parties essentielles en tant qu'exposé d'une opinion russe :

„Quand, au mois de juin de l'année dernière, les armées serbes et bulgares eurent pris position l'une contre l'autre, aucunes notes et représentation ne pouvaient écarter la guerre. Quelque eût été la décision de l'arbitre, les Serbes n'auraient pas cédé un pouce de terrain au-delà du Vardar et les Bulgares ne se seraient également pas résignés à la perte de cette partie de la Macédoine. L'affaire eût pu s'arranger à l'amiable seulement si des mesures plus décisives avaient été prises auparavant pour assurer l'exécution du traité d'alliance. Quand les deux peuples, envisageant les choses à des points de vue absolument différents, furent prêts à appuyer leurs prétentions les armes à la main, l'impuissance de la diplomatie devint manifeste. Le peuple bulgare, maintenant moins que jamais n'est enclin à une politique d'aventures. Il n'est presque pas affaibli. Son énergie n'est pas abattue par le pitoyable résultat de sa guerre victorieuse. Il n'est qu'irrité et désillusionné sur les avantages qu'apportent ses victoires. Il ne craint pas le combat, mais ne désire pas se battre avant d'acquiescer la conviction que ses victoires lui seront profitables. Et aucun pouvoir ne pourra à son gré et par caprice le contraindre à prendre les armes. Mais en même temps le peuple sait ce qu'il a perdu et espère la recouvrer dans, une occasion propice“.

Nicolas Sourine touche à la question de l'entente entre la Bulgarie, la Russie et la Serbie et affirme que les hommes politiques au pouvoir — qu'ils soient „philes“ ou „phobes“ ne jouent qu'un rôle secondaire et ne peuvent aider ou faire obstacle que jusqu'à un certain point, aux bons rapports entre la Bulgarie et les Etats slaves et continue :

„Il n'est pas difficile de définir les intérêts fondamentaux sur lesquels sera élevée toute la politique

extérieure de la Bulgarie. Le peuple bulgare, suffisamment cultivé et conscient au point de vue politique, les sent et les comprend. Son point de vue est simple et clair, et son but parfaitement déterminé — l'unité du peuple bulgare (la Bulgarie de San-Stéfano); avec cette pensée le peuple a vécu 35 années de sa vie indépendante et continue à vivre maintenant encore. Elle a été le stimulant le plus puissant du peuple bulgare dans le passé. Sous son influence, il a accompli des merveilles d'héroïsme et d'abnégation pendant les guerres balkaniques, et dans l'avenir sa force et sa participation dans les événements internationaux dépendra du degré de développement de cette idée au sein des masses populaires. En l'abandonnant, la Bulgarie cesserait de jouer quelque rôle que ce fut dans la politique extérieure. Son importance comme quantité politique deviendrait nulle, et au point de vue politique personne ne s'intéresserait plus à elle. Mais depuis leur indépendance les Bulgares ont réussi à prouver suffisamment que, peuple pacifique et pratique, ils entendent cet esprit pratique non au sens étroit et mesquin du mot, et considèrent, comme une garantie de leur prospérité matérielle, la réalisation de leur idéal politique — l'unité du peuple bulgare“.

Plus loin, Sourine fait ressortir que les événements de l'année précédente n'ont pas étouffé l'esprit national, mais ont développé à l'extrême les traits traditionnels du caractère bulgare — la prudence, la méfiance, l'obstination. „Une sombre irritation a remplacé le magnifique élan qui avait soulevé le peuple bulgare il y a six mois...“. Le peuple bulgare a subi, avec dignité, la lourde épreuve, comme aucun de ses voisins n'aurait pu le faire. Sourine blâme sévèrement ceux des journaux russes qui, de pair avec les ennemis directs des Bulgares, ont répandu avec zèle dans leurs colonnes des bruits alarmants au sujet d'une abdication du Tzar, de révolutions et de troubles.

„La pensée dirigeante dans la politique bulgare, continue Sourine, restera, comme dans le passé, celle de

l'unité du peuple bulgare. Son but sera de nouveau la conquête de la Macédoine et de la Dobroudja. Aucun Bulgare, de quelque parti qu'il soit, ne soulevra d'objection contre cette base de la politique. C'est pour cela que la Serbie, la Grèce et la Roumanie sont les ennemies naturelles des Bulgares contre lesquelles ceux-ci devront lutter pour atteindre leur idéal national et assurer l'existence du royaume bulgare comme unité politique. Cette haine naturelle entre la Bulgarie et les Etats voisins est entretenue par ces dernières au moyen de l'opiniâtre et cruelle dénationalisation des Bulgares dans les nouvelles terres. De bonnes relations ne pourront nécessairement s'établir qu'avec la Turquie. Ce qui constituait pour la Bulgarie un but constant — la Macédoine, n'est plus dans les mains des Turcs“.

„Au point de vue russe et slave, la situation dans les Balkans n'est pas brillante. Toutes les conditions qui nous sont défavorables sont maintenues évidemment par ceux auxquels elles sont utiles. L'unique bonne volonté des hommes d'Etat bulgares n'est pas du tout suffisante. Chez tout Bulgare la phobie serbo-grecque et roumaine est en ce moment incomparablement plus forte que la russo- ou slavophilie. Dans son irritation actuelle la Bulgarie ne prêtera foi à aucunes promesses et assurances et ne se décidera à agir qu'en présence d'avantages réels et entièrement garantis. Nul austrophile bulgare, même le plus notable, ne pourrait prêcher un rapprochement de la Bulgarie avec le germanisme contre le slavisme comme base constante de la politique bulgare, mais tous les russophiles réunis, dans l'état actuel des choses, n'auraient pas le pouvoir d'imposer à la Bulgarie l'idée slave. Il est trop simple, et sans fondement aucun, d'attribuer la triste situation actuelle dans les Balkans à l'austrophilie de quelques Bulgares. Il serait plus raisonnable et plus efficace d'engager la lutte contre les conséquences de la seconde guerre pour créer un terrain plus favorable“.

Pour le peuple bulgare la question Macédonienne reste ouverte. Sous le poids des circonstances il a été forcé „de replier ses drapeaux victorieux et d'attendre de meilleurs jours“. La douleur de la Bulgarie est immense : l'oeuvre d'un demi-siècle consacrée au développement politique et intellectuel de la Macédoine est ruinée. Le coeur saigne à la vue des violences exercées contre les Macédoniens, des poursuites contre tout ce qui porte le nom bulgare, à la vue des écoles et des églises bulgares fermées et des intellectuels bulgares chassés ou massacrés. Dans leur soif de domination les Serbes et les Grecs ont persécuté les Bulgares de Macédoine avec un tel acharnement qu'on eût dit qu'en quelques semaines ils espéraient pouvoir changer la physionomie bulgare de cette contrée. Mais un peuple grandi au milieu de luttes continues ne peut être si facilement effacé. Le Macédonien est encore assez fort pour résister aux nouveaux persécuteurs. Les rides de son visage deviennent de jour en jour plus profondes mais la foi dans la Bulgarie qui ne le délaisse pas et qui souffre avec lui le soutient et le fait patiemment attendre le jour où la justice, si chère aux peuples opprimés, éclatera et lui apportera le droit de respirer largement l'air de son pays et de parler à haute voix sa langue maternelle.

Sofia, juin 1915.

ANNEXES.

I.

Le traité de San-Stefano 1878 ¹⁾.

Article 3.

La Serbie est reconnue indépendante.

La frontière, marquée sur la carte ci-jointe, suivra le thalweg de la Drina, en laissant le Petit-Zvornik et Zakar à la Principauté et en longeant l'ancienne limite jusqu'aux sources du ruisseau Dezevo près de Stoilac. De là, le nouveau tracé suivra le cours de ce ruisseau jusqu'à la rivière Raska, et puis le cours de celle-ci jusqu'à Novi-Bazar. De Novi-Bazar, remontant le ruisseau qui passe près des villages Mekinje et Trgoviste jusqu'à sa source, la ligne frontière se dirigera par Bosur-Planina dans la vallée de l'Ibar et descendra le ruisseau qui se jette dans cette rivière près du village Ribanic. Ensuite elle suivra le cours des rivières Ibar, Sitnitza, Lab, et du ruisseau Batintze jusqu'à sa source (sur la Grapachnitsa-Planina). De là, la frontière suivra les hauteurs qui séparent les eaux de la Kriva et de la Veterniza, et rejoindra, par la ligne la plus courte, cette dernière à l'embouchure du ruisseau Miovatzka pour remonter celui-ci, traverser la Miovatska-Planina et redescendre vers la Morava, près du village de Kalimanci. A partir de ce point, la frontière descendra la Morava jusqu'à la rivière Vlassina, près du village Staikovtzi en remontant cette dernière ainsi que la Liuberazda et le ruisseau Koukavitze, passera par la Sukha-Planina, longera le ruisseau de Vrylo jusqu'à la Nisava et descendra ladite rivière jusqu'au village de Kroupatz, d'où elle ira rejoindre, par la ligne la plus courte, l'ancienne frontière serbe au Sud-Est de Karaoul-Baré, pour ne plus la quitter jusqu'au Danube.

¹⁾ Affaires étrangères. Documents diplomatiques. Affaires d'Orient. Congrès du Berlin. 1877. Paris, 187 p. 23—24.

Article 6.

La Bulgarie, est constituée en Principauté autonome, tributaire, avec un Gouvernement chrétien et une milice nationale.

Les frontières définitives de la Principauté bulgare seront tracées par une commission spéciale russo-turque, avant l'évacuation de la Roumélie par l'armée impériale russe. Cette commission tiendra compte dans ses travaux, pour les modifications à introduire sur le lieu au tracé général, du principe de la nationalité de la majorité des habitants des confins, conformément aux bases de la paix, ainsi que des nécessités topographiques et des intérêts pratiques de circulation pour les populations locales.

L'étendue de la Principauté de Bulgarie est fixée, en traits généraux, sur la carte ci-jointe, qui devra servir de base à la délimitation définitive. En quittant la nouvelle frontière de la principauté serbe, le tracé suivra la limite occidentale du caza de Vrania jusqu'à la chaîne du Karadagh, tournant vers l'Ouest, la ligne suivra les limites occidentales des cazas de Koumanovo, Katchanik, Kalkandelen, jusqu'au mont Korab; de là, par la rivière Velèstchitza jusqu'à sa jonction avec le Drine Noir. Se dirigeant vers le Sud par le Drine et après par la limite occidentale du caza d'Ochride vers le mont Linas, la frontière suivra les limites occidentales des cazas de Cortcha et Starovo jusqu'au mont Gramos. Ensuite, par le lac de Kastoria, la ligne frontière rejoindra la rivière Moglénitza et, après avoir suivi son cours et passé au sud de Yanitza (Wardar-Yénidjé), se dirigera par l'embouchure du Wardar et par le Galico vers les villages de Parga et de Saraï-Keuy; de là, par le milieu du lac Bechik-Gueul, à l'embouchure des rivières Strouma et Karassou, et par la côte maritime jusqu'au Buru-Gueul; plus loin, partant dans la direction nord-ouest vers le mont Tchaltépé par la chaîne du Rhodope jusqu'au mont Krouchovo, par les Balkans noirs (Kara-Balkans) par les monts Eschek-Koulatchi, Tchépeliou, Karakolas et Ischiklar, jusqu'à la rivière Arda. De là, la ligne frontière sera tracée dans la direction de la ville de Tchirmen et, laissant la ville d'Andrinople au midi, par les villages de Sugutliou, Kara-hamza, Arnaoutkeu, Akardji et Enidjé, jusqu'à la rivière Téké-déressi. En suivant le cours du Tekedéressi et du Tchorklouderessi jusqu'à Loulé-Bourgas, et de là, par la rivière Soudjak-déré jusqu'au village de Serguen. La ligne frontière ira par les hauteurs directement vers Hakim-Tabiassi, où elle aboutira à la mer Noire. Elle quittera la côte maritime près de Mangalia en longeant les limites méridionales du sandjak de Toultscha et aboutira au Danube au-dessus de Rassova.

II.

Le traité de Berlin du 13 juillet 1878.

Article 1^{er}.

La Bulgarie est constituée en Principauté autonome et tributaire, sous la suzeraineté de S. M. I. le Sultan. Elle aura un Gouvernement chrétien et une milice nationale.

Article 2.

La Principauté de Bulgarie comprendra les territoires ci-après :

La frontière suit, au Nord, la rive droite du Danube, depuis l'ancienne frontière de Serbie jusqu'à un point à déterminer par une Commission européenne à l'Est de Silistrie et, de là, se dirige vers la mer Noire au Sud de Mangalia, qui est rattaché au territoire roumain. La mer Noire forme la limite Est de la Bulgarie Elle continue par la chaîne principale du Grand-Balkan, dont elle suit toute l'étendue jusqu'au sommet du Kosica. Là, elle quitte la crête du Balkan, descend vers le Sud, entre les vilages de Pirdope et de Duchanci, laissés l'un à la Bulgarie et l'autre à la Roumélie-Orientale etc. ¹⁾

Article 3.

Le Prince de Bulgarie sera librement élu par la population, et confirmé par la Sublime Porte, avec l'assentiment des Puissances. Aucun membre des dynasties régnantes des Grandes Puissances européennes ne pourra être élu Prince de Bulgarie. En cas de vacance de la dynastie princière, l'élection du nouveau Prince se fera aux mêmes conditions et dans les mêmes formes.

Article 11.

L'armée ottomane ne séjournera plus en Bulgarie. Toutes les anciennes fortesses seront rasées, aux frais de la Principauté, dans le délai d'un an, ou plus tôt, si faire se peut. Le Gouvernement local prendra immédiatement des mesures pour les détruire, et ne pourra en faire construire de nouvelles etc. . . .

Article 13.

Il est formé au Sud des Balkans une province qui prendra le nom de „Roumélie Orientale“ et qui restera placée sous

¹⁾ Voir la carte I dans l'annexe.

l'autorité politique et militaire directe de S. M. I. le Sultan, dans les conditions d'autonomie administrative. Elle aura un Gouverneur Général chrétien.

Article 15.

S. M. le Sultan aura le droit de pouvoir à la défense des frontières de terre et de mer de la province en élevant des fortifications sur ces frontières et en y entretenant des troupes etc.

Article 17.

Le Gouverneur Général de la Roumélie Orientale sera nommé par la Sublime Porte, avec l'assentiment des Puissances, pour un terme de cinq ans.

Article 23.

La Sublime Porte s'engage à appliquer scrupuleusement dans l'île de Crète le règlement organique de 1868 en y apportant les modifications qui seraient jugées équitables. Des règlements analogues, adaptés aux besoins locaux, sauf en ce qui concerne les exemptions d'impôts accordées à la Crète, seront également introduits dans les autres parties de la Turquie d'Europe pour lesquelles une organisation particulière n'a pas été prévue par le présent Traité. La Sublime Porte chargera des Commissions spéciales, au sein desquelles l'élément indigène sera largement représenté, d'élaborer les détails de ces nouveaux règlements dans chaque province. Les projets d'organisation résultant de ces travaux seront soumis à l'examen de la Sublime Porte, qui, avant de promulguer les actes destinés à les mettre en vigueur, prendra l'avis de la Commission Européenne instituée pour la Roumélie Orientale.

Article 45.

La Principauté de Roumanie rétrocède à S. M. l'Empereur de Russie la portion du territoire de la Bessarabie détachée de la Russie en suite du Traité de Paris de 1856, limité à l'Ouest par le thalweg du Pruth, au Midi par le thalweg du bras de Kilia et l'embouchure du Stary Stamboul.

Article 46.

Les îles formant le Delta du Danube, ainsi que l'île des Serpents, le sandjak de Toultscha, comprenant les districts (cazas) de Kilia, Soulina, Mahmoudië, Issaktcha, Toultscha, Matchine,

Babadagh, Hirsovo, Kustendjé, Medjidié, sont réunis à la Roumanie. La Principauté reçoit en outre le territoire situé au Sud de la Dobroudja jusqu'à une ligne ayant son point de départ à l'Est de Silistrie et aboutissant à la Mer Noire au Sud de Mangalia. Le tracé de la frontière sera fixé sur les lieux par la Commission Européenne instituée pour la délimitation de la Bulgarie.

III.

Le traité d'alliance et les conventions militaires entre la Bulgarie et la Serbie 1912.

I.

Traité d'amitié et d'alliance entre le royaume de Bulgarie et le royaume de Serbie du 29 février 1912.

Sa Majesté Ferdinand I^{er}, roi des Bulgares, et Sa Majesté Pierre I^{er}, roi de Serbie, pénétrés de la conviction de la communauté d'intérêts et de la similitude des destinées de leurs États et des deux peuples frères, bulgare et serbe, et décidés à défendre solidairement, avec des forces communes, ces intérêts et à s'efforcer de les mener à bonne fin, sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

Le royaume de Bulgarie et le royaume de Serbie se garantissent mutuellement leur indépendance et l'intégrité de leur territoire, en s'engageant d'une manière absolue et sans restriction d'aucune sorte à se porter réciproquement secours, avec la totalité de leurs forces, dans tout cas où l'un des deux royaumes serait attaqué par un ou plusieurs États.

Article 2.

Les deux parties contractantes s'engagent de même à se porter mutuellement secours, avec la totalité de leurs forces, au cas où l'une quelconque des grandes puissances tenterait de s'annexer, ou d'occuper, ou d'appréhender avec ses troupes, même provisoirement, n'importe quelle partie des territoires de la péninsule des Balkans se trouvant actuellement sous la domination turque, si l'une des parties contractantes estime ce fait contraire à ses intérêts vitaux et constituant un casus belli.

Article 3.

Les deux parties contractantes s'engagent à ne conclure la paix que conjointement et après entente préalable.

Article 4.

Une convention militaire sera conclue à l'effet d'assurer l'exécution du présent traité d'une manière complète et la plus conforme au but poursuivi. Cette convention stipulera aussi bien tout ce qu'il y aura lieu d'entreprendre de part et d'autre en cas de guerre, que tout ce qui, ayant trait à l'organisation militaire, la dislocation et la mobilisation des troupes, les rapports des hauts commandements, devra être établi, dès le temps de paix, pour la préparation et la bonne conduite de la guerre.

La convention militaire fera partie intégrante du présent traité. Son élaboration devra commencer au plus tard quinze jours après la signature du présent traité et être terminée dans le délai maximum de deux mois.

Article 5.

Le présent traité et la convention militaire seront en vigueur du jour de leur signature jusqu'au 31 décembre 1920 inclusivement. Ils ne pourront être prorogés au delà de ce délai qu'après une entente complémentaire, expressément sanctionnée, des deux parties contractantes. Toutefois, au cas où au jour de l'expiration du traité et de la convention militaire, les deux parties se trouveraient être en guerre ou sans avoir liquidé encore la situation résultant de la guerre, le traité et la convention seront maintenus en vigueur jusqu'à la signature de la paix ou à la liquidation de l'état de choses amené par la guerre.

Article 6.

Le présent traité sera établi en deux exemplaires uniformes, rédigés tous les deux en langue serbe et bulgare. Il sera signé par les souverains et les ministres des Affaires étrangères des deux États. La convention militaire, également en deux exemplaires rédigés en bulgare et en serbe, sera signée par les souverains, les ministres des Affaires étrangères et les plénipotentiaires militaires spéciaux.

Article 7.

Le présent traité et la convention militaire ne pourront être publiés ou communiqués à d'autres États qu'après entente

préalable des deux parties contractantes, et ce conjointement et simultanément.

Une entente préalable sera de même nécessaire pour l'admission d'un tiers État dans l'alliance.

Fait à Sofia, le 29 février 1912.

2.

Annexe secrète au traité d'amitié et d'alliance entre le royaume de Bulgarie et le royaume de Serbie.

Article premier.

Au cas où il surviendrait en Turquie des troubles intérieurs, de nature à mettre en danger les intérêts nationaux ou d'État des parties contractantes ou de l'une d'elles, comme au cas où des difficultés intérieures ou extérieures avec lesquelles la Turquie se verrait aux prises mettraient en cause le maintien du statu quo dans la péninsule des Balkans, celle des deux parties contractantes qui aboutirait la première à la conviction qu'une action militaire doit être engagée de ce fait s'adressera, par une proposition motivée, à l'autre partie, qui sera tenue d'entrer immédiatement dans un échange de vues, et si elle ne tombe pas d'accord avec son alliée, de lui donner une réponse motivée.

Si une entente en vue d'une action intervient, cette entente devra être communiquée à la Russie, et au cas où cette puissance ne s'y opposerait pas, l'action sera engagée, conformément à l'entente établie et en s'inspirant en tout des sentiments de solidarité et de communauté d'intérêts. Dans le cas contraire — soit si une entente n'intervient pas — les deux États feront appel à l'opinion de la Russie, laquelle opinion sera, si et dans la mesure dans laquelle la Russie se prononcera, obligatoire pour les deux parties.

Au cas où la Russie s'abstenant de donner son opinion et l'entente entre les deux parties contractantes ne pouvant, même après cela être obtenue, celle des deux parties qui est pour l'action déciderait d'engager cette dernière à elle seule et à ses risques, l'autre partie sera tenue d'observer une neutralité amicale vis-à-vis de son alliée, de procéder sur-le-champ à une mobilisation dans les limites prévues par la convention militaire et de se porter, avec toutes ses forces, au secours de son alliée, si un tiers État prenait le parti de la Turquie.

Article 2.

Tous les accroissements territoriaux qui seraient réalisés par une action commune dans le sens des articles premier et second du traité et de l'article premier de la présente annexe secrète, tombent sous la domination commune (condominium) des deux États alliés. Leur liquidation aura lieu sans retard, dans un délai maximum de trois mois après le rétablissement de la paix, et sur les bases suivantes:

La Serbie reconnaît à la Bulgarie le droit sur les territoires à l'est des Rhodopes et de la rivière Strouma; la Bulgarie reconnaît le droit de la Serbie sur ceux situés au nord et à l'ouest du Char-Planina.

Quant aux territoires compris entre le Char, les Rhodopes, la mer Égée et le lac d'Ochrida, si les deux parties acquièrent la conviction que leur organisation en province autonome distincte est impossible en vue des intérêts communs des nationalités bulgare et serbe ou pour d'autres raisons d'ordre intérieur ou extérieur, il sera disposé de ces territoires conformément aux stipulations cidessous:

La Serbie s'engage à ne formuler aucune revendication en ce qui concerne les territoires situés au delà de la ligne tracée sur la carte ci-annexée et qui, ayant son point de départ à la frontière turco-bulgare, au mont Golem (au nord de Kr. Palanka) suit la direction générale du sud-ouest jusqu'au lac d'Ochrida, en passant par le mont Kitka, entre les villages de Metejevo et Podarjikon, par le sommet à l'est du village Nerav, en suivant la ligne de partage des eaux jusqu'au sommet 1.000, au nord du village de Baschévo, entre les villages de Liubentzi et Petarlitza, par le sommet Ostrich 1.000 (Lisetz-Planina), le sommet 1.050 entre les villages de Dratch et Opila, par les villages de Talichimantzi et Jivalevo, le sommet 1.050, le sommet 1.000, le village Kichali, la ligne principale de partage des eaux Gradichté-Planina jusqu'au sommet Gorichté, vers le sommet 1023, suivant ensuite la ligne de partage des eaux entre les villages Ivankovtzi et Loghintzi, par Vetersko et Sopot sur le Vardar. Traversant le Vardar, elle suit les crêtes vers le sommet 2.550 et jusqu'à la montagne Pétrropole, par la ligne de partage des eaux de cette montagne entre les villages de Krapa et Barbarès jusqu'au sommet 1.200, entre les villages de Yakryenovo et Drenovo, jusqu'au mont Tchesma (1.254), par la ligne de partage des eaux des montagnes Baba-Planina et Krouchka-Tepessi, entre les villages de Salp et Tzerske, jusqu'au sommet de la Protoyska-Planina, à l'est du village de Belitza, par Bréjani, jusqu'au sommet 1.200 (Ilinska-Planina), par la ligne de partage des eaux passant

par le sommet 1.330 jusqu'au sommet 1.217 et entre les villages de Livoichta et Corentzi jusqu'au lac d'Ochrida près du monastère de Gabovitzi.

La Bulgarie s'engage à accepter cette frontière si Sa Majesté l'Empereur de Russie, qui sera sollicité d'être l'arbitre suprême en cette question, se prononce en faveur de cette ligne.

Il va de soi que les deux parties contractantes s'engagent à accepter comme frontière définitive la ligne que Sa Majesté l'Empereur de Russie, dans les limites sus-indiquées, aurait trouvée correspondre le plus aux droits et aux intérêts des deux parties.

Article 3.

Copie du traité et de la présente annexe secrète sera communiquée conjointement au gouvernement impérial de Russie, qui sera prié en même temps d'en prendre acte, de faire preuve de bienveillance à l'égard des buts qu'ils poursuivent, et de prier Sa Majesté l'Empereur de Russie de daigner accepter et approuver les attributions désignées pour sa personne et son gouvernement, par les clauses de ces deux actes.

Article 4.

Tout différend qui surgirait touchant l'interprétation et l'exécution d'une quelconque des clauses du traité, de la présente annexe secrète et de la convention militaire sera soumis à la décision définitive de la Russie, dès lors que l'une des deux parties aura déclaré qu'elle estime impossible une entente par des pourparlers directs.

Article 5.

Aucune des dispositions de la présente annexe secrète ne pourra être publiée ou communiquée à un autre État sans une entente préalable des deux parties et l'assentiment de la Russie.

Fait à Sofia, le 29 février 1912.

3.

Convention militaire entre le royaume de Bulgarie et le royaume de Serbie.

Conformément à l'esprit et sur la base de l'article 3 du traité d'amitié et l'alliance entre le royaume de Bulgarie et le royaume de Serbie et afin de mieux assurer la conduite de la guerre avec succès et la réalisation plus complète des buts que

l'alliance a en vue, les deux parties contractantes conviennent des stipulations ci-dessous, qui auront, en tout, même force et valeur que les dispositions du traité lui-même.

Article premier.

Le royaume de Bulgarie et le royaume de Serbie s'engagent, dans les cas prévus par les articles 1^{er} et 2 du traité d'alliance et par l'article 1^{er} de l'annexe secrète à ce traité, à se porter mutuellement secours, la Bulgarie avec une force armée qui ne devra pas être inférieure à deux cent mille combattants et la Serbie avec une force d'au mois cent cinquante mille combattants, en mesure aussi bien de combattre à la frontière que de prendre part à des opérations militaires hors du territoire national.

Dans ce nombre ne sauraient être compris ni les combattants de formations surnuméraires, ni ceux du troisième ban serbe, ni les troupes territoriales bulgares.

Ce contingent de combattants devra être rendu à la frontière ou au delà des frontières de son territoire national — dans la direction où il devra être dirigé suivant les causes et le but de la guerre, et d'après le développement des opérations militaires — au plus tard le vingt et unième jour après la déclaration de la guerre ou la communication de l'État allié que le casus fœderis s'est produit. Toutefois, même avant l'expiration de ce délai, les deux parties considéreront comme leur devoir d'alliée — et si cela est conforme à la nature des opérations militaires et peut contribuer à l'issue favorable de la guerre — d'envoyer, même partiellement et dans les limites de la mobilisation et de la concentration, leurs troupes sur le champ de bataille dès le septième jour à partir de la déclaration de la guerre ou de la survenance du casus fœderis.

Article 2.

Si la Roumanie attaque la Bulgarie, la Serbie est tenue de lui déclarer immédiatement la guerre et de diriger contre elle ses forces, d'au moins cent mille combattants, soit sur le moyen Danube, soit sur le théâtre d'opérations de la Dobroudja.

Au cas où la Turquie attaquerait la Bulgarie, la Serbie s'engage à pénétrer en Turquie et à distraire de ses troupes mobilisées, cent mille combattants au moins, pour les diriger sur le théâtre d'opérations du Vardar.

Si la Serbie se trouve être, à ce moment, seule ou conjointement avec la Bulgarie, déjà en guerre avec un tiers État,

elle engagera contre la Roumanie ou la Turquie toutes les troupes dont elle conservera la libre disposition.

Article 3.

Si la Autriche-Hongrie attaque la Serbie, la Bulgarie est tenue de déclarer immédiatement la guerre à l'Autriche-Hongrie et de diriger ses troupes, d'au moins deux cent mille combattants en Serbie, de telle sorte que, unies à l'armée serbe, elles opèrent soit offensivement, soit défensivement, contre l'Autriche-Hongrie.

La même obligation incombera à la Bulgarie vis-à-vis de la Serbie au cas où l'Autriche-Hongrie, sous quelque prétexte que ce soit, d'accord ou sans le consentement de la Turquie, ferait pénétrer ses troupes dans le sandjak de Novi-Bazar et où par suite la Serbie lui déclarerait la guerre ou, pour la défense de ses intérêts, dirigerait ses troupes dans le sandjak et par là provoquerait un conflit armé entre elle et l'Autriche-Hongrie.

Au cas où la Turquie attaquerait la Serbie, la Bulgarie s'engage à franchir immédiatement la frontière turque et à prélever sur ses troupes, mobilisées conformément à l'article premier de la présente convention, une armée forte d'au moins cent mille combattants, qui sera dirigée sur le théâtre d'opérations du Vardar.

Si la Roumanie attaque la Serbie, la Bulgarie est tenue d'attaquer les troupes roumaines dès qu'elles auront pénétré, en traversant le Danube, sur le territoire serbe.

Si la Bulgarie, dans l'un quelconque des cas envisagés par le présent article, se trouve déjà, seule ou conjointement avec la Serbie, en guerre avec un tiers État, elle est tenue de porter au secours de la Serbie toutes les troupes dont elle conserverait la libre disposition.

Article 4.

Si la Bulgarie et la Serbie, suivant une entente préalable, déclarent la guerre à la Turquie, l'une et l'autre seront tenues, s'il n'en est disposé autrement par un arrangement spécial, de prélever sur leurs troupes, mobilisées conformément à l'article premier de la présente convention, et de diriger sur le théâtre d'opérations du Vardar une armée d'au moins cent mille combattants.

Article 5.

Au cas où l'une des parties contractantes déclarerait la guerre à un tiers État sans entente préalable et sans le consentement de l'autre partie contractante, cette dernière sera déliée des obligations prévues à l'article premier de la présente convention, mais sera tenue d'observer, pendant la durée de la guerre

une neutralité amicale vis-à-vis de son alliée, ainsi que de mobiliser sans retard une force d'au moins cinquante mille combattants qui sera concentrée de manière à assurer au mieux la liberté des mouvements de son alliée.

Article 6.

En cas de guerre conjointe, aucune des parties contractantes ne pourra conclure avec l'ennemi d'armistice plus long que vingtquatre heures, sans une entente préalable et sans le consentement de l'autre partie.

Une entente préalable et par écrit sera de même nécessaire pour que des pourparlers de paix puissent être engagés et un traité de paix signé.

Article 7.

Pendant la durée de la guerre, les troupes de chacune des parties contractantes seront commandées et toutes leurs opérations seront dirigées par leurs propres commandements.

Lorsque des corps de troupes appartenant aux armées des deux États opéreront contre un même objectif, le commandement commun sera pris, pour des unités, de même importance, par le chef le plus ancien en grade, et pour des unités d'importance, différente par le chef le plus ancien au point de vue du commandement exercé.

Lorsqu'une ou plusieurs armées distinctes appartenant à une des parties contractantes seront mises à la disposition de l'autre partie, elles se trouveront sous les ordres de leurs propres commandants qui, pour la conduite stratégique des opérations, seront soumis au commandant en chef de l'armée à la disposition de laquelle elles sont mises.

En cas de guerre conjointe contre la Turquie, le commandement en chef sur le théâtre d'opérations du Vardar appartiendra à la Serbie si l'armée principale serbe opère sur ce théâtre et si elle est numériquement plus forte que les troupes bulgares sur ce théâtre, conformément à l'article 4 de la présente convention. Toutefois si l'armée principale serbe n'opère pas sur ce théâtre et lorsqu'elle y sera numériquement plus faible que les troupes bulgares, le commandement en chef sur ce théâtre appartiendra à la Bulgarie.

Article 8.

Au cas où les troupes des deux parties contractantes se trouveraient placées sous les ordres d'un même commandant, tous les ordres et toutes les prescriptions se rapportant à la conduite

stratégique des opérations tactiques communes seront rédigées dans les deux langues, en bulgare et en serbe.

Article 9.

En ce qui concerne le ravitaillement et les subsistances en général, le logement, le service médical, le transport des blessés et malades ou l'inhumation des morts, le transport du matériel de guerre et autres objets similaires, l'armée de chacune des parties contractantes jouira des mêmes droits et facilités sur le territoire de l'autre partie et par les mêmes procédés que les troupes de cette dernière partie conformément aux lois et règles locales. Toutes les autorités locales doivent, dans le même but, prêter leur appui aux troupes alliées.

Le paiement de toutes les subsistances sera réglé par chaque partie pour son compte aux prix locaux, de préférence en espèces et, dans des cas exceptionnels, contre bons délivrés spécialement.

Le transport des troupes et de tout le matériel de guerre, subsistances et autres objets en chemin de fer et les frais y relatifs seront à la charge de la partie sur le territoire de laquelle ce transport a lieu.

Article 10.

Les trophées appartiennent à l'armée qui les aura pris.

Dans le cas où la prise a lieu par l'effet d'un combat en commun sur le même terrain, les deux armées partageront les trophées proportionnellement aux forces des combattants qui y auront directement participé.

Article 11.

Durant la guerre, chaque partie contractante aura un délégué dans l'état-major du commandement en chef ou dans les commandements des armées, lesquels délégués entretiendront la liaison entre les deux armées sous tous les rapports.

Article 12.

Les opérations stratégiques et les cas qui ne sont pas prévus, ainsi que les contestations qui pourraient surgir seront réglés d'un commun accord par les deux commandements en chef.

Article 13.

Les chefs des états-majors des armées alliées s'entendront, immédiatement après la conclusion de la présente convention, sur la distribution des troupes mobilisées d'après l'article

premier de cette convention et leur groupement dans la zone de concentration dans les cas exposés ci-dessus; sur les routes qui devront être réparées ou construites à nouveau en vue de la concentration rapide sur la frontière et des opérations ultérieures.

Article 14.

La présente convention sera en vigueur à partir du jour de sa signature et durera tant qu'aura force le traité d'amitié et d'alliance auquel elle est annexée à titre de partie intégrante.

Sofia, 29 avril 1912.

Iv. Ev. Guéchoff.

M. Milovanovitch.

Lieutenant général: A. Nikiphoroff.

Général: R. Poutnik.

4.

**Arrangement entre les états-majors de Bulgarie
et de Serbie.**

Conformément à l'article 13 de la convention militaire existant entre le royaume de Bulgarie et le royaume de Serbie, les délégués désignés par les deux parties ont, sur la base des plans d'opérations respectifs, convenu de ce qui suit:

Au cas d'une guerre entre la Bulgarie et la Serbie d'une part et la Turquie de l'autre part:

Dans l'hypothèse où la principale armée turque serait concentrée dans la région d'Uskub, Koumanovo, Kratovo, Kotchani, Vélès, les troupes alliées destinées à agir sur l'théâtre d'opérations du Vardar seront réparties comme suit:

1^o Une armée serbe de deux divisions marchera, par le Kara-Dagh, sur Uskub. Cette armée formera l'aile broite des troupes alliées;

2^o Une armée serbe de cinq divisions d'infanterie et une division de cavalerie avancera, par la ville de la Moravitzza et de la Ptchina, sur le front Koumanovo-Kratovo. Cette armée constituera le centre des troupes alliées avec la mission d'opérer de front contre l'ennemi.

3^o Une armée bulgare de trois divisions fournira l'aile gauche des troupes alliées, avec la mission d'opérer contre l'aile droite et sur les derrières de l'ennemi, dans les directions de Kustendil, Egri-Palanka, Uskub et Kustendil, Tzarévo-Sélo, Kotchani.

4° Les deux chefs d'état-major général reconnaîtront ensemble la région entre Kustendil et Vrania, et si cette reconnaissance démontre la possibilité d'employer de grandes masses dans la direction de Kustendil, Egri-Palanka, Uscub, les deux divisions serbes destinées à opérer, par le Kara-Dagh, contre Uscub, seront, si la situation générale le permet, employées à renforcer l'aile gauche des troupes alliées et seront concentrées à cet effet près de Kustendil.

5° Pour couvrir le flanc droit des troupes alliées, le chef d'état-major de l'armée serbe disposera à sa convenance des trois divisions restantes du deuxième ban.

6° Le chef d'état-major de l'armée bulgare s'engage à agir pour la prompte mise en état de la route de Bossilograd à Vlassina.

7° Si la situation exige le renforcement des troupes bulgares sur le théâtre d'opérations de la Maritza et si, pour le théâtre d'opérations du Vardar, toutes les troupes ci-dessous énumérées ne sont point indispensables, les unités nécessaires seront transportées de ce dernier théâtre d'opérations sur celui de la Maritza. A l'inverse, si la situation exige le renforcement des troupes alliées sur le théâtre d'opérations du Vardar et si le maintien de toutes les troupes désignées pour les opérations sur le théâtre de la Maritza n'est pas indispensable, les unités nécessaires seront transportées de ce théâtre sur celui du Vardar.

ANNEXE.

Les deux états-majors généraux s'engagent:

a) A échanger tous leurs renseignements sur les armées des pays limitrophes;

b) A se procurer mutuellement le nombre voulu d'exemplaires de tous les règlements, instructions, cartes, etc., tant officiels que secrets;

c) A envoyer chacun dans l'armée alliée un certain nombre d'officiers chargés de se familiariser avec son organisation et d'en étudier la langue, conformément à l'article 2 de la convention militaire.

d) Les chefs d'état-major des armées serbe et bulgare se rencontreront chaque automne pour se mettre au courant de la situation générale et pour introduire dans les arrangements conclus

les modifications rendues nécessaires par les changements de la situation.

Varna, 19 juin 1912.

Général R. Poutnik.

Général Fitcheff.

Remarque. — Le groupement des troupes alliées et l'idée première des opérations appartiennent à l'état-major général serbe; je n'en prends point la responsabilité.

Signé: Général Fitcheff.

5.

Avis exprimés par les représentants des états-majors.

Au cours de l'examen concerté du plan d'opérations contre la Turquie, le chef de l'état-major bulgare a établi ce qui suit:

1^o J'estime que dans une guerre contre la Turquie, la vallée de la Maritza formera le principal théâtre d'opérations et que c'est là qu'il faudra frapper le coup décisif, car je suppose que, vu la configuration du terrain et les importants objectifs stratégiques, les principales forces de l'armée turque y seront concentrées;

2^o Ceci étant, je propose à l'état-major serbe allié d'étudier la question de savoir comment il pourra renforcer l'armée bulgare dans la vallée de la Maritza, pour qu'elle acquière la supériorité numérique sur l'ennemi en ayant en vue la concentration supposée de la force turque dans cette vallée.

3^o Les troupes nécessaires pour renforcer l'armée bulgare sur le théâtre de guerre de la Maritza peuvent être prélevées sur les contingents du théâtre de la guerre en Macédoine.

Belgrade, le 23 août/5 septembre 1912.

Le Chef de l'état-major général,

Général-major Fitcheff.

Au cours de l'examen concerté du plan d'opérations contre la Turquie, le chef de l'état-major serbe est resté d'avis:

1^o Que la vallée du Vardar formera le principal théâtre de la guerre et que là seront concentrées les plus grandes forces de l'ennemi;

2° Ceci étant, il faudra concentrer sur ce théâtre, au debut de la campagne, des forces alliées plus nombreuses;

3° L'état-major, tenant compte de l'importance générale du théâtre de la guerre du Vardar, ayant en vue surtout la configuration du terrain et la saison prévue pour les opérations militaires, ainsi que cette circonstance politique à savoir que les armées grecque et monténégrine opéreront dans le même temps contre l'armée turque sur ce théâtre, déclare:

a) Que toute l'armée serbe doit opérer contre l'armée turque du théâtre de la guerre du Vardar, et

b) que l'armée bulgare alliée doit envoyer de Kustendil même sur le théâtre de la guerre du Vardar une force d'au moins une division (24 bataillons avec l'artillerie et tous les services requis) pour grossir l'effectif de l'armée serbe.

Belgrade, le 23 août/5 septembre 1912.

Le suppléant de l'adjoint au chef de l'état-major général, colonel d'état-major.

Signé: Jivotine Mitchitch.

6.

Arrangement entre les états-majors de Bulgarie et de Serbie.

Sur la base de l'article 4 de la convention militaire existant entre le royaume de Bulgarie et le royaume de Serbie, les délégués désignés par les deux parties, les chefs de leurs états-majors respectifs, après avoir examiné le projet d'une guerre offensive contre la Turquie, ont, d'un commun accord, pris la résolution qui suit:

1° Toute l'armée serbe opérera sur le théâtre de la guerre de la Macédoine en s'engageant à assurer la ligne d'opération Egri-Palanka—Kustendil.

2° La totalité de l'armée bulgare opérera dans la vallée de la Maritza, en détachant une division, au début des opérations, sur la ligne Kustendil—Doupnitsa. Une garnison spéciale sera laissée à Doupnitsa pour la sécurité de la ville.

3° Une division serbe du premier ban sera transportée en chemin de fer à Kustendil et formera au début, avec la division bulgare, une armée qui coopérera avec la principale armée serbe.

Si la principale armée serbe refoule les Turcs au delà de la ligne Uskub—Vélès—Chtip et si elle se porte à l'attaque au sud de cette ligne, les Bulgares pourront se servir de leur

division pour renforcer les troupes du théâtre de guerre de la Maritza, en laissant des troupes territoriales à la frontière macédonienne.

4° L'organisation du transport sera la suivante : la ligne Pirot—Tzaribrod—Sofia—Kustendil sera laissée à la disposition de l'état-major serbe dès la cinquième journée de la mobilisation. Les transports se feront par des trains serbes, le matériel roulant bulgare ne pouvant pas être disponible à ce moment.

5° Le ministère bulgare de la Guerre assurera, dans les premiers temps, l'approvisionnement de la division serbe.

Les provisions de vivres prises aux Bulgares seront rendues en nature par le ministère serbe de la Guerre.

6° L'arrangement du 19 juin 1912 entre les chefs d'état-major respectifs (signé à Varna) reste en vigueur après la présente combinaison.

Sofia, le 15 septembre 1912i

Général-major Fitcheff.

Général R. Poutnik.

IV.

Le traité d'alliance et la convention militaire entre la Bulgarie et la Grèce du 16 mai 1912.

I.

Traité d'alliance défensive entre la Bulgarie et la Grèce.

Considérant que les deux royaumes désirent fermement la conservation de la paix dans la péninsule balkanique et peuvent, par une alliance défensive solide, mieux répondre à ce besoin :

Considérant, dans ce même ordre d'idées, que la coexistence pacifique des différentes nationalités en Turquie, sur la base d'une égalité politique réelle et véritable et le respect des droits découlant des traités ou autrement concédés aux nationalités chrétiennes de l'empire, constituent des conditions nécessaires pour la consolidation de l'état de choses en Orient ;

Considérant enfin qu'une coopération des deux royaumes, dans le sens indiqué, est de nature, dans l'intérêt même de leurs bons rapports avec l'Empire ottoman, à faciliter et à corroborer l'entente des éléments grec et bulgare en Turquie ;

Le gouvernement de Sa Majesté le roi des Bulgares et le gouvernement de Sa Majesté le roi des Hellènes, se promettant de ne pas donner une tendance agressive quelconque à leur accord purement défensif et ayant résolu de conclure une alliance de paix et de protection réciproque dans les termes ci-dessous indiqués, ont nommé pour leurs plénipotentiaires

Lesquels, après avoir échangé leurs pouvoirs, ont arrêté ce qui suit :

Article premier.

Si, contrairement au sincère désir des deux hautes parties contractantes, et en dépit d'une attitude de leur gouvernement évitant tout acte d'agression et toute provocation vis-à-vis de l'Empire ottoman, l'un des deux États venait à être attaqué par la Turquie, soit dans son territoire, soit par une atteinte systématique aux droits découlant des traités ou des principes fondamentaux du droit des gens, les deux hautes parties contractantes sont tenues de se prêter réciproquement secours avec la totalité de leurs forces armées et par suite de ne conclure la paix que conjointement et d'accord.

Article 2.

Les deux hautes parties contractantes se promettent mutuellement, d'un côté d'user de leur influence morale auprès de leurs congénères en Turquie afin qu'ils contribuent sincèrement à la coexistence pacifique des éléments constituant la population de l'empire, et de l'autre côté de se prêter une assistance réciproque et de marcher d'accord, dans toute action auprès du gouvernement ottoman ou auprès des grandes puissances, qui aurait pour but d'obtenir ou d'assurer la réalisation des droits découlant des traités ou autrement concédés aux nationalités grecque et bulgare, l'application de l'égalité politique et des garanties constitutionnelles.

Article 3.

Le présent traité aura une durée de trois ans à partir du jour de sa signature et sera renouvelé tacitement pour une année sauf dénonciation. Sa dénonciation doit être notifiée au moins six mois avant l'expiration de la troisième année à partir de la signature du traité.

Article 4.

Le présent traité sera gardé secret. Il ne pourra être communiqué à une tierce puissance soit intégralement, soit en partie,

ni divulgué en partie ou en tout qu'avec le consentement des deux hautes parties contractantes.

Le présent traité sera ratifié le plus tôt que faire se pourra. Les ratifications seront échangées à Sofia (ou à Athènes).

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Sofia, en double expéditions, le 16 mai 1912.

I. E. Guéchoff, D. Panas.

DÉCLARATION.

L'article premier ne se rapporte notamment pas au cas où une guerre viendrait à éclater entre la Grèce et la Turquie par suite de l'admission dans le Parlement grec des députés crétois contre la volonté du gouvernement ottoman; dans ce cas, la Bulgarie n'est tenue qu'à garder vis-à-vis de la Grèce une neutralité bienveillante. Et comme la liquidation de la crise des affaires d'Orient, née des événements de 1908, aussi quant à la question crétoise, correspond à l'intérêt général, et est même de nature, sans troubler l'équilibre dans la péninsule balkanique, à y consolider dans l'intérêt de la paix la situation internationale, la Bulgarie (indépendamment des engagements assumés par le présent traité) promet de ne gêner d'aucune façon une action éventuelle de la Grèce qui tendrait à la solution de cette question.

I. E. Guéchoff, D. Panas.

2.

Convention militaire entre la Bulgarie et la Grèce.

Sa Majesté le roi des Bulgares et Sa Majesté le roi des Hellènes, désirant compléter par une convention militaire le traité d'alliance défensive conclu à Sofia le 16 mai 1912 entre le royaume de Bulgarie et le royaume de Grèce, ont, dans ce but, nommé pour leurs plénipotentiaires

Lesquels après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

Dans le cas où, conformément aux obligations découlant du traité d'alliance défensive conclu à Sofia le 16 mai 1912,

entre la Bulgarie et la Grèce, la Grèce interviendrait militairement contre la Turquie dans une guerre bulgaro-turque, ou bien la Bulgarie contre la Turquie dans une guerre turco-grecque, les deux États, bulgare et grec, s'engagent à se prêter mutuellement secours : soit, la Grèce avec un effectif atteignant au minimum cent vingt mille hommes, et la Bulgarie avec un effectif d'au moins trois cent mille hommes ; ces forces devront être aptes aussi bien à entrer en campagne sur la frontière qu'à prendre part à des opérations militaires en dehors des limites du territoire national.

Les troupes sus-indiquées devront être concentrées à la frontière et à même de la franchir au plus tard le vingtième jour qui aura suivi la mobilisation ou l'avis donné par l'une des parties contractantes que le casus fœderis s'est produit.

Article 2.

Au cas où la Grèce viendrait à être attaquée par la Turquie, la Bulgarie s'engage à déclarer la guerre à cette dernière puissance et à entrer en campagne contre elle avec l'ensemble de ses forces, fixées, aux termes de l'article premier, à un minimum de trois cent mille hommes, en conformant ses opérations militaires au plan élaboré par l'état-major bulgare.

Au cas où la Bulgarie viendrait à être attaquée par la Turquie, la Grèce s'engage à déclarer la guerre à cette dernière puissance et à entrer en campagne contre elle avec l'ensemble de ses forces, fixées aux termes de l'article premier, à un minimum de cent vingt mille hommes, en conformant ses opérations militaires au plan élaboré par l'état-major grec. L'objectif principal de la flotte hellénique devra toutefois être de se rendre maîtresse de la mer Égée et d'interrompre les communications par cette voie entre l'Asie Mineure et la Turquie d'Europe.

Dans les cas prévus aux deux paragraphes précédents, la Bulgarie s'engage à opérer offensivement avec une partie importante de son armée contre les forces turques concentrées dans la région des vilayets de Kossovo, Monastir et Salonique. Si la Serbie, en vertu de ses accords avec la Bulgarie, prend part à la guerre, la Bulgarie pourra disposer de la totalité de ses forces militaires en Thrace ; mais dans ce cas, elle prend par le présent acte l'engagement envers la Grèce que des forces militaires serbes d'un effectif d'au moins cent vingt mille combattants opéreront offensivement contre les forces turques concentrées dans la région des trois vilayets susmentionnés.

Article 3.

Si la Bulgarie et la Grèce, aux termes d'une entente préalable, déclarent la guerre à la Turquie, elles sont l'une et l'autre tenues — à moins qu'il n'en soit disposé autrement par un accord spécial — de faire entrer en campagne les effectifs prévus à l'article premier de la présente convention.

Les dispositions des deux derniers paragraphes de l'article 2 sont, dans ce cas aussi, applicables.

Article 4.

Au cas où l'un des gouvernements contractants déclarerait la guerre à un État autre que la Turquie, sans une entente préalable et sans le consentement de l'autre gouvernement, ce dernier est délié des obligations exposées à l'article premier, mais reste néanmoins tenu d'observer pendant toute la durée de la guerre, une neutralité amicale à l'égard de son allié.

Article 5.

En cas de guerre conjointe, aucun des États alliés ne pourra conclure d'armistice d'une durée supérieure à vingt-quatre heures sans une entente préalable et sans le consentement de l'autre État allié.

L'entente des deux parties contractantes, contenue dans un accord écrit, sera de même nécessaire pour que l'une d'elles puisse engager des négociations en vue de la paix ou conclure un traité de paix.

Article 6.

Dans le cas où la Bulgarie et la Grèce ayant mobilisé leurs forces armées ou étant entrées en campagne, la Grèce se verrait obligée de régler la question crétoise suivant les vœux des populations de l'île et serait pour cela attaquée par la Turquie, la Bulgarie s'engage à se porter à son secours, conformément à l'article premier de la présente convention.

Article 7.

Les chefs d'état-major général des armées bulgare et grecque, devront en cas de guerre, se renseigner mutuellement et en temps opportun sur leurs plans d'opérations. Ils devront en outre faire connaître tous les ans les modifications apportées à ces plans du fait de circonstances nouvelles.

Article 8.

La présente convention deviendra obligatoire pour les deux parties contractantes sitôt après avoir été signée; elle

demeurera en vigueur pendant toute la durée du traité d'alliance défensive du 16 mai 1912, auquel elle est incorporée à titre de partie intégrante.

Fait à Sofia, en double exemplaire, le 22 septembre 1912.

I. E. Guéchoff.

Général Fitcheff.

D. Panas.

J. M. Metaxas, capitaine.

V.

Le traité de Londres du 17/30 mai 1913.

Sa Majesté l'Empereur des Ottomans d'une part et Sa Majesté le Roi de Serbie, Sa Majesté le Roi de Bulgares, Sa Majesté le Roi des Hellènes, Sa Majesté le Roi de Monténégro (ci-après désignés par les mots „les Souverains alliés“) d'autre part, animés du désir de mettre fin au présent état de guerre et de rétablir des relations de paix et d'amitié entre leurs Gouvernement et leurs sujets respectifs, ont résolu de conclure un Traité de Paix et ont choisi à cet effet pour leurs Plénipotentiaires:

Article 1.

Il y aura, à dater de l'échange des ratifications du présent traité, paix et amitié entre Sa Majesté l'Empereur des Ottomans d'une part et Leurs Majestés les Souverains alliés d'autre part, ainsi qu'entre leurs héritiers et successeurs, leurs Etats et sujets respectifs, à perpétuité.

Article 2.

Sa Majesté l'Emperer des Ottomans cède à Leurs Majestés les Souverains alliés tous les territoires de Son Empire sur le continent européen à l'Ouest d'une ligne tirée d'Enos sur la Mer Egée à Midia sur la Mer Noire, à l'exception de l'Albanie. Le tracé exact de de la frontière d'Enos à Midia sera déterminé par une commission internationale.

Article 3.

Sa Majesté l'Empereur des Ottomans et Leurs Majestés les Souverains alliés déclarent remettre à Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, à Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême etc., et Roi Apostolique de Hongrie, à Monsieur le Président de la République Française, à Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne et d'Irlande et des Territoires britanniques au delà des Mers,

Empereur des Indes, à Sa Majesté le Roi d'Italie et à Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies le soin de régler la délimitation des frontières d'Albanie et toutes autres questions concernant l'Albanie.

Article 4.

Sa Majesté l'Empereur des Ottomans déclare céder à Leurs Majestés les Souverains alliés l'île de Grète et renoncer en leur faveur à tous les droits de souveraineté et autres qu'il possédait sur cette île.

Article 5.

Sa Majesté l'Empereur des Ottomans et Leurs Majestés les Souverains alliés déclarent confier à Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême etc. et Roi Apostolique de Hongrie, à Monsieur le Président de la République Française, à Sa Majesté le Roi de Grand-Bretagne et d'Irlande et des Territoires britanniques au delà des Mers, Empereur des Indes, à Sa Majesté le Roi d'Italie et à Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies le soin de statuer sur le sort de toutes les îles ottomanes de la Mer Egée, l'île de Grète exceptée, et de la péninsule de Mont-Athos.

Article 6.

Sa Majesté l'Empereur des Ottomans et Leurs Majestés les Souverains alliés déclarent remettre le soin de régler les questions d'ordre financier résultant de l'état de guerre qui prend fin et des cessions territoriales ci-dessus mentionnées à la commission internationale convoquée à Paris, à laquelle ils ont délégué leurs représentants.

Article 7.

Les questions concernant les prisonniers de guerre, juridiction, nationalité et commerce seront réglées par des conventions spéciales.

Article Final (Clause concernant la ratification):

„En procédant à la signature du traité de paix conclu à la date de ce jour entre la Bulgarie, la Grèce, la Serbie et le Monténégro d'une part, et la Turquie de l'autre, les soussignés, plénipotentiaires de la Bulgarie et de la Turquie, dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, sont convenus par le présent protocole, qui fera partie intégrante dudit traité et aura la même force et valeur que le traité de paix, entrera en vigueur et produira tous ses effets à partir du jour de la signature.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent protocole et y ont apposé leur cachet.

Fait en deux exemplaires à Londres, au Palais de St. James, le 17/30 Mai 1913“.

VI.

**Le traité serbo-grec contre la Bulgarie du 19 mai
(1-r juin) 1913.**

Sa Majesté le Roi de Serbie et Sa Majesté le Roi des Hellènes, considérant qu'il est de leur devoir de veiller à la sécurité de leurs peuples et à la tranquillité de leurs royaumes;

Considérant de plus, dans leurs formel désir de conserver une paix durable dans la péninsule Balkanique, que le moyen le plus efficace d'y arriver est de s'unir par une étroite alliance défensive;

Ont résolu de conclure une alliance de paix, d'amitié et de protection réciproque, se promettant de ne jamais donner une tendance agressive à leur accord purement défensif, et ont dans ce but nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi de Serbie, M. Mathias Boschkovitch, son ministre à Athènes, grand officier de l'ordre royal de Saint Sava, Commandeur de l'ordre royal du Sauveur,

Sa Majesté le Roi des Hellenes, M. Jean Alexandropoulos, son Ministre à Belgrade, Commandeur de l'ordre royal du Sauveur, grand officier de l'ordre royal de Takovo,

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, ont arrêté au jourd'hui ce qui suit:

Article 1.

Les deux hautes parties contractantes stipulent expressément la garantie mutuelle de leurs possessions et prennent l'engagement, au cas où, contrairement à ce qu'il y a lieu d'espérer, l'un des deux royaumes, sans aucune provocation de sa part, viendrait à être attaqué, de se prêter réciproquement secours avec la totalité de leurs forces armées et de ne conclure par suite la paix que conjointement et d'accord.

Article 2.

Lors du partage des territoire de la Turquie d'Europe qui, à l'issue de la guerre présente, seront cédés aux Etats Balkaniques par le traité de paix avec l'Empire Ottoman, les deux hautes parties contractantes s'engagent à n'entrer dans aucune entente particulière avec la Bulgarie, de se prêter une aide constante et à marcher toujours d'accord en soutenant mutuellement leurs revendications territoriales et les lignes frontières ci-dessous indiquées.

Article 3.

Les deux hautes parties contractantes, considérant qu'il est de l'intérêt vital de leurs royaumes que nul autre Etat ne s'interpose entre leurs possessions respectives à l'ouest du fleuve Axios (Vardar), déclarent qu'elles se prêteront mutuellement aide afin que la Serbie et la Grèce aient une frontière commune. Cette frontière, basée sur le principe de l'occupation effective, partira du plus haut sommet de la chaîne de Kamna, délimitant le bassin du haut Schkoumbi, contournera le lac Achris (Ochrida), atteindra la rive ouest du lac de Prespa au village de Kousko, et la rive est au Bas Dupliani (Dolni Dupliani), passera près de Rahmanli, suivra la ligne du partage des eaux entre la rivière Erigon (Tcherna) et la Moglenica et atteindra le fleuve Axios (Vardar) à trois kilomètres environ au sud de Ghévghéli, suivant la ligne donnée en détail dans l'annexe I du présent traité.

Article 4.

Les deux hautes parties contractantes conviennent que les lignes frontières serbo-bulgare et gréco-bulgare seront établies sur le principe de l'occupation effective et de l'équilibre entre les trois Etats ainsi qu'il suit:

La frontière serbe orientale suivra à partir de Ghévghéli le cours du fleuve Axios (Vardar) jusqu'au confluent de Bojimia Déré, remontera cette rivière et, passant par les cotes 120, 350, 754, 895, 571 et les rivières Kriva Lakavitza, Brégalnica et Zlétovska, se dirigera vers un point de l'ancienne frontière turco-bulgare sur l'Ossogovska Planina, cote 2225, suivant la ligne donnée en détail dans l'annexe du présent traité.

La frontière grecque du côté de la Bulgarie laissera à la Grèce sur la rive gauche de l'Axiros (Vardar) les territoires occupés par les troupes serbes et grecques en face de Ghévghéli et de Davidovo jusqu'au mont Vélès et le lac de Doïran, puis, passant au sud de Kilkitch (Koukouch), elle traversera le fleuve Strymon par le nord du pont d'Orliak et se dirigera par le lac Achinos (Tachinos) et la rivière Angistis (Angista) sur la mer un peu à l'est du golfe d'Elevthéra, suivant la ligne donnée en détail dans l'annexe III du présent traité.

Article 5.

S'il venait à se produire un désaccord avec la Bulgarie au sujet des frontières ci-dessus indiquées, et si tout arrangement à l'amiable devenait impossible, les deux hautes parties

contractantes se réservent de proposer d'un commun accord à la Bulgarie que le différend soit soumis à la médiation ou à l'arbitrage des Souverains des Puissances de la Triple Entente ou des chefs d'autres Etats. Au cas où la Bulgarie refuserait d'accepter ce mode de règlement pacifique et assumerait une attitude menaçante contre l'un des deux royaumes, ou tenterait d'imposer ses prétentions par la force, les deux hautes parties contractantes s'engagent solennellement à se prêter réciproquement secours avec la totalité de leurs forces armées et à ne conclure par suite la paix que conjointement et d'accord.

Article 6.

En vue de préparer et d'assurer les moyens de défense militaire, une convention militaire sera conclue dans le plus bref délai possible à partir de la signature du présent traité.

Article 7.

Sa Majesté le Roi des Hellènes s'engage à ce que son gouvernement donne toutes les facilités nécessaires et garantisse pour une période de 50 ans la pleine liberté de commerce d'exportation et d'importation serbe par le port de Salonique et les lignes du chemin de fer de Salonique vers Skopié et Monastir. Cette liberté sera aussi large que possible, pourvu seulement qu'elle soit compatible avec l'exercice plein et entier de la souveraineté hellénique. Une convention spéciale sera conclue entre les deux hautes parties contractantes dans le délai d'un an à partir d'aujourd'hui pour régler en détail l'application de cet article.

Article 8.

Les deux hautes parties contractantes conviennent que, dès le règlement définitif de toutes les questions résultant de la guerre présente les états-majors de deux armées s'entendront en vue de régler parallèlement l'augmentation des forces militaires de chaque Etat.

Article 9.

Le deux hautes parties contractantes conviennent encore que, dès le règlement définitif de toutes les questions résultant de la guerre présente, elles procéderont d'un commun accord à l'étude d'un projet de convention douanière, dans le but de resserrer étroitement les rapports commerciaux et économiques des deux pays.

Article 10.

Le présent traité entrera en vigueur aussitôt après sa signature il ne pourra être dénoncé avant l'expiration de dix années. L'intention d'en faire cesser les effets devra être notifiée 6 mois à l'avance par l'une des deux hautes parties contractantes à l'autre, à défaut de quoi, l'accord liera les deux Etats jusqu'à l'expiration d'un an à dater du jour de la dénonciation.

Article 11.

Le présent traité sera gardé strictement secret. Il ne pourra être communiqué à une autre puissance, soit intégralement, soit en partie, qu'avec le contractantes.

Il sera ratifié le plus tôt que faire se pourra.

Les ratifications seront échangées à Athènes.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé ce traité et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Solonique en double expédition le 19 mai 1913.

Jean Alexandropoulos. M. Boschkovitch.

(L. S.) (L. S.)

(v. Le livre blanc grec. P. 9—10).

VII.

Le traité de Bukarest du 28 juillet (10 août) 1913.

Leurs Majestés le roi de Roumanie, le roi des Hellènes, le roi de Monténégro et le roi de Serbie, d'une part, et Sa Majesté le roi des Bulgares, d'autre part, animés du désir de mettre fin à l'état de guerre actuellement existant entre Leurs pays respectifs, voulant dans une pensée d'ordre, établir la paix entre leurs peuples si longtemps éprouvés, ont résolu de conclure un Traité définitif de paix. Leurs dites Majestés ont, en conséquence, nommé pour Leurs Plénipotentiaires savoir:

Lesquels, suivant la proposition du Gouvernement Royal de Roumanie, se sont réunis en Conférence à Bukarest, munis de pleins pouvoirs, qui ont été trouvés en bonne et due forme.

L'accord s'étant heureusement établi entre eux, ils sont convenus des stipulations suivantes:

Article premier.

Il y aura, à dater du jour de l'échange des ratifications du présent Traité, paix et amitié entre Sa Majesté le roi de Roumanie, Sa Majesté le roi des Hellènes, Sa Majesté le roi de

Monténégro, Sa Majesté le roi de Serbie et Sa Majesté le roi des Bulgares, ainsi qu'entre Leurs héritiers et successeurs, Leurs Etats et sujets respectifs.

Article II.

Entre le Royaume de Bulgarie et le Royaume de Roumanie, l'ancienne frontière entre le Danube et la Mer Noire est, conformément au procès-verbal arrêté par les Délégués militaires respectifs et annexé au Protocole № 5 du 22 Juillet (4 Août) 1913 de la Conférence de Bukarest, rectifiée de la manière suivante :

La nouvelle frontière partira du Danube, en amont de Turtukaia, pour aboutir à la Mer Noire au sud d'Ekrène.

Entre ces deux points extrêmes, la ligne frontière suivra le tracé indiqué sur les cartes 1/100000 et 1/200000 de l'état-major roumain, et selon la description annexées au présent article.

Il est formellement entendu que la Bulgarie démantèlera, au plus tard dans un délai de deux années, les ouvrages de fortifications existants et n'en construira pas d'autres à Roustchouk, à Schoumla, dans le pays intermédiaire, et dans une zone de vingt kilomètres autour de Baltchik.

Une commission mixte, composée de représentants des deux Hautes Parties contractantes en nombre égal des deux côtés, sera chargée dans les quinze jours qui suivront la signature du présent Traité, d'exécuter sur le terrain le tracé de la nouvelle frontière conformément aux stipulations précédentes. Cette commission présidera au partage des biens-fonds et capitaux qui ont pu jusqu'ici appartenir en commun à des districts des communes, ou des communautés d'habitants séparés par la nouvelle frontière. En cas de désaccord sur le tracé et les mesures d'exécution, les deux Hautes Parties contractantes s'engagent à s'adresser à un Gouvernement tiers ami pour le prier de désigner un arbitre dont la décision sur les points en litige sera considérée comme définitive.

Article III.

Entre le Royaume de Bulgarie et le Royaume de Serbie, la frontière suivra, conformément au procès-verbal arrêté par les Délégués militaires respectifs et annexé au Protocole № 9 du

25 Juillet (7 Août) 1913 de la Conférence de Bucarest le tracé suivant:

La ligne frontière partira de l'ancienne frontière, du sommet Patariza, suivra l'ancienne frontière turco-bulgare et la ligne de partage des eaux entre le Vardar et la Strouma, avec l'exception que la haute vallée de la Stroumitza restera sur territoire serbe; elle aboutira à la montagne Belasiza, ou elle se reliera à la frontière bulgarogrecque. Une description détaillée de cette frontière et son tracé sur la carte 1/200000 de l'état-major autrichien, sont annexés au présent article.

Une commission mixte, composée de représentants des deux Hautes contractantes, en nombre égal des deux côtés, sera chargée, dans les quinze jours qui suivront la signature du présent Traité, d'exécuter sur le Terrain le tracé de la nouvelle frontière, conformément aux stipulations précédentes.

Cette commission présidera au partage des biens-fonds et capitaux qui ont pu jusqu'ici appartenir en commun à des districts, des communes, ou des communautés d'habitants séparés par la nouvelle frontière. En cas de désaccord sur le tracé et les mesures d'exécution, les deux Hautes Parties contractantes s'engagent à s'adresser à un Gouvernement tiers ami pour le prier de désigner un arbitre dont la décision sur les points en litige sera considérée comme définitive.

Article IV.

Les questions relatives à l'ancienne frontière serbo-bulgare seront réglées suivant l'entente intervenue entre les deux Hautes Parties contractantes, constatée dans le Protocole annexé au présent article.

Article V.

Entre le Royaume de Grèce et le Royaume de Bulgarie, la frontière suivra, conformément au procès-verbal arrêté par les Délégués militaires respectifs et annexé au Protocole Nr. 9 du 25 Juillet (7 Août) 1913 de la Conférence de Bukarest, le tracé suivant:

La ligne frontière partira de la nouvelle frontière bulgaro-serbe sur la Grête de Belasiza planina, pour aboutir à l'embouchure de la Mesta à la Mer Egée.

Entre ces deux points extrêmes, la ligne frontière suivra le tracé indiqué sur la carte 1/200000 de l'état-major autrichien et selon la description annexée au présent article.

Une commission mixte, composée de représentants des deux Hautres Parties contractantes en nombre égal des deux côtés, sera chargée dans les quinze jours qui suivront la signature du présent Traité, d'exécuter sur le terrain le tracé de la frontière conformément aux stipulations précédentes.

Cette commission présidera au partage des biens-fonds et capitaux qui ont pu jusqu'ici appartenir en commun à des districts, des communes ou des communautés d'habitants séparés par la nouvelle frontière. En cas de désaccord sur le tracé et les mesures d'exécution, les deux Hautres Parties contractantes s'engagent à s'adresser à un Gouvernement tiers ami pour le prier de désigner un arbitre dont la décision sur les points en litige sera considérée comme définitive.

Il est formellement entendu que la Bulgarie se désiste dès maintenant de toute prétention sur l'île de Crète.

Article VI.

Les Quartiers généraux des armées respectives seront aussitôt informés de la signature du présent Traité. Le Gouvernement Bulgare s'engage à ramener son armée, dès le lendemain de cette signification, sur le pied de paix. Il dirigera les troupes sur leurs garnisons ou l'on procèdera, dans le plus bref délai, au renvoi des diverses réserves dans leurs foyers.

Les troupes, dont la garnison se trouve située dans la zone d'occupation de l'armée de l'une des Hautres Parties contractantes, seront dirigées sur un autre point de l'ancien territoire bulgare et ne pourront gagner leurs garnisons habituelles qu'après évacuation de la zone d'occupation sus-visée.

Article VII.

L'évacuation du territoire bulgare, tant ancien que nouveau, commencera aussitôt après la démobilisation de l'armée bulgare, et sera achevée au plus tard dans la quinzaine.

Durant ce délai, pour l'armée d'opération roumaine, le zone de démarcation sera indiquée par la ligne Sistov—Lovcea—Turski-Izvor—Glozene—Zlatiza—Mirkovo—Araba-Konak—Orchanie—Mezdra—Vratza—Berkovitz—Lom—Danube.

Article VIII.

Durant l'occupation des territoires bulgares, les différentes armées conserveront le droit de réquisition, moyennant paiement en espèces.

Elle y auront le libre usage des lignes de chemin de fer pour les transports de troupes et les approvisionnements de toute nature, sans qu'il y ait lieu à indemnité au profit de l'autorité locale.

Les malades et les blessés y seront sous la sauvegard des dites armées.

Article IX.

Aussitôt que possible après l'échange des ratifications du présent Traité tous les prisonniers de guerre seront réciproquement rendus.

Les Gouvernements des Hautes Parties contractantes désigneront chacun des Commissaires spéciaux chargés de recevoir les prisonniers.

Tous les prisonniers aux mains d'un des Gouvernements seront livrés au commissaire du Gouvernement auquel ils appartiennent ou à son représentant dûment autorisé à l'endroit qui sera fixé par les parties intéressées.

Les Gouvernements des Hautes Parties Contractantes présenteront respectivement l'un à l'autre et aussitôt que possible après la remise de tous les prisonniers un état des dépenses directes supportées par lui pour le soin et l'entretien des prisonniers, depuis la date de la capture ou de la reddition jusqu'à celle de la mort ou de la remise. Compensation sera faite entre les sommes dues par la Bulgarie à l'une des autres Hautes Parties contractantes et celles dues par celles-ci à la Bulgarie et la différence sera payée au Gouvernement créancier aussitôt que possible après l'échange des états de dépenses sus-visés.

Article X.

Le présent Traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Bukarest dans le délai de quinze jours ou plus tôt si faire se peut.

VIII.

**La proclamation du Roi Pierre de Serbie du 18 juin
(1 juillet) 1913.**

„ORDRE du Haut Commandant de l'armée 18 juin
1913 à Belgrade :

Soldats!

Par mon ordre du 6/19 octobre de l'année passée je vous avais appelés pour faire la guerre à la Turquie dans le but de délivrer nos frères opprimés et de vanger le sombre Kossovo Polé. Grâce à votre bravoure, à votre héroïsme sans exemple et à votre empressement aux sacrifices, vous avez, en moins d'un mois, vaincu l'ennemi, délivré vos frères et vangé le Kossovo.

Soldats!

La guerre des Balkans est finie. Nos frères — délivrés. La paix avec la Turquie est signée. Vous devriez maintenant retourner chez vous et vaquer à vos affaires, revoir vos parents, les êtres chers à vos cœurs et qui vous attendent avec impatience.

A mon grand regret, chers soldats, vous ne pouvez pas encore retourner chez vous, vous ne pouvez pas encore revoir les êtres qui vous sont chers et vous reposer après les grands efforts. Les Bulgares, hier encore nos alliés avec lesquels nous luttâmes récemment côte à côte, que nous avons aidés de tout cœur, en véritables frères, à prendre leur précieuse Andrinople, arrosée de notre sang, nous disputent les parties de la Macédoine que nous avons conquises au prix de tant de sacrifices. La Bulgarie, agrandie deux fois au cours de cette guerre commune, ne donne pas à la Serbie, deux fois moindre, ni Prilep du roi Marko, ni Monastir où vous vous êtes couverts de gloire et où vous avez anéanti les dernières troupes turques envoyées contre nous. La Bulgarie, baignée par deux mers ne permet pas à la Serbie d'avoir une issue si elle seule. La Serbie et son espérance — l'armée serbe — ne peuvent et ne devraient pas y consentir. Ils doivent défendre leurs acquisitions contre tout le monde, même contre les alliés d'hier — les Bulgares.

Les Grecs, nos alliés, marcheront avec nous dans la guerre contre les Bulgares, qui veulent les dépouiller aussi de leurs conquêtes; nos frères monténégrins aussi participent à la guerre, car ils veulent défendre le sol serbe.

Soldats.

Au nom de Dieu et de notre juste cause — en avant!
Déployez de nouveau le victorieux drapeau serbe et portez-le victorieusement dans les rangs de votre nouvel ennemi, comme vous l'avez victorieusement promené sur le Vardar jusqu'à Salonique, à Prilep et à Monastir, à travers Kossovo-pole et à Prizren.

En avant soldats! Dieu aussi aide les patriotes et les justes.

(s.) Pierre.

Cet ordre doit être lu à tous les soldats.

Le chef de l'état-major du quartier général, aide de camp d'honneur de S. M. le Roi.

le voïvode: R. Poutnik.

VIII-e d'infanterie, II-e ban, Armée Nationale — № 222 — le 18.I juillet 1913.

Pour le commandant du I-er bataillon — communiqué solennellement au bataillon, le 18.I juillet 1912. Orah.

Le commandant, sous lieutenant Siméon Iovanovitch.
(Voir le fac-similé ci-joint).

НАРЕДБА

ВРХОВНОГ КОМАНДАНТА ВОЈСКЕ 18. јуна 1913. ГОДИНЕ у Београду

Војници!

Наредбом Мојом од 6. октобра прошле године, позвао сам вас у рат противу Турске, ради ослобођења наше потлачене браће; ради освојења тужног Косова. За једну месец дана ви сте вашим јунашвом, беспримерном храброшћу, и пожртвовањем — непријатеља победили, своју браћу ослободили и Косово осветили.

Војници!

Рат је на Балкану свршен. Наша су браћа ослобођена. Мир је са Турском закључен. Сад би требало да се вратите својим пословима и домовима, својим породицама, својим драгим и милим, који вас жељно очекују.

На Моју велику жалост, драги Моји војници, ви се не можете још вратити својим кућама; ви још не можете да се видите са својим драгим и милим и да се одморите од ваших тешких напора. Бугари, дојучерашњи наши савезници, са којима смо се заједно до скоро раме уз раме борили, којима смо, као права браћа, од свег срца помагали и њихово драгоцено једрене својом крвљу непотезимце забили, оспоравају нам оне крајеве у Македонији, које смо ми сами толиким својим жртвама задобили. Бугарска, два пута унећана у овоме заједничком рату, не да два пут мањој Србији ни Прилипи Краљевина Марка, ни Битол, где сте се, јунаши Моји, толико прославили и сатрли последњу турску војску према нама. Бугарска, непооредно на два мора, не да Србији везу ни са једним. Србија и њена узданица Српска Војска то не могу и не смеју допустити. Они морају своје тековине, крвљу задобивене, бранити и одбранити од свакога, па и од дојучерашњег савезника свога — Бугара.

С нама заједно против Бугара у рат иду и наши савезници Грци, од којих Бугари такође хоће да отму и њихове тековине, и наша браћа Црногорци, јер и они хоће да бране српску тековину.

Војници!

У име Бога и наше праведне ствари — Напред! Развите опет српску поносну тробојку и пронесите је, победоносно кроз релове нашег повог непријатеља, као што сте је победоносно пронели Вардаром до Солуна, преко Прилипи и Битоља, преко Косова и Призрена.

Најред војници! Прегоњу и иправеднику и Бог њо маже.

ПЕТАР С. Р.

Да се ова Наредба саопшти свима трупама

Начелних штаба Врховне Команде,
почасни адјутанти Њ. В. Краља,
Војвода,

Р ПУТНИК С. Р.

VIII ПЕШАД. ПУК И ПОЗИВА
НАРОДНЕ ВОЈСКЕ

О. Бр. 222

бр 18. јуна 1913 г.

*Команданту 1. батальона, — војнички
царску награду батальону за пеху у нем. фронт,
на свечан начин*

*Командант, П. Жувант,
Винер, Говард*

18. јуна 1913 г.

Гуш

12 02 15 30 45 11

12 02 15 30 45 11

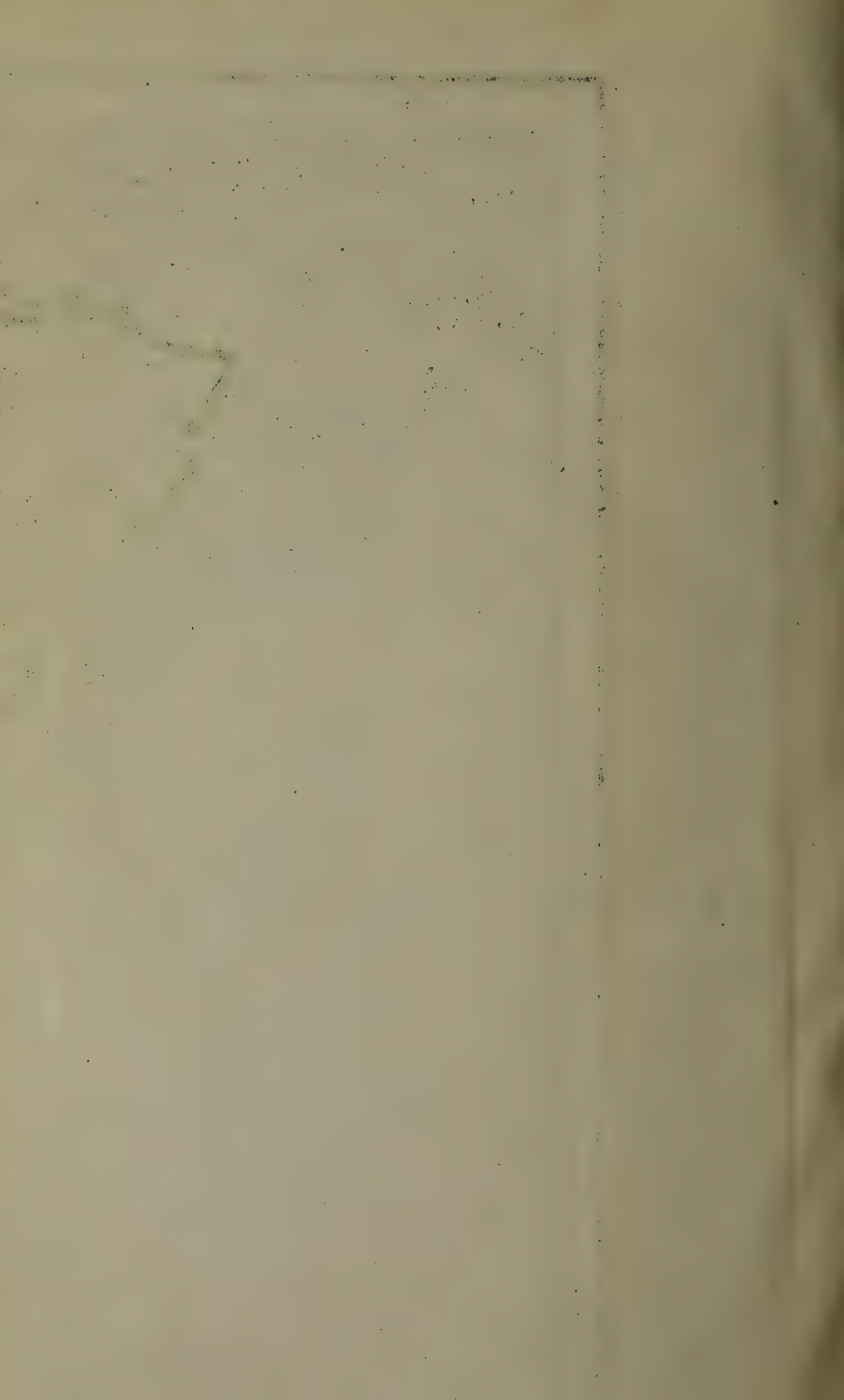
12 02 15 30 45 11



LEGENDE

- La Bulgarie d'après le Traité de San-Stefano 1878.
- La Bulgarie et la Roumélie Orientale d'après le Traité de Berlin.
- La frontière entre la Bulgarie et la Roumélie Orientale.
- La Turquie, la Serbie et le Monténégro avant le Traité de San-Stefano.

Echelle 1:4,000,000.
Kil 50 0 50 100 150 200 Kil.



LA MACEDOINE

AVEC

LA ZONE CONTESTEE

D'après le traité d'alliance Bulgaro-Serbe de 28 Février v.st. 1912.

Echelle de 1 : 1,500,000

10 0 20 30 40 50 60 km



LÉGENDE :

- Frontière de la Macédoine.
- Frontière de la Zone Contestée.

MODIFICATIONS TERRITORIALES

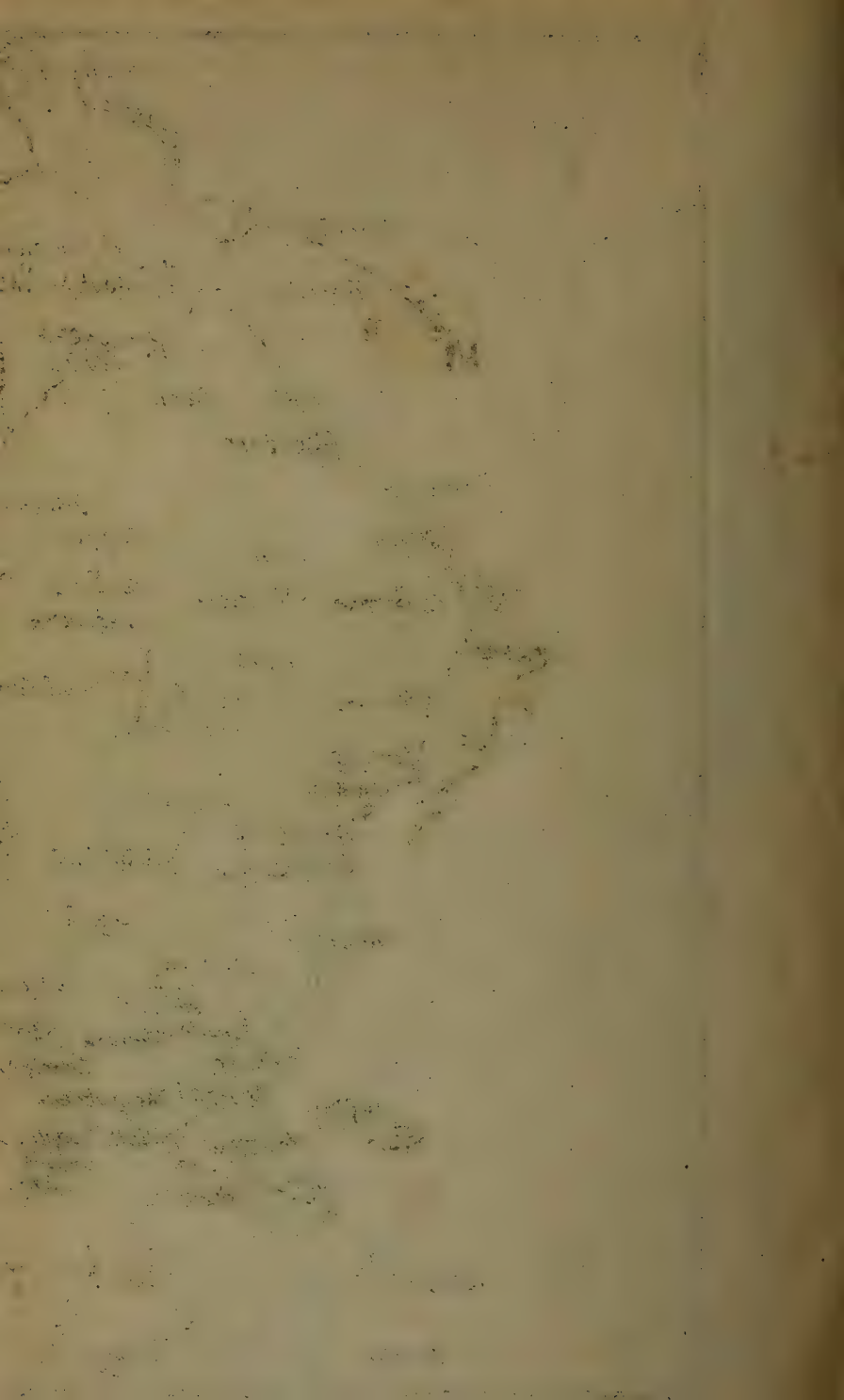
DANS LES BALKANS

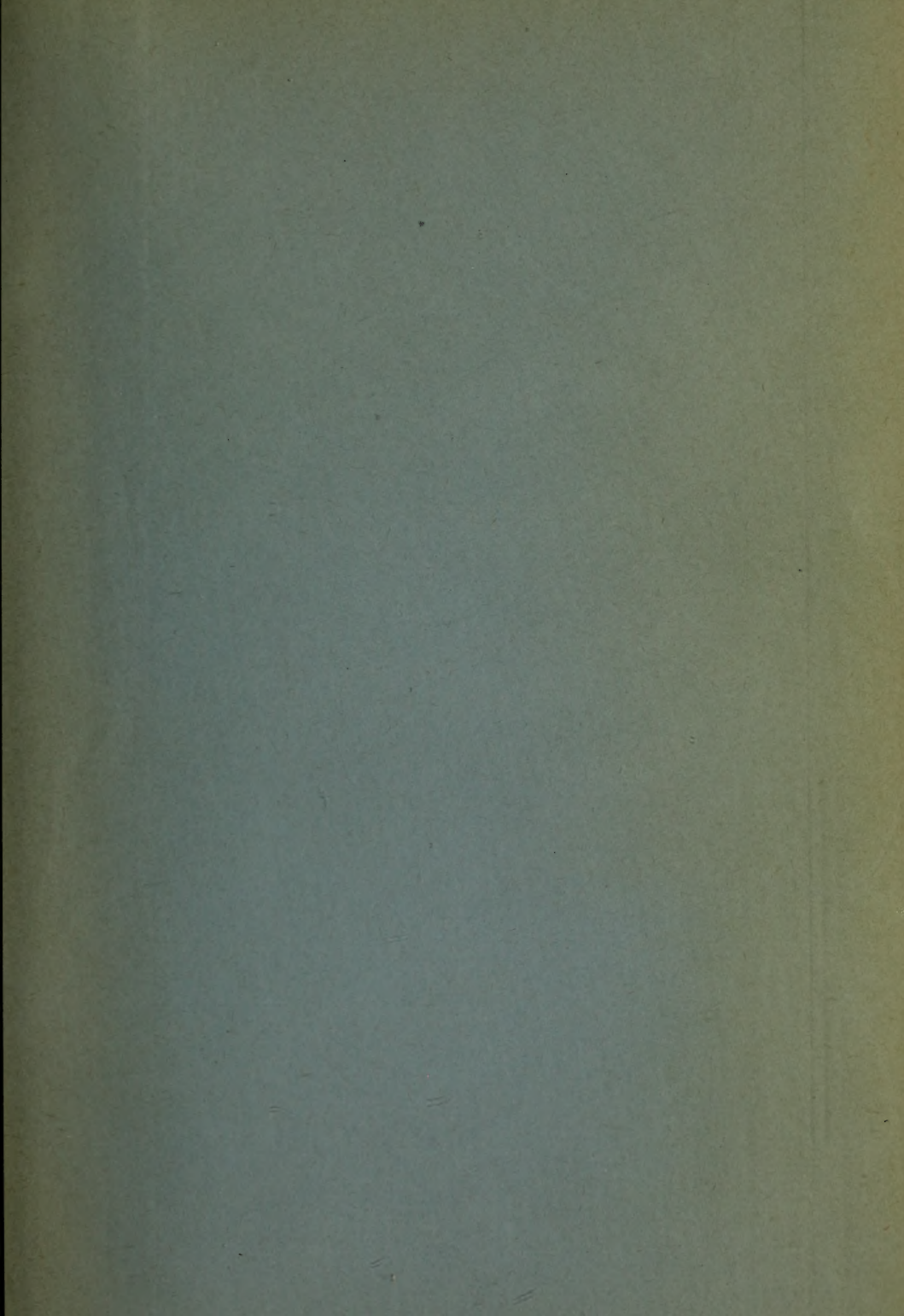
1. CONFÉRENCE DE LONDRES

2. TRAITÉ DE BUKAREST









PLEASE DO NOT REMOVE
CARDS OR SLIPS FROM THIS POCKET

UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARY

DR
72
S648

Solarov, K.
La Bulgarie et la question
macédonienne

UTL AT DOWNSVIEW



D RANGE BAY SHLF POS ITEM C
39 11 05 08 11 014 7